

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'HÔTELIER

et sa

CLIENTÈLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 24 avril 1913, à 3 heures

PAR

Marcel LÉVY

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

JURY

Président : M. Ambroise COLIN.

Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. WEISS, } \textit{professeur.} \\ \text{M. DESCHAMPS, } \text{---} \end{array} \right.$

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1913

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises
dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'HÔTELIER

et sa

CLIENTÈLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 24 avril 1913, à 3 heures

PAR

Marcel LÉVY

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

JURY

Président : M. Ambroise COLIN.

Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. WEISS, } \textit{professeur.} \\ \text{M. DESCHAMPS, } - \end{array} \right.$

PARIS

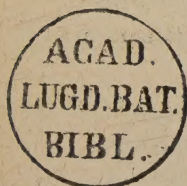
LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1913



PRINCIPALES ABRÉVIATIONS

- Cas., Arrêt de la Cour de Cassation.
- D., Dalloz, *Recueil périodique d'arrêts*. Cette abréviation :
D., 94-2-438 signifie : Dalloz, année 1894, deuxième
partie, p. 438.
- J. G. D. *Jurisprudence générale ou Répertoire alphabétique Dalloz*.
- J. G. S. D., *Supplément au Répertoire alphabétique Dalloz*.
- P., *Pandectes françaises*. Recueil périodique d'arrêts. Même
mode de citation que pour D.
- S., Sirey, *Recueil périodique d'arrêts*. Même mode de ci-
tation que pour D.
- V°, *Verbo* : au mot.

ADDENDA OU ERRATA

Pagus

10. *Lire* patricien au lieu de praticien.
27. Note (2) *lire* Jourdan au lieu de Jourda.
74. Note (3) *addendum* : loi du 15 Février 1902 relative à la protection de la santé publique et décret du 10 Février 1903.
76. *Lire* voir références dans la *Gazette des Tribunaux*, du 28 janvier 1906, sous le jugement précité et *supra*, page 71, notes.
81. Le 2^{me} renvoi (2) porte, en réalité, le chiffre (3).
85. Un arrêt récent de la Cour de Pau vient à l'appui de notre manière de voir : « Le propriétaire d'un établissement thermal qui fait connaître son entreprise au public par la voie des journaux, par des affiches, par l'envoi de calendriers réclames, annonçant l'ouverture de la saison thermale pour une date déterminée, ne peut refuser, sans motif légitime, de tenir les offres et de remplir les obligations qu'il a ainsi publiées. Il s'est lié d'avance envers tous ceux qui acceptent plus tard ses offres et qui se présentent pour traiter sur les bases qu'il a lui-même fixées, notamment envers les personnes qui se déplacent pour venir suivre un traitement. Et l'inexécution de son engagement, si elle a causé un préjudice, peut motiver une condamnation à des dommages-intérêts. » (Pau, 13 juin 1912 : journal *le Droit* du 30 août 1912.)
91. *Lire* celle en paiement du transport par mer des passagers ou bagages.
121. *Lire* un mot sur une question à l'ordre du jour, etc.
135. *Lire* l'hôtelier répond tant du vol que des dommages de toute

sorte provenant d'incendie, accidents causés par animaux (voir références citées *infra*, page 218, note (1)).

135. Note (2). Lire et *infra* p. 164, note (2), *vo Incendie*; p. 202, *vo Incendie*, texte et note (5); p. 216, *vo Incendie*, texte et notes.
137. Lire Laurent cité *supra*, page 136, note (5).
140. Note (2). Lire références citées *supra*, page 218, note (1).
157. Note (1). Lire ces jugements ont considéré que l'hôtelier avait sa responsabilité engagée en tant que voiturier.
163. Lire : *infra* chapitre V, section II, § 2, B.
164. Note (2). Lire Tribunal Saint-Etienne, 13 juin 1900, et Lyon, 12 juillet 1901, cités *supra*, *Incendie* : S., 1904-2-305.
184. Lire article 1348 au lieu de 1346.
192. Lire tribunaux au lieu de tribunal.
247. Lire cette thèse qui est contredite par l'esprit d'économie et de rapidité de la loi de 1838 et qui n'est plus soutenable depuis la promulgation de la loi susvisée du 31 mars 1896.
261. Si la partie lésée emploie la voie correctionnelle ou criminelle, sont également compétents les juges du lieu du délit, de la résidence du prévenu, du lieu où il pourra être trouvé (art. 23 et 63 du Code d'instruction criminelle).
268. Seule l'action civile en dommages-intérêts motivés par le fait illicite ne prescrit pas le même laps de temps que l'action publique; les actions en revendication ou nées du dépôt échappent à la prescription pénale, car elles ont leur cause dans un droit préexistant au fait illicite.
291. Maisons de tolérance : la jurisprudence cependant se refuse à connaître de toutes conventions relatives aux maisons de tolérance : Cas., 11 novembre 1890 : *Gazette du Palais*, 1890-2-587; Alger, 15 novembre 1893 : D., 94-2-528; Amiens, 1^{er} avril 1912 : *Gazette du Palais*, 1912-2-136.

L'HÔTELIER ET SA CLIENTÈLE

INTRODUCTION

« Connais-toi toi-même », dit un axiôme aussi vieux que le monde et dont l'expérience accumulée des siècles n'a fait que dégager la profonde justesse. Connaissance mentale, dira le psychologue ; connaissance physique, s'écriera le disciple d'Esculape ; connaissance juridique, devra clamer l'homme de bon sens. Dans une société organisée où l'exercice des droits de chacun est subordonné à l'accomplissement de ses devoirs envers tous, ne peut-on dire qu'il s'ignore lui-même celui qui ne voit pas, et parce qu'il ne s'en est jamais enquis, les frontières que la loi impose au développement de son activité, et celles que par une juste réciprocité elle trace au développement de l'activité de ceux que la vie de chaque instant met en rapports avec lui ? Dans cet ordre d'idées, un domaine est resté jusqu'à ce jour trop inconnu du gros public et trop l'apanage du monde du droit, celui de la situation respective, devant la loi, de l'hôtelier ou aubergiste et de sa clientèle, celui des rap-

ports juridiques pouvant exister entre eux, celui de leurs droits et obligations réciproques. C'est pourtant un sujet d'actualité, un sujet à l'ordre du jour en notre siècle où l'on vit à la vapeur et où soit la nécessité de « faire des affaires », soit le goût toujours croissant du tourisme pousse chacun à « sortir de son trou », à parcourir le monde, à délaisser le toit familial pour l'abri passager de l'hôtel ou de l'auberge. Ce domaine était trop vivant et les difficultés soulevées par lui dans la pratique trop nombreuses (il est facile de s'en rendre compte en feuilletant un de nos grands recueils de jurisprudence), pour être resté vierge et tout à fait inexploré. Mais les ouvrages qui ont déjà traité cette matière ont à mon point de vue un grand tort : ou ils se sont contentés d'une sèche énumération de textes accompagnés de quelques commentaires, et ils sont tombés dans le formulaire dont la brièveté éloigne le lecteur par son aridité, ou ils ont écrit des ouvrages d'une réelle valeur scientifique, mais péchant par excès contraire et ne tenant pas un compte suffisant des besoins de la pratique.

J'ai essayé d'éviter ce double écueil. J'ai fait une large part à la science du droit qui réclamait ici voix au chapitre par des thèmes chers aux juristes : ce sont les questions du prétendu contrat d'hôtellerie, du louage, de la responsabilité, du cas fortuit et de la force majeure ; c'est la théorie de la preuve, celle de la prescription et bien d'autres que nous retrouverons.

Mais je me suis efforcé aussi de répondre aux exigences de la pratique, de solutionner, en m'aidant des lumières des auteurs et de la jurisprudence, en examinant à fond les arrêts les plus récents, les difficultés de cet

ordre d'idées pouvant se présenter à chacun à tout moment. J'ai cru bon également de consacrer deux chapitres, l'un à des situations offrant des points d'analogie à celle des hôteliers, l'autre à une brève étude des dispositions sur ce sujet des codes et lois des principaux pays du monde civilisé.

J'ai voulu, en un mot, faire un travail qui, tout en reposant sur des bases juridiques, soit cependant accessible à tous.

Le seul vœu que je forme, en terminant cette courte préface, est que ce modeste ouvrage puisse être de quelque utilité à ceux entre les mains desquels le hasard le mettra.

Paris, le 1^{er} mars 1913.

PLAN

Livre I. — HISTORIQUE.

— II. — DROIT FRANÇAIS ACTUEL.

— III. — DROIT COMPARÉ.

CONCLUSIONS DE L'AUTEUR.

NOTA. — Par la force même des choses, ces diverses parties sont de longueur très inégale ; mais, si cette division manque un peu de symétrie, la clarté y gagnera ce que peut-être l'harmonie y aura perdu.

LIVRE PREMIER

HISTORIQUE

PRÉAMBULE

Selon le mot de Leibniz, le présent est plein du passé et gros de l'avenir. Et nulle part plus que dans le domaine des institutions juridiques ou semi-juridiques, cette maxime n'est plus vraie. La génération spontanée, auto-génération, est inconnue partout, et si en médecine certains précurseurs ont cru pouvoir affirmer que rien ne s'oppose théoriquement à ce que l'on puisse arriver un jour à créer de toutes pièces des êtres vivants, je leur donne sur le terrain du droit le démenti le plus formel : les institutions actuelles ont été en effet « précédées et préparées par celles du passé » (Planiol). Consacrions donc quelques pages à un historique succinct ; homme de pratique, sachons faire aux théoriciens ce léger sacrifice, dont nous reconnaissons d'ailleurs toute l'utilité.

CHAPITRE I

ANTIQUITÉ

SECTION I

GÉNÉRALITÉS SUR LES PEUPLES BARBARES ET SUR LA GRÈCE

Si, avec de nombreux économistes, nous admettons que la nécessité est la mère de l'invention, ne nous étonnons pas de ne rien trouver dans les premiers siècles de l'humanité qui de près ou de loin rappelle l'industrie hôtelière. Le besoin de se procurer moyennant finances un abri plus ou moins confortable existait-il chez les premiers peuples qui se sont succédé à la surface de notre globe terrestre ? Certes non, et ils eussent trouvé bien étrange, ces quasi-primitifs, de voir aborder une pareille question. La seule préoccupation de l'homme est alors celle de nourrir, le simple troc résume en lui seul tout le commerce, et la seule habitation est la caverne. De ce premier stage, l'homme passe à celui de la vie nomade : à la chasse a succédé l'élevage des troupeaux, et leur alimentation nécessitant des changements de pâturage et des déplacements constants est le principal souci de l'être humain ; la tente, sa seule demeure.

Cette première raison, tirée de l'économie de la vie

de ces temps, eût suffi pour expliquer ce procès-verbal de carence. Une deuxième, plus forte, devait militer dans le même sens et justifier la même absence de lois sur cette matière chez des peuples arrivés à un degré plus avancé de civilisation, chez qui les besoins du commerce pouvaient exiger des voyages lointains, partant des abris mercenaires. Transplantant la phrase bien connue de Rousseau, on peut dire qu'alors l'hospitalité ne se vendait pas ; elle se donnait ; elle se donnait même sur un très grand pied, elle se prodiguait. Tant en Orient qu'en Occident, dès l'antiquité la plus reculée, les chefs de famille considéraient comme un devoir sacré l'accueil sous leur toit de l'étranger en voyage, regardé comme un envoyé des dieux. Les chants d'Homère nous montrent que ses héros pratiquaient l'hospitalité, et la Bible nous apprend qu'elle était en honneur chez les Hébreux. Les lois des peuples dits barbares, mères de notre droit coutumier, ne s'amusaient pas à réglementer une hospitalité salariée ; elles préférèrent imposer à leurs justiciables une hospitalité offerte gracieusement. « Si quelqu'un a refusé le couvert ou le foyer à un voyageur, qu'il soit frappé d'une amende de trois sous », dit la loi des Burgondes, et la loi des Wisigoths permet au voyageur d'allumer du feu, de faire paître son cheval et de couper des branches. Dans l'hospitalité grecque, la religion joue un grand rôle : peut-on regarder comme un étranger celui qui a réussi à atteindre le foyer ? Il est devenu *ἐφ'εστος* (1). Jupiter n'était-il pas le dieu de l'hospitalité ?

(1) Sophocle (*Trachia*, 262), — Euripide (*Ion*, 654), — Eschyle (*Euménides*, 577), — Thucydide (*I*, 137), — Fustel de Coulanges, (*la Cité antique*, 9^e éd., Paris, 1881).

Mais le désir du gain devient chaque jour plus vivace, et peu à peu l'hospitalité se transforme : c'était d'abord un devoir, c'est maintenant un commerce.

La Grèce devait connaître une forme d'auberge au moins embryonnaire : dans les campagnes, c'est le caravansérail, hangar ouvert à tous les vents et où les animaux et les hommes vivent dans la plus grande promiscuité ; dans les villes, ce sont des hôtelleries plus confortables, mais véritables maisons de prostitution. Tel était d'ailleurs tout l'Orient : les espions de Josué logent chez Rahab qui est une courtisane, et c'est encore chez une courtisane que Samson descend à son arrivée à Gaza. Mais la loi paraît muette.

SECTION II

L'HÔTELLERIE A ROME

Au droit romain, ce flambeau de l'humanité, il a appartenu de nous donner la première réglementation (au moins au point de vue privé) de cette institution nouvelle dans les mœurs qu'était l'hôtellerie.

L'hôtellerie fut-elle d'un grand usage chez les Romains ? De prime abord nous pourrions le supposer : comme nous allons le voir, la législation romaine régissant ce point a été bâtie uniquement sur les besoins de la pratique, d'où elle est issue. Les faits viennent confirmer cette supposition de l'esprit ; et ce sont d'abord les auberges privilégiées créées sur les routes par les

empereurs romains pour permettre aux voyageurs de relayer et appelées *mansiones*. N'y étaient admis que ceux munis d'une lettre de l'empereur, dénommée *diploma tractatorium*; les autres auberges paraissent avoir joui d'une mauvaise réputation dans tout l'empire romain. Horace nous en parle dans son voyage à Brindes et nous donne une idée de la moralité du propriétaire qu'il appelle *perfidus caupo* (perfide aubergiste). Cicéron nous rapporte que les hôteliers étaient fort mal notés et que leurs établissements étaient le plus souvent considérés comme des lieux de débauche (1). Les fouilles exécutées à Pompéi nous permettent de nous rendre compte d'une manière assez exacte de ce que pouvait être une auberge romaine. C'est peut-être un *Thermopolium* analogue à celui de Pompéi, fréquenté surtout par des débauchés, genre d'établissement qui a permis à Plaute d'exercer sa verve moqueuse aux dépens des philosophes. « Ont-ils gagné quelque argent, ils se cachent le visage et vont boire chaud (2) ». C'est peut-être une *caupona* d'un degré plus relevé, identique à celle que tenait à Pompéi près de la porte d'Herculanum un nommé Albinus et qui avait de nombreuses chambres pour voyageurs et dans l'écurie de laquelle on a retrouvé des ossements de chevaux et des vestiges de voitures (3). Mais, si nous en croyons les peintures retirées sous les cendres, la débauche sévit partout : Sur un panneau deux jeunes gens s'embras-

(1) Cicéron, *Phil.*, 2, 69.

(2) *Circulio*, art II, 3.

(3) *Pompéi, la ville, les mœurs, les arts*, par Pierre Gusman. Paris, Société Française d'édition d'art, sans date.

sent, et l'un dit : *Nolo cum mortali*; sur un deuxième, une femme refuse de se rendre aux désirs d'un jeune homme, et la *caupa* apportant à boire demande qui elle doit servir.

Supposons un Romain en voyage pour ses affaires ou son plaisir. C'est, par exemple, un riche praticien domicilié dans l'Italie du Nord qui va passer l'été dans ses propriétés de Sicile. La route est longue, la renommée de Pompéi l'attire et, se laissant séduire (la réclame était déjà en vogue) par cette annonce tracée en osque : « Voyageur, en allant d'ici jusqu'à la deuxième tour, tu trouveras Sarinus, fils de Publius, qui tient une auberge. Porte-toi bien »; ou par celle-ci, d'un caractère plus comique et plus alléchante pour un gourmet : *Ubi perna cocta est, si convivæ adpiratur, non gustat pernam, lingit ollam aut cacabum* (Une fois que mes jambons sont cuits, quand on en sert à un convive, avant de le goûter, il lèche la marmite où il a été cuit), notre homme se fait déposer par sa litière à la *caupona* de Sarinus ou à celle des Fortunata dont le nom est inscrit sur un pilier extérieur, ou celle de Phébus, ou celle de Perennius Nymphérois, ou au principal établissement de Pompéi, où on loge à pied et à cheval, situé hors de la ville, dans le *pagus Augustus felix*, sur un des côtés de la voie des tombeaux, tout désigné aux amateurs de beaux sites par ses terrasses donnant vue sur la mer (1).

Au moment du départ, un coffre en bois précieux faisant partie des bagages de notre voyageur a disparu ou a été détérioré. Contestation avec le patron de la *caupona*. Quelles actions le voyageur va-t-il pouvoir

(1) Gusman, cité *supra*.

invoquer à son profit ? Le droit romain est ici passé par trois phases qu'il importe de retracer.

SECTION III

LE DROIT ROMAIN

§ 1. *Première phase.* — Dans une première époque qu'il est impossible de délimiter exactement, le droit commun exclusivement régit les rapports de l'hôtelier et de sa clientèle. Le voyageur ne peut-il invoquer l'action de dépôt, l'*actio depositi directa* ? C'est une intuition qui vient naturellement à l'esprit : n'y a-t-il pas eu remise du colis, n'y a-t-il pas eu la remise matérielle d'une chose corporelle à charge de la rendre, n'y a-t-il pas eu enfin la *res* suffisante pour la formation du contrat de dépôt ? N'oublions pas que nous sommes à Rome, et que le dépôt y est à l'origine un contrat civil et formel (1), qui, pour exister, a dû être accompagné de la convention de fiducie : par la fiducie, le déposant considéré comme aliénateur consentait une aliénation fictive au dépositaire qui jouait le rôle d'acquéreur et prenait lui-même l'engagement de retransférer la propriété à l'aliénateur (2). Pour que le déposant puisse invoquer l'*actio depositi directa*, il faut cet engagement solennel du dépositaire que le voyageur,

(1) Girard, *Manuel élémentaire de Droit romain*, 4^e édition, Paris, 1906, p. 519 et suiv.

(2) Boès, *Sur Cicéron, Top.*, 10, 41.

presque toujours, pour ne pas dire jamais, n'aura songé à demander au patron de l'auberge.

Ne peut-il user de l'*actio locati directa*, l'action du contrat de louage ? Les rapports de l'aubergiste et de sa clientèle ne reposent-ils pas sur la *locatio conductio*, n'y a-t-il pas *locatio rei aut operarum*, location de choses ou de travaux, l'une des parties s'engageant à fournir l'usage ou la jouissance d'une chose corporelle ou une fraction de son industrie, y compris, en l'espèce, le fait de prendre toutes les précautions voulues pour qu'il n'arrive rien aux bagages de son co-contractant, de son hôte ? Une remarque analogue à celle faite précédemment s'impose : ce contrat, consensuel dans les siècles postérieurs à l'époque de la procédure formulaire, est, au temps qui nous occupe, un contrat réel formé par la remise de la chose et qui, d'après l'opinion la plus généralement suivie, exigeait deux stipulations formelles du bailleur et du preneur ; de là même serait venu son nom double *locatio conductio* (1).

Quelles ressources restent donc au voyageur ainsi dépossédé ou frustré ? Aucune, contre le maître de l'auberge. S'il connaît l'auteur de sa dépossession, et ce peut être le patron lui-même, il va pouvoir intenter contre lui l'*actio furti* (action de vol). La distinction romaine des actions en pénales et reipersécutoires, — les premières procurant un bénéfice à la victime du délit, les deuxièmes, simple moyen de réparation du préjudice causé — devait aussi mettre à sa portée la *condictio furtiva* (2), par laquelle le volé, considéré

(1) Girard, cité *supra*, p. 567.

(2) D. 43, 1. *De cond. furt.*, 31, 2.

comme créancier de la chose volée peut en demander la valeur au voleur et à ses héritiers, même s'ils ne possèdent pas, même si la chose a péri par cas fortuit.

Notre voyageur, comme tout propriétaire quiritaire, a encore la revendication (1) ; propriétaire prétorien, il a l'action publicienne (2).

Sa chose n'est-elle pas disparue, mais simplement endommagée, il peut recourir à l'action de la loi Aquilia, accordée dans certaines conditions, dans l'examen desquelles nous ne pouvons entrer ici, contre celui qui avait causé des dommages à des choses particulièrement précieuses, telles que des esclaves ou *animalia quæ pecudum numero sunt* (animaux domestiques) (3). Le droit prétorien devait considérablement élargir cette action qui avait été précédée elle-même du *damnum injuria datum* (dommage donné à raison du préjudice) (4).

Plus tard et après l'achèvement de cette première phase, le préteur devait même, au moyen des actions *in factum*, combler les lacunes de la loi civile et, dans le silence de celle-ci, accorder au voyageur telle ou telle action, en posant une formule *a intentio* rédigée *in factum* (5), et en disant au juge de statuer si tel fait existe.

Toutes ces actions avaient un trait commun, celui de viser directement l'auteur du délit lui-même, que seul elles pouvaient atteindre.

Si l'auteur du délit, patron de la *caupona* ou autre,

(1) *Inst.* 4, 6 ; *de act.*, 1 ; *D.* 6, 1. *de rei vindicatione*.

(2) *Gaius*, 4, 36 ; *Inst.*, 4, 6, *de act.* ; *D.* 6, *de publiciana in rem actione*.

(3) *D. h. t.* 1, 1.

(4) *Inst.*, 4, 3, *de lege aquilia* ; *D.* 9, 2, *ad legem aquiliam*.

(5) *Gaius*, 4, 45-47.

se trouvait lui-même en la puissance d'autrui, si c'était un esclave ou un fils de famille ou une fille *in patria potestate*, le voyageur pouvait, par l'action noxale, demander réparation du préjudice causé au chef de famille, répondant forcé des faits illicites dont les auteurs se trouvaient en sa puissance (1). Deux autres combinaisons furent même envisagées plus tard par l'édit prétorien. Le maître ou le père de famille peut charger un esclave ou une personne *in patria potestate* d'une entreprise commerciale, et à ce titre, par exemple, de la tenue d'une auberge : le voyageur peut agir contre le maître ou le *paterfamilias* au moyen de l'*actio institoria* (2) ou l'*actio quod jussu* (cette dernière supposant l'adhésion du maître ou du *paterfamilias* aux actes de la personne en puissance). Le maître ou le *paterfamilias* peut encore laisser à la disposition de l'esclave ou du fils de famille un certain nombre de biens formant un *peculium* (pécule) (3); le prêteur a admis que par cette concession le maître ou le *paterfamilias* avait donné pouvoir à l'esclave ou au fils de famille de l'engager envers les tiers jusqu'à concurrence de ce pécule, et les tiers ont l'*actio de peculio*. A l'époque classique, postérieure à cette première phase, le fils de famille peut s'obliger lui-même et alors dans les hypothèses des actions *de peculio*, *quod jussu*, le tiers a deux débiteurs : le père d'abord, le fils ensuite, qu'il peut poursuivre de par l'action *adjecticiæ qualitatis* (4).

(1) D., 9, 1-4; Inst., 4, 8, *de noxalibus actionibus*; 4, 9 *si quadrupes...*

(2) D., 14-3, *De inst. act.*, 13, pr. Hippolytus, *Refutatio omn. hæres*, 9, 11, 12; — Girard, cité *supra*, p. 95.

(3) Ulpian, D., 15, 1. *De pec.*, 3, 5.

(4) Gaius, D., 44, 7, *de O. et A.*, 39; — Girard, cité *supra*, p. 139.

Pour nous résumer, nous voyons que dans cette première période le voyageur dépossédé ou frustré n'était pas dépourvu de recours juridique : nombreuses étaient même les actions qui lui appartenaient. C'est, d'ailleurs, un point des plus controversés de savoir si ces diverses actions pouvaient se cumuler entre elles ou si l'exercice de l'une d'elles privait à jamais de recourir aux autres. Mais toutes ces actions avaient un grave défaut qui leur était commun et qu'un peu de réflexion fait aisément découvrir : aucune ne permettait de mettre en cause le patron de l'auberge, de par sa seule qualité ; il fallait trouver un fait illicite commis par lui-même, il fallait le prouver. Si le fait avait été commis par un tiers, préposé même de l'aubergiste, le voyageur ne pouvait demander compte qu'à ce tiers ou à ce préposé. Le coupable pouvait être inconnu, il pouvait être insolvable en fait, il pouvait être en droit incapable de s'obliger et d'obliger quiconque pour lui (esclave ou personne *in patria potestate* en dehors des hypothèses plus haut examinées des actions noxales, *institoria*, *quod jussu* ou *de peculio*) ; peu importe : le patron de la *caupona* n'était pas responsable, et le voyageur en était réduit, comme le corbeau de la fable, à jurer, « mais un peu tard, qu'on ne l'y prendrait plus ».

§ 2. *Deuxième phase.* — Cette deuxième époque chevauche, pour ainsi dire, sur la première, et rien ne permet de fixer la date à laquelle les dispositions ou plutôt la disposition qui la caractérise a commencé à entrer en vigueur. Une seule affirmation peut être faite en toute sécurité : l'action dont nous allons parler a pris naissance dans l'exercice, par les magistrats appelés

préteurs, du pouvoir spécial d'organiser les procès, pouvoir que leur avait conféré la loi *Æbutia*, loi promulguée (telle est, du moins, l'avis de la grosse majorité des commentateurs) du début du *vi*^e à la fin du *vii*^e siècle de Rome, que M. Girard place plus exactement entre une date postérieure à l'an 605 et les environs de l'an 628 de Rome (1). Mais cette date de la loi *Æbutia* ne peut servir de démarcation, certaines des actions que nous avons examinées sous la rubrique « première phase » ne pouvant également avoir vu le jour que grâce aux nouveaux pouvoirs des préteurs. Je ne m'attarderai pas davantage sur la chronologie et entrerais immédiatement dans le vif du sujet.

C'est dans le recueil appelé *Institutiones*, manuel rédigé sur les ordres de l'empereur Justinien et promulgué en l'an 533, qu'au titre V du livre IV et sous l'intitulé de *Obligationibus quæ quasi ex delicto nascuntur* (au sujet des obligations qui naissent d'un quasi-délit), nous trouvons le texte relatif à la disposition dont il s'agit :

Item exercitor navis aut cauponæ aut stabuli de dolo aut furto, quod in nave aut in caupona, aut in stabulo factum erit, quasi ex maleficio teneri videtur, si modo ipsius nullum est maleficio, sed alicuius eorum, quorum opera navem aut cauponem aut stabulum exerceret: cum enim neque ex contractu sit adversus eum constituta hæc actio et aliquatenus culpæ reus est, quod opera malorum hominum uteretur, ideo quasi ex maleficio teneri videtur in his autem casibus in factum actio

(1) Girard, cité *supra*, page 993.

competit quæ heredi quidem datur, adversus heredem autem non competit (1).

« Le maître du navire (2), de l'auberge ou de l'écurie (ou étable), répond du dommage ou du vol qui aura été commis sur le navire, dans l'auberge ou l'écurie, tout comme s'il paraissait être coupable du méfait, et d'un méfait commis non seulement par lui-même, mais encore par quelqu'un de ceux dont il utilise les travaux pour son navire, son auberge ou son écurie. Si en effet le contrat n'a pas « constitué » cette action contre lui, cependant et jusqu'à un certain point, il est coupable d'une faute ; s'il en était autrement, il utiliserait les travaux d'hommes n'ayant pas les qualités requises. Comme s'il paraissait tenu de son inféait personnel, l'action est donnée contre lui : cette action est donnée à l'héritier de la victime, mais ne peut atteindre l'héritier du maître.

Le droit romain réalise ici un grand progrès et devient plus favorable au voyageur. En cas de dommage ou de vol des effets commis par quelqu'un de ceux dont les travaux sont utilisés pour l'auberge, la loi présume la faute du maître de l'auberge. Le voyageur n'a pas à rechercher l'auteur du délit, n'a pas à prouver le fait illicite. Le préteur va même plus loin et crée, selon le langage de l'ancienne pratique judiciaire, une présomption *juris et de jure*. La preuve contraire n'est pas réservée à l'aubergiste : il ne peut, pour se disculper, prouver qu'il n'y a eu aucune faute de sa part, qu'il a pris toutes les

(1) Justinien, *Institutes*, livre IV, titre V, p. 3.

(2) Le droit romain, disons-le de suite, a assimilé sur un grand nombre de points le transporteur à l'aubergiste.

précautions nécessaires. De par le métier même qu'il exerce, il est censé avoir pris à sa charge les méfaits de ceux qu'il emploie dans l'exercice de son commerce, domestiques attachés à la personne, palefreniers, filles de salle, etc... Sans trop se hasarder, il est permis de dire que le droit romain a esquissé par là la première ébauche du risque professionnel.

§3. *Troisième phase.* — Le droit prétorien devait suivre une marche ascendante. Cette marche peut se constater dans des textes rapportés au « Digeste », recueil d'extraits de jurisconsultes, composé sur l'ordre de l'empereur Justinien, sous la direction du *quæstor sacri palatii* Tribonien et terminé en l'an 533.

En raison de l'importance de ces textes, d'où sont directement issues les dispositions en vigueur de nos jours, j'estime qu'il y a lieu de les relater ici et de les faire suivre d'une traduction intégrale accompagnée de quelques explications. Cela vaudra mieux que le meilleur des commentaires.

DIGESTA, livre IV, titre VIII (édition Mommsen) :

Nautæ, caupones, stabularii ut recepta restituant.

I. § 1. *Ulpianus libro quarto decimo ad edictum : Ait prætor : nautæ, caupones, stabularii quod quisque saluum fore receperint, nisi restituunt, in eos iudicium dabo. Maxima utilitas est hujus edicti quia necesse est plerumque eorum fidem sequi et res custodiæ eorum committere.*

§ 5. *Labeo scribit, et hoc jure utimur : Caupones autem et stabularios æque eos accipiemus qui cauponam vel stabulum exercent, institoresve eorum ceterum si*

qui opera mediastini fungitur, non continetur, et puta atriarii et focarii et his similes.

§ 8. *Recipit autem salvum fore utrum si in navem res missæ ei adsignatæ sunt : an et si non sunt adsignatæ, hoc tamen ipso quod in navem missæ sunt, receptæ videntur.*

II. *Et puto omnium eum recipere custodium quæ in navem illatæ sunt et factum non solum nautarum præstare debere, sed et vectorum.*

— *Gaius libro quinto ad edictum provinciale :*

Sicut et caupo viatorum.

III. *Ulpianus libro quarto decimo ad edictum :*

..... *Et quia in locato conducto culpa in deposito dolus dumtaxat præstatur, et hoc edicto omnimodo qui recepit tenetur, etiam sine culpa ejus res periit vel damnum datum est, nisi si quod damno fatali contigerit inde Labeo scribit si quid naufragio aut per vim piratarum perierit, non esse iniquum exceptionem ei dari : idem erit dicendum et si in stabulo aut in caupona vis major contigerit.*

Nº 2. *Eodem modo tenentur caupones et stabularii quo exercentes negotium suum recipiunt ; ceterum si extra negotium receperunt, non tenebuntur.*

§ 5. *Gaius libro quinto ad edictum provinciale :*

Nauta et caupo et stabularius mercedem accipiunt, non pro custodia, sed nauta ut traiciat vecturas, caupo ut viatores manere in caupona patiatur, stabularius ut permittat jumenta apud eum stabulari et tamen custodiæ nomine tenentur, nam et fullo et sarcinator non pro custodia, sed pro arte mercedem accipiunt et tamen custodiæ nomine ex locato tenentur. Quæcumque de furto diximus, eadem et de damno debent intelligi non

enim dubitari oportet, quin is, qui saluum fore recipit, non solum a furto, sed etiam a damno recipere videatur.

DIGESTE, livre IV, titre VIII (traduction) :

« Afin que les capitaines de navire, les patrons d'auberge ou d'écurie restituent ce qu'ils ont reçu. »

« I. § 1. Ulpien, livre 14, sur l'édit. — Le préteur dit : « Je donnerai un jugement contre les capitaines de « navire, les maîtres d'auberge ou d'écurie qui ne resti- « tueront pas ce qu'ils auront reçu et qu'ils doivent « rendre en bon état et sain et sauf. »

Ces premières lignes nous montrent déjà que le voyageur n'a plus à s'inquiéter de ses bagages, ni de ce qui peut leur arriver : le patron de l'auberge assume la charge de les lui rendre et de les lui rendre en bon état. Pourquoi cette responsabilité exceptionnelle du *caupo* ? Le jurisconsulte va nous le dire :

« Très grande est l'utilité de cet édit : la plupart du temps, en effet, *il est nécessaire* de suivre la foi (avoir confiance) du capitaine de navire, du patron de l'auberge ou de l'écurie et de remettre les choses à sa garde. »

Retenons le mot nécessaire : c'est parce que le préteur a trouvé qu'il y avait là un dépôt nécessaire (c'est encore l'expression dont usent nos codes modernes), que souvent le voyageur ne pouvait pas ne pas remettre ces bagages à tel maître d'auberge que le magistrat a soumis ce dernier à cette responsabilité exceptionnelle. Cette idée d'ailleurs va être développée :

« § 5. Labéon écrit, et nous nous servons de ce droit : nous trouvons juste qu'il en soit ainsi pour les maîtres d'auberge et d'écurie ou pour ceux qui les font valoir ou

pour ceux qui en trafiquent; dans le cas contraire celui qui remplit les fonctions d'esclave du dernier rang n'est pas dirigé, et pense la même chose des portiers, des cuisiniers et de ceux qui ont des fonctions similaires. »

Elle va être précisée.

« § 8. Le capitaine de navire reçoit les choses pour les rendre saines et sauves et en bon état, si les choses envoyées à son bord lui ont été spécialement confiées : et même si ces choses ne lui ont pas été spécialement confiées, rien que le fait d'avoir été envoyées à bord les fait paraître reçues par lui. »

Le jurisconsulte, poursuivant sa pensée, nous dit les personnes des fautes desquelles le capitaine du navire ou le maître d'auberge peut avoir à répondre :

« II. Et je pense qu'il assume la garde de toutes les choses qui ont été apportées sur son navire et qu'il doit les protéger non seulement contre le fait des marins, mais encore contre celui des passagers. »

« Gaius, livre V, sur l'édit provincial : De même l'aubergiste répond du fait des voyageurs. »

Mais ce serait une grave erreur de croire que l'aubergiste ne répond plus que du fait de ses préposés ou même de celui des voyageurs qui sont descendus chez lui, et qu'il est exempt de toute responsabilité à raison des faits imputables à des tiers, tels que, par exemple, le vol d'un colis par un vagabond. De ces faits même l'aubergiste doit répondre, et sa responsabilité ne disparaît qu'en cas de force majeure (tout comme aujourd'hui, nous le verrons).

« III. Ulpien, livre XIV, sur l'édit : Parce que la faute doit engager la responsabilité dans le louage comme le

dol dans le dépôt, celui qui a reçu la chose est tenu de toute manière, même si la chose a péri ou le dommage a été causé sans sa faute, à moins que cette perte ou ce dommage ne soit absolument le résultat de la fatalité. Et Labéon écrit : « Si quelque chose a péri dans un naufrage ou à raison de la violence des pirates, il n'est pas injuste de donner une exception au capitaine du navire : et l'on doit dire la même chose pour le maître de l'auberge ou de l'écurie, si ce qui est arrivé dans son auberge ou son écurie est le résultat d'un cas de force majeure. »

Même sous cette réserve qui les libère à juste titre en cas de force majeure, cette responsabilité des aubergistes n'en est pas moins une exception au droit commun. Aussi est-elle strictement limitée.

« 2. Les maîtres d'auberge et d'écurie sont tenus ainsi, quand ils ont reçu des choses dans l'exercice de leur profession ; s'ils ont reçu des choses en dehors de l'exercice de leur profession, ils échappent à cette responsabilité. »

Quelques mots d'explication enfin sur la nature de cette responsabilité :

« § 5. Gaius, livre 5, sur l'édit provincial : Le capitaine de navire, l'aubergiste, le maître d'écurie reçoivent un salaire non précisément pour garder ce qu'on leur confie, mais le capitaine de navire pour qu'il transporte les passagers, l'aubergiste pour qu'il laisse les voyageurs rester dans l'auberge, le maître d'écurie pour qu'il permette que les bêtes de somme séjournent chez lui, et cependant c'est sous le nom de garde que leur rétribution est fixée ; de même, le foulon ou teinturier et le tailleur reçoivent un salaire, non pour garder ce qu'on

leur a remis, mais pour l'exercice de leur art ; cependant, d'après la convention, eux aussi sont tenus sous le nom de garde. Tout ce que nous avons dit du vol de la chose s'applique d'ailleurs, il n'en faut pas douter, aux dommages qu'elle a pu subir. En effet celui qui, recevant quelque chose, s'est par lui-même engagé à le rendre en bon état, paraît devoir répondre non seulement du vol, mais aussi des dommages. »

Dans son dernier état, le droit romain était donc arrivé par un développement spontané à une conception vigoureuse et originale de la responsabilité de l'aubergiste.

Il ne faut pas négliger plus longtemps l'autre face des relations existant entre l'hôtelier et sa clientèle, et il y a lieu d'envisager maintenant les actions données à l'aubergiste contre ses clients. Elles offrent du reste, au point de vue rétrospectif, un intérêt si minime qu'il suffit d'y consacrer quelques lignes.

Un voyageur est descendu dans une *caupona*, et sur son départ refuse de solder sa note. Le droit romain a-t-il prévu cette situation ?

Pas spécialement, mais le droit commun, les contrats de dépôt et de louage, et sous les mêmes restrictions que pour les actions dérivant de ces mêmes contrats et appartenant au voyageur (1), s'appliquait : l'aubergiste pouvait exercer les actions *depositi contraria et conducti* (de dépôt et de louage). Ce n'est que justice que le déposant réponde des frais que la chose déposée a occasionnés au dépositaire : il est également équitable dans le louage que le preneur doive au bailleur une juste

(1) Voir *supra* (p. 11) et références citées dite page.

rémunération en échange des travaux de celui-ci ou de la puissance d'une chose corporelle lui appartenant.

Les exceptions *doli et non adimpleti contractus* (1) (de dol et de contrat non rempli) fournissent également à l'aubergiste des armes de droit : par l'*exceptio doli* il pouvait retenir les bagages de son hôte jusqu'à son complet remboursement ; par l'*exceptio non adimpleti contractus*, il avait le droit, par une juste réciprocité, de ne pas remplir les obligations qui lui incombait vis-à-vis du voyageur, tant que celui-ci ne s'acquittait pas des siennes.

Mais le droit romain, même dans son dernier état et à l'apogée de sa gloire, n'accordait de plein droit à l'hôtelier pour son paiement aucune autre garantie, ni gage, ni hypothèque (2). Comme entre tous autres co-contractants une convention spéciale était nécessaire :

A l'encontre du droit privé que nous venons d'étudier, le droit public de Rome était à peu près muet sur la question des hôtelleries (règlements administratifs et droit pénal). Il nous a donné une disposition plus curieuse que d'un véritable intérêt : une constitution de Théodose exemptait les maîtresses ou servantes d'auberge des peines frappant les femmes adultères, indice flagrant du peu de moralité qui régnait dans les hôtelleries : *hæ autem immunes ab judicaria severitate præstentur quas vilitas vitæ dignas legum observatione non credidit* (3).

(1) Girard, cité *supra*, p. 527-532.

(2) Rappelons que le gage et l'hypothèque romaine n'avaient pas, comme aujourd'hui, leurs domaines spécialistes et portaient indifféremment sur les meubles et immeubles.

(3) Code de Justinien, au titre *ad Legem Juliam de adulteriis*, VIII, 9-28.

CHAPITRE II

PÉRIODE DE TRANSITION — LE MOYEN AGE L'ANCIEN RÉGIME

SECTION I

GÉNÉRALITÉS

Ce droit spécial de Rome régissant les rapports de l'aubergiste et de sa clientèle, mis en vigueur législative, si j'ose m'exprimer ainsi, par le Digeste de l'empereur Justinien, eut-il jamais force de loi dans notre beau pays de France, plus exactement de Gaule ? C'est bien peu probable : depuis le v^e siècle en effet, la Gaule ne faisait plus partie de l'empire romain, et le droit antérieur à Justinien (le code théodosien de 438 entre autres) s'y était conservé. Aussi, si ces dispositions s'appliquèrent en France, ce ne fut au début qu'indirectement et de par l'autorité scientifique des jurisconsultes romains qui en avaient été les promoteurs. Ce n'est que plus tard vers le xii^e siècle, que grâce à l'enseignement des universités le droit romain de Justinien fleurit en France.

Quoi qu'il en soit, nous assistons à un retour en arrière, et nous voyons revivre l'hospitalité des siècles primitifs.

Les Capitulaires de Charlemagne font une loi de l'hospitalité. Chaque couvent a, en vertu des règles canoniques, sa *maison des hôtes* où le voyageur et le pauvre sont assurés de trouver un abri.

L'hospitalité tient à cœur à la féodalité : le chevalier errant, le troubadour sont partout accueillis avec ferveur. Le moyen âge devait être témoin de la création de plusieurs ordres hospitaliers. Ce sont, pour citer les plus marquants, les religieux hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, futurs chevaliers de Malte, les hospitaliers du Mont Saint-Bernard qui survivent encore de nos jours, les hospitaliers de Notre-Dame-de-la-Scala. Les auberges cependant ne disparurent pas complètement : la vieille loi de l'intérêt ne perd jamais ses droits, la loi juridique non plus, et le manque absolu de toute réglementation devait avoir une fâcheuse répercussion. le cours des siècles continuant sa marche progressive. Certains ordres hospitaliers eux-mêmes, corrompus par leurs richesses, dévorés par leur ambition, se rendirent coupables de dépravations scandaleuses sur la personne et les bagages de ceux qu'ils devaient hospitaliser gratuitement. Les simples particuliers leur avaient d'ailleurs donné l'exemple et les avaient précédés dans cette voie de la boue et du crime. Victor Hugo a pu à juste titre nous montrer dans *le Roi s'amuse*, et sous le règne de François I^{er}, l'hôtellerie de Saltabadil, dont le maître déclare :

« Monsieur, je tue en ville — Ou chez moi, comme on veut — J'ai ma sœur Maguelone, une fort belle fille — Qui danse dans la rue et qu'on trouve gentille — Elle attire chez nous le galant une nuit... »

SECTION II

LES ORDONNANCES DES ROIS DE FRANCE

Le fait certes n'était pas isolé : légiférer devint dès lors indispensable, et c'est par une longue série d'ordonnances que nos rois interviennent. Nous relaterons les plus curieuses ; le droit coutumier méritera aussi un rapide examen.

Ces ordonnances, à l'encontre de la législation romaine, s'occupent peu ou pas de droit privé, des droits respectifs de l'aubergiste et de leurs clients. Faites toutes, — et leurs préambules le proclament à l'envi, — pour remédier au « désordre des troubles passés en ce royaume, où la négligence ou connivence des juges et officiers des lieux et aussi l'avarice des hôteliers et taverniers ont été cause d'un si grand débordement (2) », elles essaient de prévenir plutôt que de guérir et visent surtout les conditions dans lesquelles des rapports pourront s'établir entre le public et les hôteliers.

Poursuivant un but de sécurité, de moralité, disons le mot, de salubrité générale (ne s'agissait-il pas de nettoyer les écuries d'Augias ?), ce sont des monuments de droit public ayant plus ou moins comme base la loi pénale. Quelques ordonnances cependant devaient s'occuper aussi de droit privé.

A Louis IX il a appartenu d'être l'instigateur de ce mouvement qui devait s'étendre sur plusieurs siècles (1).

(1) Ordonnance de Blois de 1572. — Fontanon, *Edits et ordonnances des rois de France*. Paris, 1671, tome I, p. 952 et suivantes.

(2) Voir ces ordonnances à leur date dans Jourdain-Decrusy-Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*.

En 1254, saint Louis promulgua une ordonnance pour la réformation dans le « Languedoc et le Languedoy » : l'article 36 de cette ordonnance vise spécialement les hôteliers et décrète que « ceux qui tiennent des tavernes ne logeront que des passants ou voyageurs ». L'auberge ne remplissait sans doute son rôle d'auberge que pour les étrangers n'ayant pas d'autre gîte; les gens de la ville qui avaient leur « chez eux » ne devaient, au contraire, fréquenter ces établissements que pour s'y débaucher. Ainsi s'explique cet article 36.

L'article 34 de la même ordonnance, sans viser spécialement les aubergistes, les concernait cependant d'une façon indirecte. « Les femmes publiques seront chassées tant des villes que de la campagne, et celui qui leur aura loué sciemment sa maison la perdra. »

Notre deuxième monument législatif est l'œuvre du règne de Charles VI et porte la date du 29 novembre 1407. Ces lettres patentes, rendues à l'occasion des troubles qu'excita dans Paris le meurtre du duc d'Orléans, ordonnent « que les hôteliers et les habitants de Paris feront savoir chaque jour au prévôt le nom des personnes qui logent chez eux ou auxquelles ils auront loué ». Ces lettres de 1407 sont (en passant par le règlement général de police du 30 mars 1635 rapporté dans Denisart) (1), les ancêtres de notre registre de police actuel, dont nous aurons à reparler.

Arrive avec le xvi^e siècle une longue série d'ordonnances, dont l'abondance et la prolixité s'expliquent

(1) Denisart, *Supplément à la collection de décisions nouvelles et de notations relatives à la jurisprudence présente*, tome III, v^o *Hôtelier*, 2^e éd., Paris, 1754-1756.

par leur non-observation : beaucoup sont des rééditions de celles qui les avaient précédées et que, restées lettre morte, elles essaient de faire revivre. A raison de leur multiplicité, nous ne pourrons citer que celles de nature pour un motif quelconque à attirer particulièrement notre attention.

Telles sont d'abord les ordonnances de Louis XII de 1508 et de François I^{er} de 1540 (1), inspirées toutes deux par ce qu'on a pu appeler « la loi du maximum » et réglémentant les tarifs des hôteliers. L'ordonnance de 1540 prescrivait « que les hôteliers n'exigeront des gens à cheval que 10 sols tournois pour jour et nuit, 3 sols et 10 deniers pour diner, 10 sols et 6 pour souper, sous les peines contenues en l'ordonnance. » Le taux des vivres devait d'ailleurs être refait tous les trois mois par les juges et officiers des villes et châtellenies.

Jugeant que la tarification des prix ne suffisait pas (les ordonnances des rois de France ne devaient pas échapper au sort commun de toutes les lois du maximum et succomber comme elles devant le libre jeu de l'offre et de la demande), Charles IX, en 1563, alla plus loin et promulgua un édit sur le prix des vivres, la modestie et frugalité des festins, noces et banquets (2) : « Les hôtes payants et séjournants aux dites hôtelleries pourront y faire apporter poulailles, gibiers et autres viandes que bon leur semblera : pourvu que les dits hôteliers et cabaretiers ne soient participants au prix et n'aient aucune intelligence directement ou indirect-

(1) Fontanon, *Edits et ordonnances des rois de France*, tome I, page 925 et suivantes. Paris, 1671.

(2) Fontanon, cité *supra*.

tement avec ceux qui les vendront. Et pour la cuisson de ces viandes autres que celles fournies par l'hôtelier ou cabaretier, ils ne la paieront qu'à raison du bois ». L'édit ajoute que « du jour de la publication de ces présentes, il est défendu qu'en quelques noces, banquets, festins, il y ait dorénavant plus de trois services, à savoir les entrées de table, puis la chair ou poisson et finalement l'issue ». Rassurons les gros mangeurs : nous étions encore loin de nos tables de régime à la mode aujourd'hui, et chaque service pouvait avoir dix plats, dans chacun desquels, il est vrai, une seule sorte de viande limitée elle-même en quantité : deux perdrix, deux lapins ou deux chapons, trois poulets, trois alouettes, quatre grives ou bécassines !

Dans un autre ordre d'idées, Charles IX par l'article 19 de l'ordonnance du 20 janvier 1563, que les parquets ont vainement essayé de faire revivre dans la première moitié du XIX^e siècle(1), interdit aux hôteliers, sous peine d'amende, de refuser de recevoir par pure malice et sans cause légitime les hôtes qui se présentent ; François I^{er} par une décision de 1540, le même Charles IX, par une décision de 1572, défendent à l'hôtelier de quitter son hôtellerie sans permission de justice un an auparavant. Inspirés également par « les abus et malversations qui journallement se commettent par ceux qui tiennent hôtelleries, cabarets et tavernes ordinaires », une ordonnance de police du 12 février 1367 du règne de Charles V fait défense aux aubergistes d'ouvrir la porte le matin avant d'avoir demandé à tous leurs hôtes s'ils

(1) Voir *infra*, livre II, chapitre II, section II.

n'avaient rien perdu dans la nuit précédente (1), et un édit de Henri III, de Blois (1577) (2) décrète que « dorénavant nul ne peut tenir hôtelleries, cabarets et tavernes ordinaires, sans, au préalable, avoir pris nos lettres de permission. Tant pour la délivrance que pour la jouissance, ils devront porter à nos officiers des attestations suffisantes et valables de leurs vies, mœurs et bonne conversation; prêter serment de bien et dûment entretenir et garder nos ordonnances ».

« Les pourvus de notre permission feront mettre, à cette fin, que personne ne prétende cause d'ignorance, en les lieux les plus apparents de leur maison, une enseigne sur telle devise qu'ils aviseront, au-dessous de laquelle sera écrit en grosses lettres, hôtelleries, cabarets ou tavernes par permission du roi. Défendons très expressément à tous autres de tenir hôtelleries, cabarets ou tavernes, ni recevoir personne en leur maison pour en prendre argent, sans ladite permission ainsi que dessus est dit, sous peine de 100 livres parisis d'amende pour la première fois qui doublera à la deuxième fois et par corps. »

Pour répondre à ceux qui ont répété à satiété et sans merci que l'ancienne législation était toute en faveur de la clientèle et ne connaissait l'hôtelier que pour l'accabler sous le poids de ses dispositions, je tiens à ajouter que cet édit de 1577 défendait, en outre, « très expressément à ceux qui feront les assiettes des tailles, emprunts et autres deniers, tant dans les villes que dans le

(1) Denisart, *Collection de décisions nouvelles*, tome II, v^o *Aubergiste*, § 3, n^o 2, édition corrigée par Camus, Paris, 1783.

(2) Fontanon, cité *supra*.

plat pays de surcharger, sous couleur des dits privilèges, les dits hôteliers, cabaretiers et taverniers ordinaires, de plus grande somme, part et portion qu'ils auraient accoutumé d'être auparavant cotisés sous peine d'en répondre à leur propre et privé nom. »

Parlons maintenant des rares ordonnances des rois de France s'occupant de droit privé. En tête, tant par sa place chronologique que par son importance, vient la célèbre ordonnance d'avril 1667, promulguée par Louis XIV à Saint-Germain-en-Laye, sous le ministère de Colbert, et touchant la réformation de la justice. Son article 2 exclut la preuve par témoins au dessus de 100 livres. Mais son article 4 renferme des dispositions analogues à celles de l'article 3 sur le dépôt nécessaire : « N'entendons pareillement exclure la preuve par témoins pour dépôts faits en logeant dans une hôtellerie entre les mains de l'hôte ou de l'hôtesse, qui pourra être ordonnée par le juge suivant la qualité des personnes et les circonstances du fait » (1).

Une ordonnance de Louis XV de 1723 décide que l'hôte qui retient les effets d'un étranger mort dans la maison doit rendre le triple de ce qu'il a retenu (2).

Cet aperçu des ordonnances de l'ancien régime nous montre comme, la question de preuve mise à part, elles étaient sobres de détail sur le droit privé, sur la nature des relations existant entre l'hôtelier et sa clientèle.

C'est un peu dans la coutume de nos villes, c'est beaucoup dans les œuvres de nos vieux auteurs et dans les

(1) Fontanon, cité *supra*.

(2) Laurière, *Ordonnances des rois de France de la troisième race*, tome I, p. 610, n° 10, Paris, 1723.

recueils d'arrêts extraits de la jurisprudence de nos anciens parlements que nous pouvons étudier ce côté de la question.

SECTION III

LE DROIT COUTUMIER

Commençons par la coutume, et, à tout seigneur tout honneur, par celle de Paris qui était regardée comme le droit commun du royaume. La première rédaction date de 1510, et la deuxième ou « réformation » de 1580.

L'article 175, article 193 de l'ancienne coutume, établit un privilège au profit de l'hôtelier pour le paiement des fournitures livrées à ceux qui sont descendus chez lui. L'hôtelier échappe ainsi à la loi du concours et, au lieu de venir au marc le franc, est payé par préférence aux autres créanciers : « Dépens d'hôtelage livrés par hôtes à pèlerins ou à leurs chevaux sont privilégiés et viennent à préférence devant tous autres sur les biens et chevaux hôtelés, et les peut, l'hôtelier, retenir jusqu'à paiement et si aucun autre créancier les voulait enlever, hôtelier a juste cause de s'y opposer » (1). Cet article 175 provient de la coutume 50 des *Coutumes Notoires* et de la décision 176 de Jean des Mares, qui n'avaient fait que consacrer la jurisprudence du xiv^e siècle.

(1) Ferrière, *Nouveau commentaire sur la coutume de la prévosté et viscomté de Paris*, tome I, art. 175, 1208. — Voir aussi Denisart, cité *supra*.

Remarquons-le bien : malgré son origine coutumière (saisie privée accordée par notre très ancien droit à l'hôtelier comme au vendeur de meubles) (1), ce droit de préférence n'est pas un véritable privilège. C'est, en réalité, un droit de rétention reposant sur l'*exceptio doli* du droit romain, sur lequel droit de rétention est venue se greffer une convention tacite de gage ; l'hôtelier a simplement le droit, tant qu'il n'est pas réglé, de s'opposer à laisser enlever de l'hôtel les bagages du voyageur qui ne l'a pas payé, et de les revendiquer quand cette dépossession a été involontaire de sa part ; s'il n'use pas de son droit de retenir les bagages, adieu son prétendu privilège, il n'est plus qu'un créancier ordinaire (2). C'est l'idée qu'exprime Ferrière, quand dans son commentaire sur la coutume de Paris, il dit que l'hôtelier est censé avoir un gage. Nous verrons en temps et lieu que l'article 2102, paragraphe 5, de notre Code civil n'a rien innové en cette matière.

Ferrière complète cet article 175 de la Coutume de Paris par ce qui paraît être des souvenirs de pratique judiciaire et nous dit que l'hôtelier ne doit pas prendre les habits de ses hôtes en sorte qu'ils soient en quelque danger de la vie : un arrêt en date du 18 mars 1595 avait ainsi condamné à 10 écus d'amende envers les prisonniers un aubergiste qui, ayant pris les habits de son client par un jour de grand froid, avait occasionné sa mort.

Ce droit de rétention était également consacré par les

(1) Collinet, Thèse sur *Saisie privée*, Paris, 1893, page 175.

(2) Voir la discussion complète *infra*, livre II, chapitre V, section II, § 2, A.

coutumes de Calais (243), Melun (328), Bourbonnais (135), Berry (20, titre 9).

Comme toute médaille, ce droit de rétention des aubergistes avait son revers, et ils étaient responsables de la perte des hardes et marchandises et chevaux conduits dans leur hôtellerie ; Ferrière ajoute que telle était la jurisprudence du Digeste au titre *Nautæ, caupona et stabuli* (1).

Le juge compétent était le juge du domicile de l'hôtelier qui, à défaut de témoins, était cru sur son serment.

La coutume de Melun, dans son article 327, rapporté par Merlin (2), fait une distinction intéressante au point de vue des actions pouvant appartenir à un aubergiste pour se faire payer son dû. Si cet aubergiste n'est qu'aubergiste, rien de particulier ; s'il est en même temps cabaretier, on distingue par qui a été faite chez lui la dépense dont il poursuit le paiement : si c'est par des personnes domiciliées, on le déclare non recevable ; si c'est par des voyageurs et passants, on accueille sa demande.

La coutume de Normandie mérite une fois de plus ici son surnom de « sage coutume », car, non contente de décider que les hôteliers « doivent garder leurs hôtes et leurs biens à eux commis », elle stipule encore qu'ils sont obligés d'avoir chambres et lits propres pour loger ceux qui « les en désirent et y peuvent être contraints en cas de refus (3) ».

(1) Voir *supra* : *Droit romain*, p. 44.

(2) Merlin, *Répertoire de jurisprudence*, tome V : v^o *Hôtelier*, § 3, n^o 2, Paris, 1812, 4^e édit.

(3) Le Marchant, *Remarques et animadversions sur l'approbation des lois et coutumier de Normandie*, tome I, page 123, livre IV du *Coutumier de Normandie*, chapitre XXI, Guernesey, 1826.

Signalons enfin une disposition curieuse de la très ancienne coutume de Bretagne qui défendait aux hôteliers et à leurs gens de boire ou de manger avec les voyageurs : « Pour ce que nous avons entendu que aucuns hosteliers ou hôteses ont accoutumé que quand aucuns de nos sujets étaient à leur maison pour prendre leur récréation, iceux hosteliers, leurs serviteurs et adhérez allaient boire et manger avec eux sans aucune chose payer, ni être comptée en l'écho d'icelle, dépense qui était en grief et dommage de nos sujets, avons constitué et ordonné, constituons et ordonnons que dorénavant nul d'iceux n'use d'icelle mauvaise damnable condition sous peine d'être privé de jamais user hôtellerie, ni de tel fréquemment et être puni à l'égard de justice (1). »

Ce sont là à peu près les seules particularités intéressantes que nous révèlent nos coutumes. Comme un examen de nos anciens auteurs va le montrer, le droit romain de Justinien, ressuscité par l'enseignement de l'Université, fait loi en la matière, non seulement dans la zone appelée « pays de droit écrit », mais aussi dans les pays dits « de coutumes », où, subsidiairement et à défaut de disposition régionale, il jouait son rôle.

(1) Planiol, *Edition critique de la très ancienne coutume de Bretagne*, page 383, article 27, Rennes, 1896.

SECTION IV

LES ANCIENS AUTEURS

Pothier (1) estime qu'il y a un contrat de dépôt dans cette remise que le voyageur fait de ses effets à l'hôtelier. Considérant que ce dépôt est une suite de l'état d'aubergiste et qu'il est rétribué au moins indirectement par le salaire touché par le dit aubergiste, il trouve que celui-ci doit répondre de sa faute même légère, des dommages ou disparitions imputables aux domestiques, aux voyageurs, aux allants et venants : son défaut de soins est présumé, et, pour s'exonérer, il doit justifier de quelque accident de force majeure.

Danty arrive au même résultat par un autre chemin (2) : il estime qu'on peut assimiler au dépôt nécessaire, c'est-à-dire à celui fait en cas d'incendie, ruine, naufrage, dans toutes les occasions où l'on n'a ni la liberté, ni le temps d'exiger un acte du dépositaire, le dépôt fait par un voyageur entre les mains d'un hôte ou d'une hôtesse. « La nécessité de se fier aux hôteliers » justifie cette assimilation.

Cette responsabilité est d'ailleurs admise par tous nos vieux jurisconsultes (3), et tous se réfèrent plus ou moins

(1) *Œuvre*, v^o *Dépôt*, nos 77 et suivants (édition Bugnet).

(2) Danty sur Boiceau, *Traité de la preuve par témoins en matière civile*, addition sur le chapitre III, nos 17 et suivants, 1697.

(3) Domat, 1^{re} éd. Carré, *Lois civiles dans leur ordre naturel* : livre I, titre XVI, section I, tome III, pages 62 et suivantes, Paris, 1822. — Denisard, *Collection de décisions nouvelles et de notations relatives à la jurisprudence présente*, 1^{re} édition, tome III, v^o *Hôtelier et hôtellerie*, Paris, 1754-1756.

au droit romain. Une querelle semble cependant avoir divisé nos anciens auteurs. D'après Pothier, « le dépôt n'est pas censé intervenir par cela seul que le voyageur a apporté ses effets dans l'auberge, au vu et su de l'aubergiste, s'il ne les a pas expressément donnés en garde » (1), soit à lui-même, soit à une personne préposée à cet office. Danty, au contraire, n'admet pas cette distinction et veut que l'aubergiste soit toujours responsable, que les effets lui aient été ou non confiés expressément. L'article 4 du titre XX de l'ordonnance de 1667, parlant de dépôt fait dans les mains de l'hôte ou de l'hôtesse, semblerait donner raison à Pothier, mais sa théorie trop restrictive n'eut aucun succès, et l'avis de Danty (2) représente celui de la majorité, doctrine (3) et jurisprudence (4). Pothier lui-même ne tire pas toutes les conclusions que ses prémisses semblaient devoir comporter : sans doute, si les effets du voyageur qui ne les a pas confiés à l'aubergiste « sont volés ou endommagés dans l'auberge par des allants et venants, ou même par d'autres voyageurs qui logent comme lui dans l'auberge, l'aubergiste n'en est pas responsable; mais, si le vol avait été fait ou le dommage causé par les serviteurs de l'aubergiste ou par ses pensionnaires, il en serait responsable quand même les choses ne lui auraient pas été données en dépôt, car il ne doit se servir pour do-

(1) Pothier, cité *supra*.

(2) Danty, cité *supra*.

(3) Leprestre, *Question notable de droit*, cent. I, chap. XIX, p. 48. — Charondas le Charon, *Mémorables observations du droit français*, Collection de 1614, p. 130 et 131.

(4) Voir arrêts cité, *infra*, section V.

mestiques, ni avoir pour pensionnaires que des personnes dont il connaisse la fidélité, tandis qu'il n'est pas obligé de connaître les voyageurs qu'il ne loge qu'en passant dans son auberge (1). ».

Il faut distinguer le vol simple et sans violence de celui fait avec force majeure : l'hôtelier ne répond pas de ce dernier, à moins que l'hôtellerie ne soit réputée sujette à pareils vols ou que la maison ne soit éloignée de tous secours et de toute défense (2).

Pour pouvoir invoquer cette responsabilité, le voyageur devait-il encore prouver l'apport par lui dans l'auberge des objets de la disparition desquels il se plaignait, et le bon état de ceux qu'il prétendait avoir été détériorés. Ce point ne souffre pas de difficultés. Malgré l'article 54 de l'ordonnance de Moulins de 1566, qui rejetait en toutes matières la preuve testimoniale au-dessus de cent livres, la preuve par témoins était ici admise dans tout le royaume (3), et l'ordonnance civile de Saint-Germain-en-Laye, d'avril 1667, « touchant la réformation de la justice », ne fit, dans son article IV du titre XX, que confirmer la jurisprudence déjà suivie (4). « N'entendons exclure la preuve par témoins pour dépôts faits en logeant dans une hôtellerie, entre les mains de l'hôte ou de l'hôtesse qui pourra être ordonnée par le juge *suivant la qualité des personnes et les cir-*

(1) Pothier, cité *supra*, tome V, v^o Dépôt, n^o 79.

(2) Danty, cité *supra*.

(3) Louet, lettre D, n^o XXXIII, et arrêt du 26 octobre 1582, cité note 4.

(4) *Recueil de plusieurs arrêts notables du Parlement de Paris* pris des mémoires de Louet Brodeau, revu par Du Rousseaud de la Combe, Paris, 1762.

constances du fait ». Ces derniers termes ont été ajoutés pour avertir les juges de n'admettre à cette preuve qu'avec beaucoup de circonspection et d'avoir égard à la bonne ou mauvaise réputation tant du voyageur que de l'aubergiste. Autrement, comme l'observa M. le premier Président lors du procès-verbal, si cette preuve était indistinctement accordée à toutes sortes de personnes, les aubergistes seraient à la discrétion des filous : un filou viendrait loger dans une auberge, demanderait à faire la preuve d'un prétendu dépôt qu'il dirait avoir fait à l'aubergiste, et, pour faire cette preuve, il ferait entendre comme témoins deux filous de ses camarades (1); et Denisart (2) nous dit « qu'on ne doit pas ajouter foi à toutes sortes de personnes pour les vols réels ou prétendus dont ils se plaignent : il faut qu'une probité publiquement connue garantisse la vérité de la plainte et que ceux qui la forment rapportent quelques présomptions qui ne puissent être détruites par des circonstances capables de fonder une suspicion légitime qui leur soit opposée ». Denisart ajoute qu'il a été jugé que la preuve par témoins n'est recevable que quand le fait qu'il s'agit de prouver est arrivé entre un hôtelier et un voyageur et non un habitant de la ville.

Le voyageur se plaignant d'un vol ou d'un dommage a une autre voie de procédure. Le juge peut lui déférer le serment *in litem* jusqu'à une certaine somme variant avec les circonstances et la prudence du juge (3).

Une lourde responsabilité pesait donc sur l'hôtelier,

(1) Pothier, cité *supra* : *Dépôt*, n° 80.

(2) Cité *supra* (p. 37).

(3) Denisard, cité *supra*.

au dire de nos anciens auteurs. Danty (1) relate que, pour s'en affranchir, il avait la ressource d'avertir le voyageur de se tenir sur ses gardes, avant que celui-ci n'entre en la maison. Cette ressource même faisait défaut à l'hôtelier, s'il n'était pas possible au voyageur de passer outre et d'aller loger ailleurs.

SECTION V

JURISPRUDENCE DE NOS ANCIENS PARLEMENTS

La jurisprudence devait suivre la même route que la doctrine. Ses arrêts, qui ne se comptent pas, font une large part à l'appréciation des faits (2). Contentons-nous de citer un arrêt du 10 juin 1575 du Parlement de Paris, condamnant la maîtresse d'une hôtellerie à rendre, à un marchand de Lyon, une bourse qu'il lui avait donnée à garder et qui s'était ensuite trouvée perdue ou volée; un arrêt du Parlement de Tournai, en date du 3 mai 1695, qui condamna un hôtelier de Langeais à restituer à des marchands des marchandises qui avaient été volées dans des balles, sans autre preuve du vol que la déclaration des marchands et bien que l'hôtelier n'eût été

(1) Danty, cité *supra*.

(2) Voir cette longue série d'arrêts dans Guyot, *Répertoire de Jurisprudence*, nouvelle édition, tome VIII, v^o *Hôtelier*, Paris, 1784; — Merlin, *Répertoire de Jurisprudence*, nouvelle édition, tome V, v^o *Hôtelier* et *hôtellerie*, Paris, 1812.

aucunement instruit de ce qu'il y avait dans ces balles. Le serment fut d'ailleurs déféré aux marchands sur l'objet du vol.

« Par arrêt du 7 juillet 1724, rendu au rapport de M. de La Guillaumin, en la grande Chambre, Jean Charetier et sa femme, hôteliers de l'*Écu*, à Thouri, route d'Orléans, ont été solidairement condamnés de payer différentes sommes au sieur Barbier de La Serre, chanoine d'Agen, et au sieur de Mazac, curé d'Aiguillon-en-Agenois, sur la simple déclaration que ceux-ci firent, des sommes qui leur avaient été prises, et auxquels la Cour déféra le serment *in litem*. Il s'agissait d'environ 2.000 livres en louis de 45 livres..... Les raisons qui ont déterminé cet arrêt sont que, lorsque le procureur fiscal se transporta à l'auberge pour recevoir la plainte des hôtes, il dressa procès-verbal d'une ouverture qui se trouvait à une cloison, par laquelle il était possible de faire passer un enfant de douze à quatorze ans : elle avait près de 7 pouces de large. »

Notre ancienne jurisprudence savait donc, nous le voyons, tenir compte des circonstances de fait. C'est ainsi que, traçant la voie au législateur moderne et restreignant la responsabilité de l'hôtelier en matière d'objets particulièrement précieux, le Parlement de Paris, dans un arrêt du 7 décembre 1700, jugea qu'un hôtelier n'était pas responsable des pierreries qu'on avait mises chez lui sans en faire déclaration.

C'est également à raison de considérants de fait qu'un arrêt du 4 avril 1727 met les parties hors de cause et de procès relativement aux effets que les demandeurs répétaient et qu'ils prétendaient leur avoir été volés dans l'hôtellerie. Le motif qui détermina l'arrêt fut que, lors

de la plainte, il fut constaté qu'il n'y avait aucune fracture à la porte, ni aux murs des chambres que les demandeurs occupaient depuis plusieurs jours et dont ils avaient toujours eu les clés.

CHAPITRE III

L'INDUSTRIE HÔTELIÈRE

DANS LES TEMPS MODERNES

SECTION I

CONSIDÉRATIONS ÉCONOMIQUES

Grâce au prodigieux développement des moyens de communication, il est permis de dire, à juste titre, qu'au xx° siècle il n'y a ni pays ignorés, ni pays lointains. Sans doute on a voyagé de tout temps, mais dans quelles conditions, même aux siècles les plus rapprochés du nôtre. Au xviii° siècle encore, les routes étaient peu sûres, les attaques à main armée identiques à celle de la Malle de Lyon, qui a rendu célèbre le nom du malheureux Lesurques, étaient fréquentes, et l'homme tant soit peu prévoyant ne se mettait en route sans faire appeler son notaire et.... rédiger son testament. Les moyens de locomotion étaient loin d'être tentants : les turgotines qui, sous Louis XVI, avaient remplacé les coches et les chevaux de poste en usage depuis Henri IV et Louis XIII, constituaient certes un

réel progrès..., dont nous rions aujourd'hui ; en 1782, il fallait treize jours pour aller de Paris à Marseille, et le voyage revenait environ à 157 livres 12 sols. Les rares privilégiés de la fortune qui pouvaient se payer le luxe d'une chaise de poste n'allaient pas beaucoup plus vite. Les auberges étaient à l'avenant des modes de transport, et, si les enseignes de *la Belle Image* ou du *Cheval Blanc*, *Ici on loge à pied et à cheval*, promettaient monts et merveilles, honnis soient les malheureux qui pouvaient garder quelque illusion après y être descendus. M^{me} de Sévigné, dans un voyage à Nantes, était réduite à coucher sur de la paille fraîche sans se déshabiller, et le confort des auberges n'avait pas fait beaucoup de progrès à la fin de l'ancien régime, au moins en France, si nous en croyons Arthur Yung, le grand agronome anglais, nous relatant son voyage sur le continent : « Les meubles sont si mauvais qu'un aubergiste anglais en ferait du feu ; il n'y a ni balais, ni sonnettes ; les domestiques sont sales, la cuisine est noire de fumée, et les murs des autres pièces blanchis à la chaux ou couverts de vieilles étoffes qui sont nids à teignes et à araignées ». Autre source de surprises au moment du quart d'heure de Rabelais : les ordonnances des rois de France, qui avaient tenté des essais de tarification, n'étaient pas observées en fait ; les prix variaient au petit bonheur selon la mine du client, et chaque jour pouvait être témoin de la réédition de l'histoire bien connue du roi Georges d'Angleterre et de l'aubergiste de Hollande : 50 florins pour trois œufs, à raison, non de la rareté des œufs, mais de celle des princes.

Les chemins de fer, l'automobile, je n'ose pas encore dire l'aéroplane, ont fait ici l'office de génie rédempteur,

de facteur économique en même temps. Tenté par la rapidité et la facilité des communications, leur bon marché relatif, l'homme du xx^e siècle est rarement casanier : sans parler du négociant qui a dans les voyages un moyen d'étendre le cercle de ses affaires, le touriste y trouve une occupation agréable de ses heures de loisir. Ce goût de voir du pays est encore développé par la réclame désintéressée des grandes sociétés de tourisme, telles que le Touring-Club de France qui semble avoir pris à tâche de faire connaître à chacun les beautés ignorées de notre pays, métropole ou colonies, et par la réclame, sinon moins efficace, du moins plus intéressée, des agences Lubin, Cook et autres et de certains journaux qui, chaque jour, organisent des voyages collectifs dans des conditions de revient très avantageuses. A titre documentaire, nous donnons dans le tableau suivant le mouvement des voyageurs dans les hôtels et maisons meublées de Paris en 1910.

Préfecture de la Seine

Annuaire Statistique
de la Ville de Paris

XXXI^e ANNÉE : 1910
Publié en 1912, p. 406

MOUVEMENT DES VOYAGEURS
DANS
les hôtels et maisons meublées de Paris
en 1910

Mois	Entrés	Sortis	Venant de l'extérieur de Paris	
			Français	Etrangers
Janvier.....	134.921	134.703	54.443	26.247
Février.....	120.798	116.426	49.194	23.271
Mars.....	150.339	147.318	65.090	36.884
Avril.....	157.346	155.460	65.513	41.347
Mai.....	158.307	157.223	64.392	46.604
Juin.....	158.742	157.889	66.197	46.613
Juillet.....	160.315	159.990	60.115	52.003
Août.....	165.385	163.511	57.334	63.139
Septembre.....	181.000	180.826	71.723	60.900
Octobre.....	177.682	179.099	78.332	41.448
Novembre.....	145.231	144.398	65.081	31.180
Décembre.....	145.875	147.174	67.780	30.743
Total.....	1.855.941	1.844.017	765.194	500.379

Renseignement donné à la Préfecture de Police :

Nombre des hôtels et maisons meublées de Paris, en
février-mars 1913 : approximativement de 12.950 à
13.000.

SECTION II

LES HÔTELS AU XX^e SIÈCLE

Tout se tient en matière économique : le développement des voyages devait avoir sa répercussion sur l'industrie hôtelière, le nombre des hôtels ne s'est pas contenté de s'accroître dans de fortes proportions, le type même de l'hôtel a changé en se diversifiant, pour faire face aux besoins et aux goûts d'une clientèle toujours croissante.

Jetons un coup d'œil sur l'hôtel d'aujourd'hui ou, plutôt, sur ses différentes manifestations. Au haut de l'échelle se trouvent ces vastes caravansérails qui, tant par leurs dimensions gigantesques que par le luxe et le confort qu'on y trouve, méritent bien leur nom de « Palaces ». Leur prototype est caractérisé par le Waldorf-Astoria de New-York. « 117 mètres de long, 83 mètres de haut depuis le rez-de-chaussée jusqu'aux jardins suspendus des toits en terrasse ; 16 étages visibles, plus deux étages souterrains enfoncés de 11 mètres sous la rue jusqu'au rocher ; une architecture de brique rouge armaturée d'un corset d'acier, plaquée de pierre et de marbre, telle est la carcasse de cette boîte, de ce « plot », disent les New-Yorkais, où le service de 1.500 chambres privées et de 40 salles publiques, à écrire ou à manger ou à danser, salles de théâtre et de concert, est fait par 1.470 paires de bras humains assistés de 3.200 chevaux-vapeur. Le tout a coûté 75 millions de francs de première mise et coûte, chaque matin, 25.000 francs à faire marcher. Il est vrai que les jours de grandes recettes mon-

tent à 100.000 francs... Le prix moyen des chambres est de 20 francs, et l'on n'y vit guère à moins de 50 francs par jour (1). » Moins vastes de dimensions et un peu moins élevés comme prix, mais tout aussi confortables et luxueux sont nos « Palace » de Paris, des capitales étrangères, des villes d'eaux et des grandes villes de province, telles que le *Grand Hôtel*, le *Quai d'Orsay*, les Hôtels *Ritz*, l'*Elysée Palace*, *Palace Hôtel* de Madrid, etc... Les trains de luxe *Orient-Express*, *Sud-Express*, *Transsibérien*, Compagnie de Wagons-Lits, Wagons-Restaurants, voitures-salons, les gigantesques paquebots et leurs luxueuses cabines ne sont-ils pas, eux aussi, de vrais palaces ambulants ?

Ces hôtels, sans plus parler, pour l'instant, des trains de luxe et des paquebots, sont rarement la propriété de particuliers : ils exigent la réunion de capitaux que seules des sociétés, généralement par action, sont à même de fournir. Leurs directeurs ne ressemblent en rien aux hôteliers d'antan, que le théâtre a parfois ridiculisés. Ce sont de vrais gentlemens de parfaite éducation et que de longues années de pratique ont préparés à leurs délicates fonctions. Signalons ici les écoles d'industrie hôtelière, qui, à l'image de l'école créée par le Syndicat général de l'industrie hôtelière et des grands hôtels de Paris, datant de janvier 1910, imitation elle-même des écoles suisses et sous le patronage du Touring-Club de France, permettent aux jeunes gens désireux de se lancer dans cette voie d'acquérir les nombreuses connaissances que doit avoir un directeur d'hôtel moderne

(1) Vicomte d'Avenel, *Les Grandes hôtelleries (Mécanisme de la vie moderne*, 4^e série, Paris, 1905).

pour accomplir sa tâche et satisfaire sa clientèle, d'une part,... ses actionnaires, de l'autre. Par des concours intelligemment organisés, le Touring-Club de France donne à ses sociétaires l'occasion d'apprécier les mérites des divers hôtels, stimule l'initiative des hôteliers, et bien rare aujourd'hui est la ville de province qui ne possède un ou plusieurs hôtels organisés selon les préceptes de l'hygiène et du confort modernes. Une autre forme d'hôtel est la maison de famille, le Boarding-House anglais.

Ce serait cependant une erreur de croire que l'auberge du père Ganne, sise à Barbizon, où Rousseau vint s'initier « à la diversité infinie des visages de la fée », et où Taine amena M. Frédéric Thomas Graindorge, « docteur en philosophie de l'Université d'Iéna, principal associé commanditaire de la maison Graindorge and C^o (huiles et porcs salés, à Cincinnati, États-Unis d'Amérique) », a complètement disparu. Elle existe encore, l'auberge de village, où sous la tonnelle de vigne, la servante accorte, au visage avenant et à la coiffe plus ou moins pittoresque, vous sert la traditionnelle omelette illustrée au mont Saint-Michel par la mère Poulard. Dans ces humbles auberges, et là seulement, d'après M. Louis Foret, président du Club des Cent, association de gourmets automobilistes, se seraient conservées les saines traditions de notre bonne cuisine française (1).

L'auberge de campagne tendrait même à revivre sous un autre aspect, « la chambre de l'hôte », qu'à l'imitation des Anglais et sous l'impulsion des grandes sociétés de tourisme nos paysans de certaines régions commencent

(1) Voir journal *le Matin*, du 12 août 1912.

à aménager dans leurs fermes et louent pour une somme modique à des citadins heureux de respirer durant quelques jours l'air vivifiant de la campagne.

N'ayons garde d'oublier l'hospice du Mont Saint-Bernard situé en pleine montagne et où les voyageurs sont toujours assurés de trouver le gîte et le couvert.

Mais, hélas ! tous ceux qui ont recours aux hôtels ne sont pas millionnaires ; tous n'ont pas la bourse assez bien garnie pour se loger dans des « Palaces », même de troisième ou quatrième ordre. Ils sont nombreux ceux qui, selon l'expression si imagée de M. Jules Claretie, dans *l'Accusé*, sont attirés du bout du monde vers le foyer des grandes villes où ils viennent « se brûler à la flamme, croyant s'y réchauffer, pareils à ces vagabonds qui, pour fuir le froid de l'hiver, couchent dans les fours à chaux et qu'on retrouve tordus comme des sarments ». A ceux-là l'hôtel meublé, aux plus misérables l'asile de nuit (citons, à Paris, les refuges municipaux Benoît Malon et George Sand, le dépôt de mendicité de Nanterre, les établissements de l'œuvre de l'Hospitalité de nuit et les Asiles de nuit de la Société Philanthropique) offrent un abri. Mais l'asile de nuit, l'hôtel meublé parfois exposent à des contacts avilissants, dégradants, pour ne pas dire pernicieux. Aussi certaines âmes généreuses ont pris l'initiative de créer certains abris, tantôt charitables, tantôt simplement philanthropiques, où pour un prix très bas l'ouvrier ou l'ouvrière, l'employé ou l'employée, ou quiconque de ceux qui en ont besoin peuvent se loger et se nourrir. Telles sont, à Paris, au premier titre, les hôtelleries de l'Armée du Salut ; tels sont, au deuxième,

pour femmes les maisons de famille de l'Œuvre pour jeunes filles isolées, la Maison Marjolin pour dames et jeunes filles, sise rue des Grandes-Carrières, et pour hommes l'*Hôtel Populaire*, du numéro 94 de la rue de Charonne, qui est digne d'une mention spéciale. L'*Hôtel Populaire* de la rue de Charonne, qui fait partie de la fédération dite « Groupe des Maisons ouvrières », reconnue d'utilité publique par le décret du 22 mai 1906, a été édifié sur l'initiative de M. Longeray, l'aimable promoteur de l'œuvre et l'habile architecte de l'hôtel en même temps que son gérant. Pour l'organisation de l'*Hôtel Populaire*, M. Longeray s'est inspiré des « Mämerheim » de Vienne, des « Romson Houses » de Londres, des « Albergho popolari » de Milan, des « Mills Hôtels » de New-York, et il est permis de dire qu'il s'est surpassé. Sans l'enseigne, *Hôtel Populaire*, qui s'étale sur le frontispice, personne ne pourrait supposer que telle est la destination de ces vastes bâtiments qui, au coin des rues Faidherbe et de Charonne, étendent sur 4.000 mètres carrés de superficie leurs gigantesques constructions de briques et de ciment armé et dont les revêtements de faïence et de mosaïque jettent une note si gaie. Lumière électrique, chauffage central, chambres parquetées et hygiéniques, salles de bains et lavabos, grand hall, salles de lecture et correspondance, fumoirs, journaux, revues, sont choses qu'on ne rencontre pas fréquemment pour 0 fr. 70 ou 1 franc par jour, 4 fr. 20 ou 6 francs par semaine. Aussi les 750 chambres de l'hôtel ne désemplissent-elles pas. Dans la salle de restaurant, dont l'alcool est exclu, est servie pour un prix minime une nourriture saine et abondante. Il serait à souhaiter que de pareils hôtels se généralisent, et

M. Longeray me l'a laissé espérer lors de la visite que j'ai eu l'honneur et le plaisir de lui faire.

Obéissant au même mobile philanthropique, une société anonyme a créé, au numéro 41 de la rue de Lille, la *Maison des Dames des Postes et Télégraphes*, et certaines grandes maisons de commerce (maison Potin entre autres) ont réservé une partie de leurs vastes immeubles au logement de leurs employés.

L'humanité n'a pas que ses déshérités de la fortune ; elle a aussi ses déshérités de la santé et ses vaincus de la lutte pour la vie : les hôpitaux, hospices, maisons de santé, maisons de retraite ne sont-ils pas des hôtels dans leur genre, et certains médecins directeurs de maison de santé n'ont-ils pas mérité leur surnom de « marchands de soupe ». L'humanité a encore ceux qu'elle essaie de former et d'armer en vue de cette même lutte pour la vie : le maître de pension qui ne nourrit pas que l'esprit n'héberge-t-il pas ses pensionnaires ?

Le vice a aussi, il faut bien le dire, voix au chapitre : si on a pu qualifier certains hôtels meublés du nom de « maisons où l'on passe » ou « d'hôtels du libre échange », la maison de tolérance est aujourd'hui dans notre pays une institution semi-officielle. Nous aurons à étudier jusqu'à quel point elle est assimilable à un hôtel.

Mais c'est assez bavarder. Passons à la question juridique et examinons les dispositions de notre droit actuel régissant les rapports de l'hôtelier et de sa clientèle. Au cours de notre étude nous retrouverons tous ces établissements dont nous venons de parler et qu'on peut qualifier de simili-hôtels.

LIVRE II

LE DROIT FRANÇAIS ACTUEL DE L'HÔTELIER ET DE SA CLIENTÈLE

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

DE LA NATURE DES RAPPORTS JURIDIQUES INTERVENANT ENTRE L'HÔTELIER ET SA CLIEN- TÈLE. — CRITIQUE DU PRÉTENDU CONTRAT D'HÔTELLERIE.

SECTION I

DE LA NATURE DES DITS RAPPORTS JURIDIQUES

De la vie de chaque jour et des faits dont chacun peut être constamment témoin, nous allons essayer de dégager la nature des rapports juridiques intervenant entre l'hôtelier et sa clientèle ; la méthode d'observation va nous être d'un grand secours.

Plaçons-nous donc d'abord sur le terrain du fait : M. Dupont, touriste à la recherche des sites pittoresques ou voyageur de commerce en quête de clients, peu importe, descend de l'automobile ou du... fiacre à galerie qui l'a amené à la porte de l'*Élysée Palace* à Paris ou

de l'auberge des *Trois-Écus* à Landerneau. Il s'enquiert d'une chambre, prie qu'on décharge ses bagages, demande l'heure des repas, donne ses vêtements à brosser. Évidemment, si M. Dupont s'est fait conduire par son chauffeur ou son cocher à l'*Élysée Palace* ou à l'hôtel des *Trois-Écus*, ce n'est pas pour coucher sous les ponts ; il n'a pas non plus l'intention d'imiter le « ramadan » des Musulmans, il ne compte pas davantage faire son lit... en souvenir du régiment, ni placer un chien de police à sa porte pour veiller sur ses bagages. Il pense trouver dans son hôtel ou dans son auberge le gîte et le couvert, il croit pouvoir y déposer ses bagages sans crainte de se les voir soustraire et avec l'assurance de les retrouver en bon état, il escompte qu'un personnel plus ou moins bien stylé sera attentif à ses ordres ; il sait fort bien d'ailleurs que tout cela se paie et est disposé à régler en beaux écus sonnants. Et si la société qui exploite l'*Élysée Palace*, si le propriétaire des *Trois-Écus* ont ouvert un hôtel ou une auberge, c'est pour faire des bénéfices, c'est pour demander une rémunération aux clients que Saint Julien surnommé l'Hospitalier, le patron des aubergistes, leur envoie. En échange de cette rémunération, ils sont prêts à satisfaire les desiderata de leurs hôtes, à leur fournir le gîte et le couvert, à répondre de la garde de leurs bagages, à leur assurer le service de leur personnel.

Plaçons-nous maintenant sur le terrain du droit. Automatiquement, pour ainsi dire, les opérations juridiques se font jour sous les faits et nous apparaissent : nous retrouvons une location de choses (pour la chambre), un louage d'ouvrages (pour les services du personnel), une vente de fournitures (pour les repas,

le chauffage, l'éclairage, etc.), un dépôt (pour les bagages).

L'esprit n'est-il pas satisfait et ne peut-il s'en tenir là? Faut-il synthétiser, englober dans un même moule ces rapports juridiques que nous venons de dégager et avoir recours à un mot devenu à la mode aujourd'hui, « contrat d'hébergement ou plutôt contrat d'hôtellerie? »

SECTION II

DU PRÉTENDU CONTRAT D'HÔTELLERIE

Des auteurs de thèses assez récentes (1) ont cru pouvoir user de ces expressions, je dirai même, devoir en user : ces trois mots « contrat d'hôtellerie » leur semblent vraiment trois termes magiques, dont ils font sortir une convention spéciale, qu'ils rangent dans la classe des contrats synallagmatiques. Leur plaidoyer en faveur de ce nouveau contrat est d'ailleurs tout à fait séduisant, et ils appellent à la rescousse : 1° la logique d'abord ; 2° nos anciens auteurs ensuite ; 3° un code moderne enfin.

I. — « Ces obligations (de l'hôtelier et du voyageur

(1) Rul, *le Contrat d'hôtellerie*, thèse, Paris, 1906. — Gombert, *Des rapports juridiques entre hôteliers ou aubergistes et voyageurs*, thèse, Lille, 1900.

dont nous venons de parler : fournir certaines prestations en échange d'une juste rémunération) sont indivisibles. Elles forment la contre-partie les unes des autres : celles de l'hôtelier n'ayant pas été remplies ou l'ayant été imparfaitement, celles du voyageur s'éteignent ou sont diminuées d'autant. Or c'est la caractéristique des contrats synallagmatiques que cette réciprocité indivisible, de droits et d'obligations naissant d'un même fait, et ce fait n'est autre ici que l'entrée du voyageur dans l'auberge..... La multitude de relations juridiques ne peut être un empêchement dirimant à ériger le contrat d'hôtellerie en contrat spécial, puisque toutes ces relations viennent se perdre, sans s'y annihiler, dans la division adoptée pour tous les contrats synallagmatiques »(1).

II. — Domat n'a-t-il pas écrit qu'« il se forme une convention entre l'hôtelier et le voyageur, par laquelle l'hôtelier s'engage envers ce dernier de le loger, de le nourrir, de garder ses hardes, chevaux et autres équipages, et le voyageur de son côté à payer la dépense »(2).

III. — L'article 1419 du Code civil portugais ne dit-il pas que le contrat d'« *albergaria* », ou d'hébergement, est celui par lequel une personne s'engage à nourrir et loger, ou seulement loger une autre personne moyennant une rétribution déterminée par la convention ou l'usage ? Ce contrat résulte des faits, sans qu'une con-

(1) Rul, cité *supra*, p. 53.

(2) Domat, *Lois civiles dans leur ordre naturel*, Paris, 1689, livre I, titre XVI, sect. I.

vention expresse soit nécessaire, lorsque celui qui loge est aubergiste de son état.

Ne nous laissons pas prendre aux charmes de cette vraie sirène qu'est le contrat d'hôtellerie et examinons les arguments de ses partisans.

Sans doute, il y a réciprocité et indivisibilité entre les obligations respectives de l'hôtelier et du voyageur, et cette réciprocité indivisible de droits et d'obligations naissant d'un même fait, pour reprendre les expressions de M. Rul, est bien la caractéristique des contrats synallagmatiques; personne ne songe à le nier. Mais ces rapports multiples, et là est le point litigieux, donnent naissance non à un contrat synallagmatique, mais à des contrats synallagmatiques; ces contrats sont ordinairement réunis, ils pourraient être séparés, nous le montrerons, sans que la nature des relations des parties en cause vienne à changer.

Il faut remonter plus haut : cette question touche à un des grands problèmes de la science du droit, la querelle des contrats nommés et des contrats innommés. Brièvement, pour ne pas sortir des limites de notre cadre, mais forcément tant pour les besoins de l'argumentation que pour l'importance de la question, nous devons y consacrer quelques lignes.

Partant de l'article 1107 du Code civil de 1804 : « les contrats, soit qu'ils aient une dénomination propre, soit qu'ils n'en aient pas, sont soumis à des règles générales qui sont l'objet du présent titre..... », la très grosse majorité des auteurs qui ont écrit sur le droit civil divisent les contrats en deux classes.

A côté des contrats prévus par le législateur (vente, échange, louage...), auxquels ils réservent le nom de

contrats nommés, ces auteurs estiment qu'il y a d'autres contrats, « impossibles à préciser tous et qui ne peuvent être désignés *à priori* par aucune dénomination » (1). « D'autres, les contrats innommés, demeurés étrangers aux prévisions du législateur, sont autorisés en vertu du grand principe de la liberté des conventions et sous la seule condition de ne porter aucune atteinte à des dispositions législatives d'ordre public » (2). C'est ainsi que ces auteurs, que la jurisprudence paraît suivre (3), admettent un contrat de révélation de succession, un contrat d'édition, un contrat d'apprentissage..., et, en se rangeant sous leur drapeau, il serait permis de voir un nouveau contrat *sui generis* dans le contrat d'hôtellerie.

M. Planiol, l'éminent professeur de la Faculté de droit de Paris, a fait justice de cette théorie des contrats nommés et innommés.

Tout d'abord, c'est un véritable anachronisme de parler de contrats innommés : ils se comprenaient à Rome; les jurisconsultes anciens, proclamant qu'un petit nombre de contrats seulement pouvaient se former en se passant des formes de la stipulation, avaient donné plus d'extension aux modes de s'obliger, en décidant qu'on pouvait contracter une obligation *re* (par la pres-

(1) Demogue, note dans S., 1908-1-86 ; — Demolombe, *Contrats et obligations*, tome I, Paris, 1868, nos 28 et 29 ; — Aubry et Rau, *Droit civil*, 4^e édition, tome IV, Paris 1871, § 341, p. 287.

(2) Baudry-Lacantinerie et Barde, *Des Obligations*, 3^e éd., tome I, Paris, 1906, n° 20, et les renvois de la note 1, p. 19. — Laurent, *Principes de Droit civil français*, tome XV, Paris-Bruxelles, 1875, n° 443 ; — Larombière, *Théorie et pratique des obligations*, nouvelle édition, tome I, Paris, 1885, p. 30, nos 1 et suivants.

(3) Arrêts cités sous Demogue ; — Note citée *supra* : S., 1908-1-83.

tation d'une chose). L'innovation des contrats innommés n'a pas créé de nouveaux contrats possibles, en dehors de ceux possibles jusqu'alors en recourant à la stipulation. Elle a uniquement simplifié les manières de s'obliger. Parler de contrats innommés à une époque où les contrats sont en principe consensuels, c'est-à-dire dénudés de toutes formes, est donc bien un véritable anachronisme.

Et il ne suffit pas de déclarer, avec M. Demogue (1), qu'il n'y a plus de contrats innommés, « au sens romain du mot qui servait à désigner un nouveau mode de s'obliger ». Comme M. Planiol l'a excellemment démontré (2), nos types de contrat sont assez nombreux et variés pour répondre à tous les besoins, et il est impossible d'en créer d'autres. Je ne peux que résumer la classification qu'il a établie. Si nous passons en revue tous les contrats, nous voyons que la nature de la prestation se ramène à un travail (louage de services par exemple), à une chose (vente), à un droit (hypothèque). C'est déjà une première classification *en familles*. Selon la présence ou l'absence d'une contre-prestation, ces familles se divisent en *genres* : prenons, par exemple, la famille Chose ; si le co-contractant fournit une contre-prestation, nous avons une aliénation à titre onéreux (premier genre) ; s'il n'y a pas de contre-prestation, une aliénation à titre gratuit (deuxième genre) ; chaque genre enfin, selon ses caractères dissemblables, se divise *en espèces* qui peuvent varier dans de grandes limites ;

(1) Demogue, note citée *supra*.

(2) Planiol, *Classification synthétique des contrats* (*Revue critique de législation et de jurisprudence*, tome XXXIII, année 1904, p. 470).

prenons, par exemple, l'aliénation à titre onéreux d'un droit de créance ; cette aliénation peut être définitive et aboutir à une vente, échange, mise en société, transaction ; elle peut être temporaire et aboutir à une location, à un nantissement, à un dépôt. Tous les contrats, on peut en faire l'essai, se ramènent à cette classification.

Le contrat d'hôtellerie ne fait pas exception à la règle. Les divers éléments en lesquels nous l'avons décomposé, location de choses, louage d'ouvrages, vente de fournitures, dépôt, rentrent tous dans cette classification synthétique ; chacun forme un contrat spécial, et, si le contrat d'hôtellerie était vraiment un contrat spécial, ce ne serait qu'un contrat complexe, véritable salade russe, formée par le mélange de quatre contrats distincts.

Mais il faut aller plus loin : cette expression « contrat d'hôtellerie » n'a pas seulement le tort d'être fausse dans un langage juridique rigoureux. Elle est obscure et ambiguë.

Il est inutile d'insister sur la définition du mot hôtellerie. Le dictionnaire Larousse le définit : « une maison où le public est logé et nourri moyennant rétribution ». Quant au mot « contrat », l'article 1101 du Code civil le définit : « une convention par laquelle une ou plusieurs personnes s'obligent envers une ou plusieurs autres à donner, à faire ou à ne pas faire quelque chose ». Elles sont ainsi bien nombreuses, les conventions qui mériteraient le nom de contrat d'hôtellerie. N'est-ce pas aussi bien un contrat d'hôtellerie la convention qui intervient, entre le patron de l'hôtel et les domestiques qu'il engage pour le service de l'établissement ? Pourquoi ne pas nommer également contrat d'hôtellerie la convention par laquelle plusieurs capitalistes se réunissent et

forment une société destinée à l'exploitation d'un hôtel. Pourquoi refuser ce nom de contrat d'hôtellerie à la convention intervenue entre le propriétaire d'un hôtel et le gérant qui va prendre l'hôtel à son compte et l'exploiter à ses risques et périls, le propriétaire se contentant d'une rétribution fixée à forfait ? Cette expression « contrat d'hôtellerie » peut donc signifier louage de services, société, entreprise, toute convention entre l'hôtelier et un voyageur, et on trouverait encore d'autres combinaisons méritant ce nom. Quand on parle d'hôtellerie, il serait bon d'avoir un peu de précision et de désigner d'une façon nette la convention y relative dont on entend faire état.

Cette expression « contrat d'hôtellerie » serait enfin d'une élasticité inconcevable, ou plutôt il y aurait, si nous voulons faire montre de logique, le grand contrat d'hôtellerie et le petit contrat d'hôtellerie ; le grand, quand le voyageur prendrait ses repas à l'hôtel ; le petit, quand il se contenterait de la chambre et mangerait au dehors ; il y aurait aussi le moyen contrat d'hôtellerie ; celui où le voyageur coucherait à l'hôtel et y prendrait son petit déjeuner à l'exclusion des autres repas !

Bannissons donc cette expression « contrat d'hôtellerie » : fausse, ambiguë, ridicule, elle n'est qu'un fâcheux effet de la verbomanie qui, depuis quelques années, sévit en France. Certes nos anciens auteurs, du moins dans leur langage, ont l'air de se référer à une convention unique qui interviendrait entre l'hôtelier et ses clients ; certes le Code civil portugais parle de « contrat d'albergaria » ou d'hébergement. Mais nos anciens auteurs ont pu se tromper dans la construction d'une théorie juridique qui leur a échappé d'ailleurs, et,

pas plus que l'interprète, le législateur n'est infaillible

Contentons-nous de dire simplement qu'entre l'hôtelier et sa clientèle interviennent un ou des contrats de location de choses, de louage d'ouvrage, de vente de fournitures, de dépôt. J'ai pour moi l'autorité de Pont et celle de Troplong (1). Ces divers contrats peuvent être isolés, ils peuvent être simultanés. Qu'importe ? la juxtaposition de deux ou plusieurs contrats n'a pas le don de faire œuvre de maternité en donnant naissance à un troisième. En droit comme en mathématiques, un tout égale les diverses unités dont il se compose, sans plus ni moins. La jurisprudence moderne au surplus use très rarement de ces mots « contrat d'hôtellerie ».

(1) Pont, *Petits contrats*, tome I : *Dépôt et séquestre*, n° 521, 2^e édition, Paris, 1877. — Troplong, *le Droit civil expliqué : Du dépôt et du séquestre*, Paris, 1845, n° 241.

CHAPITRE I

DE L'HÔTELIER CONSIDÉRÉ EN LUI-MÊME

Le sujet que nous traitons a pour titre *l'Hôtelier et sa clientèle*. Il nous faut étudier, en premier lieu, les deux termes du rapport et nous commençons par l'hôtelier.

SECTION I

QUI PEUT ÊTRE HÔTELIER ?

Cette question peut paraître d'autant plus singulière sous un régime de liberté de l'industrie et du commerce, que je n'entends pas traiter ici des conditions de capacités exigées chez ceux qui veulent s'adonner au métier d'hôtelier ; elles sont les mêmes que pour entreprendre un commerce quelconque : une femme mariée doit être autorisée ; un mineur doit être âgé de dix-huit ans, émancipé et autorisé, le tout conformément aux dispositions de l'article 2 du Code de commerce auquel je renvoie.

Tout le monde en principe peut être aubergiste ou hôtelier ; les cas d'incapacité prévus par la loi du 17 juil-

let 1880 et résultant d'une condamnation ne visent que ceux voulant ouvrir un débit de boissons.

Aussi est-ce avec raison que la Cour de cassation a déclaré illégal l'arrêté municipal interdisant aux filles publiques d'ouvrir une auberge (1).

Cette règle que quiconque peut exercer la profession d'aubergiste ou d'hôtelier comporte cependant une restriction ; on a même voulu lui en trouver une deuxième.

§ 1. **Officiers ministériels.** — L'article 41 du décret du 14 juin 1843, réglementant l'organisation et le service des huissiers, leur défend, « sous peine d'être remplacés, de tenir auberge, cabaret, café, tabagie ou billard, même sous le nom de leurs femmes, à moins qu'ils n'y soient spécialement autorisés ». Le droit de leur accorder cette autorisation n'appartient pas au tribunal ou à la cour dont ils dépendent, mais au Garde des Sceaux(2).

Malgré l'absence de textes les concernant, il est permis d'ajouter qu'en raison du monopole dont ils sont investis les autres officiers ministériels ne peuvent davantage exercer la profession d'hôteliers.

§ 2. **Compagnies de Chemins de fer.** — On a voulu contester aux Compagnies de Chemins de fer le droit d'exploiter des hôtels comme annexes de leurs gares. La question paraît avoir été soulevée en 1882, à propos de la construction à Marseillè de l'hôtel *Terminus* par la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée. Elle naquit

(1) Cass., 19 décembre 1882 : D., 83-1-57.

(2) Cas., 26 septembre 1834.

une deuxième fois à Bordeaux, en 1898, lors de l'édification de l'hôtel *Terminus* de la gare Saint-Jean par la Compagnie du Midi. Enfin, elle se représenta quand la Compagnie de Paris-Orléans fit élever, en 1898, à Paris son hôtel du *Quai d'Orsay*, et quand, en 1901, il fut avéré qu'en sus du logement des voyageurs la dite Compagnie organisait dans son hôtel des bals, banquets, soirées. Les demandeurs, soutenant les intérêts des hôteliers, prétendaient que les Compagnies de chemins de fer sortaient des limites de leurs cahiers des charges en exploitant des hôtels et se rendaient coupables de concurrence déloyale. Mais une jurisprudence constante et de plus en plus extensive est venue donner gain de cause aux Compagnies.

Le tribunal de première instance de Marseille avait restreint l'accès de l'hôtel aux voyageurs munis de billets. La Cour d'Aix et la Cour de cassation (1) firent abstraction de cette condition et décidèrent que les Compagnies de Chemins de fer pouvaient, sans sortir des limites de leur cahier des charges, construire et exploiter dans une de leurs gares, avec l'autorisation administrative, un hôtel destiné à recevoir les voyageurs qui s'y reposent au milieu d'un voyage trop long pour être achevé sans interruption. La Cour de cassation exigeait encore, pour repousser toute demande en dommages et intérêts, que les conditions de fonctionnement de l'hôtel en limitent l'usage aux voyageurs voulant profiter de la proximité de la gare. Le tribunal civil de Bordeaux est allé plus loin en 1898 (2) et dit dans les

(1) Cass., 19 décembre 1882 : D., 83-1-57.

(2) Bordeaux, 12 janvier 1898 : S., 98-2-253,

motifs de son jugement qu'on ne peut se livrer à des investigations vexatoires sur le trajet des voyageurs avant leur arrivée au *Terminus*, ni sur celui qu'ils se proposent de parcourir à leur départ, dit également qu'il n'y a lieu de s'occuper du plus ou moins de durée de leur séjour à l'hôtel, refuse d'apporter une limitation au nombre des chambres. Les arrêts de la Cour de Paris des 2 août 1900 et 18 février 1903 (1) (ce dernier infirmant un jugement du Tribunal de commerce de la Seine qui avait donné gain de cause aux hôteliers) ont enfin achevé l'évolution; l'arrêt de 1900 a déclaré licite la création d'un hôtel « par une Compagnie de Chemins de fer; et l'arrêt de 1903, considérant qu'il n'est pas démontré que l'industrie des soirées et grands repas est toujours distincte de l'exploitation normale d'un très vaste hôtel », a jugé que le fonctionnement de l'hôtel dans ces conditions n'avait rien d'illicite, ni de contraire à la loi de concession de la Compagnie d'Orléans: il est à peu près certain que la question ne se plaidera plus.

Cette jurisprudence me paraît tout à fait raisonnable: comme le dit l'arrêt précité de la Cour de cassation, l'installation d'hôtels par les Compagnies de Chemins de fer n'est que le développement naturel et l'amélioration du service du transport des voyageurs, et on peut ajouter avec l'arrêt de Paris de 1903 que l'usage d'une salle dite « Salle des Fêtes » servant alternativement aux soirées et aux repas est « un accessoire de l'exploitation générale de l'hôtel qui rend plus facile et plus agréable le séjour des voyageurs, qui leur permet

(1) Paris, 2 août 1900: D., 1900-2-484. — Paris, 18 février 1903: D., 1903-2-485.

de réunir ainsi autour d'eux leurs amis ; qu'il rend possible l'arrivée de groupes nombreux de clients venant ensemble par le chemin de fer ; qu'il satisfait aussi aux exigences des étrangers habitués dans leur pays à des installations confortables pour soirées et grandes réunions. »

SECTION II

DES FORMALITÉS SPÉCIALES AUXQUELLES L'HÔTELIER EST ASTREINT

Pour en finir avec ce qui concerne l'hôtelier considéré en lui-même, y a-t-il des formalités spéciales auxquelles il est tenu de se soumettre ?

Ces formalités peuvent se classer en deux catégories selon leur source : les unes viennent de la loi proprement dite ; les autres, de la réglementation administrative.

§ 1. **Des formalités légales.** — Aucune loi n'impose à celui qui veut ouvrir une auberge une *déclaration préalable* à la mairie (nous verrons qu'en fait la réglementation municipale a ici à peu près partout suppléé au silence de la loi). Il en serait autrement si un débit ou café était adjoint à l'hôtel : sous peine des poursuites correctionnelles édictées par la loi du 17 juillet 1880, l'hôtelier-cafetier doit, en province à la Mairie, à Paris

à la Préfecture de police, faire la déclaration préalable d'ouverture de son établissement, déclaration prescrite par l'article 2 de la dite loi et dont il lui est immédiatement donné récépissé. Empressons-nous de dire d'ailleurs que, si le déclarant a un casier judiciaire portant certaines condamnations qui le rendent incapable de tenir un débit de boissons (article 6 de la loi du 17 juillet 1880), il a toujours le droit d'ouvrir un hôtel.

L'hôtelier-cafetier doit encore suivre les prescriptions de la loi de finances du 28 avril 1816, qui dans un but fiscal oblige par son article 50 tout cabaretier à indiquer sa qualité par une enseigne placée au-dessus de son établissement (voir également loi du 23 avril 1836, obligation sanctionnée par des amendes).

Tout hôtelier, cafetier ou non, fera sagement de se conformer à la seconde disposition de l'article 50 de la loi précitée de 1816 et de faire au bureau de la régie, avant de commencer son exploitation, une déclaration désignant « les espèces, les quantités de boissons qu'ils auront en leur possession, dans les caves ou celliers de leur demeure ou ailleurs, ainsi que le lieu de la vente ». Il a été jugé en effet que l'exercice de la profession de maître d'hôtel en garni établit la présomption légale de vente de boissons en détail et celui qui exerce cette profession est soumis à la déclaration et autres obligations imposées aux débitants de boissons, notamment à celle de la licence (1) dont les règles se trouvent posées dans

(1) La licence est probablement appelée à disparaître à bref délai de nos lois : ses adversaires, qui sont nombreux et qui l'accusent de faire double emploi avec la patente, mènent contre elle une campagne acharnée qui a eu ses échos au Parlement.

la loi du 29 décembre 1900, relative au régime des boissons et dans l'article 18 de la loi de finances du 30 mars 1902 (1), sans que la régie soit tenue de prouver qu'il se livre au débit de boissons (2), et ce sous les peines correctionnelles prévues par l'article 171 de la loi du 28 avril 1816.

Il est soumis également à l'obligation de payer patente, contribution qui, au contraire de la licence, frappe l'individu et non l'établissement, de tenir des livres comme tout commerçant (Loi du 15 juillet 1880 modifiée par loi du 19 avril 1905 et articles 8 et suivants du Code de commerce).

Livre de police. — Une obligation plus complexe et plus intéressante imposée à l'hôtelier ou aubergiste est celle de l'article 475, § 2, du Code pénal, relatif à la tenue d'un livre de police, d'un *registre des entrées et sorties*. Sur ce registre, qui doit être représenté aux époques déterminées par les règlements administratifs ou sur réquisition de certains officiers publics (voir le texte), l'hôtelier doit inscrire de suite et sans aucun blanc toute personne qui a couché ou passé une nuit sous son

(1) Sur l'application de cet article 18, arrêts du Conseil d'État en date des 18 décembre 1907, 20 mai 1908, 26 juin 1908, 18 janvier 1909. Lebon et Panhard, *Recueil des arrêts du Conseil d'État*, 1907, p. 957, 1908, p. 1312, 1909, p. 1224.

(2) Cour de Cassation, 16 mai 1823 : Ch. réunies, 9 décembre 1826 - J. G. D., *vo Impôts indirects*; — Cassation, 3 novembre, 1693 : D. 96-1-435.

toit, voyageurs ou habitants de la localité (1), y compris celles que les locataires font coucher dans leurs chambres (2). N'est excepté que le personnel de l'hôtelier (3). L'inscription peut avoir lieu utilement après la première nuit (4). Selon la formule de la Cour de cassation, cette obligation s'impose à l'hôtelier dès qu'il a eu le temps moral de s'y conformer (5). C'est en vain qu'il alléguerait sa bonne foi : cette excuse ne saurait être admise, car nous sommes en matière de contravention de simple police (6). Il peut se contenter d'inscrire le nom des voyageurs avec leurs qualité et domicile, les dates d'entrée et de sortie et négliger leur prénom (7).

Si l'aubergiste ne se conforme pas à ces dispositions sus-visées de l'article 475, paragraphe 2, du Code pénal, il est passible des peines de simple police édictées par l'alinéa 1 de cet article.

S'il inscrit sciemment sur son registre, sous des noms

(1) Cassation, 28 mai 1825 : *Bulletin cassation criminelle*, n° 100 ; — Cassation, 20 novembre 1845 : D., 45-4-47 ; — Cassation, 4 octobre 1834 : *Bulletin cassation criminelle* n° 334 ; — Cassation, 19 mai 1860 : *Bulletin Cassation criminelle*, n° 127 : D., 60-5-223.

(2) Cassation, 9 juillet 1859 : D., 59-5-243 ; — Cas., 16 juillet 1908 : *Annales des justices de paix*, 1909, p. 184 ; — Tribunal de simple police de Laon, 6 avril 1911 ; *Bulletin des décisions des juges de paix*, 1912, 180.

(3) Cassation, 7 février 1856 : *Bulletin cassation criminelle*, n° 52.

(4) Tribunal police Neufchâteau, 10 novembre 1899 : *Revue justice de paix*, 1900, 182.

(5) Cas., 18 juillet 1874 : D., 75-1-283 ; S., 74-1-451 ; — Cas., 24 avril 1880 : S., 81-1-47 ; D., 80-1-400 ; — Cas., 5 août 1853 : D., 53-5-40.

(6) Cas., 28 avril 1888 : D., 88-1-508 ; — Cas., 2 août 1889 : D., 90-1-204.

(7) Cas., 27 août 1852 : D., 53-5-40.

faux ou supposés, les personnes logées chez lui, ou si, de connivence avec elles, il omet de les inscrire, il encourt les peines correctionnelles de l'article 154 (dernier alinéa) du Code pénal.

La non-inscription de personnes descendant chez lui peut enfin entraîner pour l'aubergiste ou hôtelier une responsabilité civile extensive de sa responsabilité de droit commun ; s'il a logé *pendant plus de vingt-quatre heures* quelqu'un qui *pendant son séjour* a commis *un crime ou un délit*, il est civilement responsable des restitutions, des indemnités et des frais adjugés à ceux à qui ce crime ou délit aurait causé quelque dommage, faute par lui d'avoir inscrit sur son registre le nom, la profession et le domicile du coupable, sans préjudice de sa responsabilité dans le cas des articles 1952 et 1953 (1) du Code civil (art. 73 du Code pénal).

Cure-Taxe. — Un second registre, qu'il ne faut pas confondre avec le livre de police, est celui dont la loi du 13 avril 1910 et le décret du 26 juin 1911 (dits de la Cure-taxe) prescrivent la tenue aux logeurs, hôteliers et propriétaires dans les stations hydrominérales et climatiques créées dans les termes de cette loi : la cure-taxe, destinée à assurer des ressources à ces stations est prélevée sur les étrangers à la localité et est perçue par l'intermédiaire des logeurs, hôteliers, propriétaires, qui sont responsables en principe de son encaissement ; pour rendre possible le contrôle municipal, ils doivent tenir un registre spécial qui leur est fourni gratuitement par la mairie et sur lequel ils ont à inscrire de suite,

(1) Voir *infra*, chapitre IV, section II, l'explication de ces articles.

et sans aucun blanc, les nom, domicile, dates d'arrivée et de départ de toutes personnes logeant chez eux, ainsi que certaines indications visées dans l'article 3 de la loi (durée du séjour, prix des locaux occupés), utiles à l'établissement de la taxe. Les infractions à la législation de la cure-taxe sont poursuivables comme en matière d'octroi et passibles d'amendes égales au minimum au montant des taxes dont la commune a été privée, pouvant s'élever au triple de ces taxes en cas de fraude et au double dans tous les autres cas, sans préjudice des restitutions.

§ 2. **Des formalités administratives.** — L'aubergiste ou hôtelier est, en second lieu, soumis à la réglementation administrative, municipale ou préfectorale. Tout hôtel étant en effet réputé un lieu public (1), l'autorité administrative a le droit et le devoir de les soumettre aux mesures de police qui sont nécessaires pour concilier l'ordre public avec la liberté du commerce et de l'industrie (Loi municipale du 5 avril 1884, art. 97). Une conséquence immédiate de ce principe est le droit de visite de la police dans les auberges et hôtels ; remarquons cependant que, quand ces établissements sont fermés, la nuit, par exemple, comme dans certains cas déterminés (soirée donnée sur cartes d'invitation), ils deviennent lieux privés (2), et leurs propriétaires peu-

(1) Cas., 2 février 1861 : *Bul. cas. crim.*, n° 36 : S., 62-1-217 ; D., 61-5-39 ; — Cas., 29 décembre 1865 : *Bul. cas. crim.*, n° 233 : S., 66-1-272.

(2) Cas., 6 décembre 1909 : *Gazette du Palais*, 1910, 1^{er} semestre, p. 49.

vent refuser de les ouvrir aux agents de police, hors les cas prévus par la loi (1). Une deuxième conséquence du même principe et que presque partout les règlements municipaux imposent à celui qui veut ouvrir une auberge ou hôtel est une déclaration préalable faite à la mairie (2).

A la réglementation administrative, il appartient aussi de prendre des mesures relatives à la salubrité publique (3), à l'éclairage des hôtels (4), à l'heure de la fermeture des portes, etc. ; et, à ce dernier propos, il doit être observé que les arrêtés fixant l'heure de fermeture des débits de boisson ne s'appliquent pas aux hôtels proprement dits (5), à condition que l'hôtelier, et à lui de s'en assurer, se borne à recevoir les voyageurs qui « viennent prendre gîte dans sa maison » et refuse l'entrée à ceux qui viendraient s'y rafraîchir, par exemple (6).

L'autorité administrative est encore dans son rôle, quand elle prend des mesures complémentaires concernant le registre que tout hôtelier doit tenir et dont

(1) Cas., 12 novembre 1840 : S., 41-1-641 ; P., 41-2-414 ; Cas., 13 novembre 1841 : P., 42-2-483.

(2) Voir pour Paris, préf. de police, ordon. de police des 19 octobre 1908 et 15 février 1910.

(3) Cas., 6 mars 1845 : D., 45-4-45. — Voir notamment, pour Paris, ordon. de police du 19 octobre 1908.

(4) Cas., 14 janvier 1853 : *Bul. Cas. crim.*, n° 18 ; — Cas., 30 janvier 1879 : S., 80-1-92 ; D., 79-1-391 ; — Cas., 22 novembre 1872 : D., 72-1-429 ; — Cas., 16 septembre 1853 : D., 53-5-37.

(5) Cas., 12 novembre 1886 : *Bul. Cas. crim.*, n° 306.

(6) Cas., 4 juillet 1861 : D., 61-5-39 ; — Cas., 10 février 1882 : D., 82-1-283.

nous avons parlé *supra* : fixer les époques auxquelles ces registres doivent être représentés, prescrire d'ajouter sur le registre les prénoms au nom patronymique (1).

Mais l'autorité administrative ne pourrait prendre des décisions allant à l'encontre des dispositions législatives. Aussi la légalité de l'article 9 de l'ordonnance du préfet de police du 1^{er} juillet 1905, remplacé aujourd'hui par l'article 9, absolument identique, de l'ordonnance du 19 octobre 1908 me paraît très contestable. Aux termes de cet article, le logeur est tenu d'avoir un registre pour l'inscription immédiate des voyageurs, et, cette ordonnance ne limitant pas l'inscription aux personnes qui ont couché ou passé la nuit dans la maison du logeur, mais exigeant au contraire sans distinction l'inscription immédiate de tout voyageur, il conviendrait de décider que le logeur doit inscrire sans délai sur son registre toute personne qui se présente pour louer une chambre chez lui, quel que soit le séjour que cette personne pourra faire dans la maison. Aussi par un jugement en date du 23 décembre 1905, rapporté dans la *Gazette des Tribunaux*, numéro du 28 janvier 1906, le tribunal de police de Paris a cru pouvoir appliquer cet article 9 et condamner un logeur qui n'avait pas inscrit une fille reçue en passe et l'individu qui l'accompagnait et qu'elle avait raccolé.

Ce jugement paraît avoir oublié qu'il est de jurispru-

(1) Cas., 28 décembre 1866 : D., 66-5-285. — Voir pour Paris, ord. de police du 25 octobre 1883, art. 9, et ordonnance de police du 19 octobre 1908.

dence que, quand la loi a réglementé une des matières que les lois des 16-24 août 1790, 19-22 juillet 1791 et l'arrêté du 12 messidor an VIII confient à la vigilance et à l'autorité du préfet de police, le pouvoir réglementaire que ce fonctionnaire exerce sous la sanction de l'article 471, § 15, du Code pénal cesse en ce qui concerne la matière législativement réglée, le préfet ne pouvant alors qu'ordonner l'exécution de la loi sans avoir le droit de rien ajouter à ses dispositions. Or cet article 9 contrevient à l'article 475, § 2, du Code pénal et à l'interprétation qu'en a donné la Cour de cassation (voir références dans *Gazette des Tribunaux*, numéro du 28 janvier 1906 sous le jugement précité).

Au point de vue des sanctions, il est nécessaire de faire ici une distinction, selon que l'hôtelier a enfreint les dispositions de l'article 475 du Code pénal ou qu'il ne s'est pas conformé à un arrêté pris par le préfet ou le maire en vertu de leurs pouvoirs réglementaires. Si un hôtelier a, par exemple, omis d'inscrire sur son registre la date d'entrée ou de sortie d'un voyageur, la sanction se trouve (nous l'avons vu *supra*, p. 71) dans l'article 475 du Code pénal ; s'il n'a pas éclairé son hôtel à l'heure prescrite par l'autorité municipale, la sanction se trouve dans l'article 471, paragraphe 1, du Code pénal conformément au paragraphe 16 du même article (1). L'amende encourue, de 6 à 10 francs dans le premier cas, n'est que de 1 à 5 dans le deuxième.

Comme fin de chapitre, signalons le vœu concernant le « pistage », vœu émis au Congrès tenu à Biarritz au

(1) Cas., 23 juillet 1830 : *Bul. cas. crim.*, n° 191 ; — Cas., 28 décembre 1866 : *Bul. cas. crim.*, n° 277.

mois d'octobre 1912 par la Fédération Nationale des Hôteliers et Restaurateurs de France et des Colonies (1):

« Sont et demeurent interdits sur la voie publique et dans les véhicules publics, y compris les chemins de fer, toutes sollicitations, offres de service, indications, distribution de prospectus et généralement toutes démarches ayant pour objet d'entraîner les voyageurs dans une maison hôtelière ou de les en détourner. Les infractions aux dispositions qui précèdent seront punies d'une amende de 16 à 2.000 francs et d'un emprisonnement de un mois à un an, pour infraction constatée, ou l'une de ces deux peines seulement. »

Actuellement, le raccolage de clientèle, s'il est interdit par l'autorité administrative, est placé sous la sanction correctionnelle de l'article 21 de la loi du 15 juillet 1845, quand il s'exerce dans les dépendances d'un chemin de fer (gare par exemple) (2) ; sous la sanction de simple police de l'article 471, § 15, du Code pénal, dans les autres cas.

(1) *La France Hôtelière* (Bulletin officiel de la Fédération Nationale des Hôteliers et Restaurateurs de France et des Colonies), numéro de novembre 1912, p. 9.

(2) Cas., 17 mars 1866 : S., 67-1-48.

CHAPITRE II

DES CLIENTS DE L'HÔTELIER CONSIDÉRÉS EN EUX-MÊMES

Passons maintenant au deuxième terme de notre proposition, la clientèle. Nous avons une double question à résoudre.

I. Qui l'aubergiste ou hôtelier peut-il recevoir comme clientèle ?

II. Qui doit-il recevoir ?

SECTION I

DES CLIENTS POSSIBLES

« Charbonnier est maître chez lui »; pas l'hôtelier, ou, du moins, pas complètement. Sa maison se trouve soumise, nous l'avons vu, à la réglementation administrative, et de ce chef il peut se voir défendre d'abriter sous son toit certaines catégories de personnes. Je citerai, entre autres, les espèces suivantes : l'arrêté portant défense à toute personne, logeur, aubergiste ou non, de loger des femmes connues comme se livrant à

la prostitution, était il y a quelques années légal et obligatoire (1). Encore fallait-il que cet arrêté visât les hôtels ou auberges ; s'il se contentait d'interdire de recevoir des filles soumises dans les cafés, cabarets et débits de boissons, il ne devait pas être considéré comme applicable à l'aubergiste (2).

A Paris où certaines ordonnances de l'ancien régime (article 5 de l'ordonnance du 6 novembre 1778, paragraphe 2 de l'article 14 de l'ordonnance du 8 mai 1780, article 7 de l'ordonnance du 21 mai 1784) concernant dans la capitale les femmes de débauche, vagabonds, mendiants, gens sans aveu et filous, étaient toujours en vigueur, les hôteliers, aubergistes ou logeurs ne pouvaient recevoir des gens de cette sorte (3). En province, la Cour de cassation avait jugé, par contre, que, ces ordonnances ne s'y appliquant pas, l'autorité municipale ne pouvait par des règlements interdire aux aubergistes et logeurs de recevoir chez eux des mendiants (4).

La situation n'est plus la même depuis que la loi du 12 juillet 1905 sur les juges de paix a dans son article 27 abrogé les dispositions ci-dessus visées, ainsi que toutes celles « contraires à celles de la présente loi ». Le législateur de 1905 a considéré qu'il était injuste et contraire

(1) Cas., 15 novembre 1860 : *Bul. Cas. crim.*, n° 235 ; — Cas., 16 avril 1863 : S., 63-1-451 ; D., 63-1-263 : — Trib. correct. Seine, 26 novembre 1888 : *Journal La Loi*, du 9 décembre 1888.

(2) Cas., 27 août 1875 : S., 75-1-47.

(3) Cas., 19 juillet et 10 août 1833 ; Trib. civ. Seine, 25 avril 1899 : P. 99-2-108.

(4) Cas., 12 juin 1845 : D., 45-4-48 ; S., 46-1-157.

à la liberté du commerce et de l'industrie d'interdire à un hôtelier, sous peine de poursuites, de recevoir dans son établissement des clients dont il ne saurait être tenu de connaître le métier ou le genre de vie. Il semble donc que désormais, et sur toute l'étendue du territoire, tant à Paris qu'en province, des arrêtés municipaux ou préfectoraux ne peuvent interdire aux aubergistes de recevoir des prostituées ou des mendiants : ces arrêtés, qui iraient à l'encontre de la volonté législative, seraient entachés d'excès de pouvoir (1). Ils peuvent, par contre, défendre aux aubergistes de *recevoir habituellement* dans leurs établissements, *pour s'y livrer à la prostitution*, des filles ou femmes de débauche ou des individus de mœurs spéciales (pédérastes) (2). Nos parlementaires n'ont, en effet, pas entendu, aux termes des réquisitions de M. le substitut Legris (3), affranchir de tout contrôle la prostitution exercée dans les lieux publics, comme le sont les hôtels.

Si ces femmes ou ces individus de mœurs spéciales étaient des mineurs et dans certaines conditions de fait (qu'il y ait ici ou non un arrêté administratif), l'hôtelier pourrait tomber sous l'inculpation de l'article 334 du Code pénal, excitation habituelle de mineurs à la dé-

(1) Cas., 16 juillet, 1908, *Gazette Tribunaux*, 1908, 2^e sem., 1-84; — Cas., 4 février 1911 : *Gazette du Palais* du 2 mai 1911.

(2) Ordonnance du préfet de police du 15 février 1910, et Trib. correctionnel Seine, 31 octobre 1911 : *Gazette des Tribunaux*, 1912, 1^{er} semestre, 2-87; — Cas., 22 décembre 1911 : *Gazette des Trib.*, 1912, 1^{er} semestre, 1-171, et D., 1912-1-385.

(3) Voir dites réquisitions sous Trib. correctionnel Seine, 31 octobre 1911 précité : *Gazette des Trib.*, 1912, 1^{er} semestre 2-87.

bauche, et être passible de peines correctionnelles (1).

Sont encore légaux et obligatoires : l'arrêté municipal qui interdit aux aubergistes de donner à boire ou à jouer à des jeunes gens n'ayant pas atteint l'âge de la majorité ou même de les recevoir dans leurs établissements (2).

L'arrêté pris par le maire, en vertu des pouvoirs qui lui sont donnés pour assurer dans la commune le logement des troupes de passage et interdisant aux aubergistes et logeurs de recevoir les militaires qui leur sont renvoyés par les habitants, sans que les billets de logement de ces militaires aient été visés à la mairie (3).

SECTION II

DES CLIENTS « INDÉSIRABLES »

L'aubergiste n'est donc pas libre de recevoir tous ceux qu'il pourrait vouloir héberger. Renversons maintenant la question et demandons-nous s'il est dans l'obligation de recevoir ceux auxquels il désirerait ne pas donner abri. En d'autres termes, est-il forcé d'accueillir chez lui indistinctement tous les clients qui se présentent ? C'est le fameux problème du client « indésirable ».

(1) Cas., 8 juillet 1897 : P. 98-1-485.

(2) Cas., 8 février 1877 : S., 77-1-284.

(2) D., 1860-5-222.

§ 1. — Discussion de la question et parallèle entre la responsabilité de l'hôtelier et celle du transporteur. —

Sous l'ancien régime, l'ordonnance de Charles IX du 20 janvier 1563 défendait, dans son article 19, aux hôteliers, sous certaines pénalités, de refuser sans cause légitime de recevoir les voyageurs; mais cette ordonnance n'est plus en vigueur, et tout le monde répète aujourd'hui, à tort et à travers, que la Cour de cassation, se basant sur les lois de l'époque révolutionnaire qui ont proclamé la liberté du commerce et de l'industrie, décide que les hôteliers ne sont pas forcés de recevoir indistinctement tous ceux qui se présentent, qu'ils sont maîtres d'accueillir qui bon leur semble.

Il ne faut pas aller jusque-là et attribuer à notre Cour suprême des idées et théories qu'elle n'a jamais émises aussi formellement. La Cour de cassation, ou, plutôt, sa Chambre criminelle, — car la question s'est pour ainsi dire toujours présentée devant elle au point de vue pénal, et elle a eu uniquement à statuer sur la possibilité d'entamer des poursuites de simple police contre l'hôtelier récalcitrant, — a simplement décrété que l'ordonnance royale de 1563 avait été abrogée par les lois de 1791 qui avaient proclamé la liberté du commerce et de l'industrie (1). Elle a décidé, en conséquence, que les arrêtés de l'autorité municipale ne pouvaient faire revivre l'ordonnance de Charles IX, en imposant aux hôteliers ou aubergistes l'obligation de recevoir indistinctement les voyageurs qui se présentent

(1) Cas., 2 juillet 1857 : S., 57-1-718 ; D., 57-1-376 ; — Cas., 3 octobre 1857 : S., 58-1-80 ; — Cas., 18 juillet 1862 : S., 64-1-99 ; D., 62-1-485.

chez eux et que, par suite, les hôteliers cités en simple police pour infraction à ces arrêtés devaient être relaxés des fins de la poursuite (1).

Mais de tous ces arrêts de cassation il n'est permis de tirer aucune conclusion au point de vue de la question civile qui reste entière, c'est-à-dire du fait de savoir si par son refus injuste de recevoir un voyageur, l'hôtelier peut s'exposer à une demande en dommages-intérêts? Une seule fois, à ma connaissance, la Chambre des requêtes de la Cour de cassation a eu à manifester son avis dans une espèce voisine (2). Il s'agissait du directeur du Casino de Nice qui, sans alléguer aucune raison plausible, avait refusé l'entrée du Casino à un sieur B... Sur pourvoi formé par la direction du Casino, la Cour de cassation, confirmant l'arrêt de la Cour d'Aix, décida que, le directeur du Casino de Nice ayant obtenu de la commune une concession et un monopole d'exploitation, le principe de la liberté du commerce et de l'industrie devait fléchir; qu'en effet, la concurrence étant impossible, le refus de recevoir telle ou telle personne, en l'absence de tout grief personnel, aurait pour conséquence de l'exclure des avantages de l'entreprise monopolisée, et que le monopole implique pour celui qui l'a reçu l'obligation d'ouvrir à tous l'établissement auquel il s'applique. Certes, il résulte de certains des motifs de l'arrêt de cassation et de l'arrêt de la Cour d'appel que les magistrats se seraient probablement prononcés

(1) Cas., 4 août 1846 ; D., 46-4-355 ; et arrêts de Cas. de 1857 et 1862, cités *supra*, p. 82, note 1.

(2) Cas. req., 19 février 1896 : P., 1896-1-278.

autrement et auraient donné gain de cause à la direction du Casino de Nice, si le Casino de Nice avait été un hôtel sans aucun monopole. Et cependant d'autres attendus de l'arrêt de la Cour d'appel sont plus larges : « que le seul fait d'être exclu emporte avec lui une sorte de suspicion du caractère le plus pénible... ». Cette suspicion ne s'attacherait-elle pas au même titre au voyageur auquel l'hôtelier refuserait l'entrée de sa maison ? Qu'importe l'absence de monopole ? Sous un régime de libre concurrence, celui qui ouvre un hôtel ne peut-il être considéré comme arrêtant par là la création de maisons de même ordre et lié ainsi plus étroitement vis-à-vis de ce public auquel il a fait des offres au moins tacites ? Au point de vue civil uniquement, une évolution de la jurisprudence ne serait peut-être pas ici impossible, et la chose pourrait peut-être être tentée. En tout cas, cette évolution serait à désirer. Elle serait à désirer, et pour des raisons pratiques, et pour des raisons juridiques.

Pratiquement parlant, il est inadmissible de tolérer de pareils caprices faits méchamment et dans un but de pure vexation de la part du tenancier d'un établissement, où le public a presque un droit acquis de trouver à s'héberger.

Juridiquement parlant, cette évolution serait conforme aux principes de notre droit sur la pollicitation⁽¹⁾. Quand l'offre ou pollicitation s'adresse à des personnes indéterminées, l'acceptation qui vient s'y ajouter n'en a pas moins pour résultat de parfaire le contrat et un lien

(1) Voir Baudry-Lacantinerie et Barde, *Des obligations*, 3^e éd., Paris, 1906, tome I (p. 43 et suiv.) :

obligatoire se forme immédiatement entre les deux parties ; il en est ainsi en vertu d'une doctrine et d'une jurisprudence à peu près constantes pour une marchandise mise à l'étalage à prix indiqué et que le marchand ne pourrait refuser de vendre à celui qui lui en offrirait le prix marqué, pour des transports annoncés avec leurs tarifs par voie d'affichage (1).

Pourquoi en serait-il autrement en matière d'hôtellerie ? (Une constatation curieuse est la suivante : la Chambre criminelle de la Cour de cassation, fidèle à ses principes de liberté du commerce et de l'industrie, semble avoir suivi, à l'égard de tout commerce, sa jurisprudence sur les hôteliers et a jugé, par exemple, que c'était à bon droit qu'un boulanger avait refusé de vendre du pain et interdit l'accès de son magasin à telle personne) (2).

Les adversaires de l'assimilation font valoir deux sortes d'arguments :

I. La liberté du commerce et de l'industrie proclamée par les lois de l'époque révolutionnaire et principalement celle des 2 et 17 mars 1791 ;

II. La lourde responsabilité (voir *infra*, chapitre IV,

(1) Voir auteurs et jurisprudence cités dans Baudry, — référ., indiquées *supra*, p. 84, note 1, et entre autres : Cas. ch. civ., 3 décembre 1867 : D., 67-1-471 ; — Cas. req., 3 janvier 1882 : D., 83-1-105 ; S., 82-1-107 ; — Trib. com., Périgueux, 26 août 1879 : D., 81-3-84 et sa note ; — Bordeaux, 8 mars 1881 : D., 82-2-208 ; — trib. paix Paris (XIV^e arrt.), 5 janvier 1882 : S., 83-2-119 ; D., 82-3-110.

(2) Cass. crim., 11 janvier 1889 : P. 89-1-187.

section II, § 2) que les articles 1950 et 1953 du Code civil font peser sur l'hôtelier (1).

I. D'abord, il faudrait préciser et savoir en quoi consiste la liberté du commerce et de l'industrie? En ceci, que chacun peut exercer tel commerce que bon lui semble, le modifier, le cesser, le reprendre quand il veut. Mais elle ne va pas jusqu'à le délier des obligations qu'il s'est librement imposées : en appelant le public, il contracte envers lui l'obligation de lui rendre les services promis. D'ailleurs, si la liberté du commerce et de l'industrie existe pour le producteur ou le vendeur, en l'espèce l'hôtelier, elle doit par une juste réciprocité exister aussi pour le consommateur ou l'acheteur, en l'espèce, le voyageur. Pour l'un comme pour l'autre, les nécessités sociales empêchent qu'elle soit absolue. En tout cas, pourquoi ne pas l'interpréter pareillement pour l'aubergiste et le boutiquier ou l'entrepreneur de transports? Pourquoi la vouloir plus large pour le premier (2)?

II. Nos adversaires font alors intervenir la lourde responsabilité qui pèse sur l'hôtelier. Cette responsabi-

(1) Voir Agnel et Carré, Paris, 1887, *Code manuel des propriétaires et locataires de maisons, hôteliers, aubergistes et logeurs*, n° 1004; — Sebire et Carteret, Paris, 1839, *Encyclopédie du Droit*, tome II, v° *Aubergistes*, nos 22 et suiv.; — Curasson, *Traité de la compétence des juges de paix*, 3^e édition, Paris, 1855, tome I, n° 215.

(2) Je dois rendre ici hommage à la vérité : certains de ces théoriciens, logiques avec eux-mêmes, vont jusqu'à accorder à un marchand qui expose à son étalage des marchandises à prix fixe le droit de les refuser à l'acheteur qui se présente, sauf s'il s'agit d'objets de première nécessité. Cette seule distinction suffirait à prouver l'inanité de cette doctrine : où commence et où finit le nécessaire?

lité, disent-ils, est une charge écrasante pour l'aubergiste : responsable du vol ou du dommage des effets des voyageurs, imputable soit à ses domestiques ou préposés, soit aux étrangers, allant et venant dans l'hôtellerie, il doit être en droit d'écarter de sa maison, sur un simple soupçon, tous ceux qui lui paraissent suspects.

Compte-t-on donc pour rien la responsabilité du transporteur ou du voiturier? Comme un simple parallèle va nous le montrer, le fléau de la balance se maintient à peu près en équilibre entre les deux et pencherait presque en faveur de l'hôtelier.

Parallèle entre la responsabilité de l'hôtelier et celle du transporteur. — Quant aux objets ou bagages apportés par ses clients, l'hôtelier est, verrons-nous (*infra* chapitre IV, section II), considéré comme dépositaire nécessaire, et la preuve par témoins du dépôt peut être reçue contrairement au droit commun, même quand il s'agit d'une valeur supérieure à 150 francs (art. 1348 et 1950 du Code civil). Le transporteur terrestre ou fluvial (1) n'est sans doute pas, malgré les termes de l'article 1782 du Code civil, assimilé, au point de vue de la preuve, au dépositaire nécessaire (2); mais, comme en général ce sera un commerçant exerçant la profession de « voiturier » ou de « batelier », la preuve par témoins sera admissible contre lui sans limitation de valeur, conformément aux articles 1341 du Code civil et 109 du Code de commerce, même si le propriétaire des marchandises

(1) Les règles du droit maritime sont spéciales aux bateaux de mer et inapplicables aux transports effectués sur les rivières et canaux de l'intérieur (Cas. requête, 27 janvier 1896: D., 96-1-182).

(2) Thaller et Josserand, *Traité de droit commercial; les Transports*, Paris, 1910, n° 369.

n'est pas commerçant et s'il s'agit d'un acte mixte(1). En matière de transports maritimes, l'article 273 du Code de commerce semble, à première vue, exiger la rédaction d'un écrit et exclure la preuve testimoniale; mais une lecture plus attentive nous montre que cet article ne vise que l'« affrètement », c'est-à-dire un contrat de transport de marchandises par mer. Si, comme dans le cas qui nous occupe, il s'agit de bagages accompagnés, de bagages que les passagers apportent avec eux, il me paraît permis de ne voir dans cette convention de transport du passager et de ses bagages qu'un simple *contrat de passage* : ce *contrat de passage* absorbe le *contrat d'affrètement* qui vient s'annihiler en lui et obéit aux mêmes règles que le contrat de *transport terrestre* (2). Au point de vue de la preuve, l'hôtelier et le transporteur se trouvent donc sur un pied d'égalité.

Quant à la responsabilité proprement dite à raison des effets des voyageurs, elle n'est guère plus lourde pour l'aubergiste. Sans doute, le transporteur ne répond pas des colis à main qui ne lui ont pas été expressément remis(3), mais en ce qui concerne un bon nombre d'objets, cette responsabilité est limitée au chiffre de 1.000 fr. pour l'hôtelier (art. 1953 du Code civil et *infra*, chapitre IV, section II, § 3, A); la seule limite de celle du transporteur se trouve dans l'article 1150 du même

(1) Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, 4^e éd., Paris, 1906, tome III, n° 87, p. 307.

(2) Comparez Lyon-Caen et Renault, cités *supra*, tome V, Paris, 1911, nos 830 et 831, p. 672.

(3) Ce simple fait de remise est loin d'être l'équivalent du *Dépôt réel*, dont parle l'article 1953 du Code civil.

Code, qui dispose : « Le débiteur n'est tenu que des dommages et intérêts qui ont été prévus ou qu'on a pu prévoir lors du contrat, lorsque ce n'est point par un dol que l'obligation n'est point exécutée », limite offrant tous les dangers de l'arbitraire et que nos tribunaux refusent au surplus d'appliquer, lorsqu'il s'agit de la restitution d'un colis dont la valeur est établie (1). La force majeure les exempte tous deux de leur responsabilité (art. 1148-1954-1784 du Code civil ; 103, alinéas 1 et 2 ; 104-222 et 230 du Code de commerce : « le vice propre de la chose », du 2^e alinéa de l'article 103, est bien un cas de force majeure. D'après certains auteurs, le simple cas fortuit exonérerait le transporteur, mais il n'y a pas lieu (*infra*, chapitre IV, section II, § 3, C) de distinguer la force majeure et le cas fortuit.

L'hôtelier peut, de plus, sous certaines conditions, se libérer de sa responsabilité par des conventions expresses (*infra*, chapitre IV, section II, § 3, E). La loi du 17 mars 1905 ajoutant un paragraphe à l'article 103 du Code de commerce l'interdit au voiturier : « toute clause contraire insérée dans toute lettre de voiture, tarif ou contre-pièce quelconque est nulle ». Cet article ne s'applique pas en matière maritime ; mais, malgré la jurisprudence de la Cour de cassation, qui a fini par triompher, il a été longtemps soutenu en doctrine et jugé par la majorité de nos tribunaux que la clause exonérante de sa responsabilité le propriétaire du navire, à

(1) Nîmes, 26 mai 1909 : *Bulletin annoté des chemins de fer en exploitation*, 1910-2-106 ; — Cas., 17 mars 1892 : D., 9-1-520 ; — Cas., 22 novembre 1893 : D., 94-1-358.

raison des fautes du capitaine et des gens de l'équipage, était nulle (1).

Est-ce donc dans la prescription que le transporteur va prendre sa revanche de son infériorité sur le terrain des clauses de non-responsabilité? On pourrait le croire, car les réclamations dirigées contre lui tombent, quand il s'agit d'avarie ou de perte partielle, en matière terrestre ou fluviale, sous la fin de non-recevoir de trois jours de l'article 105 du Code de commerce, en matière maritime sous la fin de non-recevoir de 24 heures de l'article 435 du même Code (2); dans les autres cas, en matière terrestre ou fluviale, sous la prescription de un ou de cinq ans, de l'article 108 du Code de commerce; en matière maritime, sous la prescription de un an de l'article 433 du même Code (3). Les actions contre l'hôtelier sont, au contraire, soumises à la prescription de trente ans du droit commun: Mais il est évident qu'en pratique cette distinction s'évanouit souvent: le voyageur ayant à se plaindre de l'hôtelier n'attendra pas des années pour faire valoir ses droits en justice.

De l'autre côté de la barre, et comme juste contrepartie de cette responsabilité, les créances de l'hôtelier, du voiturier, de l'armateur sont garanties par un droit

(1) Voir références dans Lyon-Caen et Renault, cités *supra*: *Droit commercial*, tome V, n° 744, p. 586.

(2) Le point de savoir si cette fin de non-recevoir s'applique aux seules marchandises ou également aux bagages est discuté: Lyon-Caen et Renault, cités *supra*: *Droit commercial*, tome V, n° 839, p. 683.

(3) S'il s'agit de dommage provenant d'abordage, les actions en indemnités doivent en toute hypothèse être intentées dans le délai d'un an à compter du jour de l'abordage (art. 436 du Code de commerce).

de gage tacite, que chacun d'eux a respectivement sur les effets apportés ou transportés (article 2102, paragraphes 5 et 6 du Code civil) (1). L'action en paiement de l'hôtelier, à raison de ses fournitures, se prescrit par six mois ; celle en paiement des frais de transport terrestre ou fluvial, par cinq ans (2^e alinéa de l'article 108 du Code de commerce) ; celle en paiement du transport par mer des passagers à bagages, par un an (art. 453 du Code de commerce). Il ne nous appartient pas de rechercher ici si ces prescriptions sont de véritables prescriptions libératoires ou de simples présomptions de paiement, si elles obéissent ou non à la règle d'intervention posée dans l'article 2274 du Code civil (2).

Quoi qu'il en soit, ces différences possibles, qui s'évalouissent souvent en fait, sont loin de faire au transporteur une situation plus favorable qu'à l'hôtelier, et, en tout cas, elles ne peuvent, à aucun titre, légitimer ce droit d'élimination qu'on refuserait à l'un et accorderait à l'autre. De plus, les auteurs qui soutiennent la théorie que je combats admettent un tempérament qui ruine leur doctrine. Ils condescendent à dire que, « s'il n'y avait dans la commune qu'une seule auberge ou si parmi plusieurs auberges une seule avait des places libres et que l'hospitalité y fût réclamée par un voyageur qui serait forcé de s'arrêter, soit par son état

(1) Les articles 280 et 308 du Code de commerce qui laissent subsister le privilège après le dessaisissement de la marchandise ne sont de mise que dans le *contrat d'affrètement* ; dans le *contrat de transport par mer*, simple application de l'article 2102, paragraphe 6 du Code civil.

(2) Thaller et Jossierand cités *supra* : *les Transports*, p. 608 ; et Cas., 29 décembre 1874 : D., 75-1-355.

de besoin, de fatigue ou de maladie, soit par le mauvais temps ou l'obscurité de la nuit, l'aubergiste ne pourrait lui refuser l'entrée de sa maison. En pareil cas, et dans quelques autres analogues, une raison d'humanité ferait fléchir la règle ordinaire, et la justice locale pourrait et devrait intervenir, s'il était nécessaire, pour contraindre l'aubergiste à recevoir le voyageur qui lui demanderait asile, en pourvoyant toutefois au moyen de solder ses dépenses (1). »

Ce tempérament introduit dans une matière qui n'en saurait comporter aucune ruine la théorie de ceux qui l'admettent. Comment soutenir un tel système? Que décideraient ces auteurs, si dans une même commune, et cela se voit souvent, il y avait deux hôtels, mais appartenant tous deux au même propriétaire? Quelle serait leur solution, s'il y avait plusieurs hôtels, où dans tous et sans motif plausible le voyageur trouverait porte close et visage de bois? La situation de ce voyageur ne serait-elle pas identique à celle dans laquelle il se trouverait, s'il n'y avait qu'un hôtel dont le maître refuserait de l'héberger? A quel parti, je le répète, se rallieraient ici ces auteurs amis de distinctions subtiles?

C'est une thèse intermédiaire qu'adopte Toullier : les aubergistes ou hôteliers « sont libres de ne pas recevoir tel ou tel voyageur ou de ne le recevoir que sous la condition de ne répondre que de leurs fautes personnelles; et, si le voyageur consent à cette condition, ils ne répondent point des pertes arrivées sans leur

(1) Voir Agnel et Carré-Sebire et Carteret-Curasson, cités *supra*, p. 86.

faute » (1). Cette restriction est inadmissible, car elle enlève toute sûreté au voyageur, et c'est pour lui « la carte forcée » ; nous verrons plus loin les moyens permettant à l'hôtelier de s'exonérer de cette responsabilité en laissant toute garantie au voyageur.

Foin des distinctions et des restrictions, et proclamons que l'hôtelier doit, quand il n'a aucun *motif légitime* d'agir autrement, accueillir indistinctement tout client qui se présente. J'ai pour moi l'autorité de Merlin : « Tout homme qui n'est point de la classe de ceux auxquels la loi défend de donner retraite a droit pour son argent de s'y introduire et héberger » (2) ; et celle de Favard de Langlade (3). Si nous remontons plus haut, nous voyons que telles étaient l'opinion de Straccha et celle de Casarégis : ils exposent qu'en Italie les hôteliers ne pouvaient se refuser à recevoir les hôtes qui se présentaient (4). C'est aussi ce que soutiennent Massé et Troplong (5), et cette obligation est formellement consacrée par le droit anglais, les lois du Massachussets et du canton de Vaud (6).

J'ai supposé jusqu'à présent que les prix de l'établissement avaient été affichés ou publiés. *Quid*, s'ils ne

(1) Toullier, *Droit civil français*, 5^e éd., Paris, 1830, tome XI, n^o 252.

(2) Merlin, *Répertoire*, cité *supra*, v^o *Hôtelier*, p. 500.

(3) Favard de Langlade, tome II, p. 206, v^o *Dépôt*.

(4) Casarégis, disc 122, num. 23 : *Discursus legales de commercio*, tome III, Florence, 1729.

(5) Massé, *Droit commercial*, Paris, 1874, tome III, n^o 1458, 3^e édition ; — Troplong, *le Droit civil expliqué*, Paris, 1860, tome II, 3^e édition.

(6) Livre III, *Droit comparé*.

l'ont pas été, si le maître n'a fait, par exemple, aucune réclame et s'il s'est borné à ouvrir un hôtel?

Ici encore nous devons raisonner par analogie avec ce qui se passe pour les transports. En cette matière, la Cour de cassation (1) semble exiger (Troplong et Pardessus soutiennent la même théorie), pour que le contrat soit parfait, la publication des tarifs, qui en l'absence de monopole est nécessaire pour former entre le public et l'entreprise le lien de droit, d'où résultera pour toute personne un droit acquis de faire transporter par la Compagnie sa personne ou ses marchandises moyennant les prix du tarif.

J'estime que cette restriction est encore hors de mise. Qu'importe à la solution de la question que les tarifs aient été ou non affichés ou publiés? Il suffit que les prix existent et qu'ils soient acceptés par ceux qui demandent à se loger à l'hôtel. La pollicitation publique de l'hôtelier et l'offre par le voyageur de payer le prix fixé, bien que non publié, suffisent. Il y a contrat par cela même que l'offre et la demande concourent. Tels étaient les termes excellents d'un pourvoi en cassation formé en matière de transport contre un arrêt de la Cour d'Aix et qui, malheureusement à mon point de vue, a été rejeté par la Cour suprême (arrêt de cassation du 3 janvier 1882, cité *supra*, D., 83-1-105; S., 82-1-107); telle était aussi la doctrine qui, soutenue par Straccha et Casarégis, a été reprise par Massé (2).

(1) Cas., 3 décembre 1867 : S., 68-1-193 ; — Cas., 3 janvier 1882 : S., 82-1-107.

(2) Voir références, citées *supra*, p. 93, notes 4 et 5. ;

§ 2. De quelques cas particuliers. — Quelque soit, d'ailleurs, le parti que l'on prenne dans cette controverse, il y a lieu de reconnaître que dans certains cas, et dans la pratique ils peuvent être nombreux, l'hôtelier sera légitimement fondé dans son refus d'accueillir tel voyageur. Innombrables sont les espèces qui peuvent se présenter :

Et d'abord, par la force même des choses, il peut n'y avoir pas une seule chambre libre; évidemment le voyageur serait mal venu à se plaindre : la plus belle fille du monde ne peut donner que ce qu'elle a, l'hôtelier aussi.

De même, le voyageur venu sur la foi de prospectus annonçant que, dans tel palace ou telle auberge, il peut trouver des chambres à tel prix, ne pourra exiger, si ces chambres sont occupées, que pour la même somme on en mette à sa disposition d'un prix plus élevé ; il en serait sans doute autrement s'il était intervenu entre les parties un contrat de location (voir *infra*, chapitre III).

L'hôtelier peut encore refuser légitimement de recevoir un malade qui, à raison de la nature ou de la gravité de la maladie dont il est atteint, pourrait causer un préjudice à sa maison par l'éloignement de la clientèle : il a été jugé, en raison de ces mêmes motifs, que l'hôtelier chez lequel est venue s'installer une personne atteinte d'une maladie à laquelle elle n'a pas tardé à succomber, a droit à des dommages et intérêts, quand cette situation ne lui a pas été annoncée (1). Il en serait différemment si une personne entraît bien portante à

(1) Tribunal de la Seine, 4 février 1882 : journal *la Loi* du 13 février 1882.

l'hôtel ou, se croyant bien portante, y tombait malade (1).

L'hôtelier peut-il refuser de recevoir un voyageur sans bagage ? Certainement, car il a un privilège pour assurer son paiement, privilège qu'il ne pourrait exercer faute d'objet, et il serait privé de cette garantie. Mais si le voyageur lui offre de le régler d'avance ? La question devient plus délicate et est davantage laissée à l'appréciation du juge qui, je crois, doit tenir un grand compte des circonstances de fait : cette réception de voyageurs sans bagages pourrait porter préjudice à un certain genre d'hôtel, à raison soit de la tenue de l'établissement, soit des habitudes de la clientèle pour qui l'hôtel pourrait prendre l'apparence d'une maison de mauvaise vie : ici encore le refus de l'hôtelier sera légitime. Il pourrait être, au contraire, considéré comme illégitime si pareil fait était coutumier dans l'établissement et si celui-ci n'avait ni bonne réputation à perdre, ni mauvaise à gagner.

Est également fondé dans son refus l'aubergiste qui ayant déjà eu affaire au client qui se présente et ayant eu des difficultés avec lui au sujet du règlement de sa note, ou parce que ce client faisait un bruit intempestif dans l'hôtel et troublait la tranquillité des autres voyageurs, ou pour toute autre raison sérieuse, refuse de l'héberger.

Ce sont, je le répète, des questions d'espèces impossibles à prévoir toutes. Le critérium que je propose et

(1) Voir sur ce point : Seine, 30 juin 1893 : P., 94-2-36 ; — Paris, 1^{er} février 1895 : P., 1896-2-142.

que je voudrais voir adopter par la jurisprudence est le suivant : l'aubergiste agit-il par pure malice, dans un but vexatoire, ou son refus repose-t-il sur des raisons sérieuses et dignes d'être prises en considération ? C'est la distinction que les défenseurs de la liberté du commerce et de l'industrie ont le grand tort de ne pas admettre en matière d'hôtellerie.

Cependant, les plus farouches partisans de la liberté absolue de l'hôtelier sont forcés de reconnaître que parfois cette liberté doit s'évanouir devant les dispositions formelles de la loi.

Sous la menace des pénalités de simple police de l'article 475, paragraphe 12, du Code pénal et sans préjudice de tous dommages-intérêts, l'hôtelier qui en est requis par les autorités compétentes et dans les cas prévus par le dit paragraphe 12 peut se voir obligé à abriter, sous la garde des autorités qui l'en ont requis, quelqu'un qui compromet la sécurité publique, tel un fou (1). Mais il faut que la sécurité publique soit menacée : un hôtelier requis par la gendarmerie peut refuser de recevoir un mendiant malade (2).

De même, l'article 114 du décret du 18 juin 1811, se référant à la loi du 22 germinal an IV et en rappelant les dispositions de cette loi qui oblige les ouvriers, à peine d'emprisonnement, à déférer aux réquisitions du ministère public pour les travaux relatifs à l'exécution des jugements criminels, déclare que cette loi est applicable au cas où il y aurait lieu de faire fournir un logement

(1) Voir *Code pénal annoté*, Dalloz, article 475, § 12.

(2) Cassation, 2 juillet 1857 : D., 57-1-376.

aux exécuteurs des hautes œuvres, ce qui doit s'entendre du cas où, l'exécuteur étant obligé de se déplacer, force est de vaincre la répugnance des aubergistes (1). Avis aux hôteliers adversaires de la peine de mort.

Le dernier mot de ce chapitre sera un conseil de pure pratique : le voyageur « indésirable » pourrait certainement prouver par témoins le refus de l'héberger de l'hôtelier « récalcitrant » ; mais, devant la difficulté de trouver des témoins, à laquelle on se heurte parfois en pratique, il serait plus simple de faire dresser un constat par ministère d'huissier.

(1) Le ministère public serait d'ailleurs sans action pour forcer un particulier à louer pour un temps un appartement dans sa maison à l'exécuteur (Arrêt de cassation du 28 décembre 1829 : D., p. 76 de 1830).

CHAPITRE III

DE LA LOCATION

SECTION I

DE LA LOCATION PROPREMENT DITE ET DE SA PREUVE

Verba volant, scripta manent, « les paroles s'en vont, les écrits restent », dit une maxime bien connue. C'est sans doute en se basant sur ce principe, et pour éviter les difficultés et les aléas de la preuve par témoins souvent incertaine, que le législateur de 1804, au titre VIII du livre III du Code civil, sous la rubrique *Du Contrat de louage*, et dans la section première du chapitre II du même titre intitulée *Des règles communes aux baux des maisons et des biens ruraux*, a proclamé en matière de bail l'apanage presque exclusif de la preuve par écrit.

Les contestations relatives à la location peuvent se ranger sous trois chefs principaux.

§ 1. Et, d'abord, la contestation peut porter sur l'existence même du contrat de location : un voyageur qui a retenu une chambre n'en vient pas prendre possession, ou, inversement, un hôtelier qui a promis une

chambre à un voyageur n'est pas à même de la lui fournir.

Certains auteurs, se laissant prendre à la valeur imaginaire des mots, ont voulu distinguer au point de vue de la preuve le contrat d'hôtellerie du contrat de bail, ont prétendu que les articles 1715 et suivants du Code civil ne s'appliquaient pas ici, qu'en conséquence le contrat d'hôtellerie pouvait s'établir contre l'hôtelier, commerçant ordinaire, par tous les moyens de preuve ; contre le voyageur, par témoins ou présomptions au-dessous de 150 francs (1).

Cette théorie est tout à fait inexacte. Elle montre le danger qu'il y a à se servir de mots forgés de toutes pièces, et je crois avoir suffisamment démontré (voir *supra*, page 56) la véritable nature du prétendu contrat d'hôtellerie, pour ne pas avoir à m'étendre sur cette critique. Comme le dit M. Wahl, « c'est à titre de bail que la chambre d'hôtel est mise à la disposition du voyageur (2) ». Le prétendu contrat d'hôtellerie, rappelons-le, n'est autre que la réunion de divers contrats : location de choses, louage d'ouvrages, vente de fournitures, dépôt. Il serait étrange qu'à moins de dispositions formelles, ces contrats obéissent à d'autres règles que celles les régissant habituellement. Donc, en ce qui concerne la preuve de la location de la chambre ou de

(1) Pabon, *Manuel pratique des propriétaires et locataires de maisons ou appartements, des hôteliers, aubergistes et logeurs*. Paris, 1909, page 171, nouvelle édition.

(2) Wahl, note S., 1905-2-60.

Voir également : Baudry-Lacantinerie et Wahl, *du Contrat de louage*, 3^e édition, Paris, 1906, t. I, n^o 1187 ; — Guillouard, *Traité du dépôt*, 2^e édition, Paris, 1893, n^o 128,

l'appartement, ce sont bien les règles du contrat de bail qui doivent s'appliquer.

D'autres auteurs vont trop loin dans le sens opposé : d'après eux, aucune ressource n'appartient à la partie frustrée, si elle n'est munie d'un écrit, lettre, télégramme ou autre de la partie adverse(1). Eux aussi se trompent ; ils oublient que la preuve testimoniale est admise sans réserve en matière commerciale (articles 1344 du Code civil, 109 du Code de commerce), et qu'à part quelques contrats de commerce limitativement énumérés les règles de notre droit commercial ne rejettent la preuve par témoins que dans les actes où l'écrit est exigé *ad solemnitatem*. Tel n'est pas le cas pour le contrat de bail où l'écrit, ce n'est pas discuté, n'est exigé qu'*ad probationem* et peut être suppléé par serment décisoire ou l'aveu. Le contrat de location passé entre le maître de l'hôtel et le voyageur sera généralement un acte mixte, commercial du côté de l'aubergiste qui est commerçant, civil du côté du voyageur. Or dans un acte mixte on applique contre chacune des parties le mode de preuve qui lui convient d'après le caractère que l'acte possède à son égard(2). Contre l'aubergiste, commerçant, le contrat de location peut être prouvé par tous moyens, preuve par témoins, présomptions, mentions inscrites sur ses livres de commerce, serment, aveu ; contre le voyageur non commerçant la preuve par écrit est admise presque exclusivement et ne peut être suppléée que par le serment ou l'aveu.

(1) Courcelle, *Manuel pratique des marchands de vins et hôteliers*, Paris, 1902, p. 225.

(2) Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, 4^e édition, Paris, 1906, tome III, n° 87.

Cet écrit, disons-le de suite, n'a pas besoin, pour être efficace, de satisfaire toujours à la formalité du double exemplaire imposée aux actes sous seing privé dans les contrats synallagmatiques par l'article 1325 du Code civil.

En effet, le motif qui a fait édicter la règle du double ne s'applique pas aux lettres : le Code, en exigeant que les actes sous seing privé soient rédigés en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct, suppose que les parties ont voulu subordonner la réalisation de leurs accords à l'obtention réciproque d'une preuve égale, par suite à la rédaction de deux originaux, chacun destiné à l'une d'elles ; par surcroît de sécurité, il a même édicté que chaque original devait porter la mention du nombre d'exemplaires. Un argument sans réplique est le suivant : quand les parties ont traité par voie de correspondance, l'impossibilité où elles sont d'accomplir les formalités de l'article 1325 montre qu'elles n'y sont pas tenues. La Cour de cassation a décidé dans plusieurs arrêts récents que les lettres, contenant l'accord des parties sur les conditions d'un contrat de louage, sont des écrits revêtus d'un caractère juridique et constituant des actes (1).

Donc, peu importe la nature de l'écrit : un écrit quelconque est suffisant, mais encore est-il souvent nécessaire pour l'aubergiste.

Sans doute, aux termes de l'article 1715 du Code civil, le serment peut être déféré au voyageur qui nie la location ; si Racine déjà dans *les Plaideurs* pouvait faire dire à Léandre : « Les témoins sont fort chers et n'en a

(1) Cas. req., 27 mars 1900 : S., 1902-1-121 et la note de M. Naquet ; — Cas. req., 26 juin 1901 : D., 1901-1-501.

pas qui veut », la pratique a malheureusement démontré qu'on hésite rarement à se parjurer pour gagner un procès.

Sans doute, les principes généraux permettent de s'en rapporter à l'aveu du locataire, mais cet aveu celui-ci le laissera rarement échapper.

Remarquons, du reste, que le voyageur peut être un commerçant allant à l'hôtel non pour des raisons d'ordre privé, mais pour les besoins de son commerce. Dans ce cas, l'acte de location n'est plus mixte : il a le caractère commercial pour les deux parties (1), et les règles que nous formulions tout à l'heure sur la preuve à faire contre l'hôtelier deviennent également vraies pour la preuve à faire contre le voyageur. Une simple observation qui mettra en garde les profanes : un employé de commerce n'est pas toujours un commerçant, au sens légal du mot.

S'il ne s'agit plus de la location de la chambre, mais des autres contrats pouvant intervenir entre un aubergiste et ses clients (repas, fournitures diverses, louage de services, le dépôt excepté (2) ...), le droit commun reprend son empire : contre le voyageur non commerçant la preuve par témoins et par présomption n'est admise qu'au-dessous de 150 francs (art. 1341 du Code civil) : au-dessus de ce chiffre, écrit, aveu ou serment. Contre l'hôtelier ou le voyageur commerçant pris dans l'exercice de sa profession, même liberté de preuve que pour la location de la chambre, sans aucun chiffre limite.

Quoi qu'il en soit et dans le domaine des faits, la

(1) Discussion de la question *infra*, chapitre VI, section I.

(2) Voir *infra*, chapitre IV, section II, § 1.

preuve sera toujours beaucoup plus facile pour la partie qui aura eu la précaution de se munir d'un écrit. Les hôteliers et voyageurs agiront donc prudemment en conservant la correspondance qu'ils auront échangée : ils pourront ainsi s'en servir, le cas échéant. C'est une pratique vicieuse, celle qui consiste à arrêter une chambre ou commander un repas dans un hôtel par l'entremise du téléphone ou l'intermédiaire d'un ami : la partie à laquelle son co-contractant aura fait faux bond succombera souvent, faute de pouvoir prouver ses allégations. Si, au contraire, elle peut faire cette preuve, elle aura toute latitude pour demander des dommages-intérêts et toute garantie pour les obtenir. C'est ce droit à des dommages-intérêts qu'a consacré il y a quelques mois un jugement de M. le Juge de Paix du XVI^e arrondissement de Paris(1). Il s'agissait en l'espèce d'une bande d'excursionnistes parisiens qui, par la bouche de l'un des leurs, avaient commandé pour le lendemain un diner de huit couverts à un hôtelier normand et qui, au lieu d'aller déguster les diners commandés, s'empressèrent de se réunir, ce même soir, autour de la table d'un hôtelier rival du premier. Mais bon sang ne saurait mentir, et l'esprit processif de toute la Normandie se réveilla chez le premier hôtelier, enfant de cette province : ayant réussi à prouver la com-

(1) *Bulletin officiel du Syndicat général de l'industrie hôtelière France et Colonies et des Grands Hôtels de Paris*, n° 9, septembre 1912, p. 8, et le spirituel commentaire du distingué avocat-conseil du syndicat, M. Jouishomme, que je suis heureux de remercier des documents que très aimablement il a bien voulu mettre à ma disposition.

mande, il obtint le prix convenu pour les huit diners.

Ces dommages-intérêts auraient été évidemment aussi facilement alloués pour des chambres laissées pour compte(1).

L'installation du voyageur peut équivaloir à un commencement d'exécution et faire également preuve de la location (Trib. Seine, 17 novembre 1875).

§ 2. La contestation peut porter sur le prix de la location. — Le prix est un élément essentiel de ce contrat. Sans prix, pas de location possible : le voyageur hébergé gracieusement n'est plus un voyageur, c'est un ami auquel l'hôtelier offre l'hospitalité, c'est un pauvre auquel il fait la charité, tout comme agirait un simple particulier.

L'article 1716 du Code civil dispose que, lorsqu'il y aura une contestation sur le prix du bail verbal dont l'exécution est commencée (ou dont l'existence n'est point contestée) et qu'il n'existera point de quittance, le propriétaire, c'est-à-dire l'hôtelier, en sera cru sur son serment, si mieux n'aime le locataire, c'est-à-dire le voyageur, demander l'estimation par experts ; auquel cas les frais de l'expertise restent à sa charge, si l'estimation excède le prix qu'il a déclaré.

Si l'époque du paiement du prix n'est pas prévue par la convention, il faut se reporter à l'usage des lieux. A Paris, l'usage autorise les personnes louant en garni, et les hôteliers figurent dans cette catégorie de logeurs,

(1) *Bulletin officiel du Syndicat général de l'industrie hôtelière*, n° 10, octobre 1911, p. 4.

à exiger de leurs locataires le paiement d'avance du prix de la location pour chaque jour (1).

D'ailleurs, en matière de location de chambres par un hôtelier, lorsqu'une difficulté s'élève, l'habitude et l'usage des lieux doivent aider à la solutionner, et l'intérêt soit du logeur, soit du voyageur, doit être considéré. Le voyageur a le droit d'occuper une chambre au prix primitivement débattu et accepté pendant tout le temps du séjour qu'il doit faire dans la ville où il se trouve, et ne saurait être exposé à être expulsé sans de justes motifs, chaque matin, par un logeur peu consciencieux qui, abusivement, émettrait la prétention de modifier ses prix à tout propos (2).

§ 3. La contestation peut enfin porter sur la durée de la location. — Aux termes de l'article 1758 du Code civil, le bail d'un appartement meublé est censé fait à l'année, quand il a été fait à tant par an ; au mois, quand il a été fait à tant par mois ; au jour, quand il a été fait à tant par jour.

Si rien ne constate que le bail soit fait à tant par an, par mois ou par jour, la location est censée faite suivant l'usage des lieux ; à Paris, dans ce cas, la location est censée faite au jour (3).

(1) *Usages locaux de la ville de Paris, tels qu'ils ont été recueillis en 1898 par les juges de paix de Paris sur le rapport d'une Commission nommée par eux.* Marchal et Billard, éditeurs, Paris, 1902.

(2) Justice de paix de Lyon, 2^e canton, jugement du 6 juin 1911 : *Revue mensuelle du Touring-Club de France*, numéro de novembre 1911, p. 520.

(3) *Usages locaux de la Ville de Paris*, cités *supra*, note 1.

SECTION II

EXPIRATION DE LA LOCATION

Si la durée de la location est prévue et prouvée, les parties sont évidemment tenues jusqu'à l'expiration du terme qu'elles se sont imposé.

Sans accord sur la durée de la location, les parties sont toujours libres de se donner congé, conformément à l'article 1758 du Code civil(1). C'est ce qu'ont décidé entre autres les tribunaux civils de la Seine et de Nice. Le jugement de la Seine(2) dit qu'en l'absence d'une convention formelle et dont il doit rapporter la preuve, un hôtelier qui d'habitude loge à la nuit et ne prend pas uniquement des pensionnaires ne peut prétendre à aucune indemnité de départ, si le voyageur qui est descendu dans son hôtel ne reste qu'une seule journée sans prévenir à l'avance de son départ. Le jugement de Nice(3) croit devoir aussi baser sa solution sur la liberté du commerce et de l'industrie et estime que l'hôtelier en donnant congé au voyageur, ne fait qu'user de la loi de 1791 sur la liberté du commerce et de l'industrie. Ce jugement eût pu s'en tenir à la simple application des principes normaux, sans faire appel au principe de la liberté du commerce et de l'industrie dont nous avons

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Du Contrat de louage*, tome I, p. 709, 3^e édit., Paris, 1906.

(2) Tribunal civil Seine, 16 juillet 1898 : *Gaz. Tribun.*, du 23 décembre 1898.

(3) Trib. civ. Nice, 7 avril 1892 : S., 92-2-189 ; D., 94-2-132.

montré l'inanité en pareille matière (voir *supra*, page 82). L'hôtelier qui tient maison ouverte doit avoir un juste motif de donner congé à son client (1).

Il faut sans aucun doute suivre l'usage des lieux sur le délai-congé. A Paris le délai-congé est de toute nécessité, et, comme de juste, sa durée est la même, que l'avertissement vienne de l'hôtelier ou du voyageur.

La location au jour cesse par l'avertissement donné le jour même de la sortie avant midi.

La location à la semaine cesse par l'avertissement donné le quatrième jour après l'entrée, avant midi.

La location à la quinzaine cesse par l'avertissement donné le huitième jour, avant midi.

La location au mois cesse par l'avertissement donné le quinzième jour après l'entrée, avant midi.

Faute d'avertissement dans ces délais, la location continue, par tacite reconduction pour un nouveau jour, une nouvelle période de huitaine, de quinzaine ou de mois.

La semaine se compose de sept jours, du jour de l'entrée au jour correspondant de la semaine suivante à midi, quelle que soit l'heure d'entrée du premier jour.

La quinzaine se compose de quatorze jours, du jour de l'entrée au jour correspondant de la seconde semaine qui suit, à midi, quelle que soit l'heure d'entrée du premier jour.

Le mois se compose du nombre de jours existant entre la date du jour du mois de l'entrée et la date cor-

(1) Voir jugement du 6 juin 1911 de la justice de paix du deuxième canton de Lyon, cité *supra* : *Revue Touring-Club de France*, numéro de novembre 1911, p. 520.

respondante du mois suivant, à midi, quelle que soit l'heure d'entrée du premier jour (1).

Une double remarque s'impose ici, toujours sur ce qui se passe à Paris :

a) L'usage a introduit en faveur des officiers et militaire en garnison une exception à la règle de réciprocité d'obligation de donner congé pour les chambres, logements et appartements loués en garni. Les officiers et militaires qui reçoivent un ordre de déplacement ne sont tenus envers les hôteliers à aucun congé, sous la condition de payer le loyer au jour du départ de leurs corps ou d'un ordre personnel de départ ; tandis que les hôteliers et logeurs sont tenus envers eux de donner congé en se conformant aux délais pour les locations en garni.

b) D'après l'usage général, les parties sont réciproquement et irrévocablement engagées pour le premier jour, pour la première semaine, la première quinzaine ou le premier mois, et, faute d'avertissement dans les délais fixés ci-dessus, la location continue pour un nouveau jour, une nouvelle période de semaine, de quinzaine ou de mois. Un usage différent s'est cependant introduit dans une partie du quartier latin, particulièrement dans les V^e et VI^e arrondissements (quartier des Ecoles), où les mutations de logements garnis sont très fréquentes. Il est admis que les logeurs ou leurs locataires peuvent réciproquement se donner congé au cours de chaque période de location et que le congé donné avant midi, à quatre jours de la huitaine ou de la quinzaine, fait cesser la location, à l'expiration des quatre jours, de la huitaine, de la quinzaine franche,

(1) *Usages locaux de la Ville de Paris*, cités *supra*, p. 106, note 1.

suivant que la location a été faite à la huitaine, à la quinzaine ou au mois.

SECTION III

DE QUELQUES QUESTIONS ACCESSOIRES A LA LOCATION

§ 1. De la valeur des « avis » affichés par l'hôtelier dans son établissement. — Les hôteliers font souvent poser, soit dans les hall de leurs établissements, soit dans les chambres des voyageurs, de petites affiches multicolores, tantôt indiquant à quelles conditions ils entendent être responsables des effets et bagages de ceux qui logent chez eux, tantôt édictant certaines clauses concernant la location, telle celle relative à l'avis de départ. Laissons de côté pour le moment les avis par lesquels l'aubergiste entend limiter sa responsabilité ; nous les retrouverons *infra*, chapitre IV, section II, § 3, E. Occupons-nous seulement pour l'instant de la deuxième catégorie d'écriteaux, c'est-à-dire de ceux se rapportant à la location.

Quelle valeur faut-il leur attribuer et quel est leur effet sur les rapports entre les parties ? La réponse est simple : ils n'ont ni valeur, ni effet, comme il est facile de le démontrer.

Le contrat de location entre l'hôtelier et le voyageur se forme par correspondance ou verbalement, soit avant l'entrée du voyageur à l'hôtel, soit au moment même de cette entrée. Lors de la conclusion du contrat, le voya-

geur ignore donc le plus souvent l'existence de ces petites affiches ; s'il les aperçoit, il ne les lit pas ; s'il les lit, ce n'est que des yeux, et il n'a pas le temps matériel d'en saisir le sens, ni la portée. Ce n'est que plus tard qu'il en a vraiment connaissance, quand, installé dans l'hôtel en vertu de son contrat de location, il se repose dans sa chambre ou se promène dans le hall. Mais, à ce moment, le contrat de location est déjà formé, il n'est pas à naître, il existe et seul un commun accord des parties pourrait le modifier. Or ces écriteaux sont l'œuvre de la volonté unilatérale de l'hôtelier, et ce n'est pas parce que cette volonté se manifeste par des signes tracés en rouge ou en gros caractères qu'elle saurait établir l'hôtelier à la fois juge et partie. Le voyageur connaît-il seulement les prescriptions édictées par l'affiche et, s'il les connaît, a-t-il accepté de s'y conformer ?

C'est la thèse que le tribunal civil de la Seine a adoptée dans son jugement précité du 16 juillet 1898 (1). Infirmant un jugement du juge de paix du IX^e arrondissement de Paris, le tribunal a décidé que peu importait l'existence dans les chambres d'écriteaux portant que le locataire devait prévenir de son départ huit jours à l'avance, que le voyageur resté un jour ne devait donc, en l'absence d'une convention formelle, aucune indemnité pour frais de pension et de logement pendant huit jours.

Peu importe le libellé de l'inscription : que l'écriteau fixe au voyageur un délai-congé plus long que celui en usage dans la localité, qu'il veuille lui imposer un

(1) Tribunal civil Seine, 16 juillet 1898 : *Gazette des tribunaux* du 28 décembre 1898.

« droit de bouteille » pour les boissons que le voyageur achèterait à l'extérieur et consommerait à l'hôtel, ou la perception d'une somme supplémentaire pour l'animal, un chien par exemple, que le voyageur aurait avec lui, ou pour le cas où l'hôte prendrait ses repas hors de l'établissement, le voyageur me paraît dans son droit en n'en tenant aucun compte. Le raisonnement est toujours le même: dans tout contrat il faut un concours de volontés, ce concours de volontés n'a pas eu lieu ici (1).

Que l'on ne nous dise pas qu'il y a eu une manifestation de volonté tacite de la part du voyageur, que nous sommes en présence de l'un de ces « contrats d'adhésion », où l'une des parties fait la loi, l'autre se bornant à accepter ou à refuser, sans avoir le droit de discuter. Encore faut-il qu'elle accepte ou refuse. Sans doute, le règlement d'atelier a pu être regardé comme formant la *lex contractus* entre le patron et ceux qu'il emploie, et l'ouvrier y donne son adhésion tacite en acceptant le travail aux conditions qui y sont prescrites; mais dans ces cas fonctionnait le libre jeu normal de l'échange des volontés (2). Selon une formule heureuse, « les termes du contrat ne peuvent outrepasser les conditions de l'offre que l'adhérent a été mis à même de connaître au moment de son adhésion (3) ». Les seules clauses acceptables de ces « placards » posés dans les hôtels sont celles faisant une situation plus favorable au voyageur, celles qui, par exemple, abrégeraient le délai fixé par l'usage pour donner préavis de son départ. Si, en effet, l'hôtelier ne

(1) Baudry et Whal, cités *supra* : *Du Louage*, tome I, p. 709.

(2) Cass., 2 février 1898 : D. 98-1-326.

(3) Dollat, *les Contrats d'adhésion*, thèse, Paris, 1905.

peut améliorer sa position vis-à-vis de son co-contractant, il lui est toujours permis de l'empirer : inutile de dire que cette abnégation est rare !

§ 2. Des vices du consentement. — De l'incapacité.

— *Vices du consentement.* — Je laisserai de côté la *violence*, qui entacherait de nullité le contrat de location (art. 1111 du Code civil), car on conçoit malaisément cette hypothèse dans la pratique ; la *lésion* (erreur sur la valeur de la chose), qui, sous l'empire de notre législation, ne peut, à elle seule, vicier le contrat de location. Je consacrerai quelques lignes à *l'erreur et au dol* : le cas d'erreur de nature à se présenter le plus fréquemment dans la pratique est le cas d'erreur sur la personne, sur la qualité, la profession, l'honorabilité du voyageur ou de l'hôtelier, surtout du voyageur. Tant pis en principe pour le trompé : c'est par exemple l'hôtelier ; si le voyageur ou la voyageuse (qui est peut-être une femme galante, que l'aubergiste, fixé sur sa condition, aurait préféré ne pas héberger), jouit paisiblement des lieux loués, l'hôtelier n'a qu'à exécuter son contrat de location. Il en serait autrement si son co-contractant avait eu recours au *dol*, avait employé des manœuvres frauduleuses. Même les omissions calculées ou habiles, les fraudes qui, sans constituer les manœuvres du *dol*, ont pour but de faire naître l'erreur et de l'accréditer dans l'esprit de celui qui s'oblige, doivent être prises ici en considération dans l'appréciation du vice du consentement (1).

(1) Tribunal civil de Nantes, 10 juillet 1894 : *Gazette du Palais*, 1894-2-176.

L'erreur *substantielle*, c'est-à-dire l'erreur sur la qualité qui a déterminé la partie à contracter, rend également annulable le contrat de location (art. 1110 du Code civil) : un voyageur a retenu une chambre avec salle de bain, et n'a retenu cette chambre que parce qu'il était persuadé qu'elle avait une salle de bains. Si, en réalité, cette salle de bains n'existe pas, et en faisant abstraction des difficultés de la preuve, le voyageur pourra faire annuler le contrat de location. L'erreur sur *l'identité de la chose* (l'hôtelier a loué tel appartement, le voyageur a cru qu'il s'agissait de tel autre) est d'un degré plus élevé, puisqu'elle rend le contrat inexistant : ce malentendu a empêché l'accord des volontés. Les erreurs sur les *qualités non substantielles*, sur les motifs qui ont poussé les parties à faire un contrat de location (voyageur espérant à tort pouvoir aller passer une saison au bord de la mer) n'ont, au contraire, aucune influence sur la validité de la convention. L'erreur sur le *prix* peut être considérée comme une erreur substantielle viciant le contrat : l'aubergiste a demandé 15 francs par jour ; le voyageur, comprenant 10, a accepté, et la solution serait la même si l'erreur provenait de l'aubergiste (1).

Incapacité. — L'incapacité se rencontrera rarement chez l'hôtelier, puisqu'il est un commerçant qui a dû satisfaire aux formalités de l'article 2 du Code de commerce (émancipation, — autorisation préalable, — formalités de publicité). Plus fréquemment, un hôtelier peut

(1) Fr. 2, Dig. n° 22. *Loc. Cond.*, Pomponius : *Si decem tibi loco fundum, tu autem existimis quinque conducere, nihil agitur.*

donner abri à un mineur non émancipé, à une femme mariée non autorisée, à un interdit. Rappelons ici aux hôteliers que le mineur et la femme mariée ne sont pas de vrais incapables, qu'ils sont seulement incapables de se léser et qu'ils sont tenus de payer leur séjour à l'hôtel, dans la mesure où ils en ont profité. *Minor restituitur non tanquam minor sed tanquam læsus* (art. 1312, C. civil). De plus, ils ne sont pas restituables contre les obligations résultant de leurs délits ou quasi-délits même civils, tels que des manœuvres dolosives pour faire croire à leur majorité ou capacité (art. 1340 du Code civil). Le père et la mère, après le décès du mari, sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux, à moins qu'ils ne prouvent n'avoir pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité (article 1384 du Code civil), mais seulement s'il s'agit de faits délictuels ou quasi-délictuels (1).

Le mineur émancipé est capable d'administrer : ses engagements peuvent être réduits en cas d'excès ; mais, en thèse générale, il figure valablement à titre de preneur dans un contrat de location ; le même principe de capacité peut être posé pour la femme mariée séparée de biens. Quant au prodigue pourvu d'un conseil judiciaire, il peut ici s'obliger, pourvu que les dépenses engagées par lui soient utiles ou au moins en rapport avec sa fortune. L'hôtelier peut se voir refuser le paiement de fournitures faites à un interdit, un fou en état de folie ou à un individu manifestement ivre.

(1) Tribunal paix, Toulouse, 5 avril 1911, implicite : *Gazette des Tribunaux*, du 24 septembre 1911.

§ 3. De la conclusion du contrat de location. —

Le voyageur, supposons-le, a suivi les conseils de sage prudence que nous lui donnions au commencement de ce chapitre : il a écrit une lettre au directeur de l'hôtel lui demandant si celui-ci peut mettre à sa disposition une chambre à tel prix, et l'a prié de le fixer à ce sujet. Quand le contrat de location est-il parfait, quand doit-il être considéré comme définitivement conclu ? En d'autres termes, jusqu'à quel moment le voyageur peut-il se dédire de son offre de prendre la chambre spécifiée et l'hôtelier de son acceptation de la mettre à sa disposition, sans être passibles de dommages-intérêts l'un envers l'autre ?

Certainement, jusqu'à ce que l'hôtelier ait reçu la lettre contenant l'offre du voyageur de prendre une chambre à tel prix et même après réception jusqu'à ce que l'hôtelier ait accepté. Mais ici nous touchons au point délicat, et quatre théories principales ont été émises à ce sujet.

Théorie de la déclaration. — Le contrat est formé au moment où l'hôtelier prend connaissance de la lettre du voyageur.

Théorie de l'expédition. — Le contrat est formé lors de l'expédition par l'hôtelier de sa lettre portant acceptation.

Théorie de l'information. — Le voyageur doit savoir que l'hôtelier a accepté sa proposition.

Théorie de la réception. — N'exige pas, comme la précédente, que le voyageur ait lu la lettre portant l'acceptation de l'hôtelier, mais se contente qu'il l'ait reçue.

Sans entrer ici dans une discussion sur les contrats

par correspondance, matière pourvue d'une abondante bibliographie (1), je dirai simplement que les deux premières théories me paraissent inexactes, car l'offrant ne sait pas que sa proposition est acceptée et serait ainsi co-contractant sans le savoir, chose inadmissible.

La Cour de cassation ne s'est pas prononcée, et dans des arrêts non particuliers à notre matière, mais concernant les contrats par correspondance en général, elle a jugé qu'il y avait là une question de fait (2).

La réponse de l'hôtelier n'est d'ailleurs pas toujours nécessaire pour que le voyageur soit lié par son offre de location, et dans un grand nombre d'espèces on pourra considérer qu'il y a acceptation tacite de la part de l'hôtelier.

(1) Valéry, *Des contrats par correspondance*, Paris, 1895, n° 158.

(2) Cas., 6 août 1867 : D., 1868-1-35; — Cas., 1^{er} décembre 1875 : D., 1877-1-450; — Cas., 13 mars 1878 : D., 1878-1-311; — Cas., 30 mars 1881 : D., 1881-1-359.

CHAPITRE IV

DES OBLIGATIONS DE L'HÔTELIER ENVERS SA CLIENTÈLE

SECTION I

DES OBLIGATIONS RELATIVES A LA PERSONNE DES VOYAGEURS

Un double principe doit nous guider dans cette étude et n'être pas perdu de vue. C'est lui le fil conducteur auquel il faut toujours se rapporter en cas de doute.

L'aubergiste est d'abord un « locateur » ; il est ensuite un « locateur » d'un genre particulier.

a) Et, d'abord, il est un « locateur ». — Les premières obligations qui lui incombent sont donc celles d'un bailleur ordinaire. La base, en même temps que la résultante de cette première série d'obligations, est énoncée en excellents termes par l'article 1719, dernier alinéa, du Code civil : l'hôtelier doit procurer au voyageur la jouissance paisible des lieux loués, pendant la durée de la location. Cette jouissance paisible des lieux est la base des autres obligations, car toutes doivent en dériver ; c'est en même temps leur résultante, car toutes doivent viser à son parfait accomplissement.

En premier lieu, cette jouissance doit commencer à l'époque spécifiée par le contrat de location. C'est à ce

moment même que l'hôtelier doit mettre la chambre ou l'appartement loué à la disposition du voyageur, doivent d'autres termes lui en faire la délivrance. Un simple retard serait un motif de résiliation du contrat, serait aussi une source de dommages-intérêts. Cette délivrance, l'hôtelier ne peut la faire d'une manière quelconque : il doit, en principe, livrer la chambre en bon état de réparations de toute espèce et de telle sorte que le locataire puisse en jouir conformément à sa destination. Cette obligation est d'ailleurs continue et s'impose à lui pendant toute la durée du contrat de location : c'est ainsi qu'il est garant des vices de la chose, même s'il en avait ignoré l'existence, toujours des vices cachés dont le voyageur ne pouvait s'apercevoir, en général, des vices apparents que le voyageur n'a pas eu les loisirs de connaître. Pour que ces vices amènent la résiliation de la location ou une diminution du prix, il faut toutefois qu'ils soient tels qu'ils empêchent l'usage de la chose (art. 1721 du Code civil) : je citerai, à titre d'exemple, l'existence de punaises ou de rats dans la chambre, ou des cheminées qui fument au point de rendre l'appartement inhabitable (1); il ne suffirait pas que ces vices rendent l'usage de la chose simplement moins commode. L'hôtelier est encore garant de son propre fait : il ne doit pas, pendant la durée de la location, modifier la chose louée (art. 1721 du Code civil), même si cette modification ne mettait en cause qu'une simple question d'agrément : un voyageur a choisi un appartement abondamment pourvu d'air et de lumière :

(1) Pau, 26 février 1894 : D., 95-2-23; — Douai, 24 octobre 1907 : D., 1908-2-304; — Amiens, 1^{er} août 1888 : S., 89-2-39.

l'hôtelier ne peut modifier cette disposition des lieux par l'édification d'une palissade(1). L'hôtelier répond de même des troubles que des tiers prétendraient apporter à la jouissance paisible des lieux par le voyageur, toujours des troubles de droit (c'est, par exemple, un voyageur qui, en vertu d'un contrat antérieur, prétendrait prendre possession de la chambre actuellement occupée); des troubles de fait, quand ils sont l'œuvre d'autres locataires ou de domestiques de l'établissement (tapage intempestif auquel des voyageurs se livreraient dans l'hôtel, ou voisinage gênant de femmes de mauvaise vie); ces locataires, ces domestiques ne sauraient en effet, à raison des conventions passées entre eux et l'hôtelier, être considérés comme de véritables tiers (2). Il est évident que le maître de l'hôtel, en thèse générale, ne saurait être rendu responsable du bruit fait par des noctambules devant les fenêtres de son établissement(3).

L'inaccomplissement de ces obligations que le Code a empruntées à Pothier (4), et qu'il prévoit dans ses articles 1719 et suivants, est de nature à entraîner la résiliation de la location et à faire allouer des dommages-intérêts au voyageur.

b) Mais l'hôtelier n'est pas seulement un bailleur. Il est un « locateur » en garni ; il est même plus qu'un lo-

(1) Nancy, 10 mars 1894 : P., 95-2-138.

(2) Trib. civil, Mâcon, 25 juillet 1912 : *Gazette des tribunaux*, numéros des 28 et 29 octobre 1912.

(3) Voir : Lille, 13 janvier 1903 : D., 1903-2-120.

(4) Pothier *œuvres annotées*, par Bugnet, Paris, 1847, tome IV, *Du louage et du dépôt*, n° 53 et suiv.

cateur » en meublé, il est.... un hôtelier. Aussi ses rapports avec les voyageurs ne sont pas exactement ceux d'un propriétaire avec ses locataires : à raison de la nature particulière de la location dont il s'agit, il a à remplir envers ses hôtes un certain nombre d'obligations supplémentaires et spéciales. Il doit mettre à leur disposition les meubles nécessaires à leur logement, l'eau, les serviettes dont ils peuvent avoir besoin pour leurs soins de propreté ; leur fournir la nourriture sur leur demande, du moins dans les hôtels où telle est la coutume. Il doit leur assurer les services de son personnel pour les choses courantes, telles que nettoyer la chambre, vider les eaux, faire le lit, cirer les chaussures. Il doit encore leur faire remettre exactement les objets et les correspondances qui leur sont adressés (1). Rien d'absolu en ce qui concerne l'éclairage et le chauffage : si ces questions n'ont pas été prévues, lors de la location, il faut se reporter à l'usage des lieux ; en général, aujourd'hui éclairage et chauffage sont compris dans le prix de la chambre. Quant aux soins dus au voyageur en cas d'indisposition ou de maladie, la loi est muette et s'en rapporte à la charité ou au bon cœur de l'hôtelier. Légalement, il ne doit rien : un hôtel n'est pas une maison de santé. Toutefois, si une personne venait à accoucher ou décéder pendant son séjour à l'hôtel, l'hôtelier doit faire la déclaration de la naissance ou de la mort à l'officier de l'état civil, c'est-à-dire à la mairie (art. 58 et 78 du Code civil).

Un mot sur une question à l'ordre du jour, ne

(1) Nancy, 7 juillet 1849 : S., 50-2-52 ; — Trib. de la Seine, 7 mai 1869 : S., 69-2-336.

notre siècle, où ce qui concerne l'hygiène et la salubrité est toujours une chose d'actualité. Une chambre d'hôtel a été occupée par un voyageur atteint d'une maladie contagieuse : même en l'absence de tout règlement administratif lui en imposant l'obligation, l'hôtelier doit faire désinfecter cette chambre avant de la redonner en location : dans le cas contraire, il engagerait sa responsabilité conformément au droit commun (art. 1382 et suivant du Code civil). Il a été jugé en effet que, si un voyageur a été atteint d'une maladie contagieuse pendant son séjour à l'hôtel, le maître de l'hôtel a le droit d'exiger le remboursement des frais de la désinfection à laquelle il a dû procéder après le départ du malade (1). Par une juste réciprocité, l'obligation de désinfecter s'impose à l'aubergiste : les principes généraux de notre droit l'exigeant.

A défaut de texte particulier, ce sont encore les principes généraux qu'il faut appliquer dans les hypothèses suivantes : un incendie éclate dans l'hôtel, et un voyageur y trouve la mort ou y est blessé ; un bandit s'introduit dans une chambre pour voler et tuer ou blesser le voyageur qui l'occupe ; une hypothèse moins « rocambolesque » : un voyageur tombe de l'ascenseur ou est happé par lui au passage (2). La victime ou la famille du mort peut-elle se retourner contre le maître d'hôtel et lui réclamer une indemnité à raison de ces faits qui se sont passés chez lui ?

(1) Trib. civ. Seine (7^e ch.), 30 juin 1893 : P., 1894-2-36 ; — Paris, (6^e ch.), 1^{er} février 1895 : P., 1896-2-142.

(2) Voir Trib. civ. Nice (1^{re} ch.), 20 juin 1912 : *Gazette des Tribunaux*, du 6 novembre 1912.

Oui, nous répondent les principes généraux, mais à charge par les demandeurs de prouver la faute qu'aurait commise le maître de l'hôtel et d'établir un rapport direct entre cette faute et le sinistre dont ils se plaignent. Aucun texte ne renverse la charge de la preuve. Il faut donc appliquer la maxime : *Onus probandi incumbit actori*, et les articles 1382 et suivants du Code civil, et, comme il ne s'agit pas d'actes juridiques, mais de faits matériels, tous les moyens de preuve peuvent être employés.

Une espèce intéressante a été jugée en Angleterre par la Chambre des lords, le 26 mars 1886 (1).

Un voyageur du nom de Smith, descendu au Midland hotel, St-Pancras station, en mai 1883, quitta sa chambre à coucher au milieu de la nuit pour aller au water-closet. Il y avait des cabinets convenablement éclairés et facilement accessibles dans le même corridor ; mais il entra dans une pièce de service, « service room », dont la porte était fermée, mais non fermée à clef, renversa un réservoir à l'extrémité et fut tué. Cette pièce n'était pas éclairée, ne servait à aucun usage la nuit, et les voyageurs n'avaient rien à y faire.

Une action fut introduite par les représentants de la victime, conformément à l'acte de Lord Campbell.

Décidé que l'obligation générale incombant à un aubergiste (« innkeeper ») de prendre les soins nécessaires pour la sûreté de ses hôtes ne s'étend pas à toutes les pièces de l'hôtel, à toutes les heures du jour et de la nuit, mais doit être limitée aux endroits où les hôtes

(1) Chambre des lords anglaise, 26 mars 1886 : *Journal de droit international privé*, année 1887, tome XIV, p. 643.

peuvent raisonnablement être supposés devoir se rendre avec la croyance raisonnable qu'ils sont autorisés ou invités à agir ainsi.

L'existence de la faute ou de la négligence n'était pas prouvée, puisque les représentants de la victime ne pouvaient établir que le défendeur n'avait pas manqué à une obligation qui lui aurait incombé.

N'oublions pas d'ailleurs que, conformément à l'article 1384 du Code civil, l'hôtelier est civilement responsable des voies de fait ou autres actes auxquels ses serviteurs pourraient, dans ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, se livrer sur la personne des voyageurs (Voir à ce sujet *infra*, section II, § 2, A), et que, conformément à l'article 1386, propriétaire du bâtiment, il est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par une suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction.

Fermons cette parenthèse, et revenons à la sanction des obligations de l'hôtelier. Nous avons vu que, s'il ne s'acquittait pas de ses obligations, il s'exposait non seulement à la rupture du contrat de location, mais pouvait encore encourir des dommages-intérêts. Une réserve s'impose : il ne faut pas passer sous silence l'article 1148 du Code civil qui exonère le débiteur qui n'a pu remplir ses obligations, par suite d'une force majeure ou d'un cas fortuit. La preuve de la force majeure ou du cas fortuit est à la charge du débiteur, en l'espèce l'hôtelier. Un incendie, une grève dans certaines conditions de fait, d'autres événements encore pouvant être considérés comme constituant un obstacle actuel et insurmontable, libéreraient l'hôtelier de toute action ou

dommages-intérêts (1). La seule sanction encourue sera la résiliation du contrat de location, ou une diminution de la rétribution convenue (art. 1722 du Code civil).

Mais la principale obligation qui pèse sur les hôteliers, la plus lourde dans la pratique par la fréquence de ses cas et par le montant des dommages-intérêts auxquels elle se chiffre chaque jour, provient de la surveillance spéciale qu'ils doivent exercer sur les effets des voyageurs qui descendent chez eux. Elle va faire l'objet de notre section II.

SECTION II

DES OBLIGATIONS RELATIVES AUX EFFETS DU VOYAGEUR

Le texte fondamental est l'article 1952 du Code civil ainsi conçu :

« Les aubergistes ou hôteliers sont responsables comme dépositaires des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux ; le dépôt de ces sortes d'effets doit être regardé comme un dépôt nécessaire. »

Cet article 1952 déroge au droit commun à deux points de vue (2).

(1) Guillouard, *Traité du louage*, Paris, 1884, tome I, n° 96. — Voir *infra*, section II, § 3, C, la discussion complète de la théorie du cas fortuit et de la force majeure.

(2) Guillouard, *Traité du Dépôt*, 2^e édition, Paris, 1893, nos 126 et suiv.

La première dérogation est de voir un dépôt dans l'apport des effets du voyageur à l'hôtel ou à l'auberge. En réalité, c'est à titre de bail que la chambre d'hôtel est mise à la disposition du voyageur : c'est donc comme bailleur qu'il y introduit ses effets. Il ne se forme pas de dépôt, il n'est pas non plus dressé d'acte le constatant. Si la loi assimile cette convention accessoire à un dépôt, c'est dans l'intérêt de la sécurité des voyageurs, et par conséquent dans l'intérêt des hôteliers eux-mêmes (1).

La deuxième est d'y voir un dépôt nécessaire : le dépôt volontaire en effet est celui qui est l'œuvre provenant de l'échange des libres volontés du déposant et du dépositaire ; le dépôt nécessaire, pour ainsi dire forcé, se rencontre en cas de nécessité née de la force majeure, *Continet causam fortuitam depositionis ex necessitate descendantem, non ex voluntate proficiscentem* (2), disait déjà le jurisconsulte romain ; c'est celui qui a été forcé par quelque accident, tel qu'un incendie, une ruine, un pillage, un naufrage ou autre événement imprévu, dit le législateur moderne (art. 1949 du Code civil). C'est le *depositum miserabile*.

Aussi peut-il sembler étrange à un esprit non prévenu de voir un dépôt nécessaire dans le dépôt par un voyageur de ses effets dans un hôtel ou auberge. En quoi le fait de descendre dans un hôtel ressemble-t-il à la catastrophe qui accompagne le dépôt nécessaire ? Les deux parties ne l'ont-elles pas voulu ? La chose cependant

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Du Dépôt*, n° 1187 ; — Wahl, note S., 1905-2-60 ; — Huc, *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, Paris, 1898, tome XI, n°s 255 et suivants.

(2) Ulpien, I, 1, § 3, D. *depositi*.

s'explique le plus aisément du monde. D'abord, par des raisons historiques : la mauvaise réputation dont jouissaient autrefois les aubergistes tant à Rome qu'en Grèce, au moyen âge et dans les derniers temps qui ont précédé l'époque moderne (voir livre I, *Historique*). A ces raisons historiques viennent s'ajouter des motifs d'un autre ordre : le voyageur n'a pas, en général, le libre choix de son hôtel ; il descend où il trouve de la place, et, le plus souvent, pour ne pas dire toujours, il est dans l'impossibilité de se renseigner sur la moralité de ceux chez lesquels il loge. Il est dans l'obligation de présumer leur bonne foi et de s'en rapporter à eux pour confier à leur vigilance et à leurs soins les objets qu'il peut avoir avec lui. La facilité des vols enfin exige de constantes précautions de la part du maître de l'établissement (1).

Du reste, le dépôt des effets de l'hôte n'est pas, à proprement parler, un dépôt nécessaire. C'est une simple assimilation, et le législateur a soin de nous en prévenir en nous disant : « doit être regardé comme un dépôt nécessaire ».

Il ne suffit pas de dire avec MM. Aubry et Rau, Arntz, Huc, que « le dépôt dont il s'agit ici est assimilé au dépôt nécessaire (2). Ce serait une grave erreur. Il faut se demander jusqu'à quel point il est permis de faire cette assimilation.

(1) Guillouard, *Traité du dépôt*; cité *supra*, n° 128.

(2) Aubry et Rau, *Droit civil français*, 4^e édit., tome IV, *Du dépôt*, p. 628 et 426, Paris, 1871. — Huc, *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, Paris, 1898, tome XI, n°s 255 et suivants. — Arntz, *Cours de droit civil français*, Bruxelles, Paris, 1863, tome II, n° 1421 et suivants.

Les caractéristiques du dépôt nécessaire peuvent se grouper sous deux chefs :

A. — Il n'est pas assujetti à la preuve écrite, alors même que sa valeur dépasse 150 francs, et la preuve testimoniale y est toujours admissible.

B. — Hormis la preuve, il suit les règles du dépôt volontaire (1).

Une troisième caractéristique du dépôt nécessaire a disparu avec la loi du 22 juillet 1867, qui a supprimé la contrainte par corps en matière civile et commerciale ; l'article 2060, premier alinéa, du Code Napoléon admettait en cas de dépôt nécessaire, dépôt fait dans un hôtel par conséquent, la contrainte par corps, voie d'exécution exceptionnelle en matière civile.

Ces caractéristiques s'appliquent-ils au dépôt qu'un voyageur fait de ses effets dans un hôtel ou une auberge ?

§ 1. **Parallèle entre le dépôt nécessaire et le dépôt fait par un voyageur d'hôtel.** — **A.** *Preuve incombant au voyageur en matière de dépôt fait par lui dans une hôtellerie.* — L'article 1950 du Code civil auquel renvoie l'article 1952 du même Code dispose que la preuve par témoins peut être reçue ici, même quand il s'agit d'une valeur au-dessus de 150 francs, et c'est ce que nous dit également l'article 1348 (2).

Cette latitude en matière de preuve n'est pas l'œuvre

(1) Troplong, *Droit civil*, Paris, 1845 : *Dépôt et séquestre*, n° 203 et suivants et article 1951 du Code civil.

(2) L'utilité de cette disposition se faisait-elle bien sentir ? Le dépôt qu'un voyageur fait de ses bagages dans un hôtel n'est-il pas un acte commercial au regard de l'hôtelier et ne peut-il être prouvé contre ce dernier par tous moyens en vertu des principes généraux de notre droit (article 1341, alinéa 2, Code civil et article

des auteurs du Code de 1804. Elle remonte beaucoup plus haut. Déjà le droit romain, dans son dernier état, admettait en dehors de toutes formes la responsabilité du *caupo* qui devait rendre saines et sauvées les choses qu'il avait reçues (1); malgré l'article 54 de l'ordonnance de Moulins de 1566 qui rejetait en toutes matières la preuve par témoins au-dessus de 100 livres, notre ancienne jurisprudence acceptait dans ce cas la preuve par témoins et l'ordonnance de 1667 ne fit, dans son article IV, que confirmer la jurisprudence déjà suivie (2). Pothier adopte encore la preuve testimoniale (3), et les auteurs du Code n'eurent qu'à copier sur ce point leur guide habituel.

Il eût été dangereux d'admettre sans limites et sans réserves cette preuve testimoniale. Comme les travaux préparatoires en font mention : « il a paru beaucoup trop rigoureux d'assujettir les aubergistes ou hôteliers, sans distinguer aucune circonstance et sans excepter aucun cas, à la responsabilité de tout ce qu'un voyageur aurait apporté chez eux, quand même ce serait des objets du plus léger volume et du plus grand prix, et que même le voyageur n'aurait prévenu personne. Cette extrême rigueur deviendrait quelquefois une grande

109, Code de commerce). C'est absolument indéniable. — Lyon-Caen et Renault, cité *supra*, *Droit commercial*, tome 1, n° 93. — Baudry-Lacantinerie et Wahl, cité *supra*, *Dépôt*, n° 1046.

(1) Voir *supra* : *Droit romain*, page 18, § 3.

(2) Voir références données *supra*, page 38, notes 2 et 3. Voir également ordonnance à sa date dans Jourdan, Decrui-Isambert, cité *supra*.

(3) Pothier, cité *supra*; — *Traité du contrat de dépôt*, n°s 77 et suivants.

injustice, et, comme il est impossible que la loi prévoie ces différents cas, elle doit se contenter d'établir le principe général et d'en laisser le reste à l'arbitrage du juge. C'est ce qu'elle a déjà fait au titre des contrats ou obligations conventionnelles en général (1) ». Aussi l'article 1348, imitant encore l'ordonnance d'avril 1667, et suivant le principe posé dans l'article 253 du Code de procédure civile, réserve au juge une grande liberté d'appréciation pour l'admission ou le rejet de la preuve testimoniale offerte par le plaignant (2). Il se décidera, « le tout suivant la qualité des personnes et les circonstances du fait » (3). Toullier dit, à juste titre, que cette faculté de refuser la preuve testimoniale offerte par le voyageur modère la responsabilité des aubergistes et en prévient les abus (4).

La preuve qui incombe au voyageur porte sur trois points différents :

a) Le voyageur doit prouver qu'il avait en sa possession les objets qui lui ont été enlevés ou, s'il s'agit de dommages, qu'ils étaient en bon état. Cette preuve peut être faite par tous moyens (5) : un jugement du tribunal

(1) Fenet, *Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil*, Paris, 1827-1828, tome XIV, page 495.

(2) Le Code donne au juge ce pouvoir d'appréciation dans le dépôt nécessaire comme dans le dépôt d'hôtellerie, tandis que l'ordonnance le restreignait au dépôt d'hôtellerie.

(3) P., *Répertoire*, v^o *Dépôt*, n^{os} 436 et suivants ; — Cas., 2 août 1864 : S., 64-1-461 ; — Trib. paix Alger, 6 août 1887 : P., 88-2-191.

(4) Toullier, *le Droit civil français suivant l'ordre du Code*, Paris, 1823, tome II, n^o 254.

(5) Baudry-Lacantinerie et Wahl, cités *supra*: *Dépôt*, n^o 1231 ; — Aix, 31 mai 1906 : *Gazette des Tribunaux* du 27 septembre 1906 ; — Trib. civil, Bordeaux, 12 décembre 1894 : *Rec. Bordeaux*, 95-2-20.

de Cusset confirmé par la Cour de Riom se motive en partie sur une présomption résultant de l'honorabilité du voyageur(1) (tribunal paix, Sceaux, 25 juin 1897; — loi 5 juillet 1897), un jugement du tribunal de Bordeaux (cité *supra*, p. 130, note 5) sur la situation sociale du voyageur et sur les circonstances de fait qui avaient occasionné son voyage; un jugement du tribunal de paix d'Oran estime que les témoignages recueillis et les présomptions résultant de la qualité du voyageur, de sa position sociale, de sa mise habituelle suffisent, sans qu'il soit besoin de recourir au serment(2).

b) Il doit justifier de la valeur de ces objets : la seule preuve du dépôt serait insuffisante, car elle ne permettrait pas aux magistrats de prononcer une condamnation en connaissance de cause. Le serment décisoire ou supplétoire pourra être employé ici, tant pour appuyer la déclaration détaillée des objets volés que leur estimation (3); une expertise aussi, tous moyens de preuve sont admissibles, mais, pour être pertinents, ils doivent être de nature à éclairer la religion du juge : ainsi doit être déclaré mal fondé dans sa demande formée contre l'aubergiste en indemnité du dommage à lui causé par le vol d'argent qui aurait été commis à son préjudice dans la chambre où il logeait, un voyageur commerçant qui, pour prouver les ventes qu'il prétend avoir faites, produit non pas ses registres qu'il dit avoir supprimés, mais une simple note par lui écrite

(1) Riom, 7 novembre, 1894: D., 95-2-558.

(2) Oran, 30 novembre 1892: journal *la Loi*, du 15 décembre 1892.

(3) Troplong, cité *supra*, du *Dépôt et du séquestre*, n° 215.

pour le besoin de la cause et qu'il affirme, mais sans le prouver autrement, être la copie de ses registres (1).

c) Il doit enfin prouver que le vol ou le dommage dont il se plaint a été commis dans l'hôtel ou auberge (2). Mais il n'est pas tenu de découvrir l'auteur du vol ou du dommage ; il lui suffit d'établir le fait lui-même (3). Même liberté de preuve que précédemment.

En ce qui concerne les règles de la preuve, l'analogie est donc complète entre le dépôt d'hôtellerie et le dépôt nécessaire.

B. *Responsabilité de l'hôtelier envisagée comparativement à celle du dépositaire.* — Si nous quittons le terrain de la preuve pour celui de la responsabilité, cette analogie cesse complètement.

a) Par dérogation à la règle du droit commun d'après laquelle le débiteur d'une chose étant obligé de veiller à la conservation de cette chose est tenu de la faute que ne commettrait pas un bon père de famille, *culpa levis in abstracto* (art. 1137 du Code civil), le dépositaire, que le dépôt soit volontaire ou nécessaire, ne répond en principe que de la faute qu'il ne commettrait pas dans ses propres affaires, *culpa levis in concreto* ; mais la responsabilité est plus rigoureuse quand le dépositaire

(1) Bourges, 9 février 1820 : J. G. D., v^o *Dépôt*, 158 ; — Aix, cité *supra*, 31 mai 1906 : *Gazette des Tribunaux*, du 27 septembre 1906.

(2) Huc, cité *supra*, tome XI, n^o 266 ; — Baudry et Wahl, cités *supra*, *Dépôt et séquestre*, n^o 1231 ; — Paris, 30 avril 1850 : D., 50-2-170 ; — Trib. paix Reims, 30 décembre 1893 : journal *la Loi* du 2 janvier 1894 ; — Caen, 4 août 1903 : *recueil Caen*, 1904, 10.

(3) J. G. D., *Dépôt*, 158 ; — Riom, 7 novembre 1894, cité *supra* : D., 95-2-558 ; — Duranton, *Cours de droit français*, Paris, 1834, tome XVIII, du *Dépôt et du séquestre*, n^o 79.

reçoit un salaire (article 1928 du Code civil). Telle doit être la situation de l'hôtelier ou aubergiste : sans doute, il n'est pas rémunéré spécialement en tant que dépositaire, mais il est largement compensé de la peine que peut lui donner ce dépôt et des soins qu'il peut exiger de lui, par les dépenses faites par les voyageurs descendus dans son établissement et le profit qu'il en retire. Le dépôt intervenant comme une suite du contrat principal de location, *in quo utriusque contrahentis utilitas vertitur*, peut être considéré lui-même comme en dépôt, *in quo vertitur utriusque contrahentis utilitas*, c'est-à-dire intéressé de part et d'autre. Les Romains exprimaient déjà la même idée (1). L'hôtelier ou aubergiste est donc toujours salarié et est, en conséquence, tenu de sa *culpa levis, in abstracto* (2).

b) Ce n'est pas seulement en ce qui regarde le degré de la faute que la loi se montre plus sévère pour la responsabilité de l'aubergiste que pour celle du dépositaire. Elle surenchérit encore en ce qui concerne l'étendue de la responsabilité : tandis que le dépositaire, volontaire ou nécessaire, ne répond que de sa propre faute ou de celle de ses préposés, l'hôtelier, nous le verrons, peut avoir sa responsabilité engagée par le fait de personnes étrangères, telles que d'autres voyageurs logés dans l'hôtel ou de tiers qui s'y introduisent.

Il nous faut examiner, sans plus tarder, cette responsabilité de l'hôtelier, son étendue, sa durée, les diverses circonstances qui peuvent l'influencer.

(1) Voir *supra*: *Droit romain*, pages 11 et suiv.

(2) Guillaouard, cité *supra*: *Traité du prêt et du dépôt*, n° 130 ; — Pothier, cité *supra*, *Dépôt*, n° 77 ; — Trib. de paix d'Oran cité *supra*, 30 novembre 1892 : journal *la Loi*, 15 décembre 1892.

§ 2. **Étude en elle-même de la responsabilité de l'hôtelier à raison des effets du voyageur.** — A. *Étendue de cette responsabilité.* — POINT DE VUE CIVIL. — Comme tout dépositaire, l'hôtelier doit rendre identiquement les choses qu'il a reçues. Il doit les restituer en principe à celui qui les lui a apportées, en cas de mort à ses héritiers ; il n'a pas le droit de s'en servir, il ne doit pas chercher à connaître quel est leur contenu (art. 1927 et suivants du Code civil). Pourrait-il refuser de rendre ces effets en prétendant qu'ils lui ont été donnés de la main à la main ? Il a été jugé et bien jugé que, pour qu'un hôtelier fût en droit de retenir à titre de don manuel des objets mobiliers, spécialement des bijoux précieux ou une somme d'argent dont il se trouve détenteur, il faudrait que ces effets n'eussent pu lui être confiés à un autre titre : par exemple, si la remise a été faite par un voyageur à un aubergiste, chez lequel il est tombé malade et où il est décédé, il doit être décidé que cette remise a eu lieu à titre de dépôt. L'aubergiste ne peut se borner à invoquer la présomption de l'article 2279 du Code civil : « en fait de meubles, possession vaut titre », sa possession étant précaire ; il est tenu de prouver que cette tradition lui a été faite avec intention de donner (1).

A côté de l'hôtelier se trouve une autre personne, dont la responsabilité peut être mise en jeu, le cas échéant. C'est sa femme. Si elle tient seule l'auberge de son mari,

(1) Huc, cité *supra*, tome XI, n° 260 ; — Pau, 21 mars 1893 : D., 94-2-438 ; — et arrêts cités sous article 1952 ; *Petit Code civil annoté*, Dalloz, en note ; — Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, 5^e édition, Paris, 1910, tome III, n° 2543-II.

pendant de fréquentes absences de celui-ci, elle doit être considérée comme son associée et, par suite, personnellement responsable du vol des effets déposés par un voyageur dans son auberge. Mais, simple préposée du mari, elle ne répond que de ses fautes, sans pouvoir opposer aux tiers l'exception de mandat (1). C'est ce qui avait été jugé par un arrêt de 1724 rapporté par Merlin, qui avait condamné solidairement le mari et la femme (Voir *supra*, page 41 : *Jurisprudence de nos anciens parlements*).

L'hôtelier répond tant du vol que des dommages de toute sorte provenant d'incendie (2), accidents causés par animaux (voir références citées *infra*, chapitre V, section I, — notes, v^o *Animaux*). Mais sur quels objets s'exerce cette responsabilité; en d'autres termes, quelle est la portée exacte du mot « effets » dans les articles 1952 et 1953 du Code civil ?

Pour une certaine catégorie d'objets, la réponse ne fait aucun doute et tous sont d'accord; rentrent évidemment sous cette dénomination d'« effets » les objets que le voyageur porte sur lui ou amène avec lui. Tels sont ses bagages proprement dits, ses vêtements (3), ses bijoux. Peu importe que ces effets soient destinés à son

(1) Montpellier, 6 août 1867 : D., 9-69-1-208; — Trib. com. Seine, 3 décembre 1890; journal *la Loi* du 7 janvier 1891.

(2) Colmar, 8 avril 1845: D., 49-5-345; — Trib. Seine, 22 avril 1896: *Gazette des Tribunaux* du 6 octobre 1896; — Trib. Saint-Étienne, 13 juin 1900 et Lyon, 12 juillet 1901 (implicites): S., 1904-2-305; — Montpellier, 6 mars 1902: *Moniteur judiciaire du Midi*, 13 avril 1902, et *infra*, p. 164, note 2, v^o *Incendie*; § 3, lettre c, texte et note, v^o *Incendie*; chapitre V, section I, texte et notes, v^o *Incendie*.

(3) Trib. paix Oran, cité *supra*, 30 novembre 1892: journal *la Loi* du 15 décembre 1892.

usage personnel ou lui servent pour les besoins de son commerce (1). Une controverse tranchée en général dans le sens de l'affirmative s'était élevée au sujet de l'argent monnayé : la loi du 18 avril 1889 (voir *infra*, page 171, § 3, lettre A) donnant raison à la majorité a mis fin à cette querelle en parlant en propres termes d'« espèces monnayées » (2).

Cette responsabilité s'étend aux bicyclettes (3). Faut-il aller plus loin et l'étendre aux automobiles, voitures, chevaux ? Certains auteurs, se basant sur le texte de la loi qui parle « d'effets apportés » et sur la disposition exceptionnelle de l'article 1952, se refusent à admettre cette extension (4) : le voyageur, disent-ils, ne peut apporter sa voiture ou ses chevaux. Mais cette interprétation trop littérale n'a rencontré aucun succès : la grande majorité de la doctrine et une jurisprudence constante ont adopté la thèse opposée, la seule raisonnable (5). C'est à tort que quelques arrêts ou jugements

(1) Rouen, 13 germinal an X : J. G. D., v° *Responsabilité*, 538 ; — Aix, 31 mai 1906, cité *supra* : *Gazette des Tribuns.*, du 27 septembre 1906.

(2) Rouen, 18 juillet 1889 : *Gazette du Palais*, 90-1-125.

(3) Trib. com. commerce Soissons, 5 décembre 1902 : *Rec. Amiens*, 1902-79.

(4) Baudry et Wahl, cités *supra* : *Dépôt*, n° 1191.

(5) Laurent cité *supra*, tome XXVII : *Dépôt*, n° 155 ; — Guillouard cité *supra* : *Dépôt et Séquestre*, n° 142 ; — Ferré, *Code de l'hôtelier*, Paris, 1889, p. 133 ; — Huc, cité *supra*, tome XI, n° 261 ; — Rennes, 26 décembre 1833 : S., 34-2-286 ; — Trib. civ. Besançon, 7 février 1901 : *Rec. Besançon*, 1901-86 ; — Trib. civ. Reims, 13 janvier 1903 : *Gaz. Palais*, 1903-281 ; — Trib. com. Saint-Etienne, 17 février 1904 : *Gaz. trib.*, 27 avril 1904 ; — Trib. de paix Ribémont, 14 mars 1902 : *Revue justices de paix*, 1903-19 ; — Riom, 1906 : D., 1906-5-68.

ont déclaré que l'hôtelier ne pouvait être responsable que si la preuve d'une faute était rapportée à sa charge (2).

Comme le dit Laurent (cité *supra* page 136, note 1¹), et qu'on ne peut pourtant accuser de largeur dans l'interprétation des textes, « il n'y a aucun doute sur le sens général que nous attribuons au mot effets, il résulte de la nature même du dépôt nécessaire et des circonstances dans lesquelles se font d'ordinaire les voyages ; il en était surtout ainsi dans l'état social qui a donné naissance à la responsabilité des aubergistes ; on n'y connaissait pas les transports faits par roulage et bien moins encore ceux qui se font par les merveilleuses voies de communication inventées dans les temps modernes ; le voyageur transportait lui-même ses marchandises et le prix qu'il en recevait. Donc, d'après la tradition comme d'après le texte, le mot « effets » reçoit son application à tout ce qu'un voyageur est dans le cas de transporter avec lui ». Ne peut-on dire que l'automobilisme a ressuscité ces temps dont parle Laurent ? Les auteurs partisans de l'interprétation restrictive sont d'ailleurs forcés de porter à leur principe des tempéraments qui en sont la meilleure contradiction : ils admettent à raison des principes généraux que la responsabilité de l'hôtelier est engagée par les accidents arrivant dans son hôtel au cheval d'un voyageur, si la cause de l'accident est inconnue ou si l'hôtelier ne prouve qu'il n'est pas en faute (2).

Peu importe l'auteur du vol ou du dommage :

(1) Trib. civ. Angoulême, 6 août 1902 : *Gazette des tribunaux*, du 29 août 1902.

(2) Baudry et Wahl, cités *supra* : *Dépôt*, n° 1191.

ce peut être d'abord un « préposé ou un domestique de l'hôtelier » (art. 1953). Pas de difficultés, s'il est dans l'exercice de ses fonctions, si par exemple il profite du moment où il fait la chambre pour fracturer une malle et s'en approprier le contenu. Que décider s'il agit en dehors de l'exercice de ses fonctions, si employé de jour il s'introduit nuitamment dans l'hôtel et dans l'appartement pour voler ? La difficulté vient de l'article 1384 du Code civil qui rend les maîtres responsables du dommage causé par leurs domestiques et « préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés ». Mais l'article 1953 est muet sur cette restriction et la généralité de ses termes doit l'emporter : à défaut de texte spécial, il faut se reporter au texte de principe qui est l'article 1384 : il faut s'y reporter s'il s'agit de violences commises sur la personne du voyageur, et c'est pourquoi dans cette hypothèse, nous l'avons vu *supra* page 122, l'hôtelier n'est responsable de plein droit de ses domestiques que pris dans l'exercice de leurs fonctions. Ici l'hypothèse n'est plus la même, et la question est réglée par un texte spécial, l'article 1953. Le raisonnement vient confirmer le texte : si le particulier n'a qu'à s'inquiéter des qualités professionnelles de ses domestiques, il n'en saurait être de même de l'aubergiste qui tient maison ouverte au public. Il doit choisir son personnel, de façon à offrir toutes garanties.

De plus, comme l'observe fort judicieusement l'auteur de la note citée (*infra*, p. 139, renvoi 1), le domestique ou préposé qui cause un dommage au voyageur agit toujours jusqu'à un certain point dans l'exercice de ses fonctions, puisque ses fonctions consistent à fournir au voyageur les soins qui lui sont nécessaires, et que le domestique, en

causant un dommage au voyageur, manque essentiellement à cette dernière obligation. Autre motif enfin de ne pas douter : le Code admet que la responsabilité de l'hôtelier peut se trouver engagée par les agissements de tiers qui lui sont étrangers. Pourquoi ne serait-elle pas engagée par les agissements des domestiques ? En dehors de l'exercice de leurs fonctions, ne deviennent-ils pas des tiers ? Aussi s'entend-on en général pour affirmer la responsabilité de l'hôtelier, que le préposé ou domestique sont ou non dans l'exercice de ses fonctions (1). Ces préposés, fussent-ils simplement locataires de la cour et des écuries d'un hôtel n'en restent pas moins les préposés du maître d'hôtel dont la responsabilité ne peut être divisée, et cela surtout quand rien n'annonce cette location aux tiers (2).

On s'entend moins sur le sens des mots « étrangers allant et venant dans l'hôtellerie », dont le maître de l'établissement répond au même titre. Une première opinion fait rentrer sous cette dénomination non seulement les voyageurs reçus à l'hôtel, mais encore toute personne s'y introduisant en cachette dans un but plus ou moins avouable (3). Cette opinion me paraît la bonne, car elle fait cas de la valeur des mots et ne rend pas illusoire la surveillance que l'aubergiste doit exercer dans son établissement pour que des malfaiteurs ne s'y

(1) Cas. req., 5 février 1894 : S., 95-1-417; — Saïgon, 13 mai 1893 sous Cas. et la note de M. Wahl ; — Baudry et Wahl, cités *supra* ; *Dépôt*, n° 1205.

(2) Caen, 19 mai 1890 : P., 90-2-256.

(3) Baudry et Wahl, cités *supra* : *Dépôt*, n° 1205; — Paris, 29 août 1844 : D., 46-2-84; — J. G. D., v° *Dépôt*, n° 183.

introduisent pas. Serait-ce une surveillance digne de ce nom, celle qui ne s'inquiéterait pas des mendiants ou vagabonds qui peuvent rôder autour de la maison ?

Dans une deuxième opinion, trop indulgente pour l'hôtelier, à mon point de vue, les mots « étrangers allant et venant dans l'hôtel » ne comprendraient, lorsqu'il n'y a pas faute ou négligence de la part de l'hôtelier (1), que les étrangers affidés ou fréquentant l'hôtellerie, à l'exclusion des étrangers ou inconnus qui peuvent s'introduire dans l'auberge. Cette distinction est non seulement antijuridique, car elle va à l'encontre des textes, mais difficile à appliquer en pratique. Où sera le point de démarcation ? A force de vouloir faire de la justice, on risque parfois de faire de l'injustice.

L'auteur du dommage n'est pas nécessairement une personne, ce peut être un animal : un cheval placé dans l'écurie blesse, d'un coup de pied, l'animal voisin ; l'hôtelier est responsable (2), quitte à lui à se retourner contre le propriétaire de l'animal.

Que dire des domestiques du voyageur ? L'aubergiste évidemment ne répond pas des vols ou des méfaits dont ils se rendent coupables envers leur maître. Tant pis pour ce dernier, s'il les a mal choisis : la confiance qu'il a mise en eux doit décharger l'hôtelier de toute surveillance à cet égard. Telle est la tradition, à l'encontre de laquelle personne ne songe à aller (3). Mêmes

(1) Grenoble, 13 août 1813 : J. G. D., v^o *Dépôt*, 175-3 ; — Trib. civ., Mayenne, 19 mars 1903 : *Gaz. des Trib.*, 27 septembre 1903.

(2) Voir références citées chapitre V, section I, notes v^o *Animaux*.

(3) Huc, cité *supra*, tome XI, n^o 261 ; — Guillouard, cité *supra* : *Traité du Prêt et du Dépôt*, n^o 145 ; — Troplong, cité *supra*, *Dépôt et Séquestre*, n^o 237 ; — J. G. D., v^o *Dépôt*, n^o 184.

motifs de se décider dans un sens analogue pour le fournisseur ou toute autre personne que le voyageur aurait introduit dans sa chambre (1). La victime du « coup classique de l'entôlage » serait mal venue, si elle voulait voir dans l'hôtelier la source de ses déboires.

Ce n'est pas à dire que la présence dans la chambre du voyageur d'un domestique de celui-ci ou d'un de ses amis, qui est à l'abri de tout soupçon, est de nature à dégager la responsabilité de l'aubergiste (2).

POINT DE VUE PÉNAL (3). — La loi civile serait peut-être impuissante à assurer à elle seule cette sécurité du voyageur qui a tenu tant à cœur à tous les législateurs. La loi répressive dans l'article 386, paragraphe 4, du Code pénal, est venue lui servir de renfort :

« Sera puni de la peine de réclusion tout individu coupable de vol commis dans l'un des cas ci-après :....

« § 4 ... Si le vol a été commis par un aubergiste, un hôtelier, un voiturier, ou un de leurs préposés, lorsqu'ils auront volé tout ou partie des choses qui leur étaient confiées à ce titre. »

Comme celui de la loi civile, ce rigorisme de la loi pénale est exclusif du droit commun ; tandis que le vol simple est un délit puni d'emprisonnement de un à cinq ans, et d'une amende (art. 379-401 du Code pénal), tandis que l'abus de confiance est aussi un délit puni d'empri-

(1) Trib. civ., Mayenne, 19 mars 1903: *Gaz. des Trib.* du 27 septembre 1903.

(2) Paris, 29 août 1844, cité *suprà* : D. P., 46-2-84 ; — Bruxelles, 31 janvier 1896 : *Pasicrisie belge*, 1896-2-152 ;

(3) Voir *suprà*, pages 71 et suiv., la responsabilité pénale de l'aubergiste dans certains autres cas.

sonnement de deux mois à deux ans, et d'une amende (art. 401 et 408 du Code pénal). — Or, remarquons-le, il s'agit ici de détournement plus que de soustraction : les effets supposés volés ont été confiés à l'aubergiste ou à ses préposés, et c'est par une véritable *inelegantia juris* que le législateur a employé le mot *vol*, — le vol commis par l'hôtelier ou un de ses préposés est un crime, et à ce titre puni de la peine de la réclusion.

Ce rigorisme ne date pas d'aujourd'hui ; il n'est que la tradition de l'ancien droit : « Quand les effets ont été volés par l'aubergiste lui-même ou par quelqu'un de ses valets, serviteurs ou servantes de son ordre, il peut être poursuivi criminellement ; et il doit être puni d'une peine grave, comme étant une espèce de vol domestique (1). » Les galères étaient la peine la plus en usage.

Le Code pénal de 1791 assimilait aux vols faits par les habitants et les commensaux d'une maison ceux qui étaient commis dans les hôtels, auberges, cabarets, maisons de traiteurs, logeurs, cafés et bains publics : la peine était de huit années de fer.

La loi du 25 frimaire an VIII abaissa la pénalité à un emprisonnement de une à quatre années, sauf quand le vol avait été commis par le maître ou la maîtresse d'auberge.

Le texte primitif de notre Code pénal de 1811 punissait le vol de la réclusion, s'il avait été commis par l'aubergiste, ses préposés, ou si le coupable avait commis le vol dans l'auberge ou l'hôtellerie dans laquelle il était reçu.

(1) Jousse, *Traité de la justice criminelle de France*, tome IV, page 185, Paris, 1771.

La loi du 18 juin 1825 correctionnalisa (peines de l'article 401) le vol commis dans l'auberge ou hôtel dans lequel le coupable est reçu : la peine criminelle subsistait pour les mendiants, vagabonds, récidivistes antérieurement condamnés à une peine de plus de six mois.

La réforme de 1832 nous a donné notre article 386, paragraphe 4, telle qu'il est encore en vigueur. Seuls, l'hôtelier, l'aubergiste ou leurs préposés se rendant coupables de vol sont punis de la réclusion. Un touriste qui volerait un autre voyageur logeant dans le même hôtel tomberait sous l'application de l'article 401 du Code pénal et ne verrait pas sa responsabilité s'aggraver, par le fait qu'il est reçu dans l'hôtel.

Pour que la peine de la réclusion soit encourue par l'aubergiste, l'hôtelier ou leurs préposés, il faut, de plus, que la chose volée ait été placée dans l'auberge à raison de son caractère d'auberge ; il faut qu'elle se trouve dans l'hôtel à raison de la destination de l'établissement. Si le dépôt a été fait à titre d'amî, si nous sommes dans un de ces cas où il n'y a pas lieu d'appliquer au civil les articles 1952 et 1953, à plus forte raison l'article 386, paragraphe 4, du Code pénal n'est plus de mise, l'interprétation des textes devant toujours être plus stricte en matière répressive : la loi d'exception fait place au droit commun.

B. *Fondement juridique de cette responsabilité de l'hôtelier à raison des agissements d'autrui.* — Quel est le fondement juridique de cette responsabilité qui incombe à l'hôtelier à raison de faits imputables à autrui ? Sommes-nous en présence d'une simple application du droit commun qui a déjà donné l'article 1384, alinéa 3,

du Code civil sur la responsabilité des maîtres et commettants à raison des dommages causés par leurs préposés ou domestiques ? Devons-nous y voir, au contraire, une aggravation de ce droit commun ? Cette question a son importance. De sa solution dépend en partie celle d'un grand problème juridique, que je ne mentionne ici que pour mémoire et dont je renvoie l'étude au chapitre VII du livre II (section III) : la responsabilité établie par les articles 1952 et suivants peut-elle s'appliquer à d'autres personnes que celles qui font profession d'hôtelier ? Faut-il également faire dépendre de cette solution le point de savoir si l'hôtelier est responsable de ses domestiques pris hors de l'exercice de leurs fonctions, s'il l'est encore des agissements des étrangers qui se sont introduits en cachette dans son établissement, si la faute ou l'imprudence du voyageur est de nature à diminuer la responsabilité de l'hôtelier, quand il s'agit de faits imputables aux domestiques de la maison ?

Je ne le crois pas, et je vais essayer de le démontrer : parti d'un point de vue différent que celui des auteurs qui soutiennent la thèse inverse, je vais arriver à la même conclusion.

MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl font de l'article 1953, comme de l'article 1384, une simple application du droit commun (1). L'article 1384 est basé, disent-ils, tous le reconnaissent, sur le défaut de surveillance du maître. C'est parce qu'on présume cet oubli d'une partie

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl, cités *supra* : *Dépôt*, n° 1205 et suivants ; — Wahl, note citée *supra*, sous Cas., 5 février 1891 : S., 95-1-407.

de ses devoirs que le maître est rendu responsable des agissements de ses domestiques.

N'est-ce pas ce défaut de surveillance qui se retrouve identique dans l'article 1953 ? Pourquoi parler alors d'aggravation du droit commun, et, partant de ces prémisses, ces auteurs concluent que l'hôtelier répond de ses préposés ou domestiques pris même hors de l'exercice de leurs fonctions, car il est toujours coupable de les avoir mal choisis, qu'il répond également des étrangers qui ont pu pénétrer furtivement dans la maison, que la faute ou l'imprudence du voyageur ne peut en rien diminuer la responsabilité de l'hôtelier, quand il s'agit de faits imputables à ses préposés ou domestiques.

Le défaut de surveillance de l'aubergiste est toujours présumé et entraîne sa responsabilité.

Je suis d'accord avec les défenseurs de cette théorie sur un point essentiel : c'est bien sur un défaut de surveillance qu'est basée dans l'article 1953 la responsabilité de l'aubergiste. Il n'en est pas moins vrai, malgré l'autorité considérable de ces auteurs, que ce devoir de surveillance qui incombe à l'hôtelier et qui est régi par l'article 1953 est plus étendu et plus rigoureux que celui que l'article 1384 impose au maître simple particulier. Il est plus étendu, puisqu'il porte sur un plus grand nombre de personnes : tandis que le maître simple particulier n'est tenu de surveiller que ses domestiques ou préposés, le maître d'hôtel doit surveiller aussi les étrangers allant et venant dans l'hôtellerie. En vain, hors le cas de force majeure, prouverait-il qu'il ne peut être en faute, qu'il a pris toutes les mesures de sauvegarde nécessaires et même superflues..., il n'en serait pas moins déclaré responsable des agissements de ce

tiers. Ce devoir de surveillance est également plus rigoureux : la surveillance de ses domestiques par le maître simple particulier est limitée aux moments où ils sont dans l'exercice des fonctions auxquelles il les emploie ; la surveillance de ses domestiques par le maître d'hôtel doit être de tous les instants. Ce surcroît de sévérité qui se justifie par des motifs de sécurité ne constitue-t-il pas une aggravation du droit commun ? Soutenir le contraire me paraît difficile (1). Je ne formule pas toutes les conclusions de cette thèse : fondées aussi sur un défaut de surveillance, elles sont pour ainsi dire identiques à celles de nos adversaires et aboutissent en général, dans les mêmes cas, à la même responsabilité de l'aubergiste. Je me contente de montrer les points sur lesquels elles diffèrent de celles de l'opinion contraire et qui justement font la supériorité de notre théorie :

a) Notre théorie seule éclaire d'une lumière vraie le problème auquel je faisais allusion tout à l'heure sur le point de savoir si la responsabilité édictée par les articles 1952 et 1953 peut s'appliquer à d'autres personnes que celles qui font profession d'hôtelier.

b) Elle seule permet d'expliquer la différence suivante. S'il s'agit de voies de fait commises par un préposé ou un domestique sur la personne d'un voyageur, l'hôtelier n'en est responsable que si le préposé ou domestique est dans l'exercice de ses fonctions. S'il s'agit de dommages causés à ses bagages, l'hôtelier en est respon-

(1) Guillouard, cité *supra* : *Traité du dépôt*, n° 145 ; — Planiol, cité *supra* : *Traité élémentaire de droit civil*, tome II, n° 2221 ; — Pent, *Petits contrats*, tome I, n°s 536 et 537, 2^e éd., Paris, 1877.

sable, que le préposé ou domestique soit ou non dans l'exercice de ses fonctions. C'est que, dans le premier cas, il y a application de l'article 1384, et, dans le deuxième, application de l'article 1953. Comment nos adversaires qui assimilent l'article 1953 à l'article 1384 peuvent-ils expliquer cette différence ? Ce me paraît tout à fait impossible.

J'ai tenu à parler de cette controverse à raison de son importance, mais je crois fermement que l'on pourrait trouver ailleurs la solution de la question et le fondement juridique de cette responsabilité de l'hôtelier à raison des agissements d'autres personnes. Pourquoi faire intervenir dans la discussion l'article 1384 qui établit une responsabilité délictuelle ? Dans les articles 1952 et 1953, l'aubergiste est considéré comme dépositaire. Il est donc soumis aux obligations que les articles 1915 et suivants imposent à tout dépositaire, obligations que les articles 1952 et 1953 ne font que rendre plus rigoureuses pour lui tant en degré qu'en étendue. Il n'en reste pas moins acquis que, si l'aubergiste doit rendre les effets et les rendre en bon état, c'est en vertu du contrat de dépôt tacite intervenu entre lui et le voyageur. Ce n'est pas de responsabilité délictuelle, mais de responsabilité contractuelle dont il faut parler ici ; de cette responsabilité contractuelle toutes les conclusions auxquelles nous sommes arrivés découlent logiquement : l'aubergiste doit rendre les effets en bon état ; s'il ne le peut, sa responsabilité est engagée, quel que soit l'auteur de la soustraction ou du dommage (1). Voilà le

(1) Voir, en ce sens, les observations qui suivent la note de M. Wahl, citée *supra* sous Cas. req., 5 février 1894 : S., 95-1-417.

principe. A quoi bon aller rechercher maintenant si l'article 1953 est une simple application ou une aggravation de l'article 1384 ?

La responsabilité contractuelle de l'hôtelier en tant que dépositaire n'exclut pas d'ailleurs la responsabilité délictuelle que, comme toute personne, il encourt à raison des fautes qu'il commet, et, si le voyageur réussit à prouver la faute de l'aubergiste qui lui a porté préjudice, le juge peut lui accorder des dommages-intérêts supplémentaires en se basant sur les articles 1382 et suivants. Encore faut-il que le voyageur puisse prouver cette faute (arrêts cités *infra*, § 3, lettre A, sous combinaison des articles 1953 et 1382 du Code civil).

C. Du commencement et de la fin de la responsabilité de l'hôtelier. — MOMENT OU COMMENCE CETTE RESPONSABILITÉ. — A partir de quel moment l'hôtelier commence-t-il à répondre des effets des voyageurs ? Cette question avait soulevé une controverse dans l'ancien droit. Nos jurisconsultes étaient divisés sur le point de savoir s'il était nécessaire que les effets aient été expressément donnés en garde à l'aubergiste ou à un de ses préposés ou s'il suffisait qu'ils aient été apportés à l'auberge sans avoir été confiés spécialement à personne. L'article 4 du titre XX de l'ordonnance de 1667 parlant de dépôt fait dans les mains de l'hôte ou de l'hôtesse semblait donner raison à Pothier qui soutenait la première opinion. Mais la jurisprudence s'était prononcée en sens inverse (1).

(1) Voir *supra* : *Historique*, page 38.

La rédaction de l'article 38 du projet (1) supprimé pour des motifs d'un autre ordre (voir *infra*, § 3, B) : « l'hôtelier ou aubergiste est responsable des effets apportés par le voyageur, encore qu'ils n'aient point été remis à sa garde personnelle », la comparaison du texte de l'article 1952 du Code civil avec celui de l'article 4 du titre XX de l'ordonnance de 1667 montrent que le législateur s'est rangé à l'opinion de l'ancienne jurisprudence et ne permettent plus de soulever cette controverse. Elle a cédé le pas à deux autres que nous allons examiner.

De l'avis de tous, la responsabilité de l'aubergiste commence quand les effets ont pénétré chez lui. Le fait de l'apport dans l'hôtel suffit, le fait de la remise n'est pas nécessaire (2), et il n'y a pas lieu de distinguer entre les bagages qui auraient été remis à l'hôtelier et ceux qui auraient été apportés dans la chambre du voyageur (3). Peu importe que le voyageur ait apporté ses bagages avec lui, qu'il les introduise au cours de son séjour ou même qu'il s'en soit fait précéder (4) : le contrat de dépôt intervenu entre l'aubergiste et le voyageur ne suppose pas en effet la présence immédiate de

(1) Fenet, cité *supra*, XIV, p. 495.

(2) Cas., 11 mai 1846 : S., 46-1-361 ; — Rouen, 18 juillet 1889 : *Gaz. pal.*, 90-1-125 ; — Trib. com. Lyon, 20 juillet 1900 : *Gaz. com. Lyon*, 23 février 1901 ; — Trib. civil Soissons, 5 décembre 1900 : *Rec. annexes*, 1902-79.

(3) C. de cas. belge, 26 novembre 1896 : D., 98-2-5.

(4) Allemagne, Trib. supérieur, 30 septembre 1875, 2^e instance ; Trib. d'appel de Naumburg : *Journal de droit international privé*, tome IV, 1877, p. 239.

ce dernier, le point essentiel est de savoir si l'aubergiste consent à héberger le voyageur et s'il est dans l'exercice de sa profession, conditions se trouvant ici toutes deux réunies : en acceptant les bagages, l'aubergiste prend l'engagement au moins tacite de recevoir leur propriétaire, et, s'il agit ainsi, c'est qu'il considère la réception des bagages comme un précédent nécessaire de la réception du voyageur et du gain qu'il en retirera. A lui de prendre les précautions d'usage. Il faut que ce soit le voyageur lui-même qui se soit fait précéder de ses bagages, il faut qu'il soit partie au contrat de dépôt conclu avec l'hôtelier. L'aubergiste est un des termes nécessaires de ce genre de dépôt particulier soumis à des règles spéciales, le voyageur est l'autre. On peut donc considérer qu'il y a dépôt volontaire dans la remise par un tiers d'objets ou d'argent à un hôtelier pour les remettre à une personne qui descendra ultérieurement à l'hôtel ou qui y est actuellement(1). Seuls les rapports réciproques de l'aubergiste et du voyageur me paraissent devoir être régis par les articles 1952 et suivants. Aussi j'estime qu'on a mal jugé en regardant comme un dépôt nécessaire le dépôt de sommes d'argent fait entre les mains d'un aubergiste par le mandataire d'un voiturier pour être remis à ce voiturier qui avait l'habitude de loger dans l'auberge(2). Laurent (cité note 1) a trouvé à titre de critique le mot juste qui peut en même temps servir de criterium : le dépôt n'avait pas été fait *par* un

(1) Laurent, cité *supra*, tome XXVII, n° 154 ; — Baudry-Lacantinerie et Wahl, cité, *supra* : *Dépôt*, n° 1203.

(2) Paris, 6 avril 1829 : J. G. D., v° *Dépôt*, 179-2 ; — Paris, 19 thermidor an X ; J. G. D., v° *Dépôt*, 190.

voyageur, mais *pour* un voyageur. Les règles ordinaires de la gestion d'affaires doivent s'incliner ici devant les dispositions exceptionnelles de l'article 1952 et l'interprétation restrictive qu'elles doivent recevoir.

Peut-on même qualifier de voyageur dans le sens de l'article 1952 celui qui n'a que l'habitude de voyager et ne voyage peut-être pas au moment dont il s'agit ?

Mais, en supposant le cas normal, celui où le voyageur est dans l'hôtel quand y arriveront ses bagages, est-il nécessaire que l'aubergiste ou un de ses préposés consente à leur introduction, sache que le voyageur a tel effet en sa possession ? C'est ce que soutiennent certains auteurs (1), disant que dans la négative il n'y a pas de contrat : leur argumentation est que la responsabilité de l'hôtelier, étant essentiellement contractuelle, ne saurait pas naître dans la négative, car il n'y a pas de contrat. C'est jouer sur les mots : le contrat ne consiste pas, pour l'hôtelier, à recevoir en dépôt tels ou tels objets spécifiés : il consiste à héberger le voyageur, lui et les bagages qu'il peut avoir : en poussant à l'extrême opinion de ces auteurs, le voyageur devrait remettre à l'aubergiste un inventaire détaillé du contenu de chacune de ses malles. Pratiquement, c'est inadmissible, et théoriquement ces auteurs se mettent en contradiction avec eux-mêmes : ils refusent de supposer chez l'hôtelier la volonté tacite de prendre sous sa surveillance tous les bagages que le voyageur peut avoir, et cette même volonté tacite ils l'acceptent quand le voyageur est arrivé à l'hôtel en état d'ébriété ; son état n'est pas un

(1) Laurent, cité *supra*, tome XXVII, n° 160 ; — Baudry-Lacantinerie et Wahl, cités *supra* : *Dépôt*, n°s 1199 et 1200.

obstacle à la formation du contrat de dépôt, et pourtant là non plus il ne peut y avoir échange de volontés expresses. Pourquoi avoir deux poids et deux mesures ? Aussi je préfère dire avec Guillouard (1) que « le voyageur n'a pas à prévenir l'hôtelier qu'il introduit dans la cour de l'hôtel une voiture chargée de marchandises ou qu'il laisse des effets dans la chambre qu'on lui a donnée. L'hôtelier sait que l'on peut déposer des bagages dans les chambres, des marchandises dans les voitures, et il doit dès lors, d'une manière générale et permanente, exercer une surveillance active sur toutes les parties de l'hôtel. » Guillouard ne fait que suivre l'opinion de Danty : celui-ci nous rapporte l'histoire d'un aubergiste condamné à indemniser un voiturier volé qui était arrivé à l'hôtel deux heures après minuit et que l'aubergiste n'avait pas vu entrer (2). La jurisprudence paraît avoir adopté la thèse de Guillouard, comme il est facile de s'en rendre compte en consultant la majorité des jugements et arrêts cités dans ce chapitre.

Ce premier point réglé, un second plus délicat se présente.

Le texte de l'article 1952 parle d'« effets apportés » par le voyageur. Faut-il prendre ce mot « apportés » à la lettre ? Faut-il que les effets aient pénétré dans l'hôtel ou suffit-il qu'ils aient été remis à l'aubergiste ou à ses préposés, même hors de l'hôtel ? Des auteurs veulent que les effets aient été apportés dans l'établissement. Si non, ils se refusent à appliquer les articles 1952

(1) Guillouard, cité *supra* : *Dépôt et séquestre*, n° 144.

(2) Danty sur Boiceau, cité *supra* : addit. sous chap. III, n° 24.

et suivants et exigent que, conformément au droit commun (article 1382 du Code civil), le voyageur prouve une faute à la charge de l'aubergiste (1) ou de son préposé.

Et, d'abord, il y a certains lieux qui doivent être assimilés à l'auberge elle-même. En principe sans doute, l'aubergiste n'est pas responsable des voitures et marchandises restées à l'extérieur ; mais, si faute de place, si manque de cour intérieure par exemple, un voyageur est forcé de laisser sa voiture ou son automobile sur la place publique voisine de l'hôtel, il faut supposer que, d'après les circonstances, il y a eu volonté de la part de l'hôtelier de se charger de la surveillance (2). Il faut évidemment que le voyageur ait averti l'aubergiste du lieu où il laissait sa voiture, et, puisqu'elle ne pouvait être mise en sûreté, l'hôtelier est en faute de ne pas l'avoir fait surveiller. A plus forte raison, répondrait-il du vol commis dans un garage ou une écurie annexe, où faute de place dans son établissement il ferait placer la voiture de son client. Cette responsabilité s'applique du reste aussi bien aux objets que le voyageur peut facilement rentrer dans l'auberge qu'aux grosses marchandises laissées forcément sur la voie publique (3) : si

(1) Courcelle, cité *supra*, p. 230 ; — Voir également Ferré, *Code de l'Hôtelier*, Paris, 1889, 131.

(2) Guillouard, cité *supra* : *Dépôt*, n° 144 ; — Troplong, cité *supra* : *Dépôt*, n° 227 ; — Duranton, cité *supra* : *Dépôt et séquestre*, tome XVIII, n° 83 ; — Aubry et Rau, cité *supra*, 2^e édition, tome III, paragraphe 406. — Laurent, cité *supra*, tome XXVII, paragraphe 161 ; — Paris, 15 septembre 1808 : J. G. D., v° *Dépôt*, 172. — *Contra* : Sourdat, *Traité général de la responsabilité*, 6^e édition, Paris, 1911, tome II, n° 955.

(3) J. G. D., v° *Dépôt*, 172-2.

l'aubergiste sait où se trouvent ces objets, il est en faute de ne pas les avoir fait mettre à l'abri ou de ne pas avoir exercé sur eux une surveillance effective.

Faut-il pousser plus loin cette assimilation ? Que décider, si à sa descente du train un voyageur a confié ses bagages à un préposé de l'hôtelier, qui en égare une partie pendant le trajet de la gare à l'hôtel ? La question offre un gros intérêt à raison des omnibus que, dans certaines grandes villes et dans presque toutes les villes d'eau, les hôteliers ont pris l'habitude d'envoyer aux gares : « omnibus ou automobile à l'arrivée de chaque train », peut-on lire couramment sur les panneaux réclames des hôtels. Une malle placée sur la toiture de l'omnibus est volée, perdue, endommagée. A quels saints le voyageur peut-il se vouer, en vertu de quels principes doit-il exercer un recours contre le maître de l'hôtel ? Ce dernier voit-il sa responsabilité engagée à titre d'hôtelier ou à titre de voiturier ?

Sans revenir ici sur le parallèle entre la responsabilité de l'aubergiste et celle du transporteur, parallèle esquissé *supra*, page 87, rappelons les seules différences ayant de l'intérêt dans le cas qui nous occupe : en ce qui concerne bon nombre d'objets, la responsabilité de l'hôtelier est limitée au chiffre de 1.000 francs par l'article 1953 du Code civil ; la seule limite de celle du voiturier se trouve dans l'article 1450 du même Code, qui dispose : « Le débiteur n'est tenu que des dommages et intérêts qui ont été prévus ou qu'on a pu prévoir lors du contrat » ..., limite beaucoup plus souple, partant plus dangereuse. Quand il s'agit d'avaries ou de perte partielle, les réclamations dirigées contre le voiturier tombent sous la prescription de trois

jours de l'article 105 du Code de commerce, et dans les autres cas sous la prescription d'un ou de cinq ans de l'article 108 du même Code. Les actions contre l'aubergiste sont, au contraire, soumises à la prescription de trente ans du droit commun.

Enfin, et toujours dans ce cas particulier, le voiturier n'est responsable que des objets que le voyageur a remis à sa garde; il ne répond pas de ceux que le voyageur aurait conservés avec lui dans l'intérieur de la voiture. L'hôtelier peut voir sa responsabilité engagée par leur perte ou leur vol.

C'est donc l'expression même de la vérité de dire qu'offre un gros intérêt le point de savoir si l'aubergiste doit être actionné ici à titre de voiturier ou bien d'hôtelier.

La question est restée longtemps sans se poser devant les tribunaux français, mais les tribunaux italiens ont eu de bonne heure à la solutionner en se basant sur l'article 1866 du Code italien qui est la reproduction presque identique de notre article 1953 et déclare les aubergistes responsables comme dépositaires « des effets apportés dans leurs hôtels ou auberges par le voyageur qui y loge ». La Cour de cassation de Turin, saisie d'un pourvoi contre un arrêt de Milan qui avait admis la responsabilité du maître de l'hôtel en tant qu'hôtelier à raison de bagages volés dans l'omnibus durant le trajet de la gare à l'hôtel, rejeta le pourvoi en ces termes (1): « La responsabilité de l'aubergiste s'étend aux

(1) Affaire Marini-Legagni contre Winslow-Hall (célèbre dans toute l'Italie): Milan, 19 octobre 1886; *Journal de droit international privé*, 1888, p. 427; — Cas. Turin, 26 avril 1887: P., 88-5-25. Dans le même sens, décision identique en Allemagne: *Striethorst*, tome LV, p. 48.

vols et dommages commis dans toutes les dépendances de l'hôtel qui sont sous la surveillance de l'aubergiste, et il serait impossible de nier que, par suite de l'usage, des propriétaires de grands hôtels, d'envoyer aux gares des omnibus pour recevoir les voyageurs et leurs bagages, ces véhicules doivent être assimilés à l'hôtel même, parce qu'ils sont comme l'hôtel sous la surveillance de l'aubergiste.... ; le transport des bagages des voyageurs des gares à l'hôtel ne forme pas l'objet d'un contrat indépendant, mais rentre dans ces services qu'à raison de leur qualité et de l'industrie qu'ils exercent, les hôteliers ont coutume de faire faire par leurs chasseurs, et qui sont, pour ainsi dire, un accessoire de la nourriture et du logement ». Notre article 1953 étant presque plus large dans ses termes que l'article 1866 du Code civil italien, un tribunal français saisi de la question devait sainement la résoudre dans le même sens. Ulpien ne décidait-il pas déjà, sous une législation qui assimilait les transporteurs et les aubergistes, que le batelier est responsable des marchandises reçues sur le rivage et qui ont été volées ; *etiamsi nondum sint res in navem receptæ, sed in littore perierint quas semel recipit periculum ad eum pertinere* (1). En doctrine, d'excellents auteurs défendent la thèse de la Cour de Milan et de la Cour de cassation de Turin (2) ; c'était celle qu'adoptait, le 5 mars 1912, le tribunal de commerce de

(1) Ulpien, Digeste, cité *supra*, IV, 9, livre 3 p. (*nautæ, caipones ut...*)

(2) Huc, cité *supra*, tome XI, n° 260 ; — Baudry-Lacantinerie et Wahl, cité *supra* : *Dépôt*, n° 1195.

Marseille, la seconde de nos juridictions à ma connaissance, qui ait eu à résoudre le problème (1). Du jugement de Marseille il résulte qu'il importe peu (sauf pour le recours possible de l'hôtelier contre le voiturier) que l'omnibus soit ou non la propriété du maître de l'hôtel et desserve un ou plusieurs établissements, il suffit qu'il porte en évidence l'enseigne de celui qui est en cause. Les mêmes motifs produisent les mêmes effets; aussi la solution doit-elle être la même si les bagages ont été perdus dans le trajet inverse omnibus allant de l'hôtel à la gare (2), ou s'ils l'ont été par des chasseurs ou domestiques de l'hôtel dans le transport effectué par eux de la gare à l'hôtel, de l'hôtel à la gare, de l'omnibus à l'hôtel et de l'hôtel à l'omnibus.

MOMENT OU PREND FIN CETTE RESPONSABILITÉ. — Quand l'hôtelier a, comme il le doit, rendu ses effets au voyageur et que celui-ci est parti, les ayant en sa possession, la responsabilité du déposant disparaît. Elle disparaît au même titre si l'aubergiste, chargé de remettre les effets à un tiers, s'en est acquitté aux mains de ce dernier; mais, s'il se trompe, s'il commet

(1) Tribunal de commerce de Marseille, 5 mars 1912 : *Gazette du Palais* du 16 avril 1912; journal *le Droit* du 5 mars 1912. — *Contra* : Tribunal civil Bruxelles, 6 mars 1880 : *Belgique judiciaire*, 80-130; — Tribunal commerce Lyon, 18 septembre 1900 : *Bulletin du Syndicat des grands hôtels et maisons meublées de Paris*, n° 26, 1^{er} janvier 1901. Ces jugements ont considéré que l'hôtelier savait sa responsabilité engagée en tant que voiturier.

(2) *Contra* : Tribunal commerce Lyon, 18 septembre 1900, précité : *Bulletin du Syndicat des grands hôtels et maisons meublées de Paris*, n° 26, 1^{er} janvier 1901.

une erreur sur la personne à laquelle il doit faire la remise, il reste responsable de ce qui peut se produire (1).

Le dépôt prend fin par cette remise, dont la preuve peut être faite par témoins aussi bien que le dépôt, l'exception étant corrélatrice à l'action; les présomptions jouent un grand rôle et le retard intempestif qu'un voyageur mettrait à réclamer pourrait lui être reproché(2); dans bon nombre de législations étrangères, ce retard est même une fin de non-recevoir absolue (v. livre III). Du reste, en faisant la remise d'un colis, l'hôtelier n'a pas à s'inquiéter de son contenu : il a été jugé que l'aubergiste qui a reçu d'un voyageur logeant dans son auberge un sac fermé, contenant de l'argent, sans que celui-ci lui ait déclaré la somme qui s'y trouvait, n'a pas dû chercher à voir ce que renfermait le sac (art. 1931 du Code civil) et se trouve libéré par la remise identique qu'il a faite du sac au dépositaire, si ce dernier l'a fait enlever sans aucune réclamation (3).

Le fait de la remise suffit en thèse générale; mais il ne faudrait pas que le voyageur auquel le maître de l'hôtel vient de faire remise de ses colis soit volé dans le bureau de l'hôtel(4) ou dans l'omnibus pendant le trajet de l'hôtel à la gare (voir *supra*, page 157).

Le voyageur quitte l'hôtel, supposons-le, en oubliant certains de ses effets. Tant pis pour lui; on ne peut demander l'impossible à l'hôtelier, et l'étourderie du voyageur a transformé en dépôt volontaire..... bien qu'invo-

(1) Rennes, 26 décembre 1833 : J. G. D., *vo* *Dépôt*, 190.

(2) Paris, 19 thermidor an X : J. G. D., *vo* *Dépôt*, 190.

(3) Colmar, 14 avril 1812 : J. G. D., *vo* *Dépôt*, 191.

(4) Rouen, 14 août 1834 : J. G. D., *vo* *Dépôt*, 177.

lontaire..... ce dépôt quasi nécessaire. Désormais, tant pour les règles de la preuve que pour celles de la responsabilité proprement dite, il faut appliquer les règles, beaucoup plus douces pour l'hôtelier, du dépôt volontaire. Mais faut-il décider la même chose, si le voyageur quitte l'hôtel, laissant volontairement des effets à l'hôtelier, que celui-ci lui garde par simple complaisance ou en échange d'une rémunération? La jurisprudence en général l'affirme(1).

Il y a cependant une raison de douter : si l'on admet, comme je l'ai fait, qu'il y a dépôt soumis aux articles 1952 et suivants pour les effets dont un voyageur s'est fait précéder à l'hôtel (voir *supra*, page 149, et *Journal de droit international, privé*, t. IV, 1877, p. 239), pourquoi ne pas admettre la même faveur pour les effets qui prolongent en quelque sorte le séjour du voyageur à l'hôtel? L'hôtelier n'est-il pas toujours dans l'exercice de sa profession? L'argument n'est pas péremptoire. Le dépôt fait dans une hôtellerie n'est pas en effet un véritable dépôt nécessaire : il n'est assimilé au dépôt nécessaire qu'au point de vue de la preuve et est soumis à un régime plus sévère pour le dépositaire au point de vue de la responsabilité proprement dite. Or pourquoi cet excès de sévérité envers l'aubergiste,

(1) Cas. req., 10 janvier 1832 : J. G. D., *Dépôt*, 180; — Trib. civ. d'Apt, 17 décembre 1907 : *Gazette du Palais*, 1908-1-165; — Trib. civ. Seine, 5 mars 1908 : *Bulletin officiel du Syndicat général de l'industrie hôtelière*, cité *supra*, n° 9, septembre 1910, p. 12 et 13. — Voir également : Pont, cité *supra* : *Petits contrats*, tome I, n° 534; — Laurent, cité *supra*, tome XXVII, n° 153; — J. G. D., v° *Dépôt*, n° 179; — Trib. paix, Bayonne, 27 février 1902 : *Moniteur des Huissiers*, 1902-2-144.

pourquoi ce favoritisme à l'égard du voyageur ? Parce que, nous l'avons vu, le législateur a voulu sauvegarder et garantir les intérêts de l'hôte qui, sans cette sage prévoyance, seraient trop souvent laissés à la merci de l'hôtelier. Ces mêmes raisons se retrouvent pour les bagages qu'un voyageur n'a pu emmener à travers ses pérégrinations et dont il se fait précéder dans l'hôtel où il descendra. Elles n'existent plus pour les effets qu'il peut y laisser après un séjour plus ou moins long : durant ce séjour il a eu le temps de connaître le maître de l'établissement, d'apprécier le degré de confiance qu'il peut lui accorder, ou, du moins, le fait de lui laisser des effets en garde doit permettre de le supposer. Il n'y a donc plus lieu de montrer à son égard le même favoritisme. Ce raisonnement n'est, en somme, que l'application de la maxime *ubi eadem ratio idem jus*.

Ma conclusion sera brève : il faut distinguer suivant qu'il y a départ définitif ou absence momentanée du voyageur : s'il y a départ définitif, droit commun du dépôt ; s'il y a absence momentanée, application des articles 1952 et suivants. Je qualifie de départ définitif le départ du voyageur, même avec esprit de retour, s'il ne garde pas son appartement, et d'absence momentanée le fait par l'hôte de quitter l'hôtel, même pour longtemps, mais en y conservant sa chambre : le voyageur doit être considéré ici comme logeant toujours à l'hôtel. Dans ce deuxième cas, il serait déraisonnable de dire qu'il y a dépôt volontaire, car il faudrait affirmer qu'il y a dépôt volontaire chaque fois que le voyageur pourrait coucher hors de l'hôtel, affirmation parfaitement inadmissible.

D. Personnes au profit desquelles existe cette responsabilité de l'hôtelier. — L'article 1952 du Code civil dispose : « Les aubergistes ou hôteliers sont responsables, comme dépositaires, des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux.... »

« Nous savons ce qu'il faut entendre par effets, nous savons quand commence et quand finit ce contrat de dépôt, il nous faut maintenant déterminer la portée exacte de cette expression : « Voyageur qui loge chez eux ». Ainsi nous saurons quelles sont les personnes au profit desquelles existe cette responsabilité exceptionnelle de l'aubergiste et qui peuvent l'invoquer.

Le voyageur peut être défini la personne qui est en voyage, qui ne se trouve pas au lieu de son domicile. Cette personne doit rémunérer l'hôtelier des services qu'il lui rend, des objets qu'il lui fournit. Sans rémunération, il ne peut y avoir contrat de location, et sans location il ne peut y avoir dépôt dans les termes des articles 1952 et suivants, ce dépôt étant un accessoire de la location. L'ami, le parent que l'hôtelier reçoit chez lui par courtoisie, le pauvre qu'il reçoit par charité ne sont donc pas des voyageurs.

Il faut payer son logement, telle est la première condition nécessaire. Est-elle suffisante ? Certes non, et l'on ne saurait, sans faire un abus fâcheux d'un mot, considérer comme voyageurs des commerçants ayant loué à l'année dans un hôtel des magasins et une chambre qui leur sert de bureau d'affaire : l'aubergiste ne serait pas responsable du vol d'une somme d'argent commis dans cette chambre au préjudice de ces commerçants, ceux-ci ne pouvant être regardés comme de simples voyageurs dans le sens des articles 1952 et 1953 du Code

civil (1). La même solution devrait être donnée pour ces médecins spécialistes qui, faisant une tournée dans plusieurs départements, convoquent leurs clients à l'hôtel dans chaque ville où ils sont de passage et transforment leur appartement en véritable cabinet de consultation : ce ne sont plus de simples voyageurs, et la venue dans leur chambre des personnes auxquelles ils font appel aggraverait trop la charge déjà lourde de l'aubergiste. Il ne faut pas oublier que l'article 1952 est une disposition exceptionnelle et exclusive du droit commun.

Ne sont pas davantage des voyageurs les personnes, *domiciliées* dans la ville, qui auraient recours à l'hospitalité de l'hôtel pour y faire leurs fredaines, loin du domicile conjugal, ou pour toute autre raison (2). Rien ne les force à aller à l'hôtel ; en tout cas, elles doivent en connaître les tenants et aboutissants, et le dépôt des effets qu'elles peuvent y faire est purement volontaire. Ainsi n'est pas un voyageur un fonctionnaire d'ordre fiscal essentiel dans tout chef-lieu de canton (3). Un gros argument qui milite dans le sens indiqué pour les personnes domiciliées se trouve dans l'article 2102, alinéa 5, du Code civil et l'interprétation qu'il reçoit : le privilège

(1) Angers, 15 juillet 1857 : D., 57-2-167 ; — Trib. Seine, 16 décembre 1901 : *Gazette du Palais*, 1902 1-179 ; — Huc, cité *supra*, tome XI, n° 258.

(2) *Contra* : Massé et Vergé, sur Zacharias, tome V, p. 13, § 73, note 3, Paris, 1860.

(3) Trib. civ., Mayence, 19 mars 1903, cité *supra* : *Gazette des trib.* du 27 septembre 1903 ; — Sourdat, cité *supra*, tome II, n° 936 ; — Aubry et Rau, cités *supra*, tome III, § 406, note 1 ; — Laurent, cité *supra*, tome XXVII ; *Dépôt*, n° 152 ; — Guillaouard, cité *supra* : *Traité du dépôt*, n° 136.

que cet article accorde à l'aubergiste, pour le paiement de ses fournitures, sur les effets du voyageur qui ont été transportés dans son auberge, lui est refusé par une jurisprudence constante, quand il s'agit de personnes domiciliées (*infra*, chapitre V, § 2, B) ; on considère que le droit commun lui offre assez de garanties pour le paiement de sa créance. Par une juste réciprocité, la responsabilité de l'aubergiste envers ces mêmes personnes domiciliées doit être celle du dépositaire de droit commun.

Plus ardu est le point de savoir si le fait d'un séjour prolongé, d'une résidence d'une certaine durée dans un hôtel peut faire perdre sa qualité de « voyageur » à une personne *non domiciliée*. Grammatically parlant, le temps plus ou moins prolongé ne peut modifier la qualité en laquelle on occupe une chambre, et juridiquement parlant le tribunal civil de la Seine s'est prononcé en ce sens en 1896, en décidant qu'en cas d'incendie ce sont les articles 1952 et 1953 du Code civil, et non 1732 et 1733 du même Code (de mise dans le contrat de bail ordinaire et renversant la charge de la preuve) qui sont applicables, au moins si le locataire a l'habitude, en sortant, de laisser sa clé au tableau et si sa chambre est desservie par les domestiques de l'hôtel (1). Rien ne paraît à reprendre dans cette argumentation, et cependant, malgré les grands noms de la doctrine qui l'ont appuyée de leur autorité (2), malgré d'assez nombreux

(1) Trib. civ. Seine, 22 avril 1896 : *Gazette des Tribunaux* du 6 octobre 1896.

(2) Baudry-Lacantinerie et Wahl, cités *supra* : *Dépôt*, n° 1238 ; — Pont, cité *supra*, t. I : *Dépôt*, n° 533 ; — Garçon, *Code pénal annoté*, art. 386, § 4.

jugements en ce sens des tribunaux de paix, bien rares sont les tribunaux civils et de commerce qui l'ont adoptée (1). La majorité de la jurisprudence décide que les dispositions des articles 1952 et 1953, faisant exception aux règles de droit commun, ne peuvent être étendues par voie d'interprétation, qu'édictees dans l'intérêt des seuls voyageurs de passage « obligés par la force » des choses à faire confiance aux aubergistes ou hôteliers sur le compte desquels ils n'ont pu se renseigner, elles ne peuvent être invoquées par le « locataire » qui s'installe à demeure dans un hôtel meublé et auquel des effets sont dérobés. La circonstance que l'hôtelier est en possession d'une clé ouvrant la chambre de son locataire ne peut, à elle seule, d'après cette jurisprudence, permettre l'application des articles 1952 et 1953. Pour actionner en responsabilité l'hôtelier, ce locataire à demeure doit, conformément au droit commun de l'article 1382 du Code civil, prouver à la charge de l'hôtelier une faute, une négligence ou un manque de surveillance (2).

(1) Paris, 23 mai 1863 : *Gazette des trib.* du 24 mai 1863 ; — Trib. civ. Seine, 2-20 novembre 1883 : *Gazette du Palais*, 84-1-93 ; — Trib. de paix Reims, 30 décembre 1893 : journal *la Loi*, du 2 janvier 1894 ; — Trib. de paix Doullens, 5 septembre 1894 : P., 95-2-199 ; — Trib. de paix Saint-Denis, 9 novembre 1905 : sous Seine, 17 décembre 1906 : *Gazette des trib.* du 18 avril 1907 ; — Trib. de Paix, XI^e arr. Paris du 24 octobre 1905, sous Seine, 3 janvier 1907 : *Gaz. des Trib.*, du 18 avril 1907 ; — Trib. civ. Lisieux, 29 juillet 1903 : journal *la Loi* du 23 novembre 1903 ; — Trib. de paix Troyes, 29 avril 1903 (table quinquennale du recueil de la *Gaz. des Trib.*, v^o *Aubergiste*, n^o 36 ; — Trib. com. Seine, 14 juin 1910 : *Gaz. Palais*, 1910-2-122 ; *Gaz. des Trib.*, 1910-2-127, 2^e semestre.

(2) Angers, 15 juillet 1857 : D., 57-2-167 ; — Trib. civ. Bruxelles, 5 juin 1878 : *Pasicrisie*, 1878-3-352 ; — Trib. civ. Lyon, 24 mai 1899 :

Cette jurisprudence pourrait changer : la Cour de cassation saisie, une première fois, de la question, a évité de se prononcer en jugeant, dans l'espèce qui lui était soumise, que la responsabilité de l'hôtelier dérivait d'un contrat accessoire, d'une sorte d'engagement tacite pris par lui relativement à la surveillance des effets de son locataire et provenant du fait d'avoir en son absence la garde de sa clef (Cass. civ., 6 novembre 1907 : D. P., 1909-1-13). Le dernier jugement publié, rendu en la matière, est celui du tribunal de commerce de la Seine, en date du 14 juin 1910, cité *suprà*, page 164, note 1, et conforme à notre manière de voir.

Un pourvoi en cassation (violation des articles 1952 et 1953 du Code civil, de l'article 1315 du Code civil et des règles de la preuve, ensemble violation de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810), a été formé contre ce jugement par les soins de la Chambre syndicale des hôteliers de Paris (*Bulletin officiel du Syndicat général de l'industrie hôtelière*, n° 11, novembre 1910). Je regrette que la Chambre des Requêtes ait cru devoir, par arrêt en date du 18 janvier 1911, rendu sur le rapport de M. le conseiller Lardenois et les conclusions

D., 99-2-443 ; — Trib. Saint-Etienne, 13 juin 1906 ; — Lyon, 12 juillet 1901, cités *supra*, *mendie* : S., 1904-2-305 ; — Trib. civ. Seine, 16 décembre 1901 : *Gazette du Palais*, du 23 janvier 1902 ; — Trib. paix, Paris, 16 janvier 1903 : journal *La Loi*, des 16-17 janvier 1903 ; — Trib. civ. Seine, 17 décembre 1906, et 3 janvier 1907 infirmant jugements des tribunaux de paix de Paris, cités *supra*, p. 151, note 3 : *Gazette des Tribunaux* du 18 avril 1907 ; — Trib. civ. Châteaue-Thierry, 16 février 1907, et Rennes, 28 février 1907 : *Gazette des Tribunaux*, 1908, 1^{er} semestre, IV^e partie, v^o *Aubergiste ou logeur*, nos 5, 6 et 7.

conformes de M. l'avocat général Seligmann, admettre ce pourvoi : l'affaire est actuellement pendante devant la Chambre civile, qui va être forcée de prendre parti. Il est à désirer que son arrêt renverse la jurisprudence actuelle, qui a un point de départ complètement faux, basé sur le principe suivant : les dispositions des articles 1952 et 1953, faisant exception aux règles du droit commun, ne peuvent être étendues par voie d'interprétation. On n'oublie qu'une chose : en appliquant les articles 1952 et 1953 aux « locataires à demeure », on ne se livre à aucune extension ; selon le mot de M. Garçon (1), le réputé criminaliste, un établissement où on reçoit des voyageurs et des passagers ne cesse pas d'être un hôtel ou une auberge, relativement aux personnes pouvant y faire un séjour plus ou moins prolongé, et celui qui n'est pas domicilié dans la ville et qui vient habiter dans un lieu qui, par sa nature, est un hôtel ou une auberge, est toujours un voyageur. Quoi qu'en disent nos adversaires, on reste donc bien dans les termes du texte. Cette jurisprudence est, de plus, difficilement conciliable avec les lois des 31 mars 1896, relatives à la vente des objets abandonnés ou laissés en gage par les voyageurs aux aubergistes ou hôteliers, et 12 juillet 1905 (art. 2), sur la compétence des juges de paix. L'application de ces lois ne comporte pas de distinction entre les « voyageurs » et les « locataires en garni » (2).

Fausse dans son point et chancelante par la base,

(1) Garçon, *Code pénal annoté*, cité *supra*, art. 386, § 4.

(2) Trib. paix Troyes, 29 avril 1903 : *Moniteur des Justices de paix*, 1904-280. — *Contra* : Trib. paix Paris, 16 janvier 1903, cité *supra* : journal *la Loi* des 16-17 janvier 1903.

cette jurisprudence ne peut donner lieu, dans le domaine des faits, qu'à des conséquences dangereuses. Où est le criterium permettant de distinguer le « voyageur de passage » et le « locataire qui s'installe à demeure » ? Il n'y en a pas, il ne peut y en avoir, et les défenseurs de cette thèse sont bien forcés de l'avouer : pour eux la question de savoir ce qu'il faut entendre par habitation prolongée et la durée que doit comporter le séjour dans un hôtel pour recevoir cette qualification est une question de fait laissée à l'appréciation des juges du fait (1). C'est dans cette appréciation que réside le danger de cette théorie, et que se voit l'arbitraire auquel elle peut conduire. Dans plusieurs cas (ce sera la minorité), le doute n'existera pas, mais dans la majorité il subsistera et sera tranché... au petit bonheur. Se rapportera-t-on à la durée proprement dite du séjour ? Mais le Tribunal de la Seine, dans son jugement précité du 17 décembre 1906, a considéré, comme un locataire de longue durée, un voyageur qui était arrivé à l'hôtel depuis quinze jours à peine. Et, pourtant, va-t-on considérer comme des locataires de longue durée, et non comme des voyageurs de passage, les touristes qui suivent un traitement de trois semaines ou d'un mois à Luchon ou à Baden-Baden, dans une ville d'eaux quelconque ? Personne n'y songe, je crois. Il va donc être nécessaire de s'en rapporter à des présomptions plus ou moins vagues, de scruter l'intention des parties : est-ce comme « voyageur de passage », est-ce comme « locataire de longue

(1) Trib. civ. Lyon, 24 mai 1899, cité *supra* : D. P., 99-2-443 ; note 1-4 *in fine* ; — Trib. civ. Château-Thierry, 16 février 1907, cité *supra* : *Gazette des Tribunaux*, 1908, 1^{er} semestre, 4^e partie : v^o *Aubergiste et logeur*, n^o 5.

durée » que l'une d'elles a entendu traiter et que l'autre l'a considérée ? Mais les présomptions tombent souvent à faux, et la psychologie est une science pleine de surprises et d'embûches, où les observateurs les plus doués risquent fort de s'égarer...

Au surplus, c'est à tort que cette jurisprudence a l'air d'insinuer que les raisons qui ont fait édicter, en faveur des « voyageurs de passage », les dispositions exceptionnelles des articles 1952 et suivants ne se retrouvent pas pour les « locataires de longue durée ». Ces derniers sont également forcés de s'en rapporter à la bonne foi des hôteliers, et ce n'est pas parce que leur séjour se prolonge de quelques semaines ou même de quelques mois que la commune renommée a pu les édifier exactement sur la moralité du maître de l'établissement et sur le degré de confiance qu'on peut lui accorder. De plus, pendant les premiers jours qui suivront leur arrivée, ils sont, à ce point de vue, exactement dans la même situation que le « voyageur de passage ». Enfin, en prenant le contre-pied de notre thèse, en jugeant que l'article 1952 est inapplicable aux « locataires de longue durée », ce ne serait pas une raison pour en déduire avec certains jugements que les articles 1382 sont seuls de mise, et que le voyageur doit prouver une faute à la charge de l'aubergiste. Il est indéniable que, si l'hôtelier n'est pas un dépositaire au sens de l'article 1952, il doit être souvent au moins traité comme un dépositaire ordinaire : le fait d'avoir sous sa garde, en l'absence du locataire, la clef de celui-ci, le constitue bien son dépositaire (1) ; comme tout dépositaire, il est tenu de resti-

(1) Trib. paix, Paris, 16 janvier 1903, cité *supra* ; journal *la Loi* du 17 janvier 1903 ; — Cas., 6 novembre 1907, cité *supra* : D., 1909-1-43.

tuer en bon état la chose qui lui a été confiée et il en est tenu plus sévèrement puisqu'il est salarié ; s'il ne le peut, à lui de prouver qu'il n'est pas en faute. La preuve doit être à sa charge, et non à celle du « locataire de longue durée ». Etant salarié au moins indirectement, il n'est pas seulement tenu d'apporter, dans la garde de la chose déposée, les mêmes soins qu'il apporte dans la garde des choses qui lui appartiennent. La faute ne s'apprécie pas *in concreto*, d'après sa conduite habituelle, comme semble le dire à tort le jugement de Lyon précité (1) ; il répond même de sa faute légère *in abstracto*.

Proclamons donc que la durée du séjour qu'un voyageur fait dans un hôtel ne devrait avoir aucune influence sur la responsabilité de l'aubergiste, que le voyageur peut invoquer à son profit. Nous avons vu qu'il en est différemment pour la personne domiciliée.

Suivons la gradation et pénétrons plus avant : pour que le voyageur puisse invoquer à son profit la responsabilité de l'hôtelier, telle qu'elle est établie par les articles 1952 et suivants, est-il de toute nécessité qu'il « loge à l'hôtel » ? Le texte de la loi est très affirmatif et parle de « voyageur qui loge chez aux » (aubergistes ou hôteliers).

On « doit loger chez eux », faut-il ajouter. « Lorsqu'il est constant en effet qu'un voyageur est descendu dans un hôtel à l'effet d'y loger et que ses bagages ont été remis à son arrivée aux domestiques ou préposés de l'hôtellerie, l'hôtelier doit répondre de ces bagages, sans qu'il faille tenir compte du point de savoir si le

(1) Trib. Lyon, 24 mai 1899, cité *supra* : D. P., 99-2-443.

voyageur a ou n'a pas effectivement pris possession d'une chambre et s'il y a logé. Les conditions du dépôt envisagé par l'article 1952 demeurent en effet les mêmes (1) ».

Logiquement nous devrions nous arrêter là. Un hôtel pour une personne qui n'y loge pas n'est plus, à proprement parler, un hôtel, l'objet essentiel de l'hôtel étant par sa définition même d'être une maison où l'on donne à loger. Cet hôtel peut faire fonction de restaurant pour les personnes qui se contentent de venir y prendre leurs repas ou un repas isolé. Il peut faire fonction de café ou de salon de thé : si beaucoup d'hôtels comptent une taverne dans leurs dépendances, il est devenu de mode pour nos élégantes d'aller prendre le « five o'clock » dans le hall des grands palaces. Il peut enfin faire fonction d'écurie ou de garage pour les personnes qui se contenteraient d'y venir remiser leurs chevaux, voitures ou automobiles. Ce n'est plus un hôtel, c'est un restaurant, c'est un café, un salon de thé, un garage ou une écurie, et logiquement, je le répète, nous devons étudier ce côté de la question dans le chapitre où nous traitons des établissements qui, au point de vue juridique, sont ou non assimilables à des hôtels. Ainsi ferons-nous dans le chapitre VII du livre II.

Mais certains esprits chagrins nous forcent à dire quelques mots dès à présent de l'hôtel... écurie. Ces juristes prétendent que le fait de ne pas prendre de repas à l'hôtel et de ne pas y passer la nuit « ne fait pas

(1) Huc, cité *supra*, tome XI : *Dépôt*, n° 267 ; — Rennes, 26 décembre 1833 : J. G. D., v° *Dépôt*, n° 170 ; — Triv. civ Bruxelles, 10 juin 1876 : *Pasicrisie belge*, 76-3-234.

disparaître la responsabilité de l'hôtelier : le logement accordé aux chevaux et voitures appartenant aux personnes qui traversent la ville rentre dans la nature des services que les hôtels sont destinés à rendre au public » (1). « That no is the question », et c'est mal la poser. Il ne s'agit pas de savoir si le logement accordé aux chevaux et voitures... rentre dans la nature des services que les hôtels sont destinés à rendre au public, mais si cette hypothèse rentre dans les termes de l'article 1952. Or le texte est formel et parle de voyageurs qui logent. La jurisprudence paraît avoir fait justice de cette théorie, bien que nous trouvions des jugements dans les deux sens. Un arrêt de Riom déclare formellement que l'hôtelier n'est pas responsable, au sens de l'article 1952, du cheval qu'un voyageur met à l'écurie d'un hôtel, si le voyageur n'est pas descendu à l'hôtel pour y loger et n'y a fait aucune dépense (2).

§ 3. Des diverses circonstances restrictives de la responsabilité de l'hôtelier. — A. — *Restrictions apportées à cette responsabilité par les lois des 18 avril 1889 et du 8 avril 1911, modifiant l'article 1953 du Code civil (argent, titres, bijoux, objets précieux).* — *Combinaison des articles 1953 et 1382 du Code civil.* — Dominé, d'une part, par l'axiome *res mobilis res vilis*,

(1) Note 1, 3, sous Trib. civ., Reims, 13 janvier 1903 : D., 1904-2-255. — Laurent, cité *supra*, tome XXVII : *Dépôt*, n° 153.

(2) Riom, 31 mars 1906, cité *supra* : D., 1906-5-68 ; — Dans le même sens : Reims, 13 janvier 1903 : D. P., 1904-2-255 ; — Baudry et Wahl, cités *supra* : *Dépôt*, 1240. — *Contra* : Trib. civ. Lisieux, 29 juillet 1903 : journal *la Loi*, du 23 novembre 1903.

qui a inspiré plusieurs de ses dispositions, influencé d'autre part par la mauvaise réputation dont les hôteliers jouissaient sous l'ancien régime, le Code civil de 1804, n'avait apporté aucune restriction à la responsabilité de l'aubergiste, à raison de la nature plus ou moins précieuse ou de la valeur plus ou moins élevée des « effets » des voyageurs : l'hôtelier était toujours tenu de la même façon, et sa responsabilité était pleine et entière. Cette restriction pouvait ne pas offrir de gros inconvénients en 1804 : les voyages étaient assez restreints, et les bagages des voyageurs en général modestes ; mais, au cours du *xx*^e siècle, la facilité extrême des communications, les habitudes de luxe des voyageurs français et surtout des touristes étrangers, la valeur souvent élevée de leurs effets, sans parler de l'audace croissante des « rats d'hôtels », devaient empirer dans de notables proportions la responsabilité des hôteliers. Ceux-ci pouvaient voir leur situation irrémédiablement compromise par un vol qui, à raison de la valeur des objets volés, épuisait leurs ressources et les mettait dans la pénible obligation de déposer leur bilan. A ces maux la jurisprudence avait essayé de trouver un remède dans le pouvoir d'appréciation que lui avait réservé l'article 1348 du Code civil et limitait la responsabilité de l'aubergiste aux dommages prévus, c'est-à-dire proportionnés aux nécessités présumées d'un voyage effectué dans des conditions normales. Mais la question était controversée (*infra*, B) ; certains tribunaux se montraient particulièrement sévères, et ce remède trouvé par la jurisprudence pouvait être inefficace : où s'arrêtent, par exemple, les nécessités présumées d'un voyage effectué même dans

des conditions normales par une diva, un prince russe, un roi de l'acier ou de la bière ? Cette situation toujours pénible, parfois intolérable, ne pouvait durer, et les hôteliers par une pétition en date de 1881 demandèrent qu'on y mit un terme. Un projet de loi déposé à la Chambre, le 9 avril 1881, par MM. Lisbonne et Gatineau, députés, devint après diverses modifications la loi du 9 avril 1889. Cette loi, ajoutant un paragraphe à l'article 1953 du Code civil, limita à mille francs (1.000 francs) la responsabilité des hôteliers « pour les espèces monayées et les valeurs ou titres au porteur de toute nature non déposés réellement entre leurs mains ». Cette limite de 1000 francs n'existait donc que pour la monnaie proprement dite, les billets de banque et autres titres au porteur, la loi laissant en dehors de son champ d'application les autres objets précieux, et en particulier, les bijoux. Malgré les efforts faits pour aboutir à une interprétation extensive du texte, la jurisprudence se refusa sagement à cette interprétation vicieuse, décida, comme elle le devait, que l'énumération de l'article 1953 modifié était limitative, et que pour toutes autres choses la responsabilité de l'hôtelier devait obéir aux règles du Code de 1804 (1).

Les raisons qui avaient motivé la loi de 1889 ne tardèrent pas à se reproduire identiques et même à un degré plus élevé pour les objets précieux laissés de côté par cette loi. Tandis en effet que le carnet de chèque et les lettres de crédit, se substituant peu à peu aux espèces sonnantes et trébuchantes et aux billets de banque, li-

(1) Cas., 9 décembre 1901 : S. et P., 1904-1-67.

mitaient le profit des malfaiteurs, le préjudice encouru par les voyageurs et, par suite, les risques de l'hôtelier, les goûts de luxe suivaient toujours leur marche croissante, les exploits chaque jour plus nombreux des bandes noires, les exigences de la mode, la transformation, en un mot, des habitudes sociales (1), rendaient très dure la situation de l'aubergiste au regard des objets précieux en général, des bijoux en particulier. Un courant d'opinion se fit sentir et, le 28 décembre 1903, M. le député Arago présentait un projet de loi, d'un article unique, ainsi conçu : « Article unique : Au paragraphe 2 de l'article 1953 du Code civil est substitué le texte suivant : Cette responsabilité est limitée à mille francs (1.000 fr.) pour les espèces monnayées, valeurs ou titres au porteur et objets précieux de toute nature non déposés réellement entre les mains des aubergistes ou hôteliers. » A la Commission de la Réforme judiciaire et de la Législation civile et criminelle, chargée par la Chambre d'examiner la proposition de loi, il parut préférable d'ajouter à l'article 1953, paragraphe 2, un troisième alinéa ainsi conçu : « Cette responsabilité est également limitée à mille francs (1.000 francs) pour les objets précieux, si les aubergistes ou hôteliers tiennent à la disposition personnelle et exclusive de chaque voyageur un coffre-fort spécialement destiné à recevoir ces objets

(1) Voir sur ce dernier point : Exposé des motifs de la loi du 8 avril 1911 : *Journal officiel* du 6 avril 1904, Documents parlementaires d'avril 1904, p. 323 ; — Chambre des députés, session extraordinaire de 1903, Annexe au procès-verbal de la séance du 28 décembre 1903, n° 1402.

et en avisent les voyageurs par des affiches apposées dans les lieux de réunion publics de l'hôtel (1). »

Comme le dit dans son rapport M. le député Paul Bertrand (2), l'obligation du dépôt réel des objets précieux entre les mains des aubergistes ou hôteliers serait en effet une difficulté pratique considérable : obliger les uns à remettre et ensuite à retirer, les autres à recevoir et à restituer ces objets précieux à chaque changement de toilette et à toute heure du jour et de la nuit, fixer l'indemnité afférente aux objets précieux retirés ou déposés, objets faux, d'imitation, détériorés. Il était plus simple de copier la loi New-Yorkaise du 13 avril 1883 qui dispose : « L'hôtelier qui a fait placer dans le bureau de son hôtel un coffre-fort destiné à recevoir les objets de valeur des voyageurs et le leur a fait savoir par des affiches apposées dans les lieux de réunion publics de son hôtel, n'est pas responsable vis-à-vis de ceux qui auraient déposé ces objets dans un autre endroit. Un tableau contenant la présente loi doit être affiché dans les salles publiques du dit hôtel (3) ». Chaque voyageur aurait eu la clé du coffre-fort particulier mis à sa disposition, pouvant dépendre lui-même d'un plus grand coffre-fort général.

Sur les observations du Ministre de la Justice, le texte devint le suivant : « Cette responsabilité est également limitée à mille francs (1.000 francs) pour les bijoux, si

(1) Chambre des députés, session extraordinaire de 1904 : Annexe au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1904, n° 2167.

(2) *Journal officiel* : Annexe au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1904, n° 2167.

(3) Livre III, *Droit comparé*.

les aubergistes ou hôteliers tiennent à la disposition personnelle et exclusive de chaque voyageur un coffre-fort spécialement destiné à recevoir ces objets et en avisent les voyageurs par des affiches apposées dans les chambres et dans les lieux de réunion publics de l'hôtel » Ce texte fut voté par la Chambre, le 10 juillet 1905 (1). Il paraissait sourire à la Commission du Sénat, quand M. Poulle, rapporteur, donna lecture au Sénat, le 11 juillet 1910 (2), des observations de l'Union des Syndicats des hôteliers de Nice, Cannes et Menton, pouvant se résumer ainsi : Cette obligation du coffre-fort allait engendrer une dépense que beaucoup d'hôteliers ne feraient pas ; — faudrait-il un coffre-fort dans chaque chambre ou un coffre-fort général divisé en compartiments ; — en cas de fracture, on essaierait de soulever la responsabilité de l'hôtelier en invoquant le manque de solidité ou de perfectionnement du coffre ; — l'emplacement du coffre indiquerait aux voleurs où ils pourraient opérer à coup sûr ; — enfin le texte adopté par la Chambre ne comprenait que les bijoux et ne parlait pas des articles de valeur, objets d'art, pierres précieuses, échantillons des commis-voyageurs.

Ce régime aurait eu le tort d'instituer une division tripartite pour les effets des voyageurs, qui auraient été divisés en trois classes obéissant à des règles différentes :

a) Les espèces monnayées, valeurs ou titres aux porteurs, pour lesquels l'hôtelier eût été responsable jusqu'à concurrence de mille francs (1.000 francs), quand

(1) *Journal officiel*, du 11 juillet 1905 : Débats parl^{tes}, p. 2824.

(2) *Id.*, 12 juillet 1910 : Débats parl^{tes}, p. 1665.

ils n'auraient pas été déposés réellement entre ses mains ;

b) Les bijoux pour lesquels l'hôtelier eût été responsable jusqu'à concurrence de mille francs (1.000 francs), s'il avait rempli l'obligation du coffre-fort et pour la totalité de leur valeur, s'il n'avait pas mis à la disposition personnelle et exclusive de chaque voyageur un coffre-fort spécial, comme l'indique le texte de la proposition de loi ;

c) Enfin, tous les objets précieux et autres qui ne sont pas compris dans les deux premières catégories et pour lesquels la responsabilité serait demeurée entière.

La Commission du Sénat établit alors la rédaction actuelle qui fut votée par la haute assemblée le 11 juillet 1910 (1) :

« Cette responsabilité est limitée à mille francs (1.000 francs) pour les espèces monnayées, les valeurs, les titres, les bijoux et les objets précieux de toute nature non déposés réellement entre les mains des aubergistes ou hôteliers. »

La Commission de la Chambre proposa, à l'imitation de la réforme belge de 1897 (2), la modification suivante : « objets précieux ne servant pas à l'usage habituel et personnel du voyageur », modification à laquelle elle renonça pour éviter le renvoi du texte au Sénat, et la loi fut votée dans la forme actuelle indiquée ci-dessus après observations de MM. Fernand Brun (3) et Raoul

(1) *Journal officiel* du 12 juillet 1910, p. 1663 : Débats parl^{tes}.

(2) Livre III, *Droit comparé*.

(3) M. Brun, trouvant que le chiffre forfaitaire de 1.000 francs pouvait parfois être excessif en ce qui concerne une certaine catégorie d'hôtels, a manifesté le désir de présenter dans l'avenir une proposition de loi qui restreindrait à 300 francs la responsabilité de l'hôtelier dans le cas où le prix de la chambre occupée par le voyageur ne dépasse pas 3 francs par jour.

Péret, rapporteur, le 4 avril 1911 (1). La loi porte la date du 8 avril 1911 (2), jour de sa promulgation et est insérée dans l'alinéa 2 de l'article 1953 du Code civil : elle est applicable à l'Algérie et aux colonies.

Quels sont les résultats de cette loi de 1911 et a-t-elle mis fin, selon le mot du rapporteur du Sénat, « au long martyrologe des hôteliers » ?

Il est à remarquer, d'abord, qu'elle ne porte aucune atteinte aux règles admises et que nous avons étudiées ou que nous étudierons concernant les principes généraux de la responsabilité de l'hôtelier.

Trois points certains sont acquis :

a) Les Chambres ont mis fin à la jurisprudence qui faisait le désespoir des directeurs d'hôtels et ont compris formellement les « bijoux et objets précieux de toute nature » au nombre des objets tombant sous la limite de ce chiffre de mille francs (3).

b) Aux titres au porteur seuls visés par la loi de 1889, la loi de 1911 a ajouté explicitement les titres à ordre et les titres nominatifs. Sans nous arrêter aux travaux préparatoires (4), la comparaison du texte actuel avec le

(1) *Journal officiel* du 5 avril 1911 : Débats parlementaires, p. 1712.

(2) *Journal officiel* du 9 avril 1911, p. 2881.

(3) Tribunal civ. Seine (7^e ch.) jug. du mois de février 1913, non encore publiée dans les recueils, chronique judiciaire du journal le *Journal* du 23 février 1913.

(4) Déclarations des rapporteurs du Sénat et de la Chambre : Sénat, séance du 11 juillet 1910 : *Journal officiel* du 12 juillet 1910 : débats parlementaires, p. 1666. — Chambre annexe au procès-verbal de la séance du 5 décembre 1910, n^o 544.

texte ancien ne peut laisser aucun doute : l'article 1953 modifié en 1889 parlait de titres au porteur, l'article 1953 actuel parle de titres.

c) Cette limite de mille francs ne s'applique pas distributivement aux différentes catégories d'objets qui y sont soumises ; autrement dit, un voyageur victime d'un vol d'argent, d'un vol de titres, d'un vol de bijoux, etc., ne pourrait prétendre que la responsabilité de l'hôtelier est engagée jusqu'à mille francs pour le vol d'argent, mille francs pour le vol de titres, mille francs pour le vol de bijoux, etc. (1).

Ce chiffre de mille francs s'applique cumulativement à l'ensemble des objets visés ; cette interprétation qui n'est pas contestée ressort suffisamment du texte.

Ces trois points sont certains. Un quatrième est plus douteux et pourra permettre aux amis de la controverse d'exercer leur verve. Si tous s'entendent sur la définition du mot bijoux, l'accord est loin d'être réalisé sur le sens exact de ces mots « objets précieux de toute nature ». Certes sont compris sous cette dénomination les objets d'art proprement dits, pièces de collection, armes rares, tableaux de maître, etc... Certes en sont

(1) Il semble, au contraire, que cette limite s'applique « distributivement » à l'égard de chaque voyageur, même si ces voyageurs ont des bagages communs, même s'ils sont mari et femme, père et enfants, etc. La responsabilité de l'hôtelier est engagée jusqu'au chiffre de mille francs envers *chaque* voyageur et ne peut être adoucie par suite de la situation particulière dans laquelle deux ou plusieurs voyageurs se trouvent vis-à-vis les uns des autres. A chacun il appartiendra toutefois de prouver ses droits de propriété personnelle sur les objets volés ou endommagés.

exclus sans aucun doute les animaux, voitures, automobiles, dont l'hôtelier continue à répondre indéfiniment, quelle que soit leur valeur. Mais faut-il y faire rentrer les effets d'habillement et objets de toilette? Les effets d'habillement, dont certains, dentelles, cachemires, fourrures, peuvent atteindre une valeur marchande très élevée, les objets de toilette, tels que les garnitures en argent, or, ivoire, d'une trousse de voyage, sont-ils des « objets précieux »? « Objets précieux de toute nature », porte le texte. Ces mots « de toute nature » paraissent indiquer qu'il ne faut pas distinguer les effets d'habillement ou les objets de toilette de prix, des autres objets précieux, — cependant dans un langage correct on ne peut les qualifier ainsi, — et qu'au-dessus de mille francs l'hôtelier n'en répond plus. Mais cette interprétation se heurte à l'intention des auteurs de la loi : des travaux préparatoires il résulte que le législateur a entendu écarter cette limite de mille francs pour les objets servant à l'usage personnel et habituel du voyageur. Le rapporteur du Sénat, M. Pouille, l'a déclaré nettement au moins pour les effets d'habillement (1), et le rapporteur de la Chambre, M. Péret, s'est montré encore plus précis : « S'il a paru injuste de rendre les hôteliers responsables d'une façon indéfinie de la perte ou du vol des objets que le voyageur peut sans gêne appréciable déposer au bureau de l'hôtel, ... il ne serait pas raisonnable d'exiger ce dépôt pour les objets dont le voyageur se sert journellement pour son usage personnel », et, afin d'éviter toute controverse,

(1) Déclarations du rapporteur du Sénat, séance du 11 juillet 1910 : *Journal officiel* du 12 juillet 1910 : Débats parlementaires, p. 1666.

il avait demandé qu'on le dise expressément dans la loi (1). Le jour même du vote de la loi, il renouvela ces déclarations contre lesquelles personne ne s'éleva : « Il est bien entendu notamment, je l'ai dit dans mon rapport, mais il n'est pas inutile de le répéter, que les effets d'habillement sont complètement en dehors de la disposition que nous vous demandons de voter, c'est-à-dire que la responsabilité des hôteliers et aubergistes sera indéfinie toutes les fois qu'il y aura vol ou perte d'effets d'habillement apportés par les voyageurs dans l'hôtel ». Et M. Antoine Perrier, garde des Sceaux, ministre de la Justice, déclara s'associer, au nom du Gouvernement, aux observations présentées par M. Péret (2). Il n'en est pas moins regrettable que la Chambre des députés ait, lors du retour du Sénat, de la proposition de loi, supprimé les mots « ne servant pas à l'usage habituel et personnel du voyageur » que sa commission avait proposé d'ajouter à l'expression « objets précieux ». Il est indéniable, de par la marche de la préparation de la loi et les déclarations de ceux qui ont pris part à sa confection, que cette suppression a été faite pour éviter le retour de la proposition au Sénat et gagner du temps. Mais d'ores et déjà les aubergistes et hôteliers ont, par la voix de leurs Syndicats, chanté victoire sur tous les tons et sont persuadés que la Chambre a supprimé les mots « ne servant pas à l'usage habituel et personnel du voyageur », uniquement pour faire droit à leurs ré-

(1) Rapp. supplémentaire du rapporteur de la Chambre : annexe au procès-verbal de la 2^e séance du 14 mars 1911, n^o 821.

(2) Chambre, 2^e séance du 4 avril 1911 : *Journal Officiel* (Doc. parlementaires) du 5 avril 1911, p. 1712.

clamations et à leurs pétitions, dont pourtant personne n'a dit mot dans la discussion. Ils proclament à l'envi que leur énergique campagne a eu raison du texte proposé par la commission, que le chiffre de mille francs est toujours un chiffre maximum et s'en congratulent mutuellement sur le dos du pauvre pigeon..... voyageur (1).

Halte-là ! Messieurs les hôteliers ; le bon La Fontaine le disait déjà : il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué, et le dernier mot appartiendra à nos tribunaux. La question trop récente ne s'est pas encore, à ma connaissance, présentée devant eux, mais sa solution sera fort délicate. Nos magistrats se laisseront-ils séduire par les doléances des maîtres d'hôtel et prendront-ils le mot « objets précieux de toute nature » dans le sens absolu que les syndicats d'aubergistes voudraient lui faire donner ? S'attachant au sens grammatical des mots, engloberont-ils sous cette dénomination « objets précieux » les objets de toilette même servant à l'usage habituel et personnel des voyageurs, laissant en dehors les vêtements qui, à proprement parler, ne sont pas des objets précieux ? Se montrant confiants dans les paroles des rapporteurs, n'exclueront-ils pas de la catégorie des objets précieux les vêtements et objets de toilette « servant à l'usage habituel et personnel » des hôtes de l'auberge ? En droit comme en équité, cette troisième interprétation est la seule que l'on

(1) *Bulletin Officiel du Syndicat Général de l'Industrie Hôtelière*, n° 7 (juillet 1911, pages 3 et suivantes). — Voir également n° 11 de novembre 1910, p. 6 ; — n° 1 de janvier 1911, p. 10 ; — n° 2 de février 1911, p. 5 ; n° 4 d'avril 1911, p. 6.

doive souhaiter : sans doute les paroles des auteurs d'une loi, quelle que soit leur autorité, n'ont pas la valeur du texte même, mais dans le doute les travaux préparatoires peuvent éclairer utilement la religion du juge. Si cette troisième manière de voir n'était pas admise, dans quelle situation fâcheuse risqueraient d'être mis les voyageurs et surtout les voyageuses qui peuvent avoir dans leur garde-robe, dans leur trousse de voyage des effets de prix qu'ils portent constamment, des objets de valeur d'un usage journalier et qu'ils ne peuvent s'astreindre à « déposer réellement entre les mains de l'hôtelier ». Il ne faut pas que cette loi libératrice pour les hôteliers et aubergistes devienne une loi d'oppression pour les voyageurs.

Cette interprétation sera-t-elle celle de tous nos tribunaux ?... *Chi lo sa...* Une dualité de jurisprudence, pour ne pas dire un plus grand nombre, est à craindre. L'avenir est gros d'aléas, un peu plus de précision de nos chambres eût évité sans doute bien des incertitudes, bien des procès, bien des jugements contradictoires. D'ores et déjà, il me paraît qu'il sera indispensable de revenir à la rédaction adoptée en dernier lieu par la commission de la Chambre des députés et d'ajouter à l'expression « objets précieux de toute nature » les mots « ne servant pas à l'usage habituel et personnel du voyageur ». Ce sont les termes dont s'est servi le législateur belge quand, par la loi du 22 juillet 1897, il a modifié l'article 1953 du Code civil belge. « Cette responsabilité et celle établie par l'article précédent sont limitées à mille francs pour les espèces monnayées, titres et valeurs de toute nature et les objets précieux qui ne servent pas à son usage personnel et habituel, quand le

voyageur ne les a pas réellement déposés entre les mains de l'aubergiste ou de l'hôtelier ».

Quoi qu'il en soit, cette fixation de la responsabilité de l'hôtelier au chiffre maximum de mille francs existe, quelle que soit la cause de la perte (vol, dommages, incendie), mais n'existe que pour les objets énumérés ci-dessus, l'énumération du paragraphe 2 de l'article 1953 étant limitative (1), et encore faut-il, sous l'empire de la loi de 1889, comme sous celui de celle de 1911, que ces objets n'aient pas été « déposés réellement entre les mains des aubergistes ou hôteliers ». S'ils ont été confiés spécialement en mains propres à l'employé chargé de ce service ou au maître de l'hôtel et si celui-ci les a gardés dans son bureau ou dans tout autre endroit que bon lui semblait, la limite ne joue plus, et la responsabilité du déposant est indéfinie. L'aubergiste ne pourrait refuser d'accepter la réception d'un dépôt fait dans de telles conditions (2) et d'assumer ainsi une responsabilité plus lourde. La loi limite ses risques, si le voyageur garde ses effets dans son appartement; par une juste réciprocité elle donne à ce voyageur une garantie plus complète, s'il dépose « réellement » ces mêmes effets entre les mains de l'hôtelier. Ce dernier ne peut, par son refus, priver le voyageur de cette garantie que la loi lui accorde : cette garantie rentre au nombre des obligations professionnelles du maître de l'hôtel. Ce dépôt « réel » doit être, lui aussi, assimilé au dépôt nécessaire et est régi par les articles 1346 et 1950 du Code

(1) Déclaration du rapporteur : Chambre des députés, séance du 4 avril 1911 : *Journal officiel*, du 5 : Débats parlementaires, p. 1712.

(2) Planiol, *Droit civil*, cité *supra*, tome II, n° 2222 ; — *Bul. du Synd. génér. de l'Industrie hôtelière*, n° 7, juillet 1911, p. 4.

civil : pas plus la loi de 1911 que celle de 1889 n'ont entendu, par cette réalisation, modifier la nature du contrat de dépôt intervenu entre l'hôtelier et ses clients (1). Cependant, en fait, et pour éviter des difficultés de preuve, le voyageur agira prudemment en exigeant un reçu qu'il devra rendre chaque fois qu'il prendra possession des objets qui y sont mentionnés et que l'hôtelier lui restituera, à chaque remise « réelle » de ces mêmes objets, en en modifiant la formule, le cas échéant, si les objets ainsi déposés viennent à varier. C'est ce que l'on pourrait appeler, sans grande utilité du reste, un contrat mobile.

Combinaison des articles 1953 et 1382 du Code civil. — Même pour ceux des objets énumérés par le deuxième alinéa de l'article 1953, modifié en 1911 (argent, bijoux, etc...), que le voyageur garde avec lui et ne confie pas spécialement au maître de l'hôtel, cette limite de mille francs ne joue pas toujours. Cette disposition favorable à l'aubergiste ne peut être invoquée par lui que lorsque la cause de sa responsabilité rentre dans les termes des articles 1952 et 1953. Je m'explique : la responsabilité de l'hôtelier, telle qu'elle est établie et déterminée par les articles 1952 et 1953, se rattache au lien contractuel qualifié par la loi dépôt nécessaire, je préfère dire assimilé au dépôt nécessaire : ici au-dessus de mille francs, fin absolue de non-recevoir. Mais il n'en saurait être ainsi quant à la responsabilité que l'aubergiste a encourue vis-à-vis d'un voyageur

(1) Guillouard, cité *supra* : *Dépôt*, nos 156 et 158 : D., 1889-4-47, note sur la loi du 18 avril 1889 et références.

en vertu de l'article 1382 du Code civil, c'est-à-dire dont la cause se trouve dans une faute qu'il a commise. Comme le décide un arrêt récent de la Cour de cassation (1), la loi n'a pas entendu limiter au chiffre de mille francs, « quelles que soient la gravité de la faute constatée à la charge de l'hôtelier et l'importance du préjudice qui en est résulté, la responsabilité de droit commun qui lui incombe... En conséquence, le voyageur auquel ont été soustraites des espèces monnayées qu'il n'avait pas déposées aux mains de l'hôtelier est en droit d'en demander le remboursement intégral à celui-ci, encore bien que la somme soustraite excédât mille francs, s'il établit qu'une faute engageant la responsabilité de l'hôtelier a été commise par ce dernier. Spécialement les juges du fond considèrent à bon droit comme ayant commis une faute qui a pour effet de le rendre responsable d'un vol de bijoux et d'argent commis la nuit par des malfaiteurs qui se sont introduits dans les chambres de voyageurs pendant leur sommeil, l'hôtelier, qui, malgré la fréquence des vols auxquels les voyageurs étaient exposés dans la localité, n'a pas organisé assez soigneusement, la nuit, un service de surveillance de nature à présenter pour sa clientèle des garanties suffisantes, et qui, en outre, a négligé de recourir pour les portes des chambres à un système de fermeture, notamment à des verrous intérieurs de nature à empêcher les vols ou, tout au moins, à les rendre plus difficiles » (2). Ont été encore retenues comme fautes à la

(1) Cas., 30 mars 1909 : S., 1910-1-83

(2) Aix, 11 mai 1908 : S., 1908-2-491 ; — Cas., 30 mars 1909, précité : S., 1910-1-83 ; — Bordeaux, 20 mai 1892 : D., 93-2-182 : S., 93-2-51 ; — Seine, 16 février 1905 : *Gazette des Tribunaux*,

charge de l'hôtelier le fait de ne pas avoir vérifié si les serrures ou verrous des portes d'une chambre, et qui sont communes avec une chambre voisine, assurent le repos et la tranquillité du voyageur, — le fait par le chasseur de l'hôtel d'abandonner dans la chambre du voyageur sans fermer la porte des bagages qu'il venait d'y porter, malgré la présence d'un homme à l'allure négligée qui aurait dû attirer son attention (jugements, cités *supra*, note 2, page 186).

Cet arrêt de cassation, de 1909, qui n'est que la confirmation d'une jurisprudence suivie, a été rendu sous l'empire de la loi de 1889. Mais la loi de 1911, avons-nous vu, s'est contentée d'allonger la liste des objets soumis à la limite de mille francs; elle n'a dérogé à aucun des grands principes gouvernant la responsabilité de l'hôtelier en général et aux règles posées par les articles 1382 et suivants en particulier (1).

Il est donc permis d'affirmer qu'aujourd'hui encore nos tribunaux jugeraient que cette limite de mille francs ne peut être invoquée pour le cas où une faute a été commise par l'hôtelier ou par les personnes (domestiques, préposés...) dont il est civilement responsable. La charge de la preuve de cette faute incombe évidemment au voyageur et, s'il ne peut fournir cette preuve et montrer qu'il y a relation de cause à effet entre la négligence commise et le fait générateur du préjudice, on applique la loi du 8 avril 1911.

1905, 2^e semestre, 2-426; — Tribunal com. Seine, 17 mars 1906 : P., 1906-2-161 : journal *la Loi* du 25 avril 1906.

(1) Déclarations du rapporteur : Chambre des députés, séance du 4 avril 1911 : *Journal officiel* du 5 : Débats parlementaires, p. 1712.

Cette thèse de la jurisprudence sur la combinaison des articles 1953 et 1382 du Code civil est si juridique qu'elle a réuni autour d'elle les suffrages de l'unanimité de la doctrine (1).

M. Huc est presque seul de l'opinion contraire. Il soutient contre toute vraisemblance que la conclusion d'un contrat, en l'espèce le dépôt fait à l'hôtellerie, a pour effet de remplacer la responsabilité que l'on peut appeler naturelle par une responsabilité juridique quelque peu atténuée : la diligence voulue par la nature du contrat a été prêtée (cette diligence n'existait que jusqu'à concurrence de mille francs) ; aucune autre responsabilité ne peut donc être encourue (2).

Défendre cette thèse de M. Huc, c'est méconnaître d'abord les travaux préparatoires : il a été déclaré dans les travaux préparatoires, lors de la confection des lois de 1889 et 1911 (3), que les règles ordinaires continueraient à être appliquées, en cas de faute de l'hôtelier ou de ceux dont il répond.

C'est ce qui est plus grave, oublier les principes généraux, le voyageur n'est pas que voyageur, n'est pas que cocontractant ; il est aussi une « personne », c'est-à-dire un être capable d'avoir des droits et des obligations, et à ce titre il a toujours le droit d'agir comme un tiers lésé par le fait d'autrui (4).

(1) Voir, entre autres Guillaouard, cité *supra* : *Dépôt*, nos 150 et 158 ; — Planiol, cité *supra*, *Traité élémentaire de droit civil*, tome II, n° 2222 ; — Baudry-Lacantinerie et Wahl, cité *supra* : *Dépôt*, n° 1228.

(2) Huc, cité *supra*, tome XI, n° 264, et tome VII, n° 95

(3) D., 1889-4-47, note sous loi des 18-19 avril 1889 et références ; *supra*, examen de la loi de 1911.

(4) *Contra* : *Bulletin Officiel du Syndicat général de l'Industrie hôtelière*, n° 7, juillet 1911, p. 5.

C'est enfin aller contre le bon sens : si le voyageur a des effets de prix détériorés ou détruits par la maladresse consciente ou non de l'hôtelier ou de ses préposés ou par des actes de sabotage auxquels ces derniers se livreraient, comment lui refuser la réparation intégrale du dommage dont il se plaint ?

Insistons sur ce point pour ne plus y revenir en détails : peu importe que les préposés soient ou non dans l'exercice de leurs fonctions. Il ne faut pas en effet s'en tenir aux termes trop stricts de l'article 1384. Ainsi que le déclare l'avocat général Delangle dans ses conclusions rapportées avec Cassation, 11 mai 1846, cité *infra* (p. 190) : « Les devoirs et la position de l'aubergiste sont ici bien plus rigoureux. Ici l'aubergiste n'est pas seulement obligé à une étroite surveillance ; il répond de la probité de ses agents comme de la sienne propre et sous ce rapport les prescriptions déjà si formelles des articles 1952 et 1953 prennent un degré nouveau d'énergie dans leur combinaison avec l'article 1384, suivant lequel le maître est responsable du dommage causé par ses domestiques ou préposés, sans être admis à prouver qu'il n'a pu empêcher le fait qui donne lieu à responsabilité ». Le voyageur est en droit de compter sur la protection et la surveillance des préposés de l'hôtelier, comme sur celles de l'hôtelier lui-même, et, s'ils ne répondent pas à ce qu'il attend d'eux, tant pis pour l'hôtelier qui est réputé dans son tort de les avoir mal choisis et doit réparer sa faute en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil. Il ne faut plus ici assimiler les tiers aux préposés : l'aubergiste n'a aucune faute à se reprocher à raison des agissements délictueux dont des tiers se rendent coupables, quand même ces tiers seraient d'autres voya-

geurs : l'hôtelier, en principe, n'a pas le droit de refuser de recevoir ces voyageurs que rien ne peut lui désigner comme suspects et, en admettant qu'il en ait le droit, cette raison ne suffit pas pour proclamer sa responsabilité illimitée (1).

Cette thèse, qui décrète que la responsabilité de l'hôtelier est illimitée quand les auteurs des faits dommageables sont ses préposés et qu'il n'y a pas à s'inquiéter du point de savoir s'ils sont ou non dans l'exercice de leurs fonctions, doit être prise en considération parce qu'elle paraît être celle de la jurisprudence (2).

Je ne la crois cependant pas d'une rigueur juridique absolue. Admettre qu'il n'y a pas à s'inquiéter du point de savoir si le préposé était ou non dans l'exercice de ses fonctions me paraissait être très juste, tant qu'il s'agissait de l'application des articles 1952 et 1953, premier alinéa (3). Ce me paraît moins légitime, maintenant que ces articles ne sont plus de mise, que leur champ d'application s'arrête devant les restrictions formulées par l'article 1953, deuxième alinéa ou en d'autres circonstances que nous étudierons, par l'article 1954, ou résultant des principes généraux, et que seuls les articles 1382 et suivants peuvent être invoqués. Or l'article 1384 est formel en ses termes et parle des dommages causés par les préposés et domestiques dans les fonctions auxquelles on les em-

(1) *Contra* : Paris, 14 décembre 1881 : S., 82-2-219, *implicite*.

(2) Amiens, 4 décembre 1846 : S., 47-2-237 ; — Cas., 11 mai 1846 : S., 46-1-364 ; — Saïgon, 13 mai 1893, cité *supra* : S., 95-1-417 ; — Cas. req., 5 février 1894, cité *supra* : S., 95-1-417 ; — Note Wahl, sous Cas. req., 5 février 1894, cité *supra* : S., 95-1-417.

(3) Voir *supra*, page 138.

plioie. Aller plus loin, c'est peut-être dépasser les limites permises à l'interprétation (1).

Je me contente d'ébaucher cette critique, et m'en tiens à la thèse jurisprudentielle. Pratiquement, en effet, l'importance de la question est relativement minime : les actes illicites commis par les préposés auront presque toujours lieu au moins à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

B. *Pouvoir d'appréciation du juge (articles 1348 et 1150 du Code civil)*. — Dans son alinéa 3, l'article 1348 du Code civil semble accorder aux magistrats le droit de limiter la responsabilité de l'hôtelier, « le tout suivant la qualité des personnes et les circonstances du fait ». L'équité d'abord l'exige : il y aurait un véritable déni de justice, si on ne pouvait faire entrer en ligne de compte tant la condition du voyageur que les habitudes de l'hôtel, et le bon sens s'oppose à ce que la responsabilité du propriétaire d'un modeste hôtel meublé destiné à une clientèle disposant de modiques ressources puisse se chiffrer par un nombre aussi élevé que celle du directeur d'un grand palace destiné à abriter des clients qui, tant par leur fortune ou leur situation sociale que par le prix qu'ils consentent à payer, doivent être supposés compter au nombre de leurs effets des bijoux ou objets de grande valeur.

Les travaux préparatoires ensuite démontrent que telle a été l'intention des auteurs du Code. Le projet du Code civil comportait un article 38 qui disposait : « L'hôtelier ou l'aubergiste est responsable des effets apportés

(1) Pont, cité *supra* : *Petits contrats*, tome I, n° 536.

par le voyageur, encore qu'ils n'aient pas été remis à sa garde personnelle. » Cet article fut supprimé sur les observations du tribunal (1) qui déclara « qu'il a paru beaucoup trop rigoureux d'assujettir les aubergistes ou hôteliers, sans distinguer aucune circonstance et sans excepter aucun cas, à la responsabilité de tout ce que le voyageur aurait apporté chez eux, quand même ce seraient des objets du plus léger volume et du plus grand prix et que même le voyageur n'aurait prévenu personne. Cette extrême rigueur deviendrait quelquefois une grande injustice ; et, comme il est impossible que la loi prévoie ces différents cas, elle doit se contenter d'établir le principe général et de laisser le reste à l'arbitrage du juge... L'article du projet qui déclare l'aubergiste responsable, encore que les effets n'aient point été remis à sa garde personnelle, étant supprimé, les articles 1952 et 1348 paraissent dictés tous deux par le même esprit ; tous deux laissent dans le domaine du juge ce qu'ils ne pouvaient en retirer, sans les inconvénients les plus grands. »

Les mêmes mobiles se retrouvent, du reste, dans l'ancien droit qui avait déclaré l'aubergiste irresponsable des objets précieux qui ne lui avaient pas été confiés avec une désignation détaillée (2).

Aussi une jurisprudence constante et la doctrine en général s'accordent à reconnaître au juge ce pouvoir

(1) Fenet, cité *supra*, tome XIV, p. 495.

(2) Merlin, cité *supra* : *Répertoire*, v^o *Hôtellerie*, p. 747. — Denisart, cité *supra* : collection de décisions nouvelles, v^o *Aubergiste*, paragraphe 3, n^o 3.

d'appréciation (1). Laurent a soulevé une querelle d'Allemand (2): s'appuyant sur la généralité des termes du texte des articles 1952 et 1953, il entend n'accorder au juge aucun pouvoir d'appréciation lui permettant de limiter la responsabilité de l'aubergiste. Sans doute, tel n'est pas le sens des paroles des membres du Tribunal, mais l'avis du Tribunal n'est pas forcément le système du Code: l'article 38 du projet a été supprimé, ne cherchons pas pourquoi. Restent les articles 1952 et 1953, dont la rédaction est incompatible avec le pouvoir discrétionnaire du juge. Et Laurent de s'appuyer sur l'autorité de Favard de Langlade.

Quant à l'article 1348, M. Huc (3) soutient que son alinéa 3 tranche la question d'admissibilité de la preuve et que le faire servir à limiter la responsabilité de l'hôtelier serait « incohérent ». Aussi propose-t-il (sous réserve évidemment des lois de 1889 et de 1911) de décider que l'hôtelier doit répondre de la valeur intégrale des objets. Telle est également l'opinion de MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl (4).

Faisons une concession à tous ces adversaires de la jurisprudence et n'attachons pas aux travaux préparatoires plus d'importance qu'il ne convient. Il n'en est

(1) Paris, 21 novembre 1836: S., 37-2-78; — Trib. civ. Nantes, 20 avril 1864: D., 73-5-161; — Trib. civ. Seine, 27 juin 1899: journal *le Droit*, du 25 novembre 1899; — Trib. com. Seine, 17 mars 1906, *Gaz. Palais*, 1906-2-192. — Voir entre autres: Aubry et Rau, cités *supra*, tome IV, p. 630; — Guil'ouard, cité *supra*: *Dépôt*, n° 149; — Pont, *Petits contrats*, cité *supra*, tome I, p. 237, n° 531.

(2) Laurent, cité *supra*, tome XXVII, nos 156 et 157.

(3) Huc, cité *supra*, tome XI, n° 262, et tome X, n° 409.

(4) Baudry-Lacantinerie et Wahl, cités *supra*: *Du Dépôt*, n° 1223.

pas moins vrai que notre Code civil renferme au titre *des contrats ou des obligations conventionnelles en général* un article 1150 qui dispose : « Le débiteur n'est tenu que des dommages et intérêts qui ont été prévus ou qu'on a pu prévoir lors du contrat, lorsque ce n'est point par son dol que l'obligation n'est point exécutée. » Cet article distingue les dommages courants qui ont pu être prévus lors du contrat des dommages exceptionnels qui n'ont pu être prévus : si le débiteur est de bonne foi, il ne répond que des premiers et est exempt des seconds. Cette distinction dont la pratique nous révèle surtout des exemples en matière de transports (1) par chemin de fer (la jurisprudence a décidé que le voiturier ne répondrait pas des objets dont l'esprit du colis n'indiquait pas la présence et qu'on n'a pas la coutume d'y mettre (Cas., 22 novembre 1893 : D., 94-1-358), ou des conséquences dommageables non prévues d'un retard (Cas., 22 novembre 1904 : S., 1905-1-350), s'applique à toutes les obligations contractuelles et à l'hôtelier comme à tout débiteur.

En admettant même que l'alinéa 3 de l'article 1348 tranche seulement une question d'admissibilité de preuve, l'article 1150 donne au juge le pouvoir d'apprécier si l'aubergiste doit être ou non condamné à réparer l'intégralité du dommage subi par les effets du voyageur. Le juge recherchera si, lors de la conclusion du contrat, l'hôtelier a pu prévoir que le voyageur avait des effets de prix au nombre de ses bagages, et son critérium résidera dans le genre de clientèle que l'hôtel reçoit d'habitude, dans le niveau social auquel elle ap-

(1) Voir *infra*, page 89, la restriction sous laquelle les Tribunaux appliquent au transporteur cette distinction des dommages « ayant pu ou non être prévus ».

partient, dans le prix qu'elle veut bien payer et, conséquemment, dans les habitudes de confort et de luxe qu'elle peut avoir. Inutile de dire avec Laurent que « le débiteur est tenu des dommages-intérêts, quand même ils dépasseraient toutes les prévisions des parties intéressées, pourvu que la cause en ait été prévue » (1), ou avec MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl que « l'article 1150 a trait non pas aux dommages-intérêts qui compensent la perte faite, mais à ceux qui compensent le gain dont on a été privé et que, d'autre part, il détermine la nature des préjudices qui doivent être réparés, et non pas le montant de la réparation » (2). Ces allégations sont directement contraires au texte de l'article 1150 qui parle de dommages et intérêts prévus, ce qui signifie quantité prévue (3). Inutile également de restreindre avec M. Huc l'application en général de l'article 1150 aux cas fort rares où les parties se connaissent personnellement, ou tout au moins de vue (4). Il est parfaitement superflu que l'hôtelier connaisse le voyageur ou au moins l'entrevoie : le dicton populaire : « l'habit ne fait pas le moine », est souvent juste, et, grâce aux éléments énumérés plus haut, le juge doit croire que l'hôtelier a su prévoir les risques auxquels il s'exposait ; dans ces mêmes éléments le juge trouvera toute garantie pour se décider « suivant la qualité des personnes et les circonstances du fait ».

(1) Laurent, cité *supra*, tome XVI, nos 286 et suivants.

(2) Baudry-Lacantinerie et Wahl, cités *supra* : *du Louage*, t. II, no 3580, p. 99. — Voir aussi Baudry-Lacantinerie et Barde, cités *supra* : *des Obligations*, tome I, nos 483 et suivants.

(3) Aubry et Rau, cités *supra* : tome IV, § 308, note 41, p. 105.

(4) Huc, cité *supra*, tome XI, no 262.

C'est, du reste, jouer sur les mots de dire que l'article 1348 tranche une simple question d'admissibilité de preuve, sans permettre au juge d'apprécier la portée de la responsabilité. Quand le juge ordonnant une enquête décide qu'au dessus d'un certain chiffre les faits ne sont pas pertinents, n'use-t-il pas de son pouvoir d'appréciation, et n'est-ce pas encore en vertu de ce pouvoir d'appréciation, que, déférant le serment sur la valeur de la chose en litige, il détermine la somme jusqu'à concurrence de laquelle la partie en sera crue sur son serment (article 1369, Code civil) ?

Bref, que ce pouvoir d'appréciation du juge repose sur l'article 1348 ou sur l'article 1150 ou, plutôt, qu'on ne voie dans l'article 1348, alinéa 3, qu'une application de l'article 1150, ce pouvoir existe. Son utilité se faisait surtout sentir avant que les lois de 1889 et 1911 n'aient pour certains objets limité la responsabilité de l'hôtelier au chiffre de mille francs. Mais elle est loin d'avoir disparu aujourd'hui : sans compter que l'article 1953 actuel ne vise, avons-nous vu, que les espèces monnayées, les valeurs, les titres, les bijoux et objets précieux de toute nature et semble laisser en dehors de son champ d'application les objets d'habillement et de toilette servant à l'usage habituel et personnel du voyageur, l'utilité de ce pouvoir d'appréciation des magistrats se retrouve même pour les objets tombant sous la limite de ce chiffre de 1.000 francs. Ce chiffre de 1.000 francs, qui certes n'a rien d'exagéré pour certains palaces où les têtes couronnées coudoient les milliardaires, est excessif pour les hôtels meublés où une chambre se paie quarante sous ou une somme encore plus minime ; un député a même manifesté l'intention

de présenter, à échéance plus ou moins lointaine, une proposition de loi qui restreindrait à 300 francs la responsabilité de l'hôtelier dans le cas où le prix de la location de la chambre occupée par le voyageur ne dépasserait pas 3 francs par jour (1). Ce serait un surcroît de précaution, une limite plus rigide imposée à nos tribunaux : je crois cependant que la sauvegarde assurée aux aubergistes ou hôteliers par le pouvoir d'appréciation des magistrats est suffisante en l'état actuel des choses.

Ce pouvoir d'appréciation disparaît du reste, quand l'hôtelier est assigné à raison d'une faute commise par lui ou ceux dont il répond. En ce cas, nous retombons en matière délictuelle, et le domaine des articles 1150 et 1348 ne dépasse pas celui des obligations contractuelles (2).

C. Cas fortuit et force majeure. — Selon la règle édictée au titre des contrats ou des obligations conventionnelles en général, le Code civil (articles 1147 et 1148) exempte de dommages et intérêts le débiteur qui n'a pu exécuter son obligation par suite de cas fortuit ou de force majeure.

En matière de dépôt fait dans les hôtels, l'article 1954 du même Code dispose : « Ils (les hôteliers) ne sont pas responsables des vols faits avec force armée ou autre force majeure. »

La rédaction de cet article 1954 a donné lieu à une double difficulté d'interprétation :

(1) *Supra*, page 177, note 3.

(2) Voir discussion *supra*, page 191, B, et arrêts cités, p. 193 note 1. — *Contra* : Douai, 19 août 1842 : S., 42-2-422.

a) Est-ce intentionnellement qu'au sujet des vols il ne parle que d'une cause d'exemption, la force majeure, et ne dit pas un mot du cas fortuit ?

b) Que conclure de son silence sur toute cause d'exemption en cas de dommages ou de détériorations d'effets ?

a) Que faut-il donc entendre par force majeure ? Que faut-il entendre par cas fortuit ?

Longtemps, une doctrine unanime a considéré ces deux expressions comme équivalentes et indiquant toutes deux indifféremment toutes les causes d'inexécution non imputables au débiteur. Et tel est encore l'avis de la jurisprudence qui emploie ces dénominations pour les mêmes faits (1).

Mais, depuis quelques années, des théories récentes se refusent à voir dans ces deux expressions une simple redondance de langage de la part du législateur et distinguent la force majeure et le cas fortuit.

Le parti que l'on prend dans cette controverse peut être gros de conséquences pour l'interprétation de l'article 1954 qui ne parle que de force majeure. Si l'on distingue la force majeure du cas fortuit, il faut laisser à la charge de l'aubergiste toutes les hypothèses où les partisans de la distinction voient des cas fortuits, ce qui peut amener une aggravation de sa responsabilité ? Que décider ?

MM. Exner et Thaller sont entrés, les premiers, dans

(1) Demolombe, *Code Napoléon*, Paris, 1868, tome XXIV, n° 553 ; — Paris, 17 janvier 1850 : S., 50-2-267 ; — Caen, 2 août 1872 : S., 74-2-146 ; — Paris, 13 novembre 1903 : D., 1904-2-168 ; — Merlin, *Répertoire*, cité *supra*, v° *Cas fortuit et force majeure*.

cette voie de la distinction (1) et se basent sur le critérium suivant : le cas fortuit serait l'obstacle à l'exécution résultant des conditions même de l'exploitation (explosion d'une machine, par exemple) ; la force majeure se reconnaîtrait à son extériorité, à l'irruption d'un agent naturel ou humain et seule exonérerait, en toute hypothèse, le débiteur (foudre, brigandage).

Comme l'a démontré M. Ambroise Colin (2), ce critérium est directement contraire à l'article 1954 : l'hôtelier, irresponsable en cas de vol à main armée (force majeure), est responsable en cas de vol ordinaire (cas fortuit), et cependant c'est toujours un obstacle extérieur qui empêche l'hôtelier de restituer ses effets au voyageur.

M. Colin prétend trouver ailleurs ce critérium : « La force majeure c'est... la force irrésistible, l'acte de Dieu des Anglais..., l'obstacle absolu en ce sens qu'il aurait arrêté n'importe qui comme le débiteur lui-même, la force ennemie, majeure, c'est-à-dire plus forte que n'importe quelle autre force ou action dans le commerce juridique.

Le cas fortuit, dès lors, doit correspondre à la force qui n'est pas irrésistible absolument, mais qui l'est relativement, je veux dire par rapport aux débiteurs et aux moyens d'action dont il dispose : c'est l'obstacle auquel sa bonne volonté s'est heurtée, mais dont une

(1) Exner, *la Responsabilité dans le contrat de transport*, trad., Ed. Seligmann, Paris, 1892; — Thaller, *Traité de Droit commercial*, 2^e éd., Paris, 1900, n^o 1198.

(2) Colin, *Note sous Paris précité*, 13 novembre 1903 : D., 1904-2-73.

autre volonté plus puissante, mieux installée, aurait sans doute triomphé. »

Malgré l'autorité qui s'attache au nom de l'éminent civiliste, j'ai le regret dans ma modeste sphère de ne pouvoir le suivre sur ce terrain et de ne pouvoir conclure avec lui, que si en général le débiteur est libéré par le cas fortuit comme par la force majeure, l'hôtelier lui, libéré par la seule force majeure, doit être regardé en ce qui touche le cas fortuit, comme « l'assureur » du voyageur.

Je repousse cette théorie pour cette simple raison : elle définit le cas fortuit un obstacle irrésistible à l'égard du débiteur en l'état actuel des choses, mais dont un autre ou dont lui-même mieux outillé aurait pu triompher, et elle admet en thèse générale la libération du débiteur par ce cas fortuit. Cette libération est inacceptable et serait une inconséquence de la part du législateur. Si le débiteur mieux outillé, si un autre mieux organisé pouvait triompher de ce cas fortuit, ce débiteur est en faute de n'avoir pas su mieux établir ses prévisions, prendre ses précautions, et cette faute est exclusive de toute décharge de responsabilité. Pour que ce cas fortuit soit libératoire, il ne suffit pas qu'il ait été insurmontable pour le débiteur lui-même, mais il faut encore qu'il eût arrêté n'importe qui comme ce débiteur. Il faut en un mot qu'il eût été une véritable force majeure.

Aussi la seule distinction permise n'est qu'une distinction de mots : par cas fortuit, on désignerait l'origine extérieure de l'obstacle qui s'est opposé à l'exécution de l'obligation : par force majeure la nature insurmontable de cet obstacle (1). Mais les deux expressions corres-

(1) Planiol, cité *supra* : *Droit civil*, t. II, § 231.

pondent aux mêmes faits qui, pour être libérateurs, doivent présenter ces deux caractéristiques.

Dans ces conditions, et puisqu'il n'y a pas lieu de distinguer le cas fortuit et la force majeure, il est licite d'affirmer (sous réserve de ce que nous dirons du vol à main armée) que l'article 1954 n'est qu'une simple application du droit commun et de l'article 1148.

b) Cette première solution nous amène naturellement à percer à jour l'énigme de la seconde difficulté signalée : puisque le législateur a, en matière de vol, appliqué le droit commun, il n'avait pas raison de l'écarter en matière de détérioration ou dommages et en fait il ne l'a pas écartée (1). Si l'article 1954 n'a parlé que du vol, c'était uniquement pour étendre le droit commun, nous allons le voir, en cas de vol à main armée.

Passons aux applications de cet article 1954 :

Pas de difficulté pour les « vols à main armée ». Pratiquement, ils seront souvent réputés cas de force majeure (la précédente discussion a suffisamment éclairé le sens de ces deux mots), mais quand même ils n'auraient pas ce caractère de force majeure, ils n'en exempteraient pas moins l'hôtelier. La loi est formelle, parle de « vols faits avec force armée » ou autre force majeure et c'est là l'extension du droit commun à laquelle il est fait allusion plus haut.

Comme autre cas de force majeure, signalons un exemple emprunté aux jours les plus pénibles de notre histoire nationale : doit être réputé cas de force majeure l'enlèvement de vive force, sous prétexte de réquisition,

(1) Bourges, 17 décembre 1877 : D., 78-2-39-40. — Trib. com. St-Etienne, 17 février 1904 : *Gazette des trib.*, du 27 avril 1904.

d'une voiture déposée chez un aubergiste, alors même que celui-ci aurait négligé de la mettre hors de service sur la recommandation du déposant (1).

Le vol simple n'est évidemment pas un cas de force majeure (2), et la même réponse doit être donnée pour les vols avec fausses clés, escalades ou commis à l'aide d'un trou fait dans la muraille (3). Pont (4) cependant regarde l'effraction et l'escalade, surtout pendant la nuit, comme des cas de force majeure susceptibles de dégager la responsabilité de l'hôtelier : sans prendre avec certains le contre-pied absolu de cette opinion, bien rares sont les cas où l'aubergiste pourra prouver que cette hypothèse réunit les caractères constitutifs de la force majeure.

Un incendie n'exonère pas lui-même l'hôtelier : il faut prouver que cet incendie est le résultat d'une force majeure ; il a même été jugé que l'hôtelier ne peut se contenter de prouver que l'incendie a pris naissance dans la voiture du voyageur (5).

Reus in exceptione fit actor : il appartient sans aucun doute à l'aubergiste de prouver la force majeure qu'il allègue pour sa libération.

(1) Trib. paix Amiens, 16 mars 1871 : D., -71-3 401.

(2) Trib. civ. Seine, 16 février 1905 : D., 1905-5-43.

(3) Guillouard, cité *supra* : *Dépôt*, n° 147 ; — Parlement de Toulouse, 27 février 1851, cité par Maynard, *Arrêts*, livre LXXXIII ; — Trib. paix Ribemont, 14 mars 1902 : *Revue just. paix*, 1903., 19.

(4) Pont, *Petits contrats*, t. I, p. 244, n° 540.

(5) Montpellier, 6 mars 1902. *Moniteur judiciaire Midi*, 13 avril 1902. Voir *Jurisprudence* citée *supra*, p. 135, note 2, et 164, note 2, v° *Incendie et infra*, page 216.

Une observation rencontrée plusieurs fois déjà (discussion *supra*, pages 138 et 189) est encore de mise ici. Si le vol à main armée, ou le vol ou le dommage réputé cas de force majeure a été commis par des domestiques de l'hôtel, la responsabilité de l'hôtelier ne cesse pas. L'hôtelier ne peut démontrer qu'il n'a pas été en son pouvoir d'empêcher le fait de ses préposés (art. 1384). Troplong va trop loin, lorsqu'il entend laisser subsister cette responsabilité, quand le vol a été commis par les étrangers allant et venant dans l'hôtel (1) : l'aubergiste ne peut plus être présumé en faute, comme s'il s'agit de ses préposés.

Le voyageur a prouvé le vol dont il a été victime; l'hôtelier à son tour, que ce vol a eu lieu à main armée; au voyageur de rechef de prouver que l'auteur du vol était un préposé du maître de l'hôtel.

D. Faute du voyageur. — Les articles 1382 et suivants du Code civil disposent que chacun répond des dommages causés par sa faute, négligence ou imprudence ou par celle de certaines personnes considérées comme ses préposés (domestiques par exemple) ou imputable à certaines choses qui lui appartiennent (animaux).

Le voyageur ne devait pas échapper à cette série de règles, et la meilleure application des principes généraux en matière de faute était de décider que la faute du voyageur (imputable à lui-même, aux personnes ou choses dont il est civilement responsable) devait mitiger la responsabilité de l'hôtelier. C'est ce que n'ont pas hésité à faire, d'accord avec la jurisprudence de nos

(1) Troplong, cité *supra* : *Dépôt*, n° 236.

anciens parlements(1), notre jurisprudence et notre doctrine modernes. Encore faut-il que cette négligence ou cette imprudence du voyageur ait été de nature à permettre ou, au moins, à faciliter l'accomplissement de l'acte dommageable dont il se plaint(2). Cette faute du voyageur peut être tellement lourde qu'elle peut aller jusqu'à faire disparaître complètement la responsabilité de l'aubergiste ; en fait, elle y apporte le plus souvent une simple atténuation. A l'hôtelier de prouver cette faute qui va à l'encontre de la présomption de responsabilité que la loi fait peser sur lui. Multiples et très variés sont, du reste, les cas où le voyageur peut être considéré en faute, comme le montrent les quelques exemples suivants empruntés à la pratique.

Nos tribunaux ont déchargé l'hôtelier de toute responsabilité quand il a été démontré que sans la négligence ou la faute du voyageur le vol n'aurait pas eu lieu, quand dans certaines circonstances le voyageur a laissé sa clef sur la porte, quand il n'a pas averti l'hôtelier qu'un coffre laissé sur sa voiture remisee dans l'écurie et qui a été volé contenait des objets précieux(3).

Ils ont seulement atténué cette responsabilité de l'aubergiste : quand le voyageur n'a pas fermé la porte de sa chambre ; quand il n'a pas fermé ni sa

(1) Parlement de Paris, 27 août 1667, cité par Merlin, cité *supra*, v^o *Hôtellerie*.

(2) Rouen, 18 juillet 1889 : *Gazette du Palais*, 90-1-125.

(3) Trib. com. Seine, 25 avril 1901 : journal *la Loi* du 23 mai 1901. Trib. civ. Dieppe, 30 décembre 1887 : Ferré, *Code de l'hôtelier*, Paris, 1889, cité *supra*.

Grenoble, 13 août 1813 : J. G. D., v^o *Dépôt*, 1753.

chambre, ni son armoire; quand il a laissé sa clef sur la porte (1); quand l'accident dont est victime un cheval a eu en partie pour cause la nature particulière et vicieuse de l'animal blessé qui aurait dû être portée à la connaissance de l'aubergiste ou le manque de soins de son propriétaire (2); quand le voyageur a laissé passer un temps assez long avant de former sa demande en indemnité et a ainsi compromis le recours que l'aubergiste aurait pu exercer contre le propriétaire de l'animal, cause de l'accident (3); quand il a laissé charger, la nuit, sur la voiture de l'hôtel une valise légère, sans attirer l'attention du cocher sur la grosse valeur du contenu (4).

Ils ont jugé, par contre, qu'il n'y a pas d'imprudence de la part du voyageur à ne pas fermer la porte de sa chambre, s'il a fermé ses malles, qu'en tout cas ce fait de laisser sa porte ouverte ne décharge pas l'hôtelier, si, ensuite, la domestique qui a fait la chambre a également négligé de fermer la porte et si l'aubergiste ne peut prouver que l'accident ait été causé avant ce moment (5); qu'il n'y a pas davantage d'imprudence

(1) Trib. civ. Bordeaux, 12 décembre 1894 : *Rec. Bordeaux*, 95-2-20; — Trib. com. Marseille, 9 novembre 1898 : *Rec. Marseille*, 99-1-38; — Aix, 26 octobre 1899; D., 1901-2-303.

(2) Besançon, 21 mai 1879 : D., 59-2-166; — Trib. com. Saint-Nazaire, 5 janvier 1894 : P., 95-2-104; — Trib. paix Montbrison, 18 juillet 1885 : *Journal des juges de Paix*, 18 5, p. 400; — Trib. paix Moulins, 15 avril 1911 : *Bulletin des décisions des juges de paix*, 1911-381.

(3) Trib. civ. Lyon, 23 décembre 1865 : D. P., 66-3-40.

(4) Trib. com. Marseille, 5 mars 1912, cité *supra*; *Gazette du Palais* du 16 avril 1912; journal *la Loi* du 4 mai 1912.

(5) Trib. sup. Monaco, 6 mai 1892 : *Journal Droit Int. privé*, t. XX, 1893, p. 454; — Rouen, 18 juillet 1889 : *Gazette Pal.*, 90-1-125, cité *supra*.

à laisser ouverte une porte donnant sur une autre chambre, quand elle est dissimulée, à déposer sur des tables de la chambre des objets de valeur alors qu'ayant fermé à clef la porte de leur chambre les voyageurs sont en droit de s'y croire en sûreté, à laisser ses effets sur des meubles ou patères ou dans une malle non fermée à clef ou dans une armoire fermée à clef placée dans une chambre à la porte de laquelle est laissée la clef (1).

Comme cette rapide revue permet de le constater, le point de savoir s'il y a faute ou non de la part du voyageur et si cette faute fait disparaître entièrement ou atténue seulement la responsabilité du maître de l'hôtel est une question de fait laissée absolument à l'appréciation des juges du fait (2). Les circonstances dans lesquelles des faits paraissant identiques peuvent se présenter étant souvent fort dissemblables, il ne faut pas se hâter d'accuser de contradiction des jugements se prononçant différemment dans des espèces analogues à première vue. Ainsi, si, en principe, un voyageur n'a pas à déclarer à l'hôtelier les objets précieux que ses bagages contiennent et si cette abstention ne constitue pas une imprudence pour le boyar qui descend au Ritz ou à l'Astoria, elle peut en être une pour le commis voyageur en bijoux dont rien ne décele la profession et dont la valeur de ses échantillons n'est en rapports ni avec sa condition présumée, ni avec les habitudes de la clientèle de l'hôtel de deuxième ordre où

(1) Trib. civ. Seine, 16 février 1905, cité *supra* : D., 1905-5-43 ; — Cas., 30 mars 1909 précité : S., 410-1-83 ; — Trib. paix Doullens, 5 septembre 1894 : P., 95-2-199 ; — *Contra* : Aix, 26 octobre 1899 précité : D., 1901-2-303.

(2) Cas., 30 mars 1909 : cité note 1.

il est descendu. Ainsi encore si, en principe, les affiches que l'hôtelier place dans son hôtel pour limiter sa responsabilité sont nulles et de nul effet (*infra*, p. 211) (1), elles peuvent donner au juge la latitude d'atténuer la responsabilité de l'hôtelier en lui permettant d'apprécier si, en fait, le voyageur n'en a pas eu connaissance et s'il n'a de ce chef quelque faute à s'imputer (2).

Remarquons, une fois de plus, la situation spéciale du voyageur en face des préposés de l'aubergiste. Vis-à-vis de ceux-ci la négligence du voyageur n'est jamais une faute, même en dehors de l'exercice de leurs fonctions : il a le droit de compter sur leur protection envers les tiers. Aussi l'hôtelier ne saurait alléguer en face d'actes de préposés l'imprudence du voyageur pour diminuer sa responsabilité (3).

E. *Conventions.* — *Avis contre les « rats d'hôtels ».* — *Assurances.* — *Affiches.* — La responsabilité que l'hôtelier encourt de par les textes légaux n'est pas d'ordre public. Elle a été édictée uniquement dans le but de sauvegarder les intérêts du voyageur. Si celui-ci estime qu'il n'a que faire de cette sauvegarde, libre à lui d'en décharger l'hôtelier par une convention formelle intervenue entre eux. Les parties auraient pu rendre cette responsabilité plus lourde, stipuler par exemple que

(1) J. G. D., *Dépôt*, 173. — Aubry et Rau, tome IV, § 406, p. 629.

(2) Pont, cité *supra*, tome 1, n° 543 ; — Trib. civ. Seine, 19 décembre 1882 et 19 février 1883 : Ferré, *Code de l'hôtelier*, cité *supra*, p. 141 ; — Cologne, 29 décembre 1894 : S., 97-4-5 ; — Liège, 26 février 1908 : *Bulletin officiel du syndicat général de l'Industrie Hôtelière*, n° 1, janvier 1911, p. 9.

(3) Voir discussion *supra*, pages 138-189-203.

l'aubergiste répondrait même des vols à main armée. Inversement, elles peuvent la rendre plus légère, et par cette convention l'aubergiste peut même s'exempter de sa propre faute : le Tribunal de Cologne a jugé que l'hôtelier peut se dégager de toute responsabilité par une convention passée avec le voyageur, sauf en ce qui concerne sa propre faute (1). Cette restriction ne s'explique guère : conformément aux règles de la faute, la validité de cette clause d'énonciation n'est méconnue que pour la faute lourde assimilée au dol (2).

Ces conventions déchargeant l'aubergiste d'une partie de sa responsabilité sont d'un emploi peu fréquent, et la pratique ne nous en révèle guère d'exemples. L'intérêt du voyageur est, au contraire, d'user de toutes les garanties mises par la loi à sa disposition.

Aussi les hôteliers désireux, malgré tout, de s'affranchir des liens de cette responsabilité aux conséquences parfois redoutables ont eu recours à quatre autres moyens, deux preventifs, deux autres curatifs.

Les *moyens preventifs* ne visent que le vol, qui si fréquemment a les hôtels pour théâtre, et qui a pris une si grande extension depuis que les escarpes internationaux se sont organisés en véritables syndicats de rats d'hôtels pour mettre en coupe réglée les hôtels de tous pays (3). Le Syndicat général de l'Industrie hôtelière et des Grands Hôtels de Paris a créé, en 1890,

(1) Trib. sup. Cologne, cité *supra*, 29 décembre 1894 : S., 1897-4-5.

(2) Cas., 15 mars 1876 : D., 76-1-449.

(3) Voir à ce sujet : *Bulletin officiel du Syndicat général de l'Industrie Hôtelière*, n° 6 du mois de juin 1910, p. 15.

un service d' « avis confidentiels » dont le but est de pré-munir ses adhérents contre les vols dont ils peuvent être victimes. Ce service fonctionne de la manière suivante : quand un des membres adhérents de Paris a été victime d'un vol dans son hôtel, il doit en aviser le président du Syndicat, en lui donnant dans la mesure du possible le signalement de la personne soupçonnée et en indiquant la façon dont le voleur a opéré. Immédiatement le Syndicat rédige un avis confidentiel qu'il envoie à tous ses membres adhérents de Paris. Le bulletin suivant (organe du Syndicat) répète cette note en termes plus voilés pour qu'elle ne puisse, en aucun cas, constituer une diffamation, et tous les adhérents se trouvent ainsi mis en garde contre les filous signalés.

Le Congrès international des Hôteliers, dans ses assises de Rome du mois de novembre 1908, attira l'attention publique sur le préjudice causé aux aubergistes et aux voyageurs eux-mêmes par tous les « rats d'hôtel », « voleurs à la tire », « escrocs aux jeux », qui écument les stations balnéaires et hivernales. Le résultat fut la création, au Ministère de l'Intérieur, sous la direction de M. Sébille, commissaire principal, chargé du contrôle général des recherches, d'une brigade d'agents, spécialement chargés de surveiller ces malfaiteurs cosmopolites à l'apparence de personnes honorables. Quand des personnes suspectes sont signalées dans un hôtel, le directeur a tout intérêt à en aviser immédiatement, par voie télégraphique, le Commissaire principal au Ministère de l'Intérieur qui, sur-le-champ, fait prendre, par la Direction de la Sûreté générale, les mesures nécessaires à la prompte arrestation de ces

malfaiteurs (1). Certains syndicats ont fait, de plus, appel aux bons offices de détectives privés qui, rétribués sur les fonds sociaux, sont mis à la disposition des adhérents en tant que de besoin (2).

Ces procédés ont donné, paraît-il, d'excellents résultats, et leur généralisation progressive (d'autres syndicats les ont adoptés) ne pourra que les rendre plus efficaces.

Des deux moyens curatifs, le premier, à vrai dire, ne fait pas disparaître le risque qui pèse sur l'aubergiste. Il l'*organise* de façon à en répartir le poids sur un grand nombre d'intéressés et s'est concrétisé dans un système d'assurances contre ce risque. Les principaux syndicats d'hôteliers, après traité avec les grandes compagnies, donnent à leurs membres la facilité de contracter à prix réduits des polices d'assurance les mettant à l'abri des risques de toute sorte, des responsabilités civiles de toute nature et même de la perte des bénéfices à la suite d'incendies (3). Le Syndicat général de l'Industrie hôtelière et des grands hôtels de Paris a même créé à son siège, au mois d'août 1910, un bureau d'assurances chargé de rédiger les polices d'assurance des adhérents et de surveiller les règlements des sinistres au mieux de leurs intérêts (4).

(1) *Bulletin officiel du Syndicat général de l'Industrie hôtelière*, n° 8, mois d'août 1909, p. 3.

(2) *Bulletin officiel du Syndicat général de l'Industrie hôtelière*, n° 6, mois de juin 1912, p. 13.

(3) *La France hôtelière*, bulletin officiel de la Fédération nationale des hôteliers et restaurateurs de France et des Colonies, numéro du mois de novembre 1912.

(4) *Bulletin officiel du Syndicat général de l'Industrie hôtelière*, n° 8, mois d'août 1910, p. 11.

Ces assurances qui, moyennant le léger sacrifice par l'hôtelier du paiement d'une prime relativement minime, allègent sa situation en augmentant les garanties données au voyageur, ne sauraient être assez encouragées.

Le deuxième moyen curatif, d'une inefficacité presque absolue par contre, s'est manifesté par l'apposition d'affiches ou d'écriteaux que les hôteliers ont fait placer dans les salles communes de leurs établissements, telles que le hall, ou dans les chambres destinées aux voyageurs. Par le libellé de ces écriteaux, les aubergistes entendaient imposer aux voyageurs certaines mesures de précaution, telles que déposer leurs bijoux au bureau de l'hôtel, vérifier la fermeture des verroux, fixer un chiffre au-delà duquel ils déclinaient toute responsabilité.

La jurisprudence leur a enlevé toute illusion à ce sujet (1), et elle a bien fait : ainsi que nos tribunaux l'ont déclaré, l'expression des désirs d'un maître d'hôtel ne saurait équivaloir à un contrat, et je crois avoir suffisamment démontré *supra*, page 110, que la volonté du voyageur d'adhérer aux clauses édictées par ces écriteaux ne pouvait se présumer et qu'il faudrait qu'il accepte les conditions posées.

Le Code des Provinces Baltiques, le Code fédéral suisse, le nouveau Code civil allemand de 1900 se sont

(1) Rouen, 4 février 1847 : S., 48-2-452 ; — Rouen, 18 juillet 1889 : *Gazette du palais*, 90-1-125 ; — Tribunal civil, Toulouse, 2 juin 1894 : *Gazette des tribunaux*, du 24 août 1894 ; — Aix, 26 octobre 1899 : D., 1901-2-303 ; — Tribunal civil Seine, 16 février 1905 : D., 1905-5-45 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, cités *supra* : *Dépôt*, n° 1234 ; — Planiol, cité *supra* : *Droit civil*, tome II, n° 2228.

prononcés dans le même sens, en décidant que l'affiche par laquelle l'hôtelier décline sa responsabilité est sans effet (livre III, *Droit comparé*).

Est-ce à dire que les hôteliers se donnent pour la pose de ces écriteaux un mal inutile ? Pas tout à fait. Ainsi que nous l'avons dit, *supra*, page 207, ces affiches peuvent permettre au juge d'atténuer la responsabilité de l'aubergiste en appréciant « si les voyageurs en ont eu connaissance et si, en méprisant un conseil prudent, ils ne seraient pas exposés par leur faute à un danger dont ils avaient été prévenus (1) ».

(1) Troplong, cité *supra* : *Dépôt*, n° 241, et arrêt de la Cour de Douai du 19 août 1842, qu'il rapporte note 1 ; — Tribunal civil Seine, 19 décembre 1882 et 19 février 1883, cité *supra*, rapports de Ferré, *Code de l'hôtelier*, cité *supra* ; — *Bulletin officiel du Syndicat général de l'Industrie Hôtelière*, cité *supra*, n° 1, janv. 1911, p. 9.

CHAPITRE V

DES OBLIGATIONS DES CLIENTS DE L'HÔTELIER

SECTION I

ÉTUDE INTRINSÈQUE DE CES OBLIGATIONS

Le voyageur est d'abord un locataire. D'une manière générale, il est donc soumis aux obligations que les articles 1728 et suivants du Code civil imposent à tout locataire. Il doit ainsi payer le prix convenu pour la location, jouir de son logement en bon père de famille et, conformément à sa destination, le rendre dans l'état où il l'a reçu, est responsable des dégradations causées par lui-même ou les personnes dont il répond.

Il est tenu, en outre, d'obligations plus spéciales corrélatives aux devoirs de l'hôtelier : se soumettre aux règlements de police, s'inscrire sur le registre en donnant tous les renseignements voulus, laisser quand il sort la clef de sa chambre à l'aubergiste, n'introduire qui que ce soit pour coucher dans la maison sans l'autorisation du maître de l'établissement (1), enfin user de sa

(1) L'introduction clandestine d'une personne pourrait faire perdre à l'hôtelier le prix de la location d'une chambre ou d'un lit et le mettre en contravention, faute d'inscription sur le registre, aux règlements de police.

chambre et se comporter de façon à ne pas compromettre la tranquillité de l'hôtel (1). Le voyageur doit se souvenir qu'avant d'être chez lui il est chez l'aubergiste. Si à certains points de vue ses devoirs envers celui-ci sont plus stricts que ceux d'un locataire quelconque envers son propriétaire, ils sont en revanche plus doux examinés sous un autre jour. Il a été jugé et bien jugé que la présomption de l'article 1731 du Code civil (« s'il n'a pas été fait d'état des lieux, le preneur est présumé les avoir reçus en bon état, et doit les rendre tels, sauf la preuve contraire ») ne peut exister contre le voyageur qui, succédant à d'autres, prend les lieux sans restauration ou sans remise en état du mobilier et sans inventaire et qui est sous la surveillance quotidienne de l'hôtelier : il ne saurait donc être tenu de *réparations locatives*, quelle que soit la durée de son séjour. Il n'est responsable que des dégradations abusives pouvant avoir été commises par lui-même ou ceux dont il répond légalement ; à l'hôtelier de prouver ces dégradations ; sa simple affirmation ne suffit pas, et il faudrait au moins des constatations contradictoires (2).

(1) *Pandectes françaises : Répertoire* : v^o *Aubergiste*. — L'Allemagne a vu naître une « Société des ennemis du bruit », ligue dont l'objectif est d'assurer dans les hôtels le maximum de tranquillité ; sur la « liste bleue » des « Hôtels sans bruit » ne figurent que les établissements se conformant aux prescriptions édictées par la Société (*Bulletin du Syndicat général de l'Industrie hôtelière*, n^o 10, octobre 1909, p. 12).

(2) Trib. paix Paris, XI^e arrt., 21 avril 1896 (*Revue des justices de paix*, année 1898, tome VI, p. 184).

C'est à tort que ce jugement semble dire qu'un délai-congé n'est pas nécessaire.

Mais le voyageur n'est pas qu'un locataire : il est aussi, avons-nous vu, assimilé à un déposant et même à un déposant traité d'une manière très favorable par les articles 1952 et suivants du Code civil ; il est encore le bénéficiaire d'un contrat de louage de travail et d'un contrat de vente de fournitures. Ses devoirs et ses droits provenant de sources différentes peuvent aller à l'encontre les uns des autres. Il s'agit de les concilier et je vais essayer d'expliquer comment, en raisonnant sur deux hypothèses : le voyageur doit en tant que locataire payer son dû, mais l'aubergiste en tant que dépositaire doit lui restituer ses « effets ». Si, pour une des causes étudiées (vol, perte, etc...), l'hôtelier ne peut accomplir son obligation de restituer, il doit réparer le préjudice causé, et la créance ainsi reconnue au profit du voyageur doit se compenser à due concurrence avec la dette dont il est tenu vis-à-vis de l'hôtelier pour frais de logement et de nourriture et que ce dernier lui réclame par voie reconventionnelle. C'est ce qui a été jugé par le tribunal de commerce de Lyon à propos d'un commis voyageur en bijouterie dont la caisse d'échantillons, confondue par mégarde dans le hall de l'hôtel avec les bagages d'un autre voyageur, avait été emportée par ce dernier (1) : le tribunal a déclaré, en outre, que le retard dans la restitution d'une partie des bagages ayant seul empêché le voyageur d'acquitter sa note d'hôtel, tous les dépens devaient être mis à la charge exclusive de l'hôtelier.

Autre thèse plus pratique et où l'opposition de prin-

(1) Trib. com. Lyon, 20 juillet 1910 : *Moniteur judiciaire de Lyon*, du 23 février 1901.

cipes différents est encore plus visible. Un incendie éclate dans l'hôtel et produit des dégâts, dont le quantum importe peu. Faut-il appliquer la présomption de faute établie par l'article 1733 du Code civil au profit du propriétaire contre le locataire et qui met à la charge de ce dernier les dommages causés par l'incendie ? Faut-il voir un contrat de dépôt salarié (articles 1927 et 1928-1953) avec obligation pour l'hôtelier de veiller à la garde des choses et de les restituer ? Faut-il voir un louage d'ouvrages et de services avec obligation pour l'employeur de prouver la faute de l'employé (articles 1779 et suivants, 1789) ? Est-ce, en admettant la destruction l'une par l'autre des deux présomptions de fautes susvisées, l'hôtelier qui, en tant que propriétaire, va poursuivre son locataire ou le voyageur qui, en tant que déposant, va poursuivre son dépositaire, et ce conformément au droit commun des articles 1382 et suivants, à charge par chacun d'établir la faute de son adversaire ?

La solution de ce vrai casse-tête chinois est plus simple qu'on ne peut le supposer : l'article 1731 du Code civil ne s'applique pas et disparaît devant les termes formels de l'article 1953 qui est seul de mise ici et ne différencie pas les dommages causés par un incendie de ceux ayant une autre source. L'hôtelier est donc de plein droit responsable des dégâts(1), et, s'il veut les faire supporter au voyageur en tout ou partie, il doit prouver que l'incendie est dû à une faute de ce dernier.

Incendie { (1) Agnel et Fortier : *Code des Propriétaires et Locataires, Aubergistes et Voyageurs*, 10^e éd., Paris, 1908, n^o 1335 ; — Cas., 23 janvier 1884 : S., 85-1-60 implicite et la note ; — Voir jurisprudence citée *supra*, p. 135, note 2, et p. 164, note 2, v^o *Incendie*, 202.

En effet, le voyageur, en plus des obligations qui lui incombent de par sa qualité, doit, conformément au droit commun des articles 1382 et suivants, réparation du préjudice causé par lui-même, les personnes dont il répond ou les choses dont il est propriétaire. C'est en se basant sur ce principe juridique que l'aubergiste aura de plein droit un recours contre le maître fautif d'avoir introduit dans l'auberge un serviteur infidèle qui, étant là à raison de ses fonctions, aura engagé par ses agissements la responsabilité de son commettant(1). Ce recours de plein droit lui appartiendra-t-il contre le propriétaire de l'animal qui aura causé des méfaits ou aura-t-il à prouver une faute à sa charge? L'article 1385 du Code civil présume la responsabilité alternative du propriétaire de l'animal ou de l'usager : la responsabilité de l'usager décharge le propriétaire(2) qui ne répond plus à son égard que de sa faute prouvée. Mais un aubergiste est-il un usager? Certains arrêts, et telle paraît être la jurisprudence de la Cour de cassation, assimilent à un usager celui à qui un animal est confié pour lui donner des soins ou faire à son occasion des actes lucratifs rentrant dans l'exercice de sa profession(3). D'autres arrêts maintiennent de plein droit la responsabilité du propriétaire et font ainsi une plus juste

(1) Sourdat, *Traité général de la responsabilité*, 6^e édit., Paris, 1911, n^o 266.

(2) Nîmes, 22 février 1909 : *Gazette Palais*, 1909-1-tables : v^o *Responsabilité civile*, n^o 87.

(3) Cas., 30 décembre 1907 : *Gazette Palais*, 1908-1-113 et la note ; — Cas., 14 janvier 1910 : *Gazette palais*, 1910-1-189 ; — Cas., 2 mai 1911 : *Gazette palais*, 1911-1 566 ; — *Spécialement pour aubergistes* : Montpellier, 2 février 1899 : S., 98-2-100 ; — Riom, 3 mars 1906 : *Rec. Riom*, 1906, 188 ; — Limoges, 8 juin 1906 : *Rec. Riom*, 1906-182.

application de la loi : la personne chargée momentanément et moyennant salaire de donner des soins à un animal ne saurait être assimilée à un usager, et l'article 1385 ne peut céder que devant une faute de la victime, en l'espèce l'aubergiste (1).

Le même principe de l'article 1382 rendra passibles de dommages et intérêts les héritiers de la personne qui est venue s'installer à l'hôtel déjà atteinte d'une maladie dangereuse à laquelle elle n'a pas tardé à succomber (2) ou ceux du *de cujus* qui s'est suicidé dans l'établissement (3); ces dommages et intérêts sont une juste réparation du préjudice éprouvé par suite de ce décès et de l'éloignement momentané de la clientèle qui en découle.

La sauvegarde du voyageur se trouve dans l'article 1142 du Code civil qui l'exempte de tous dommages et intérêts, lorsqu'il peut prouver le cas fortuit ou la force majeure (4) qui ne lui a pas permis d'agir comme il aurait dû. Ainsi la Cour de Paris, confirmant un jugement du

(1) Animaux : Cas., 28 novembre 1904 : *Gazette palais*, 1904-2-614; — Agen, 14 décembre 1908 : *Gazette Palais*, 1909-1-54; — Paris, 23 mars 1912 : *Gazette palais*, 1912-1-549. — *Spécialement pour aubergistes* : Douai, 31 mars, 1903 : S., 1905-2-166; — Trib. civ. Auxerre, 16 novembre 1904 : *Journ. le Droit*, du 22 novembre 1904; — Trib. civ. Roanne, 31 janvier 1905 : P., 1905-2-90; — Rennes, 19 mars 1907 : *Gazette palais*, 1907 1-551; — Trib. paix Moulins, 15 avril 1911 : *Bulletin des décisions des justices de paix*, 1911-381.

(2) Tribunal Seine, 4 février 1882 : *Journal la Loi* du 13 février, 1882.

(3) Tribunal paix Paris. (V^e arrondissement) 16 mars 1906 : P., 1906-2-161, et *journal la Loi* du 28 mars 1906.

(4) Sur cas fortuit et force majeure, *supra*, page 197.

Tribunal civil de la Seine (1), a décidé que, « la maladie étant incontestablement un cas de force majeure, un hôtelier ne saurait se prévaloir des dispositions de l'article 1147 du Code civil pour réclamer des dommages-intérêts à des voyageurs qui ont refusé de quitter l'hôtel nonobstant une sommation, alors qu'ils en ont été empêchés par une maladie subite de leur enfant. L'hôtelier ne saurait davantage invoquer les articles 1382 et 1383 du même Code, sous prétexte que cette maladie contagieuse lui a fait éprouver un dommage. La maladie dont il s'agit s'étant déclarée pendant le séjour des voyageurs à l'hôtel, aucune négligence ou imprudence ne peut leur être reprochée. Mais l'hôtelier a droit au remboursement des frais par lui exposés pour la désinfection des locaux occupés par les voyageurs dont l'un a été atteint d'une maladie contagieuse ».

SECTION II

SANCTION DES OBLIGATIONS DES VOYAGEURS

§ 1. **Considérations générales et conseils pratiques.**
Du délit de grivèlerie. — D'une façon générale, le voyageur est tenu, pour parler le langage du Code, d'obligations de ne pas faire et d'obligations de faire. Les deux se résolvent en dommages-intérêts, en cas d'inexécution

(3) Tribunal Seine (7^e ch.) 30 juin 1893 : P., 94-2-36; — Paris (6^e ch.), 1^{er} février 1895 : P., 96-2-142.

de sa part (articles 1145 et suivants du Code civil), mais il peut y avoir des sanctions plus directes.

Prenons, d'abord, les obligations de ne pas faire : le voyageur doit s'abstenir de troubler par son attitude la tranquillité et le bon ordre de l'hôtel, ne doit pas par exemple transformer sa chambre en lieu de débauche et de libertinage; cette conduite fournirait à l'aubergiste un motif légitime pour refuser de le recevoir, elle lui donne certainement le droit, sans parler de tous dommages-intérêts, de procéder à son expulsion, et s'il ne consent à s'en aller de bon gré, de faire appel, au moins dans la location au jour le jour, aux gardiens de l'ordre public. Si, par crainte de sortir de ses fonctions, inertie ou mauvaise volonté, le commissaire de police ou les gendarmes requis ne voulaient pas intervenir, l'hôtelier aurait, si les intérêts en jeu dépassent 1.500 francs, la ressource de se pourvoir en référé devant le président du tribunal civil, et, au-dessous de ce chiffre, d'assigner à bref délai devant le juge de paix.

Le voyageur peut contrevenir d'une autre façon à ses obligations de ne pas faire : quand le contrat de location a été fait pour une durée déterminée, à des conditions fixées et que la durée du séjour convenu du voyageur a pu rendre plus douces, le voyageur viole la loi du contrat s'il prétend quitter l'hôtel avant le terme fixé, et par le seul fait de cette contravention doit à l'hôtelier des dommages-intérêts représentant la perte faite par ce dernier ou le gain dont il a été privé (art. 1149, Code civil). Le privilège dont il sera question plus bas ne les garantit pas; mais, sous réserve des difficultés de la preuve, l'hôtelier qui devra avoir eu la prudence de ne donner quittance que sous réserve de tous dommages-

intérêts, obtiendra facilement du juge de paix un jugement de condamnation lui permettant de procéder à la saisie des bagages du voyageur.

Passons maintenant aux obligations de faire, et à la principale, la plus douloureuse parfois, autrement dit à celle de payer le prix convenu. Si, lors du quart d'heure de Rabelais, c'est-à-dire au moment de son départ, le voyageur ne peut ou ne veut acquitter sa note, quels sont les recours de l'hôtelier ? Nous ne sommes plus au temps où le créancier se payait sur la personne de son débiteur : aussi encourt des poursuites correctionnelles, et tombe sous l'application de l'article 311 du Code pénal l'hôtelier coupable d'avoir fermé la porte de son hôtellerie pour s'opposer au départ d'un voyageur qui refusait de le payer, et d'avoir dit à ce voyageur qu'il ne sortirait pas avant d'avoir soldé sa note : ce fait constitue en effet un acte violent affectant directement la personne en lui infligeant une gêne, un trouble et même une souffrance aussi bien physique que morale (1).

Le Code pénal ne constitue-t-il pas, au moins, comme le sabre de M. Prudhomme, une arme à double tranchant, et l'hôtelier non payé ne peut-il invoquer le délit de grivèlerie créé par la loi du 26 juillet 1873 qui a ajouté un alinéa à l'article 401 du Code pénal : « Quiconque, sachant qu'il est dans l'impossibilité absolue de payer, se sera fait servir des boissons ou des aliments qu'il aura consommés, en tout ou en partie, dans des établissements à ce destinés, sera puni d'un emprisonnement de six jours au moins et de six mois au plus, et d'une amende de 16 francs au moins et de 200 francs au plus ».

(1) Chambéry, 10 mars 1886 : P., 86 - 2 - 90.

Cette disposition qui protège l'hôtelier en tant que restaurateur ou cafetier contre le consommateur voulant se nourrir ou se désaltérer à trop bon compte, ne vise pas évidemment, cela ressort de ses termes, le voyageur qui ne fait que loger à l'auberge ; mais ne s'applique-t-elle pas à celui qui logeant à l'auberge s'y fait servir des repas ou des « consommations » ?

Malgré des essais de poursuites des parquet entamées dans ce sens, la jurisprudence s'est refusée à cette interprétation (1), et sa manière de voir est conforme aux travaux préparatoires. Le projet primitif disposait : « quiconque, sachant qu'il est dans l'impossibilité absolue de payer, se sera fait servir des boissons et des aliments dans un restaurant, dans un café ou dans un hôtel, ou *se sera fait donner un logement dans un hôtel.* » Ces dernières expressions furent enlevées, car, ainsi que le déclara le rapporteur de la commission à l'assemblée nationale, l'assimilation de l'acte consistant à se faire donner un logement dans un hôtel « à l'acte de se faire servir des boissons ou des aliments dans un restaurant pouvait présenter certains dangers et n'était pas entièrement exacte » (2). Nos hommes politiques de l'époque paraissent avoir considéré que, socialement parlant, le danger n'était plus le même, que le fait serait moins fréquent et que, si l'hôtelier ne voulait se reposer sur la valeur des bagages de son client ou sur sa bonne foi, il n'avait qu'à exiger son paiement d'avance, ce que

(1) Paris, 22 février 1883 : S., 86 - 2 - 124 ; — Douai, 14 novembre 1883 : D., 86 - 2 - 101 ; — Nîmes, 10 février 1887 : *Journal des parquets*, 87 - 2 - 96 ; — Amiens, 7 mai 1897 : S., 97 - 2 - 250 ; — Pau, 27 mai 1899 : S., 99 - 2 - 178.

(2) *Journal Officiel* du 22 mai 1872, p. 3414, 1^{re} colonne.

l'usage ne permettait pas aux restaurateurs ou cafetiers (1).

C'était se montrer bien mauvais prophète, et les faits ont donné tort à ces prévisions : par suite de la concurrence, les aubergistes sont dans l'impossibilité morale d'exiger leur paiement d'avance et qu'il s'agisse de « la superbe valise en peau de truie », propriété de M. Godefray et qui impressionnait Saint-Vallier, ou de la propre malle de ce dernier « velue, si fatiguée, qu'il avait eu tant de peine à clore » (2), les deux peuvent ne contenir que des cailloux qui ne sont même pas des cailloux du Rhin. Aussi le sixième Congrès de la Fédération hôtelière, qui a tenu ses séances à Biarritz, du 17 au 28 octobre 1912, a émis le vœu suivant : « Quiconque n'aura pas payé ses aliments, boissons et logements pendant huit jours au moins, sera passible du délit de filouterie d'aliments et logements et tombera sous le coup de la loi, article 401 du Code pénal, paragraphe ajouté loi du 26 juillet 1873 » (3).

En attendant la réalisation souhaitable de ce vœu, le voyageur indélicat peut être poursuivi en vertu de l'article 405 du Code pénal, si, pour se faire admettre à crédit, il a eu recours à des manœuvres frauduleuses constitutives de l'escroquerie, s'est présenté, par exemple, sous la fausse qualité d'employé d'un client connu et a déclaré qu'il cherchait un hôtel sûr, à raison des sommes importantes dont il était porteur (4). Une Cour a même

(1) D., P., 1873 - 4 - 94 et 95, note.

(2) *Saint-Vallier*, de Charles-Henry Hirsch.

(3) *La France Hôtelière*, numéro de novembre 1912, page 9.

(4) Nîmes, 10 mars 1887 : S., 87-2-105.

jugé que le fait d'avoir couché dans une auberge, après avoir consommé des aliments sans pouvoir les payer, ne fait pas disparaître la criminalité du délit de grivèlerie (1). En l'espèce, en effet, l'aubergiste n'avait pas « suivi la foi » du voyageur, au sens dans lequel les auteurs de la loi du 26 juillet 1873 entendaient ces mots.

§ 2. **Privilège de l'hôtelier.** — A. *Historique et véritable nature de ce prétendu privilège.* — En tout cas, c'est dans le droit civil, que l'aubergiste trouve la sanction la plus directe au paiement de son dû par le voyageur et la garantie la plus sûre de ce paiement.

Aux termes du paragraphe 5 de l'article 2102 de notre Code civil, les fournitures d'un aubergiste sont payées par privilège, c'est-à-dire de préférence à d'autres créances, sur les effets du voyageur qui ont été transportés dans son auberge.

Ce privilège est de date ancienne. Il se retrouve dans nos anciennes coutumes : Calais (243), Melun (328), Bourbonnais (135), Berry (20, titre 9), Paris qui dans son article 175 dispose : « dépens d'hôtelage livrés par hôtes à pèlerins ou à leurs chevaux sont privilégiés et viennent à préférence devant tous autres sur les biens et chevaux hôtelés, et les peut l'hôtelier retenir jusqu'à paiement et, si aucun autre créancier les voulait enlever, hôtelier a juste raison de s'y opposer (2) ». Cet article 175 (art. 193 de l'ancienne coutume) provient de la coutume 50 des *Coutumes Notoires* et de la décision 176 de Jean des

(1) Agen, 21 décembre 1892 : D., 93-2-260.

(2) Voir *supra*, page 33, le *Droit coutumier* ; et Ferrière y cité, tome I, article 175.

Mares qui n'avait fait que consacrer la jurisprudence du xiv^e siècle. Cette jurisprudence elle-même avait pris sa source dans la saisie privée accordée à l'hôtelier par le très ancien droit français (1).

L'origine ancienne de ce privilège et sa persistance à travers les âges sont chose facile à expliquer et à justifier : la responsabilité que la loi met à la charge de l'hôtelier est lourde et exclusive du droit commun. Ce privilège n'est qu'une juste contre-partie au regard du voyageur qu'il héberge et qu'il ne connaît pas. Le langage de notre Code est-il rigoureusement exact en nous plaçant au strict point de vue juridique, et ce prétendu privilège n'est-il pas, en réalité, un simple droit de rétention reposant sur l'*exceptio doli*, *exceptio non adimpleti contractus* du droit romain ? Comme M. Planiol le dit excellemment : « Si le voyageur n'exécute pas sa propre obligation qui est de payer sa note, il ne peut exiger que l'hôtelier remplisse la sienne qui est de rendre ses bagages. Le droit qu'a l'hôtelier de conserver les effets apportés chez lui par ses clients s'explique donc de la forme la plus simple par les principes généraux qui régissent les contrats synallagmatiques... ce prétendu privilège n'en peut pas être un, car on admet que l'hôtelier perd tous ses droits sur les bagages du voyageur, dès qu'il le laisse sortir de l'hôtel (2) ». Or le droit de préférence qui est de l'essence même du privilège doit subsister envers et contre tout. Laurent est seul à douter de la concession à l'aubergiste du droit de rétention

(1) Collinet, cité *supra*, thèse sur *Saisie privée*, Paris, 1893, page 175.

(2) Planiol, cité *supra* : *Droit civil*, tome II, n° 2521.

parce que la loi ne le lui confère pas expressément (1). Mais il résulte des principes généraux, et en vertu de quelle règle, sinon du droit de rétention, l'aubergiste retiendrait-il les effets du voyageur pendant le délai de six mois que la loi du 31 mars 1896 lui impose avant leur mise en vente et qui n'est qu'un minimum?

Est-ce à dire que, sous ce prétendu privilège, il ne faille voir autre chose que l'*exceptio doli*? Je ne le crois pas : un simple droit de rétention permettrait à l'hôtelier de retenir les effets, mais non de se faire payer par priorité(2), quand, conformément à la loi précitée, il procède à leur vente, et j'admettrais volontiers que sur ce droit de rétention est venue se greffer une constitution tacite de gage, constitution résultant de l'intention présumée des parties : « il était nécessaire dans l'intérêt des voyageurs eux-mêmes que l'aubergiste qui leur fournit les choses nécessaires dans le cours de la route et qui est responsable de leurs effets, ait son paiement assuré par ces effets(3) ». C'est, du reste, sur cette constitution de gage que repose le « privilège » accordé au bailleur d'immeubles par le paragraphe 1 de l'article 2102(4), et, tout compte fait, l'hôtelier est bien un locateur. Cette croyance à l'existence d'un gage tacite nous permettra, verrons-nous, d'accorder à l'hôtelier le droit de revendiquer les effets des

(1) Laurent, cité *supra*, tome XXIX, n° 511.

(2) Planiol, cité *supra* : *Droit civil*, tome II, n° 594.

(3) Thézard, *Du nantissement, Des privilèges et hypothèques et de l'expropriation forcée*, Paris, 1880, n° 364; — Baudry-Lacantinerie et de Loynes, *Privilèges et hypothèques*, tome I, 3^e édit., Paris, 1906, n° 540.

(4) Planiol, *Droit civil*, cité *supra*, tome II, n° 2465.

voyageurs, qui auraient été enlevés sans son consentement.

B. *Champ d'application de ce privilège.* — Quel est le champ d'application de ce privilège (gardons ce mot qui est commode, sans nous illusionner sur sa valeur) ? En termes plus explicites, quelles créances garantit-il, sur quels effets porte-t-il et sur les effets de qui ?

a) *Fournitures d'un aubergiste*, dit la loi, et par ces mots il faut entendre les frais de logement et de nourriture, quels qu'ils soient, quelle que soit la somme à laquelle ils se montent. Si nous en croyons Dumoulin, l'ancien droit se montrait plus protecteur de la morale publique et le privilège de l'aubergiste aurait cessé pour les dépenses excessives faites chez lui, parce qu'elles étaient contraires aux bonnes mœurs (1). Cette distinction trop subtile (telle dépense excessive pour un voyageur peut être fort raisonnable pour tel autre et, sans parler de l'impossibilité pour l'hôtelier de se rendre compte du moment où une dépense commence à être excessive, il n'est pas dans son rôle de retenir ses clients sur la voie de la consommation) a été abandonnée complètement aujourd'hui (2) ; Laurent est seul à soutenir contre toute vraisemblance que, si dans les aliments il faut faire entrer les vins et boissons qu'il est d'usage de prendre à table, il ne faut, par contre, com-

(1) Dumoulin, *Commentaire sur l'Ancienne Coutume*, éd. de 1681, p. 932 (annotations sur art. 193 de l'ancienne coutume de Paris devenu art. 175 de la nouvelle rédaction).

(2) Baudry-Lacantinerie et de Loynes, cités *supra* : *Privilèges et hypothèques*, tome I, n° 544.

prendre dans les fournitures privilégiées les vins et liqueurs qui seraient fournis en dehors des besoins de l'alimentation (1).... Des us et des coutumes de chacun on ne peut discuter, et le texte de la loi ne se prête pas à cette distinction.

De la classe des fournitures privilégiées sont exclues, sans aucun doute, de l'avis unanime, les créances provenant de faits étrangers à l'exercice de la profession d'hôtelier.

b) Sur quels effets porte ce privilège? « Sur les effets du voyageur qui ont été transportés dans son auberge », répond la loi. Il n'y a pas de bonne raison de donner à ce mot effets un sens moins général que celui qu'on s'accorde à lui reconnaître dans l'article 1952 (2). Aussi, quoi qu'on en ait dit, faut-il y comprendre tout ce qu'un voyageur peut amener avec lui, même les êtres animés. L'article 175 de la Coutume de Paris le disait expressément pour les chevaux, et le mot effets a un sens trop général pour se montrer moins large aujourd'hui. Ce serait d'ailleurs un véritable déni de justice que ces animaux, qui ont été soignés et nourris à l'hôtel, ne répondent pas des déboursés qu'ils ont occasionnés. Les seules exceptions sur lesquelles on s'accorde à peu près sont celles relatives aux titres de créances ordinaires (3), qui ne peuvent se transmettre comme de simples objets matériels, aux papiers qui n'ont aucune valeur vénale et aux habits dont le voyageur est revêtu (4). Cette der-

(1) Laurent, cité *supra*, tome XXIX, n° 507.

(2) Voir *supra*, p. 135.

(3) Thézard, cité *supra*, n° 364.

(4) Huc, cité *supra*, tome XIII, n° 105.

nière exception s'explique par une simple raison d'humanité et, si nous voulons lui donner une base juridique, nous la trouvons dans l'alinéa 2 de l'article 593 du Code de procédure civile, duquel il résulte que même le fournisseur d'aliments ou le propriétaire bailleur ne peuvent saisir les habits dont les saisis sont vêtus et couverts. Ferrière nous rapporte un arrêt, en date du 18 mars 1595, condamnant à 10 écus d'amende envers les prisonniers un aubergiste qui, ayant pris les habits de son client par un jour de grand froid, avait occasionné sa mort (*supra*, page 34), et nous ne pouvons revenir aux chartes de Trazeguies (1220) et Chappelle-lez-Herlaymont (1222) qui permettaient de prendre au débiteur jusqu'à sa chemise!

Peu importe que le voyageur soit ou non propriétaire des effets. Ferrière disait déjà « que les hôteliers ne sont pas obligés de s'informer si les chevaux appartiennent à ceux qui les mènent dans leurs maisons et à quel titre ils les tiennent(1) ». Le texte actuel exige simplement que ces effets aient été « transportés » : si le propriétaire d'un objet mobilier corporel ne peut le revendiquer contre un acquéreur qui le détient avec juste titre et bonne foi (art. 2279, Code civil), il ne le peut davantage contre un gagiste, et l'hôtelier est un gagiste tacite. Ce raisonnement, basé sur l'article 2279, implique que l'hôtelier perdrait tout privilège, s'il était de mauvaise foi, c'est-à-dire s'il savait que les effets du voya-

(1) Ferrière, cité *supra* : *Compilation des commentaires sur la coutume de Paris*, II, art. 175, n° 7, a. 4.

geur appartiennent, en réalité, à des tiers(1). L'article 2102, alinéa 4-3, Code civil, le décide expressément pour le bailleur. Toujours par application de l'article 2279, la bonne foi de l'aubergiste, qui est du reste présumée (art. 2268), n'est requise qu'au début de sa possession, lors de la naissance de son privilège(2). Enfin, si ces effets ont été perdus ou volés par leur véritable propriétaire, ce dernier aurait le droit de les revendiquer pendant trois ans contre un légitime acquéreur (art. 2279, al. 2); à *fortiori*, ce droit lui est donné contre l'hôtelier qui n'est qu'un simple gagiste(2).

Encore faut-il que ces effets aient été « transportés dans l'auberge » ou, au moins, dans une de ses dépendances et que l'aubergiste en ait conservé la possession. A la différence du créancier privilégié (au véritable sens du mot), le créancier titulaire d'un droit de rétention ou nanti d'un gage ne conserve son droit de préférence que tant que l'objet sur lequel porte le droit de rétention ou de gage reste entre ses mains. En refusant de se dessaisir des « effets » du voyageur, l'hôtelier ne fait donc qu'exercer son droit et il aurait tout à perdre en restituant ces effets à qui que ce soit, avant d'avoir reçu complète satisfaction. Par application de cette règle, il a été jugé qu'un hôtelier impayé par un client transporté de l'hôtel dans une maison de santé où il est mort, perd son privilège, s'il se dessaisit des bagages de ce voyageur, même sur réquisition de l'administrateur ju-

(1) Planiol, *Droit civil*, cité *supra*, tome II, n° 2400; — Bruxelles, 12 juillet 1806: S., et P. chronolog.; — Cass. Colmar, 26 avril 1816; — Chron. Dijon, 11 juillet 1872 : D., 73-2-215.

(2) Voir Cas., 25 novembre 1907 : D., 1909-1-57.

diciaire chargé de liquider la succession du *de cujus*, et ce au moment de la vente du mobilier (1). Il ne peut davantage invoquer ce privilège pour les dépenses qu'un voyageur descendu à nouveau chez lui aurait faites dans un précédent voyage (2). La conclusion pratique de ces principes et de ces jugements peut se résumer en un conseil : que l'hôtelier fort de son droit ne se désaisisse des effets en question sur la réquisition de personne et n'obéisse qu'aux jugements des tribunaux compétents, obtenus contre lui par le voyageur. Si ce dernier s'adresse à un commissaire de police et que celui-ci prenant son parti veuille donner des injonctions à l'hôtelier, que notre aubergiste n'hésite pas à remettre poliment à sa place ce fonctionnaire par trop zélé : un officier de police judiciaire n'a rien à voir dans une affaire purement civile, et les articles 184 et 114 du Code pénal sur la violation de domicile et les actes arbitraires et attentatoires à la liberté individuelle et aux droits civiques de chacun, l'article 1382 du Code civil sur le dommage causé à autrui devront suffire à lui montrer qu'il a tort de sortir de ses attributions (3).

En principe, avons-nous déclaré, l'hôtelier perd son privilège, s'il ne se maintient pas en possesseur de son gage ; c'est parfait, et c'est tant pis pour lui s'il s'est désaisi volontairement. La même solution serait injuste,

(1) Trib. Seine, 2^e Chambre, 1909 : *Bulletin officiel du Syndicat général de l'Industrie Hôtelière*, n° 3, mars 1911, page 10.

(2) Trib. com. Nantes, 20 septembre 1873 : J. G. S., D. : *vo Privilèges et hypothèques*, 190.

(3) Voir, à ce sujet, l'article plein d'humour de M. Ferré, avocat à la cour d'appel de Paris, dans le *Bulletin officiel du Syndicat général de l'Industrie hôtelière*, n° 5, mai 1909, p. 4.

quand cette dépossession est involontaire. Aussi s'entend-on à lui reconnaître parfois un droit de revendication, qui lui permet de rentrer en possession des effets détournés et de recouvrer son privilège (1). Le désaccord le plus parfait règne d'ailleurs sur le nombre des cas dans lesquels existe ce droit de revendication. Si les objets ont été perdus ou volés par un tiers, pas de difficulté (arg. article 2279, al. 2) ; et l'aubergiste peut les revendiquer pendant trois ans contre le voleur ou même contre un tiers possesseur de bonne foi. Mais, si ces effets ont été enlevés clandestinement et à l'insu de l'hôtelier par leur propriétaire lui-même, par le voyageur, que décider ? On ne peut plus parler de vol, on ne vole pas sa propre chose, puisque le vol, par définition même, est la soustraction frauduleuse de la chose d'autrui. Cette difficulté a donné naissance à trois systèmes :

Un premier veut continuer à appliquer l'article 2279 et à permettre à l'aubergiste de revendiquer pendant trois ans même contre des tiers de bonne foi les effets ainsi enlevés (2). Mais ce système va directement à l'encontre du texte de l'article 2279 qui parle de perte ou de vol : or, dans notre hypothèse, il n'y a ni perte, ni

(1) Voir espèce curieuse, concernant un chien : Trib. paix Gray, 5 août 1911 : *Bulletin des décisions des juges de paix*, 1912, 24. — Le jugement parle de droit de rétention : en réalité, c'est bien le privilège de l'alinéa 5 de l'article 2102 du Code civil, qui est en jeu.

(2) Valette, *Des privilèges et hypothèques*, Paris, 1846, n° 70 ; — Martou, *Des Privilèges et hypothèques*, Bruxelles ; — Paris 1856, t. II, nos 506 et 507 ; — Pont, *Privilèges et hypothèques*, tome I, n° 167, 2^e éd., Paris, 1868.

vol, et, de plus, comme le dit Guillouard, « comment protéger un droit d'une nature aussi fragile par une action qui durerait trois ans ? Pour le bailleur, dont le privilège a une grande importance sociale, l'action a été limitée à quinze ou quarante jours, et on donnerait trois ans à l'aubergiste. »

Aussi un deuxième système plus absolu refuse-t-il ici à l'hôtelier tout droit de revendication : l'article 2279 ne lui est pas applicable, et aucun autre texte ne lui confère ce droit (1). C'est aller trop loin en sens inverse, et ce serait faire taxer le législateur d'imprévoyance notoire : comment, lui qui a la tâche de protéger les droits de chacun, il favoriserait et encouragerait ainsi ces pseudo-déménagements à la cloche de bois ? C'est oublier que l'aubergiste est un locateur avant d'être un hôtelier, et que l'article 2102, alinéa 4-5, institue un droit de revendication au profit du bailleur.

Pour ces deux motifs, nous rallions-nous sans aucune hésitation à la troisième doctrine qui est celle de Mourlon et de MM. Baudry-Lacantinerie et de Loynes (2) : pendant quinze jours, délai durant lequel le propriétaire d'une maison affermée peut revendiquer les meubles enlevés par le possesseur sans son consentement, l'aubergiste peut revendiquer partout où il les trouve, fût-ce

(1) Aubry et Rau, cités *supra*, tome III, § 261, texte et note 78 ; — Laurent, ci é *supra*, tome XXIX, n° 510 ; — Guillouard, cité *supra* : *Privilèges et hypothèques*, tome I, n° 431.

(2) Mourlon, *Répétitions écrites sur le Code civil*, 11^e édit., revue par Demangeat, Paris, 1883, tome III, n° 1313-3^e ; — Baudry-Lacantinerie et de Loynes, *Privilèges et hypothèques*, cités *supra*, tome I, n° 549.

entre les mains d'un tiers acquéreur de bonne foi les effets ainsi frauduleusement enlevés de son établissement par le voyageur. Bien que nous soyons en matière de privilèges, c'est-à-dire en matière de droit étroit, l'analogie est ici trop flagrante, pour qu'il soit permis de passer outre : nous sommes en présence de deux créanciers nantis et nantis dans les mêmes conditions. Il n'est donc pas indifférent de dire que l'hôtelier a un véritable droit de gage : un simple droit de rétention ne peut servir de base à une action en revendication.

c) Quelles sont les personnes sur les bagages desquelles les hôteliers peuvent faire valoir le privilège que leur accorde l'article 2102, paragraphe 5, du Code civil ? La loi parle de voyageurs, et une tradition invétérée refuse de considérer comme voyageurs les habitants de la localité où l'aubergiste exerce sa profession (1) ; l'aubergiste a toute latitude pour se renseigner sur la solvabilité des personnes domiciliées dans la commune. Ces raisons, qui peuvent avoir leur valeur dans une bourgade ou une localité de peu d'importance, n'en ont aucune dans une grande ville où l'hôtelier est dans l'impossibilité matérielle de se livrer à une enquête sur la moralité et la solvabilité de chacun. Aussi certains auteurs ont proposé de substituer à cette distinction une distinction de fait (2) : refuser le privilège à l'aubergiste, quand il connaît personnellement l'individu habitant la localité, et que ce dernier a un domicile qu'il n'a pas

(1) Baudry et de Loynes, cités *supra*, *Privilèges et hypothèques*, tome I, n° 545.

(2) *Pandectes françaises : Répertoire*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 2155.

besoin de chercher. Cette distinction de fait n'a eu aucun succès : puisque envers les individus domiciliés dans la commune l'hôtelier n'est responsable de leurs effets que dans les termes de droit commun et échappe à la lourde responsabilité des articles 1952 et 1953 (1), une déduction s'impose : il ne doit pas avoir sur ces mêmes effets le privilège spécial de l'article 2102, al. 5.

Contre les habitants de la localité, l'hôtelier n'est cependant pas réduit au rôle d'un simple créancier chirographaire, et souvent il peut invoquer soit le privilège général pour fournitures de subsistances du paragraphe 5 de l'article 2101 (2), soit le privilège spécial donné par le paragraphe 3 de l'article 2102 au conservateur de la chose, et que la jurisprudence accorde à celui qui a nourri ou soigné un animal (3). Le cas échéant, il pourrait, remarquons-le, user de ces deux derniers privilèges même contre un voyageur, mais il ne paraît pas y avoir grand avantage. Enfin, le droit de rétention que la jurisprudence reconnaît au créancier, quand il y a *debitum cum re junctum*, c'est-à-dire corrélation entre la chose retenue et la créance réclamée lui permet de retenir les effets d'un habitant de la localité, sans toutefois lui donner aucun droit de priorité sur le prix le jour de leur mise en vente.

Peu importe la durée du séjour fait par le voyageur à l'hôtel. C'est ce que, logiques avec nous-même, nous admettons sans peine, en vertu de la corrélation qui

(1) *Supra*, page 162.

(2) Ferrière, cité *supra*, sur article 175 et la coutume de Paris ; — Thézard, cité *supra*, n° 364 ; — *Contra* : Trib. civ. Tlemcen, 2 avril 1908, *Revue Algérienne*, 1911-110.

(3) Cas., 14 février 1900 : D., 1900-1-175.

existe entre le privilège accordé à l'hôtelier et la lourde responsabilité qui lui est imposée par les articles 1952 et 1953 : nous avons, en effet, essayé d'établir que le voyageur peut invoquer les articles 1952 et 1953, quel que soit le temps qu'il demeure à l'hôtel (*supra*, page 163)(1).

Peu importe même la durée du séjour réel : le privilège s'étend à la somme convenue, et non seulement à celle qui est due réellement(2).

§ 3. Mode de réalisation du gage. — Vente des objets abandonnés ou laissés en gage par le voyageur aux aubergistes ou hôteliers. — Concours avec d'autres créanciers privilégiés. — A. Régime du Code civil. L'hôtelier a, avons-nous conclu, un droit de gage sur les effets du voyageur, et jusqu'à son paiement il peut retenir ces effets indéfiniment. Mais la belle avance, s'il ne pouvait transformer ces effets en monnaie sonnante et trébuchante... ou en billets de banque. Quelle utilité y aurait-il pour lui à encombrer les dépendances ou les greniers de sa maison de malles aux couronnes héraldiques plus ou moins authentiques, que dans les villes de jeu surtout lui laissent souvent pour tout potage les victimes de « la rouge ou de la noire » ? Harpagon aimait ses richesses pour les contempler..... encore fallait-il que ce soient des richesses. Or, plus nombreux qu'on ne le croit, sont les voya-

(1) Baudry-Lacantinerie et de Loynes, cités *supra*, *Privilèges et hypothèques*, tome I, n° 545.

(2) Paris, 1^{er} février 1867 : J. G. S. D., v° *Privilèges et hypothèques*, n° 188.

geurs de mauvaise foi qui préfèrent abandonner leurs bagages plutôt que de payer leur note, et les exploiters d'hôtels, qui, après avoir abusé pendant des semaines de la crédulité du maître des lieux, disparaissent un beau matin, abandonnant dans leur chambre des objets de faible valeur qu'ils ne viendront pas rechercher : ce sont des oiseaux de passage que le vent emporte... quand ce n'est pas le vulgaire « panier à salade ». Il paraîtrait inadmissible que l'hôtelier ne pût récupérer sur ces objets au moins une partie de sa créance.

Plus nombreux encore sont les gens étourdis qui sèment un peu partout des objets leur appartenant. Nos hôtels deviennent ainsi le réceptacle d'objets les plus hétéroclites (cannes, parapluies, bicyclettes... ; dans un certain hôtel de la Canebière, un paralytique avait même oublié ses béquilles). Ces objets, on ne pouvait davantage forcer l'hôtelier à les conserver indéfiniment : véritables nids à poussière, ils ne font le bonheur que des animaux rongeurs et grimpeurs de toute sorte.

Fable, dira-t-on, que toutes ces phrases, et vous ne nous ferez pas accroire que, soit les règles de réalisation du gage, soit les règlements de police, n'aient prévu cette situation et remédié à ses inconvénients.

Fable pas tant que cela, ou du moins la fable confine souvent à l'histoire. Telle en effet était l'histoire sous l'empire du Code civil, car les procédures mises à la disposition des hôteliers étaient si compliquées et si coûteuses que beaucoup préféraient ne pas exercer leurs droits.

Les objets laissés en gage étaient régis par l'article 2078 du Code civil qui constitue encore le droit commun du gage.

« Le créancier ne peut, à défaut de paiement, disposer du gage ; sauf à lui de faire ordonner en justice que ce gage lui demeurera en paiement et jusqu'à due concurrence, d'après une estimation faite par experts ou qu'il sera vendu aux enchères.

Toute clause qui autoriserait le créancier à s'approprier le gage ou à en disposer sans les formalités ci-dessus est nulle ».

Ainsi l'aubergiste non payé devait s'adresser aux tribunaux pour obtenir un titre exécutoire et faire ordonner la vente des objets laissés en gage. Le chiffre de la demande étant indéterminé, les tribunaux de première instance pouvaient seuls en connaître : ministère obligatoire d'un avoué, le plus souvent assistance d'un avocat, frais élevés, et il n'était pas rare de voir filer un billet de 100 francs pour des intérêts se montant à un chiffre bien inférieur.

La situation de l'hôtelier n'était pas plus brillante au regard des objets oubliés, des « épaves » ou des effets abandonnés par un voyageur décédé dans l'établissement. Les épaves tombaient sous l'application des ordonnances des 23 mai 1830 et 9 juin 1831 : dépôt aux greffes des tribunaux civils ou aux commissariats de police, vente aux enchères après un délai de six mois et produit versé à la Caisse des Dépôts et Consignations, conformément au décret du 21 novembre 1855. L'hôtelier qui avait une créance à faire valoir sur ces objets devait prendre un jugement et n'en touchait le montant que défalcation faite des frais. Les effets abandonnés par un voyageur décédé dans l'établissement obéissaient aux règles, encore plus compliquées, des successions vacantes (art. 611 du Code civil et 798 du Code de

Procédure civile) : nomination par le tribunal civil d'un curateur, contre lequel était poursuivi le règlement de la créance. Ici encore les frais absorbaient le profit.

Aussi les hôteliers restaient dans l'expectative, sans cependant avoir l'espoir de voir jamais rien venir; seule la loi du 31 mars 1896 devait remplir le rôle de Prince Charmant et réveiller la Belle au Bois Dormant.

B. Régime de la Loi du 31 mars 1896. — Le 18 mai 1890, la Chambre syndicale des Hôteliers logeurs de Paris adressait à la Chambre des députés une pétition à laquelle avaient adhéré un grand nombre d'aubergistes, hôteliers, logeurs des départements. Leur demande concluait à obtenir le vote d'une loi permettant aux hôteliers, logeurs et aubergistes de faire vendre, après un délai d'un jour, sur simple cédule du juge de paix, les effets abandonnés chez eux ou laissés en gage par les voyageurs.

Cette pétition fut transmise avec avis favorable (1) au Ministre de l'Intérieur, avec invitation, s'il y avait lieu, de préparer un projet de loi. Le Gouvernement, à son tour, confia au Conseil d'État l'élaboration du projet : après un rapport remarquable du Conseiller d'État, M. Hippolyte Dubois (2), ce projet fut soumis à la Chambre le 17 mai 1892 par le Garde des sceaux Ricard.

Deux idées essentielles paraissent avoir servi de guide :

Unification du régime pour les objets laissés en gage,

(1) *Journal Officiel* du 29 décembre 1891 : Débats parlementaires, p. 2886.

(2) *Journal Officiel* : Documents parlementaires de 1892, p. 1056.

abandonnés, oubliés ou provenant d'un voyageur décédé à l'hôtel et dont la succession n'est pas réclamée;

Simplification de la procédure, par l'emploi d'un juge plus rapproché du justiciable et par l'abaissement des frais.

Inutile de donner le texte de ce projet, dont le texte définitif n'est guère que la reproduction. Qu'il nous suffise de dire que, sur le rapport de M. le député Royer (1), la Commission d'initiative parlementaire de la Chambre et la Chambre avaient étendu le bénéfice de ces dispositions à de nombreuses personnes, telles que les ouvriers auxquels des objets sont confiés à réparer ou nettoyer, les restaurateurs, cabaretiers, tenanciers de maisons de bains, dépositaires nécessaires, propriétaires en possession d'objets délaissés par un locataire disparu ou appartenant à un locataire décédé, dont la succession n'est pas réclamée, si le bail est expiré; enfin à tous les cas où des objets se trouvant par cas fortuit en la possession ou dans l'immeuble d'un tiers ont été abandonnés.

Cette extension très équitable fut repoussée par le Sénat qui, dans la séance du 8 mars 1894, se rangea à l'avis de son rapporteur, M. Nioche (2) (manque de rapport et d'analogie entre ces situations, dispositions spéciales), et, le 2 mai 1896, la Chambre, après un rapport de M. le député Larôze (3), adopta sans dis-

(1) *Journal Officiel* : Documents parlementaires de 1892, p. 2270.

(2) *Journal Officiel* : Documents parlementaires de février 1894, p. 744; — *Journal Officiel* : Débats parlementaires du 9 mars 1894, p. 215.

(3) *Journal Officiel* : Documents parlementaires de décembre 1894, p. 1996; — Débats parlementaires du 3 mars 1896, p. 340.

cussion le projet du Sénat. Ci-après le texte de loi définitif promulgué le 31 mars 1896.

LOI DU 31 MARS 1896

*Relative à la vente des objets abandonnés
ou laissés en gage
par les voyageurs aux aubergistes ou hôteliers*

« ARTICLE PREMIER. — Les effets mobiliers apportés par le voyageur ayant logé chez un aubergiste, hôtelier ou logeur, ou par lui laissés en gage pour sûreté de sa dette, ou abandonnés au moment de son départ, peuvent être vendus dans les conditions et formes déterminées par les articles suivants.

ART. 2. — Le dépositaire pourra présenter, au juge de paix du canton où les effets mobiliers ont été laissés en gage ou abandonnés, une requête qui énoncera les faits, désignera les objets et leur valeur approximative.

L'ordonnance du juge, mise au bas de la requête, fixera le jour, l'heure, le lieu de la vente, qui ne pourra être faite que six mois après le départ constaté du voyageur.

Cette ordonnance fixera, en outre, la mise à prix des objets à vendre, commettra l'officier public qui devra y procéder et contiendra, s'il y a lieu, l'évaluation de la créance du requérant.

L'officier public chargé de la vente fera ouvrir, en présence du dépositaire, les malles, paquets ou autres sous fermeture quelconque et dressera de son opération procès-verbal, qui sera communiqué au juge de paix.

En cas d'extrême urgence, le juge pourra autoriser la vente avant l'expiration du délai de six mois, et devra justifier, dans son ordonnance, des motifs de l'abréviation de ce délai.

ART. 3. — La vente sera annoncée huit jours à l'avance par affiches apposées dans les lieux indiqués par le juge, qui pourra même autoriser la vente, après une ou plusieurs annonces à son de trompe.

La publicité donnée à la vente sera constatée par une mention insérée au procès-verbal de vente.

ART. 4. — L'officier public commis par le juge prévendra huit jours à l'avance, par lettre recommandée, le voyageur, des lieu, jour et heure de la vente, dans le cas où son domicile sera connu.

La vente aura lieu aux enchères, et il y sera procédé tant en l'absence qu'en présence du déposant.

ART. 5. — Le propriétaire pourra s'opposer à la vente par exploit signifié au depositaire. Cette opposition emportera de plein droit citation à comparaitre à la première audience utile du juge de paix qui aura autorisé la vente, nonobstant toute indication d'une audience ultérieure. Le juge devra statuer dans le plus bref délai.

ART. 6. — Sur le produit de la vente, et après le prélèvement des frais, l'officier public payera la créance du depositaire. Le surplus sera versé à la Caisse des Dépôts et Consignations au nom du propriétaire, par l'officier public, qui ne dressera aucun procès-verbal du dépôt. Il en retirera récépissé ; ce récépissé lui vaudra décharge.

Si le produit de la vente est insuffisant pour couvrir les frais, le surplus sera payé par le depositaire, sauf recours contre le déposant.

Le montant de la consignation en principal et intérêts

sera acquis de plein droit au Trésor public, deux ans après le dépôt, s'il n'y a eü, dans l'intervalle, réclamation de la part du propriétaire, de ses représentants ou de ses créanciers.

ART. 7. — Les articles 624 et 625 du Code de Procédure civile sont applicables aux ventes prévues par la présente loi.

Ces ventes seront faites conformément aux lois et règlements qui déterminent les attributions des officiers publics qui en seront chargés.

ART. 8. — Tous les actes, spécialement les exploits, ordonnances, jugements et procès-verbaux faits en exécution de la présente loi, sont dispensés du timbre et enregistrés gratis.

Pour tenir lieu des droits de timbre et d'enregistrement, il sera perçu sur le procès-verbal de vente, lorsqu'il sera présenté à la formalité, sept pour cent (7 %) du produit de la vente, sans addition de décimes. »

Cette loi n'a pas besoin de commentaire et, grâce à sa clarté, se suffit à elle-même. Elle appelle seulement quelques observations :

Désormais plus de distinction entre les effets laissés pour gage et les objets oubliés ou abandonnés (1) ; l'or-

(1) Cette procédure est même applicable en cas de décès. Sans doute après le décès d'un voyageur dans son établissement, le devoir et l'intérêt de l'aubergiste lui commandent de prévenir le juge de paix et de faire apposer les scellés sur les malles et effets du voyageur décédé ; mais si, après un délai de six mois, les héritiers ne se sont pas fait connaître et les scellés n'ont pas été levés, l'aubergiste n'a qu'à s'adresser au juge de paix pour qu'il soit procédé à la levée des scellés et à la vente des objets, en la forme de la loi de 1896. (Agnel et Fortier, cités *supra*, *Code des*

donnance rendue sur requête par le juge de paix fixe toutes mesures utiles à leur égard.

La vente ne peut avoir lieu en principe qu'après un délai de six mois. Les hôteliers dans leur pétition étaient moins gourmands et se déclaraient disposés à conserver ces objets un an. Ce délai d'un an fut ramené à six mois par le Sénat, sur les observations de son rapporteur que, « en vertu des décrets d'août 1810 et d'avril 1811, ainsi que des ordonnances de 1830 et 1831, les voituriers, les chemins de fer, la police, les greffiers ne sont tenus de garder les objets abandonnés que pendant six mois avant la vente, et aussi parce que, les dépenses d'hôtel se prescrivant par six mois (article 2271), l'hôtelier pourrait devenir victime de la mauvaise foi du voyageur » (1). Une petite erreur semble s'être glissée ici dans le travail de l'honorable rapporteur, car la créance du créancier gagiste est imprescriptible, tant que le gage reste entre ses mains (2). Tel qu'il est, ce délai est néanmoins largement suffisant, et les droits de propriété du voyageur sont amplement sauvegardés : non seulement il est prévenu du jour de la vente et peut s'y opposer, mais il a deux ans à dater du jour de la consignation pour recouvrer le solde demeuré libre et déposé à la Caisse des Dépôts et Consignations, sans oublier l'action en répétition qui lui appartient pour réclamer les sommes indûment perçues ; ce délai de six

propriétaires et locataires de maisons, aubergistes et voyageurs, 10^e éd., Paris, 1908, n° 1337).

(1) Rapport de M. Nioche au Sénat, cité *supra* (*Journal off.* : Documents parlementaires de février 1894, p. 744).

(2) Planiol, *Droit civil*, cité *supra*, tome II, n° 2462 ; — Guillelouard, *Du « nantissement »*, n° 144, Paris, 1895.

mois ne saurait nuire davantage aux intérêts de l'hôtelier, puisqu'en cas d'extrême urgence (objets sujets à détérioration par exemple) le juge peut autoriser la vente avant son expiration. La Chambre avait proposé de faire courir ce délai de six mois à partir d'une déclaration de l'aubergiste au commissaire de police ou au maire de la commune, mais c'était une complication inutile, et la loi a bien fait de s'en tenir au départ constaté du voyageur : en fait, ce départ se trouve tout naturellement constaté par le registre de police, où l'hôtelier doit inscrire la date de sortie de chacun de ses clients.

Un mot sur les frais qui sont réduits au strict minimum ; la simplicité de la procédure rend inutile le ministère d'un avoué et superflu celui d'un avocat, et, de plus, tous les actes tels que exploits, ordonnances, jugements et procès-verbaux sont dispensés du timbre et enregistrés gratis. Pour tenir lieu de ces droits, il est perçu simplement sur le procès-verbal de vente sept pour cent (7 %) du produit de la vente.

Ne ménageons donc pas nos compliments au législateur, pour cette loi qui a trouvé le moyen de concilier des intérêts opposés et de les concilier à peu de frais pour le plus grand bien de tous.

C. Concours de l'hôtelier avec d'autres créanciers privilégiés (1). — L'article 6 de la loi du 31 mars 1896 dispose que, sur le produit de la vente et après le prélèvement des frais, l'officier public payera la créance du

(1) Pour la discussion de cette question, il est nécessaire de supposer que l'hôtelier ne s'est pas dessaisi volontairement de son gage, condition *sine qua non* pour l'exercice de son privilège (voir *supra*, pages 230 et suivantes).

dépositaire. Aucune difficulté si l'hôtelier n'a devant lui que le voyageur lui-même ou de simples créanciers de celui-ci n'ayant aucun droit particulier sur les effets mis en vente. Mais ces créanciers peuvent, eux aussi, avoir un privilège sur ces objets : ce peut être un créancier à privilège général, tel que le domestique du voyageur, le médecin qui lui a donné ses soins, l'entrepreneur des pompes funèbres qui a procédé à son enterrement..... Ce peut être un créancier à privilège spécial, tel que le vendeur non payé de certains de ses effets, le vétérinaire qui a soigné son cheval, le voiturier qui a transporté ses malles. Que décider et à qui donner la priorité sur le produit de la vente, une fois les frais déduits ? Contentons-nous d'indiquer, et sans insister, ce qui sortirait de notre cadre, la « directive » du classement entre ces divers privilèges. Tout d'abord et conformément aux traditions, les privilèges spéciaux passent avant les privilèges généraux : la créance de l'hôtelier primera donc celle du médecin ou du domestique. Quant à l'ordre entre eux des privilèges spéciaux, il se détermine d'après le fait de la possession ou la date de la créance, selon la catégorie à laquelle appartient ce privilège, catégories qui sont au nombre de trois : la loi donne à un créancier un privilège spécial ou parce qu'il est « nanti » d'un objet lui servant de sûreté (gagiste, hôtelier), ou parce qu'il a enrichi à ses dépens le patrimoine du débiteur (vendeur non payé), ou parce qu'il a engagé des frais pour conserver un objet de ce patrimoine. Ce sont les privilèges du créancier nanti, du vendeur et du conservateur de la chose. Le créancier nanti, hôtelier, à condition d'être de bonne foi, c'est-à-dire d'avoir cru que l'objet donné en nantissement est

bien la propriété de son débiteur, passe avant le vendeur. Il passe avant le conservateur de la chose (vétérinaire) si les dépenses conservatoires sont antérieures au nantissement, et après lui si elles sont postérieures, parce que ce créancier est censé par ses soins lui avoir conservé un gage. En conflit enfin avec un autre créancier nanti, l'ordre de préférence se règle selon la règle *prior tempore potior jure*, et le créancier qui a reçu la chose en gage le premier est préféré aux autres (1).

§ 4. **Saisie pratiquée à la requête de l'hôtelier ou entre les mains de l'hôtelier.** — Comme tout créancier, l'aubergiste a le droit de recourir aux voies d'exécution, saisie-arrêt, saisie mobilière ou immobilière, pour obtenir le paiement de son dû. Il peut également employer les saisies conservatoires de notre Code de procédure, ainsi appelées parce qu'elles ne sont pas des voies d'exécution au sens propre du mot, mais assurent simplement au créancier la conservation de son gage, et qui sont au nombre de trois : la saisie-gagerie, la saisie foraine et la saisie-revendication. On a soutenu, en s'appuyant sur les travaux préparatoires de la loi de 1838 sur les justices de paix que, pour exercer son privilège, l'aubergiste devait nécessairement pratiquer une saisie-gagerie. Cette théorie, qui est contredite par l'esprit d'économie et de rapidité de la loi de 1838 a été rejetée (2), mais, si la saisie-gagerie n'est pas indispensable, elle peut être

(1) Pour plus de détails, voir Planiol, *Droit civil*, cité *supra*, tome II, nos 2634 et suivants.

(2) Carré, cité *supra* : *Compétence judiciaire des juges de paix*, Paris, 1876, tome I, n° 187.

utile à l'hôtelier pour s'opposer avec efficacité à l'enlèvement de ses bagages par le voyageur, ou pour en recouvrer la possession, si leur propriétaire les a déjà enlevés (art. 819 du Code de Procédure civile et 13 de la loi du 12 juillet 1905) : sommation et délai d'un jour ou ordonnance rendue sur requête par le président du tribunal civil au-dessus de 1.500 francs et par le juge de paix au-dessous de ce chiffre. Il pourra être avantageux pour l'aubergiste, si le voyageur a d'autres effets mobiliers que ceux transportés à l'hôtel, d'employer la saisie foraine qui a lieu après ordonnance rendue sur simple requête par le président du tribunal civil ou le juge de paix, selon que les causes de la saisie excèdent ou non 1.500 francs (article 822 du Code de Procédure civile, article 13 de la loi du 12 juillet 1905).

Quant à la saisie-revendication, elle est avec la saisie-gagerie la sanction du droit de revendication que nous avons accordé à l'aubergiste dépouillé de son gage (*supra*, page 233) et est pratiquée sur le tiers détenteur des objets revendiqués : ordonnance du président du tribunal civil ou du juge de paix, selon que les causes de la saisie excèdent ou non ce même chiffre de 1.500 francs (art. 826 du Code de Procédure civile, art. 13 de la loi du 12 juillet 1905).

L'hôtelier a sur les effets de ses clients un droit de rétention et de nantissement. *Peut-il être contraint à exercer ces droits au profit d'un tiers*, créancier qui s'oppose entre ses mains à la restitution de ces objets à leur propriétaire, et risque-t-il de voir sa responsabilité engagée en laissant un client partir avec les objets saisis?

En premier lieu, il ne saurait être question de saisie-arrêt faite entre ses mains que pour les objets déposés

réellement. La saisie-arrêt ou opposition est l'acte par lequel un créancier fait défense à un débiteur de se dessaisir des sommes ou objets appartenant à ce dernier ou qui lui sont dus et sur lesquels il obtiendra son paiement; la simplicité de sa procédure la rend très tentante pour le créancier. Mais l'hôtelier n'est pas un débiteur du voyageur, pas plus qu'il n'est un véritable déposant. Bien que l'apport de ses bagages par le voyageur à l'hôtel soit qualifié par la loi de dépôt nécessaire, c'est en réalité à titre de bailleur que l'aubergiste donne une chambre au voyageur, et c'est à titre de locataire que celui-ci y introduit ses effets : aussi l'article 1944 qui dispose que le dépôt doit être remis au déposant..., « à moins qu'il n'existe entre les mains du dépositaire une saisie-arrêt ou une opposition à la restitution et au déplacement de la chose déposée », ne s'applique pas à l'hôtelier. C'est ce qui a été jugé en matière de location de cases de coffre-fort dans une banque (1) et les raisons de décider sont les mêmes : l'aubergiste

(1) Montpellier, 19 mars 1901; — Paris, 12 février et 1^{er} juillet 1903 : S., 1905-2-59, et la note de M. Wahl. Cependant un jugement très récent de la 6^e chambre sup^{re} du tribunal civil de la Seine, en date du 3 février 1913 et non encore publié dans les recueils, a déclaré que, « bien que n'ayant aucun droit personnel sur le contenu du coffre, ni même aucun droit de contrôle, l'établissement de crédit propriétaire du coffre n'en est pas moins tenu de respecter les dispositions du Code de Procédure civile, auquel sont soumis tous les tiers saisis ». Ce jugement (Aubin contre la Société Générale), qui n'est que la confirmation d'errements anciens (Trib. com. Seine, 21 juillet 1890 : S., 1905-2-58, en note), méconnaît que « le bailleur ne détient pas les objets placés par le preneur dans la chose louée, et que c'est le preneur qui en reste détenteur ».

ne détient pas, en réalité, les objets qui appartiennent à son client ; il n'est véritablement dépositaire que de ceux qui lui ont été confiés spécialement.

Si le tiers créancier emploie une des formes de saisies énumérées ci-dessus, l'hôtelier n'est pas davantage obligé d'accepter la garde des objets saisis. S'il accepte, il est responsable comme tous ceux qui sont constitués gardiens, civilement et pénalement (art. 1962 et 1382 du Code civil, 406 et 408 du Code pénal), mais il peut refuser d'accepter : en cas de refus de sa part, la défense de se dessaisir contenue dans la dénonciation de la saisie ne peut avoir à son égard d'autre effet que celui d'un simple avis dont il n'est pas obligé légalement de tenir compte et ne saurait l'exposer à des dommages-intérêts pour avoir passé outre à cette défense(1).

(1) Tribunal de paix du 4^er arrond. de Paris, 13 janvier 1911 : *Saisie foraine* — (*Bulletin Officiel du Syndicat général de l'Industrie hôtelière*, n° 3, mars 1911; — *Gazette des Tribunaux* du 19 mars 1911; — *Journal de droit international privé*, 1911, p. 1264.

CHAPITRE VI

QUESTIONS DE PROCÉDURE

SECTION I

TRIBUNAUX COMPÉTENTS

Très fréquentes sont les contestations qui s'élèvent entre les hôteliers et les voyageurs, et souvent au moment du départ, quand l'omnibus du chemin de fer attend dans la rue son chargement ou quand le moteur de l'automobile ronfle déjà à la porte. C'est le voyageur qui, trouvant l'addition trop « salée », se proclame « volé comme dans un bois » et refuse de payer ; l'hôtelier, de laisser sortir les bagages. C'est l'aubergiste qui refuse d'indemniser son client de la disparition ou de la détérioration d'effets lui appartenant. Qui accuser de mauvaise foi ?... Le *bon voyageur* et le *parfait hôtelier* sont des êtres également rares.

Bref, il faut aller vite en besogne, donner à chacun les moyens d'établir au plus tôt le bien-fondé de ses prétentions et d'avoir à souffrir le moins longtemps possible de celles de son adversaire. Comme la qualité essen-

tielle de notre Code de Procédure civile n'est pas précisément la vitesse, la nécessité s'est imposée de porter une légère atteinte aux principes qu'il consacre.

Un tribunal était tout naturellement désigné pour ce genre de procès. C'est celui du magistrat cantonal, dont la justice, bien que parfois boiteuse, a au moins le mérite d'être assez expéditive et rendue à prix de rabais. Assignation à un jour franc, plus les délais de distance, et même dans les cas urgents, le juge peut, sur requête, rendre une ordonnance pour abréger les délais et permettre de citer dans le jour. De droit commun, le juge de paix, incompétent en matière commerciale, connaît, « en matière civile de toutes actions purement personnelles ou mobilières, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de trois cents francs (300 francs), et à charge d'appel jusqu'à la valeur de six cents francs (600 francs). » « Sur les contestations entre les hôteliers, aubergistes ou logeurs et les voyageurs ou locataires en garni, leurs répondants ou cautions pour dépense d'hôtellerie et perte ou avarie d'effets déposés dans l'auberge ou dans l'hôtel », il prononce sans appel jusqu'à la valeur de trois cents francs (300 francs), et à charge d'appel jusqu'à celle de quinze cents francs (1.500 francs) (art. 2 de la loi du 12 juillet 1905 qui, à part l'élévation en dernier ressort de la compétence des juges de paix de la somme de 100 francs à celle de 300 francs, et l'extension de cette compétence aux contestations entre les hôteliers et les répondants ou cautions des clients, n'est que la reproduction de l'article 2 de la loi du 25 mai 1838).

Les lois de 1838 et de 1905 ont-elles voulu faire table rase du passé et étendre au détriment des tribunaux de commerce la compétence des tribunaux de paix à des

litiges se rattachant à des transactions purement commerciales? Se sont-elles contentées, au contraire, d'élever le taux de la compétence ordinaire des juges de paix?

Pour avoir une idée nette de la situation, n'oublions pas la nature de l'acte auquel nous avons affaire : nous sommes le plus souvent en présence de ce que l'on appelle un *acte mixte*, c'est-à-dire d'un acte qui n'a pas le même caractère pour les deux co-contractants : la location d'une chambre par un hôtelier est pour lui un acte de commerce, mais en général un acte purement civil pour le client, preneur de la chambre. Or de droit commun, nos tribunaux décident que si, dans un acte mixte, la partie qui n'a pas fait acte de commerce (le voyageur) ne peut être assignée que devant les tribunaux civils, elle peut, par contre, assigner la partie qui a fait acte de commerce, l'aubergiste, devant les juridictions civiles ou commerciales, à son choix (1).

Se basant sur le texte des articles 2 des lois de 1838 et de 1905 qui, par leurs dispositions exceptionnelles formellement établies, peuvent paraître exclure les affaires qu'ils visent de la juridiction des tribunaux de commerce, certains auteurs ont prétendu que, « s'agissant de tribunaux d'exception, ce qui est donné à l'un est enlevé à l'autre implicitement », que l'article 2 avait établi une compétence nouvelle et uni-

(1) Paris, 22 février 1859 : D., 59-1-268 ; — Cas., 30 juillet 1884 : D., 85-1-193 ; — Caen, 30 mai 1892 : D., 93-2-245 ; — Cas. req., 23 octobre 1901 : D., 1902-1-321 ; — Trib. paix, 5^e arr. Paris, 27 juin 1902 : *Journal la Loi*, des 27-28 juin 1902.

forme, quel que soit le demandeur, dans un but d'économie et de célérité, et ont longtemps soutenu et soutiennent encore l'exclusivité de la compétence des tribunaux de paix (1). Cette doctrine a même été adoptée par quelques jugements, dont deux postérieurs à la loi de 1905 et de date récente (2). Plus généralement, nos tribunaux se prononcent en sens contraire, considèrent que ce fameux article n'a pas entendu déroger aux règles ordinaires de compétence, mais simplement donner aux plaideurs des voies de droit plus commodes et laissent au voyageur la faculté d'opter entre les tribunaux civils et de commerce (3). L'arrêt de cassation de 1901, cité note 3, pose le principe que l'article 2 « n'a d'autre but que d'étendre, dans le cas qu'il prévoit, la compétence à charge d'appel des juges de paix jusqu'au taux, en dernier ressort, des

(1) Curasson, *Traité de la compétence des juges de paix*, 3^e édition, revue par Poux-Lagier et Pialat, Paris 1855, tome I, n° 242. — Glasson, dans *Revue critique de législation et de jurisprudence*, année 1881, p. 246 ; — J. G. D., v° *Compétence civile des trib. de paix*, n° 199 ; — Carré, cité *supra*, *Compétence judiciaire des juges de paix*, tome I, n° 176, Paris, 1876 ; — Glasson et Tissier, *Précis de procédure civile*, 2^e édit., Paris, 1908, tome I, p. 211.

(2) Paris, 13 février 1844 : S., 1855-2-331 *ad notam* ; — Paris, 20 juin 1863 : S., 63-2-163 ; — Limoges, 2 mai 1862 : S., 62-2-195 ; Paris, 13 février 1864 : S., 64-2-68 ; — Trib. Libourne, 13 décembre 1905 : D., 1906-2-225 ; — Amiens, 16 mai 1908 : *Gazette du Palais*, 1908-2-377 ; — Critique dans note sous Libourne, précité : D., 1906-2-225.

(3) Angers, 3 mai 1855 : D., 55-2-205 ; — Poitiers, 12 février 1861 : D., 61-2-59 ; — Metz, 28 mars 1867 : D., 68-2-30 ; — Cas., 4 novembre 1863 : S., 64-1-138 ; — Cas., 23 mai 1882 : D., 83-1-289 ; — Aix, 15 janvier 1884 : D., 85-2-49 ; — Cas., 9 décembre 1901 : D., 1903-1-113 ; — Trib. com. Arras, 24 janvier 1902 : journal *Le Droit* du 12 juillet 1902.

tribunaux de première instance, mais non de changer les règles ordinaires des compétences civile et commerciale ». Cette faculté d'option, qui s'applique aux obligations délictuelles ou quasi-délictuelles comme aux contractuelles (1), n'appartient pas à l'hôtelier, qui ne peut actionner le voyageur que devant les tribunaux civils (2).

Mais les conventions passées entre un hôtelier et ses clients ne sont pas toujours des actes mixtes. Sans doute, en thèse générale, des dépenses d'hôtellerie ne sont, à aucun titre, des opérations commerciales; encore faut-il tenir compte de la théorie dite de l'*accessoire*, en vertu de laquelle on doit considérer comme ayant le caractère commercial les actes purement civils passés par un commerçant pour l'exercice de son négoce ou les besoins de sa profession. On ne voit pas pourquoi la location d'un logement par le directeur d'une maison de commerce qui ne se trouve en voyage dans telle ville ou descendu dans tel hôtel qu'à raison de nécessités professionnelles, ou des fournitures d'aliments faites à lui personnellement dans les mêmes circonstances ou sur son ordre à ses employés n'auraient pas ce caractère commercial (3). Certains arrêts anciens

(1) Paris, 31 mars 1882 : S., 82-2-139; — Cas., 28 octobre 1896 : S., 97-1-436; — Amiens, 1^{er} février 1896 : P., 97-2-63; — Cas., 11 juillet 1900 : S., 1902-1-318.

(2) Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, 4^e éd.; Paris, 1906, tome I, nos 372 et suivants; — Trib. Saint-Étienne, 18 octobre 1900 : journal *la Loi*, des 2-3 décembre 1900.

(3) Fuzier Hermann, *Répertoire*, v^o *Actes de commerce*, nos 1166 et suivants.

ont refusé d'en convenir(1) et ont prétendu exclure la compétence du tribunal de commerce, mais la jurisprudence moderne décide constamment que les dépenses de nourriture faites dans une auberge par les employés d'un commerçant, et que celui-ci s'est engagé à solder ont un caractère commercial, qu'en conséquence l'action formée par l'aubergiste contre le patron en paiement des dites dépenses est de la compétence du tribunal de commerce(2). Le dernier arrêt rendu à ma connaissance en la matière est de la Cour de Paris et date du 5 décembre 1911(3). Il s'agissait d'un particulier qui avait loué une salle dans un hôtel pour y donner des représentations cinématographiques. La Cour a décidé que, « pour toutes difficultés se référant à ce bail, l'hôtelier a pu, d'une façon incontestable, valablement

(1) Metz, 9 juillet 1813 : *P. chron.*; — Metz, 4 janvier 1823 : *P. chron.* — Limoges, 2 mars 1837 : *P.*, 39-1-210; — Cas., 20 juin 1838 : *S.*, 38-1-168; — Bourges, 18 janvier 1840 : *P.*, 41-1-592; — Chambéry, 14 juillet 1866 : *D.*, 66-2-207.

(2) Caen, 2 février 1858 : *S.*, 59-2-160; — Lyon, 21 août 1858 : *D.*, 59-2-80; — Paris, 17 juin 1876 : *Journal des Tribunaux de Commerce*, tome XXVI, n° 8966, p. 49; — Même sens : *Cas.*, 29 novembre 1842 : *S.*, 43-1-85; — Angers, 26 décembre 1855 : *D.*, 56-2-114; — Metz, 28 mars 1867, cité *supra* : *D.*, 68-2-30; et *Cas.*, 23 mai 1882, cité *supra* : *D.*, 83-1-289; — Trib. civ. Narbonne, 12 mai 1903 : *Moniteur judiciaire de Lyon* du 24 juillet 1903.

Signalons à ce propos qu'un négociant n'est pas de par sa seule qualité de commettant responsable envers un hôtelier des dépenses d'hôtel faites par un commis voyageur qui a quitté l'hôtel sans régler sa note, dépenses qui du reste peuvent être purement civiles (Trib. paix Toulouse, 5 avril 1911 : *Gazette des Tribunaux* du 24 septembre 1911.)

(3) Paris, 5 décembre 1911 : journal *le Droit* du 1^{er} février 1912 et observations sous le dit arrêt.

actionner son co-contractant devant le tribunal de commerce; que les fournitures d'aliments réclamés dans l'instance par l'hôtelier à son adversaire, se rattachant à l'exploitation cinématographique, il n'est pas douteux également que le même tribunal de commerce était compétent pour en connaître ». Il est incontestable que cette solution cesserait d'être vraie s'ils s'agissait de contrats (location, fournitures) passés pour l'usage particulier d'un commerçant et dans des conditions indépendantes de l'exercice de sa profession.

A l'hôtelier demandeur qui croit avoir intérêt à assigner son client devant le Tribunal de commerce à prouver que les conventions ont été faites pour les nécessités du commerce de son adversaire (1).

Quand il n'y a pas acte mixte, mais acte de commerce, les Tribunaux consulaires sont donc toujours compétents pour en connaître. Est-ce à dire que, pour ces contestations se rattachant à des transactions purement commerciales, ils soient seuls compétents à l'exclusion des Tribunaux de paix? L'affirmative est souvent prônée. Forts du principe, plusieurs fois posé par la Cour de cassation (2), que l'incompétence des juges de paix est absolue en matière commerciale, des auteurs de valeur affirment que les parties ne peuvent plus être actionnées que devant les Tribunaux de commerce, et cette thèse est consacrée par plusieurs jugements (3).

(1) Voir cependant Trib. com. Nantes, 13 avril 1910 : *Recueil Nantes*, 1910-1-288; — Trib. com. Marseille, 20 juillet 1911 : *Journal de Jurisprudence commerciale et maritime de Marseille*, 1911-1-349.

(2) Voir arrêts cités *supra*, page 254, note 3.

(3) BaudryL-acantinerie et Wahl, cités *supra* : *Dépôt*, n° 1251; — Glasson et Tissier, cités *supra*, *Procédure civile*, t. I, p. 211;

Très humblement, je me permets d'en prendre la contrepartie : soutenir en ce cas particulier l'incompétence absolue des juges de paix, c'est méconnaître les travaux préparatoires. « Il est en effet hors de doute pour la Commission que tous les litiges prévus aux articles du projet rentrent dans la compétence du juge de paix, que l'affaire soit civile ou commerciale », a déclaré à la Chambre des députés, le 25 février 1903, M. Cruppi, rapporteur de la loi de 1905 (1). C'est aller contre le texte même de la loi qui ne fait aucune distinction entre les voyageurs commerçants et non-commerçants. C'est ne tenir aucun compte de son esprit : son objectif a été de donner aux intéressés, quelle que soit leur qualité, les moyens d'obtenir une solution rapide et économique. Enfin, si un motif de différenciation existait ici, il s'imposerait également pour l'application de la loi du 31 mars 1896, relative à la vente des objets abandonnés ou laissés en gage par les voyageurs aux aubergistes ou hôteliers : le juge de paix a la haute main dans la procédure prévue par cette loi, qu'il s'agisse d'effets particuliers du voyageurs ou de marchandises faisant partie de son exploitation commerciale. Sans doute, nous n'avons pas admis que les articles 2 des lois de 1838 et de 1905 aient donné pour les contestations prévues par eux une compétence exclusive aux juges de paix (ils auraient exclu formellement les autres juridictions), mais nous croyons pouvoir reconnaître qu'ils ont

— Paris, 20 juin 1863 : D., 63-1-473; — Metz, 28 mars 1867 : D., 68-2-30; — Cas., 23 mai 1882 : D., 83-1-289; — Trib. civ. Narbonne, 12 mai 1903 : *Moniteur judiciaire de Lyon* du 24 juin 1903.

(1) *Journal Officiel* : Documents parlementaires de mai 1903, page 232.

accordé à l'aubergiste, en contestation avec le voyageur faisant acte de commerce, comme à ce voyageur lui-même, le droit d'opter entre les Tribunaux de paix et de commerce. Et notre conclusion sera que, si les lois de 1838 et de 1905 ont étendu la compétence des juges de paix aux contestations se rattachant à des transactions purement commerciales, cette extension n'a pas eu lieu au détriment des Tribunaux de commerce qui conservent, s'il plaît au demandeur, leur même champ d'action.

Pour nous résumer et mettre un peu d'ordre dans les règles sus-énoncées qui ne seraient pas déplacées à l'« Auberge du Tohu-Bohu », voici une classification des juridictions compétentes :

Juges de paix sans appel, jusqu'à la valeur de trois cents francs (300 francs), et à charge d'appel jusqu'à celle de quinze cents (1.500 francs) : appel porté devant le Tribunal d'arrondissement.

Tribunal civil d'arrondissement : juridiction d'appel de 300 à 1.500 francs pour les jugements de justice de paix, juridiction de première instance au-dessus de 1.500 francs et appel porté devant la Cour d'appel ;

Tribunal de commerce (toujours compétent si le voyageur est demandeur, dans les cas spécifiés si l'hôtelier est demandeur) sans appel jusqu'à la valeur de 1.500 francs et au-dessus de ce chiffre appel porté devant la Cour d'appel.

Les voies de recours (appel, pourvoi en cassation, requête civile...) suivant les règles de droit commun, nous n'en parlons pas. Mais il est nécessaire, avant d'en finir avec cette compétence *ratione materiæ* de dire un mot des Tribunaux répressifs et des Ordonnances de référé.

Le voyageur ou l'aubergiste qui estime que son adversaire ou un de ses préposés a commis un acte délictueux réprimé par le Code pénal peut porter plainte, et si des poursuites sont engagées se porter partie civile pour obtenir réparation du préjudice causé. Il peut encore, au moins devant les tribunaux de simple police et de police correctionnelle, user du droit de *citation directe*. La juridiction répressive ainsi saisie aura qualité pour se prononcer à la fois sur la pénalité et les dommages-intérêts (art. 63-67-145 et 182 du Code d'instruction criminelle).

Quant au référé, contentons-nous de dire que c'est une procédure spéciale usitée en cas d'urgence et donnant pouvoir au président du tribunal civil de solutionner provisoirement la question en litige (art. 806 à 811 du Code de procédure civile). L'hôtelier pourrait avoir intérêt à y recourir pour demander la nomination d'un expert, afin de constater les dégâts dont il entendrait rendre son client responsable, le voyageur pour demander à être remis en possession de ses bagages, mais seulement quand l'intérêt en jeu a une valeur supérieure à la somme de 1.500 francs. Au-dessous de ce chiffre il est aussi rapide, tout en étant plus simple et plus économique de s'adresser au juge de paix.

Si nous passons de la compétence *ratione materie* à la compétence *ratione personæ*, nous voyons que l'article 59 du Code de Procédure civile a consacré la vieille règle romaine *actor sequitur forum rei* ; le tribunal compétent est en principe celui du domicile du défendeur, de la partie qui est assignée. Si le voyageur est demandeur et l'aubergiste défendeur (réduction de note, indemnité), le tribunal compétent est celui du domicile

de ce dernier, c'est-à-dire celui du lieu où il a son principal établissement, du lieu même de situation de l'auberge. Si l'aubergiste est demandeur (paiement des dépenses, indemnités quelconques), le tribunal compétent est celui du domicile du voyageur, c'est-à-dire en règle générale, du lieu où il réside habituellement. Mais, si ce domicile du voyageur est inconnu, s'il est parti sans laisser son adresse ? Il est déjà suffisamment dur de forcer l'hôtelier à aller parfois plaider au loin ; on ne pouvait l'obliger, en outre, pour retrouver le domicile de son adversaire, à faire des recherches, condamnées le plus souvent à la stérilité, et s'en rapportant à l'esprit de l'article 59 précité : « Le défendeur sera assigné..... s'il n'a pas de domicile, devant le tribunal de sa résidence », on autorise l'hôtelier à assigner le voyageur devant le tribunal de sa dernière résidence (1), c'est-à-dire du lieu où est situé l'hôtel même. Si le voyageur se trouve dans l'un des cas précités où il peut être valablement actionné devant les tribunaux consulaires, l'hôtelier me paraît dans son bon droit en saisissant le tribunal du lieu de situation de son hôtel. C'est là que les dépenses d'hôtellerie devaient être payées, et l'article 420 du Code de Procédure civile concernant la procédure devant les tribunaux de commerce établit la compétence du tribunal... « dans l'arrondissement duquel le paiement devait être effectué ».

(1) Glasson et Tissier, cités *supra*, *Procédure civile*, tome I, n° 272.

SECTION II

PRESCRIPTIONS (1)

L'article 2271 du Code civil, alinéa 2, dispose que l'action « des hôteliers et traiteurs à raison du logement et de la nourriture qu'ils fournissent » se prescrit pour six mois.

Cette prescription de six mois est empruntée à l'ordonnance de 1510 de Louis XII, qui l'avait établie pour les hôteliers comme pour « autres gens de mestier et marchans vendant et distribuant leurs denrées et marchandises à détail ». Mais, tandis que le délai impartie aux marchands pour faire valoir leurs droits a été successivement prorogé et a été porté jusqu'à deux ans par une loi récente du 26 février 1911, celui octroyé aux hôteliers est toujours resté limité à six mois. C'est que, selon les paroles de Bigot de Préameneu dans l'exposé des motifs, cette prescription « résulte du besoin que les créanciers ont d'être payés promptement, de l'habitude des débiteurs d'acquitter ces dettes sans un long retard, et même sans exiger de quittance, et enfin sur les exemples trop souvent répétés de débiteurs et surtout de leurs héritiers contraints en pareil cas à payer plu-

(1) Les règles auxquelles obéit la prescription de six mois dont nous allons parler lui sont communes avec d'autres prescriptions de courte durée, telles que celles concernant les actions en paiement des marchands, médecins, ouvriers, etc... Les espèces jurisprudentielles indiquées comme références pourront donc viser ces derniers cas.

sieurs fois » (1). Or si dans l'état des relations commerciales modernes, la pratique a révélé que ce chiffre de six mois n'était plus adéquat aux usages des commerçants proprement dits, que beaucoup de clients entendent ne payer qu'à la fin de l'année, elle a montré qu'il suffisait largement pour les hôteliers. Il n'est pas usuel de laisser impayées ses notes d'hôtel, et le voyageur les acquitte au terme de son séjour, ne serait-ce que pour rentrer en possession de ses bagages. Aussi l'inaction de l'aubergiste pendant un délai de six mois est-elle de nature à faire présumer qu'il a reçu satisfaction.

« Faire présumer », j'emploie intentionnellement ces expressions. A la différence de la prescription du droit commun de trente ans, cette prescription de six mois n'est pas une fin de non-recevoir absolue basée sur l'intérêt social et le désir de borner des contestations sans fin ; elle n'est simplement qu'une présomption de paiement (2), fondée sur l'intérêt particulier du débiteur qui, à son défaut, pourrait être obligé de payer deux fois, mais n'entraîne pas par elle-même la libération de ce dernier. Aussi, à l'exemple de Pothier (§) et de notre ancien droit, l'article 2275 du Code civil laisse-t-il à l'aubergiste l'ultime ressource de déférer le serment à son débiteur ; si le voyageur lui-même est en jeu, il devra jurer qu'il a réellement payé ; ses ayants cause (veuve,

(1) Fenet, cité *supra*, *Travaux préparatoires du code civil*, Paris, 1827, tome XV, p. 595.

(2) Trib. paix Paris, 3 février 1905 : journal *la Loi* du 10 février 1905 ; — Trib. Seine, 28 février 1907 : *Gazette du Palais*, du 7 août 1907.

(3) Pothier, cité *supra*, *Obligations*, n° 679 à 728, éd. Bugnet, tome II.

héritiers ou tuteurs) peuvent se contenter de prêter le serment de « crédulité ou de crédibilité », c'est-à-dire de jurer qu'ils ne savent pas que la chose soit due.

Nos tribunaux, considérant que ce refus de prêter serment (encore faut-il que l'hôtelier prenne l'initiative de le déférer) (1) n'est qu'un aveu tacite de non-paiement, assimilent à ce refus l'aveu tacite ou exprès du débiteur ; ils condamnent ce dernier, malgré l'expiration d'un délai de six mois, si, par exemple, il a fait à la barre du tribunal des offres réelles pour la somme réclamée, s'il a commencé par nier sa dette et a ainsi reconnu implicitement le non-paiement, si devant le juge conciliateur il a pris l'engagement de payer sa dette par acomptes (2). Mais, à part le serment et l'aveu, et encore l'aveu non provoqué, l'hôtelier n'a aucun autre moyen de combat à l'encontre de la prescription (3) : ni interrogatoire sur faits et articles, ni demande de comparution personnelle des parties, ni preuve par témoins même au-dessous de 150 francs que le débiteur a verbalement reconnu sa dette (4).

(1) Cas., 9 janvier 1861 : S., 62-1-79.

(2) Cas., 31 juillet 1899 : S., 99-1-521 ; — Trib. Bordeaux, 18 janvier 1904 : *Journal des arrêts de la cour de Bordeaux*, 1904-2-34 ; — Cas., 16 juillet 1906 : S., 1906-1-400 ; — Trib. paix Paris, 9 novembre 1906 : *Journal la Loi* du 13 novembre 1906 ; — Trib. Belfort, sous Cas., 1^{er} juin 1910 : S., 1910-1-417.

(3) Cas., 17 mai 1904 : D., 1904-1-455 ; — Trib. paix Bagnères-de-Bigorre, 27 mars 1911 : *Monit. judic. de Lyon*, du 29 juillet 1911 ; — Trib. paix Joigny, 24 octobre 1911 : *Bulletin des décisions des juges de paix*, 1912-124.

(4) Trib. paix Paris, 3 février 1905 précité : *journal la Loi* du

Maintenant que nous avons étudié la véritable nature de cette prescription de six mois, il nous reste à examiner sommairement les cas dans lesquels elle existe et les règles auxquelles elle obéit en ce qui concerne son point de départ, sa suspension ou son interruption.

Dès qu'il s'agit d'un hôtelier, peu importe la façon dont les fournitures ont eu lieu, au mois, au jour, à l'année, qu'il soit question de location de chambre, de nourriture, de linge, que les fournitures aient été faites à un commerçant ou à un non-commerçant (1) : l'article 2271 ne renferme aucune mention analogue à celle de l'article 2272 qui exige pour la prescription visée par lui que les marchandises aient été vendues à des « particuliers non marchands ». Il faut, toutefois, que l'aubergiste reste dans son rôle d'aubergiste : s'il livrait des fournitures en dehors de l'hôtel, il deviendrait dans ce cas un marchand, et seule la prescription de deux ans établie par l'alinéa 2 de l'article 2272 modifié par la loi du 26 février 1911 pourrait lui être opposée (2). L'article 2271, alinéa 2, ne pourrait davantage être invoquée à l'encontre du tiers qui aurait cautionné la dette du voyageur : il y a alors mandat ou gestion d'affaires et la créance qui peut en naître se prescrit par trente ans, indépendamment de la durée de la prescription pour la créance payée par le mandataire ou le gérant d'affaire (3).

10 février 1905 ; — *Contra* : Planiol, *Droit civil*, cité *supra*, tome II, n° 695.

(1) Cas., 20 juin 1838 : S., 38-1-638.

(2) Paris, 14 juin 1899 : S., 1900-2-15 ; — *Contra* : Guillouard, *De la prescription*, Paris, 1904, tome II, n° 747.

(3) Lyon, 10 mai 1861 : D., 61-2-165.

Cette prescription de six mois qui n'est pas opposée d'office par le juge et doit être invoquée par le voyageur commence à courir le jour de l'échéance de la créance, « quoique il y ait eu, depuis, continuation de fournitures, livraisons, services et travaux » (art. 2274 du Code civil, alinéa 1). Le point de départ peut cependant se trouver retardé, si les effets du voyageur sont restés en possession de l'hôtelier : la créance est imprescriptible, tant que le gage reste entre les mains du créancier (1). A la différence de la prescription de droit commun, cette prescription de six mois court même contre l'hôtelier mineur (art. 2278) : le commerce exercé par celui-ci dénote chez lui une capacité de fait qui doit le faire assimiler à un majeur (art. 1308) ».

« Elle ne cesse de courir que lorsqu'il y a eu compte arrêté, cédula ou obligation, ou citation en justice non périmée » (art. 2274, alinéa 2). Ici surtout il faut nous rappeler sa véritable nature et ne pas perdre de vue qu'elle n'est qu'une présomption de paiement. Prescription libératrice, le seul effet de ces actes interruptifs serait de faire tenir pour nul et non avenu le temps déjà couru ; une seconde prescription de six mois recommencerait à courir. Présomption de paiement, elle se trouve détruite, annihilée, anéantie par ces actes interruptifs qui prouvent que le paiement n'a pas eu lieu et que la présomption est fautive. Dès lors et en bonne justice, ce paiement présumé se trouvant écarté, il n'y a pas de raison, sans même parler de novation qui ne se rencontrera pas toujours, de ne pas appliquer le droit commun et de ne pas substi-

(1) Planiol, *Droit civil*, cité *supra*, tome II, n° 2462, et *supra*, page 244.

tuer à cette prescription de six mois une prescription libératrice de trente ans. Telle était la tradition : « les prescriptions de six mois ou d'un an n'ont pas lieu, lorsque la créance est établie par quelque acte écrit (1) » et, en forçant un peu le texte du Code, notre jurisprudence l'a suivie. Du reste, par ces mots « compte arrêté, cédula, obligation ou citation en justice non périmée », nos tribunaux entendent une reconnaissance par écrit avec fixation du chiffre de la dette et ne se contentent pas d'une simple lettre missive faisant allusion à une dette dont le chiffre n'est pas énoncé. Ces reconnaissances sans fixation du chiffre de la dette sont donc dénuées du pouvoir d'intervertir la nature de la prescription. N'ont-elles pas, au moins, d'effet interruptif et ne font-elles pas courir une seconde prescription de six mois ? Malgré l'opinion de Pothier (2), consacrée par un arrêt de cassation de 1842 (3), nos tribunaux décidaient le contraire, alléguant que l'article 2274 constituait un système à part devant se suffire à lui seul (4). En 1906, la Cour suprême est revenue à une plus saine conception

(1) Pothier, cité *supra*, *Œuvres* annotées par Bugnet, tome II, nos 710 et 711.

(2) Pothier, cité *supra*, *Œuvres* annotées par Bugnet, tome II, n° 722.

(3) Cas., 29 juin 1842 : P., 1842-2-347.

(4) Cas., 27 juillet 1853 : S., 53-1-705 ; — Cas., 31 janvier 1894 : S., 96-1-20 ; — Trib. Seine, 7 novembre 1895 : S., 96-2-179. — Conformes : Baudry-Lacantinerie et Tissier, *De la prescription*, 3^e éd., Paris, 1905, n° 759. — *Contra* : Aubry et Rau, cité *supra*, 4^e éd., tome VIII, p. 446 ; — Laurent, cité *supra*, tome XXXII, n° 530.

des choses et, rompant avec sa jurisprudence, reconnaît au moins dans ses motifs, à des lettres sans fixation du chiffre de la dette l'effet interruptif, à défaut du pouvoir d'interversion (1). Certains tribunaux ne se sont pas inclinés devant le dernier arrêt de la Cour suprême (2).

De l'autre côté de la barricade, le voyageur a un délai plus long pour faire valoir ses droits en justice. Son action en restitution de ses effets ou en réparation des dommages qu'il a éprouvés ne se prescrit que par trente ans (art. 2262, Code civil). Si, toutefois, il s'agit d'un acte délictueux, l'action civile se prescrit par un même laps de temps que l'action publique, dix ans en cas de crime, trois ans en cas de délit, un an en cas de contravention (art. 637, 638 et 640 du Code d'instruction criminelle).

(1) Cas., 7 mai 1906 : S., 1906-1-513, et la note de M. Tissier ; — Cas. Belgique, 12 mars 1908 : S. 1910-4-7 ; — Trib. paix Charmes, 18 novembre 1910 : *Mon. just. paix*, 1912-81.

(2) Trib. Bourg, 2 juin 1911 : journal *La Loi*, du 16 juin 1911.

CHAPITRE VII

DES SITUATIONS ASSIMILABLES A CELLE DE L'HÔTELIER

SECTION I

COMMENT SE POSE LA QUESTION

L'étude à laquelle nous venons de nous livrer dans ces deux cent soixante-huit pages nous permet d'établir le bien fondé de la pensée suivante : nombreuses sont, aux divers points de vue administratif (tenue du registre de police, civil (responsabilité, privilège, prescription), pénal (sanctions plus sévères), les dispositions législatives qui soumettent l'hôtelier ou aubergiste à une réglementation spéciale exclusive du droit commun, si nombreuses qu'elles forment en quelque sorte un code de l'hôtelier. Or l'hôtelier peut se définir celui dont la profession est de loger et de nourrir (1) ou de loger seulement des voyageurs. Mais, à côté de l'hôtelier

(1) Carré, cité *supra*, *Compétence judiciaire des juges de paix*, t. I, § 178.

proprement dit, il y a de nombreuses situations qui, soit par identité des besoins auxquels elles répondent, soit par la similitude qui, dans certains cas, les rapproche de la situation d'un aubergiste, sembleraient, à première vue, devoir comporter l'application des mêmes règles. Ces situations sont d'abord celles auxquelles nous faisons allusion à la fin du livre I de cet ouvrage, et que nous qualifions de simili-hôtel, établissements charitables, ou philanthropiques, asiles de nuit, logements fournis à leurs employés par certaines maisons de commerce, hôpitaux, hospices, maisons de familles, de santé, de retraite, établissements d'instruction, maisons de tolérance, hôtels ambulants, tels que les trains et les steamers de luxe, « chambres de l'hôte ». Ce sont ensuite les situations qui, sans satisfaire aux mêmes besoins qu'un hôtel et dont le rôle social est autre, donnent lieu à la même « confiance indispensable » et semblent appeler la même protection : cafés, cabarets, restaurants, bains publics, bateaux-lavoirs, salons de coiffeurs, vestiaires de théâtre, loges d'acteurs, écuries ou remises. Toutes ces situations tombent-elles sous la coupe de ce code spécial de l'hôtelier ? Telle est la question qui nous reste à résoudre pour en avoir fini avec le droit français moderne.

SECTION II

POINT DE VUE PÉNAL-ADMINISTRATIF

Du point de vue administratif-pénal, la solution est relativement facile à trouver. Dans beaucoup d'espèces,

par la force même des choses, la question du registre de logement ne peut pas se poser (un grand nombre des endroits énumérés ci-dessus ne sont pas destinés à l'habitation), et, au surplus, nulle part autant qu'en matière répressive, le commentateur ne doit s'écarter du texte de la loi, et moins rendre, la main à la largeur de son interprétation. Les articles 386 (alinéa 4) du Code pénal (aggravation de peine pour le vol commis par l'hôtelier ou un de ses préposés), 475 (alinéa 2) du même Code (obligation de la tenue d'un registre de logement) parlent, le premier, d'aubergistes ou d'hôteliers ; le second, d'aubergistes, hôteliers, logeurs ou loueurs de maisons garnies. Il ne faut pas s'arrêter à cette différence de texte : le Conseil d'État, dans son avis interprétatif de l'alinéa 4 de l'article 386, en date du 10 octobre 1811 (rapporté dans Garçon, *Code pénal annoté*, sous article 386, n° 309) l'a formellement décidé : « Considérant que les motifs qui ont dicté la peine portée contre les vols commis dans une auberge ou hôtellerie, s'appliquent évidemment aux vols commis dans une maison ou un hôtel garni, qu'il résulte d'ailleurs des articles 73, 154 et 475 du Code pénal que le législateur a employé indistinctement, tantôt les expressions d'aubergistes et d'hôteliers, comme dans le premier de ces articles, tantôt celles de logeurs et aubergistes, comme dans le second, tantôt celles d'aubergistes, hôteliers, logeurs ou loueurs de maisons garnies, comme dans le troisième, pour assujettir les personnes désignées sous ces différentes dénominations, aux mêmes obligations et à la même responsabilité ; qu'ainsi, si les mots de maisons ou hôtels garnis ne se trouvent pas littéralement répétés dans l'article 386, on ne peut douter qu'ils

n'y soient implicitement compris sous les expressions génériques d'auberges ou hôtelleries. » Mais il paraît impossible de trouver un critérium juridique permettant de révéler que tel exerce la profession d'hôtelier ou de logeur, que tel ne l'exerce pas. Ce critérium, il ne faut pas songer à le trouver dans la patente : la Cour de cassation a décidé que le juge de police peut déclarer que le contrevenant n'est pas un logeur en garni, bien qu'il soit patenté comme tel (1), et, inversement, que celui qui, sans être patenté comme aubergiste ou logeur, loue habituellement des chambres garnies dans sa maison doit suivre les prescriptions de cet article (2). Seul un point certain est acquis : le logement est indispensable, et il ne peut être question de registre de logement à l'égard de ceux chez lesquels on ne donne que le boire et le manger : restaurateurs, cafetiers, cabaratiens (à condition qu'ils ne fournissent pas le coucher), et à plus forte raison directeurs d'établissements, de bains, théâtre, etc..., sont exempts de sanctions de l'article 475, alinéa 2, du Code pénal (3). On ne devrait pas davantage leur appliquer l'aggravation de peine de l'article 386, alinéa 4 (4), ce que des arrêts déjà anciens et antérieurs à la révision de 1832 du Code pénal se sont cependant permis (5).

(1) Cas., 7 février 1903 ; *Gazette des tribunaux*, du 26 février 1903.

(2) Cas., 18 juillet 1862 : S., 62-1-912.

(3) Cas., 30 août 1838 : *Bull. cas. crim.*, n° 299 ; — Cas., 16 décembre 1905 : *Gazette des Tribunaux*, du 24 décembre 1905.

(4) Garçon, *Code pénal annoté*, art. 386, § 4, t. I, n° 325.

(5) Voir arrêts rapportés dans Garçon cité ci-dessus note 4, n° 324.

Ce point élucidé, il faut se résigner à passer en revue toutes les « espèces » possibles et à se prononcer d'après les circonstances de la cause. La jurisprudence nous offre une mine de renseignements inépuisables et presque surabondants. Aussi ne signalerai-je que les cas les plus intéressants par leur teneur ou les plus récents en date.

Débarrassons-nous des logeurs à titre gratuit. Les contrats de location ou autres passés entre un hôtelier et ses clients sont essentiellement à titre onéreux. Sans rétribution, l'hôtelier disparaît et fait place au bienfaiteur ou à l'ami. Aussi, en principe, les articles 475, paragraphe 2, et 386, paragraphe 4, ne concernent pas les personnes qui pour une raison quelconque reçoivent des hôtes gratuitement, et des ordonnances municipales ou préfectorales ne pourraient leur imposer la tenue de ce registre de logement. A Paris, toutefois, une ordonnance du préfet de police en date du 15 juin 1832 basée sur les pouvoirs conférés à ce haut fonctionnaire par la loi du 27 ventôse an IV, mais qui n'est guère suivie en fait, leur impose l'obligation de faire déclaration des personnes qu'ils logent au commissaire de police de leur quartier.

Laissons là ces logeurs bénévoles ou charitables, et passons à ceux qui dans la location à laquelle ils se livrent voient une spéculation plus ou moins rémunératoire. La tenue du registre de logement s'impose sans aucun doute, répétons-le, à celui qui, sans être patenté comme aubergiste ou logeur, loue habituellement des chambres garnies dans sa maison (1). Peu importe que cette mai-

(1) Cas., 18 juillet 1862, cité *supra* : S., 26-1-912.

son lui appartienne, la qualité de propriétaire n'est pas exclusive de la profession de logeur ou de loueur de maisons garnies (1). Cette tenue de registre s'impose encore aux tenanciers de maisons publiques qui donnent aux filles le logement et la nourriture (2). Pour des raisons, en réalité similaires malgré la différence de situation, y échappent au contraire le propriétaire qui donne en location pour une saison de bains une villa meublée, le simple particulier qui par hasard loue une chambre garnie dans sa maison (3), le propriétaire qui occupant lui-même une partie de son immeuble en loue le surplus en chambres garnies, à des personnes de son choix, pour un temps déterminé, surtout si les professions des locataires impliquent une résidence habituelle et constante (4), le logeur ou loueur en garni lui-même, à condition qu'il ne loue que pour une certaine durée et à des personnes sédentaires (5) : nous ne sommes plus ici en présence de lieux ouverts à tout venant. A ces mêmes motifs que nous retrouvons pour les maisons de retraite ou d'éducation et les logements loués à leurs employés par certaines maisons de commerce, s'ajoutent des raisons d'un autre ordre pour les médecins directeurs de maisons de santé ou les sages-femmes propriétaires de maison d'accouchement : la tenue d'un

(1) Cas., 5 décembre 1891 : P. 92-1-462.

(2) Cas., 29 novembre 1841 ; D. 45-4-47.

(3) Cas., 4 mars 1882 : S. 83-1-96 ; — Cas., 4 mars 1883 : *Gazette du palais*, 83, 1^{er} semestre 2-311.

(4) Cas., 23 octobre 1885 : *Gazette du palais*, 85 - 2 - 606.

(5) Cas., 16 mai 1903 : P., 1904 - 1 - 269 ; — Cas., 24 février 1906 ; *Gaz. des trib.* du 2 mars 1906.

registre serait contraire au secret professionnel, dont l'article 378 du Code pénal leur fait une obligation (1).

Réserveons les aggravations de peine de l'article 386, alinéa 4, et contentons-nous de dire qu'elles ne doivent pas être écartées de la même manière que les prescriptions de l'article 475, alinéa 2. Les motifs qui entraînent la dispense de la tenue du registre de police (secret professionnel, par exemple, pour médecin d'une maison de santé) ne se retrouvent plus pour cette aggravation pénale qui, se justifiant par les mêmes raisons que la lourde responsabilité civile des articles 1952 et suivants du Code civil, doit avoir le même champ d'application. (Voir *infra*, section III).

La situation est plus simple en ce qui concerne la tenue du registre destiné à faciliter la perception de la cure-taxe : les articles 8 et 9 du décret du 26 juin 1911 en imposent formellement la tenue aux hôteliers, logeurs, propriétaires, « et toutes personnes qui auraient l'intention de louer pendant la saison thermale ou climatique tout à portée de leur habitation personnelle à des étrangers à la station ».

SECTION III

POINT DE VUE CIVIL

Sans nous attarder davantage sur ce terrain mi-administratif, mi-pénal, entrons dans le vif de la difficulté en

(1) Cas., crim., 29 fructidor an X : *Bullet. Cas. crime.*, tome VII, p. 460 ; — Cas., crim., 22 août 1845. D., 45 - 1 - 46 ; Cas. crim., 18 juin 1846 : *bulletin* n° 152 ; — Cas. crim., 12 juin 1886 : *bulletin* n° 213.

pénétrant sur le domaine du droit civil et de la responsabilité édictée par les articles 1952 et suivants en particulier (1). C'est ici le royaume de la déesse Discorde elle-même. En doctrine, deux grandes théories se livrent une bataille rangée.

Certains auteurs, s'appuyant sur les mots « hôteliers et aubergistes », seuls figurant au texte des articles 1952 et suivants et sur le caractère exceptionnel de ces articles, édictant une responsabilité exclusive du droit commun, sont partisans d'une interprétation plus que restrictive. Ils prétendent appliquer ces textes exclusivement à ceux *dont la profession est d'héberger ou de loger* et les écartent dans toutes les hypothèses où il pourrait y avoir même raison de se décider (2). Ils en arrivent ainsi à décliner toute responsabilité, autre que celle du droit commun, pour les restaurateurs ou cafetiers, dont la profession est de nourrir ou de désaltérer, mais non de loger le public, pour les directeurs de théâtres, qui mettent un vestiaire à la disposition du public ou qui affectent des loges à leurs artistes, pour les directeurs d'établissements d'instruction, pour les propriétaires de bains publics, de lavoirs ou d'écuries. Le

(1) Le problème ne se pose qu'en raison du caractère exceptionnel de ces textes. Si avec certains auteurs on voit une simple application du droit commun dans les articles 1952 et suivants, la question est solutionnée d'avance : ces textes s'appliquent en toute hypothèse et il n'y a pas à se demander s'il y a lieu d'étendre ou de restreindre leur champ d'application. C'est ce dont on ne paraît pas se rendre toujours un compte exact (*supra*, pages 143 et suivants).

(2) Aubry et Rau, cités *supra*, tome IV, p. 406, note 4 ; — Baudry-Lacantinerie et Wahl, cités *supra* : *Dépôt*, nos 1237 et suivants.

fait lui-même de donner à loger ne suffit pas : sans exiger qu'il constitue une profession permanente, ces auteurs veulent qu'il revête au moins un caractère professionnel. S'ils appliquent l'article 1952 au propriétaire qui, à l'occasion d'une fête, d'un événement attirant une grande affluence dans la localité, loue des appartements en garni, ils en exemptent celui qui, exceptionnellement, loue une chambre garnie à une personne déterminée : il ne s'offre pas au public pour le recevoir, et tout ce qu'on peut lui réclamer consiste en un simple devoir de surveillance.

De l'autre côté de la barre, on soutient l'opinion diamétralement opposée : *eadem ratio idem jus* (1). On veut étendre l'article 1952 à tous les cas où, par analogie, il y a même raison de se décider, à tous ceux qui donnent lieu à « une confiance indispensable ». Les arguments produits à l'appui de cette théorie sont très séduisants : le consommateur, le spectateur, le baigneur, etc..., porteurs obligés de certains effets, ne sont-ils pas toujours forcés, sinon par les règlements, au moins moralement, de ne pas garder ces effets auprès d'eux ? La disposition des lieux, l'affluence peuvent ne pas leur donner les facilités voulues pour exercer une surveillance effective. Pourquoi les tenanciers de ces établissements ne seraient-ils pas, au même titre que les hôteliers, considérés comme dépositaires nécessaires, dépositaires intéressés, puisqu'ils sont rétribués au moins indirectement de la peine qu'ils doivent prendre pour la garde des objets appar-

(1) Laurent, cité *supra*, tome XXVII, n° 147 ; — Guillouard, cité *supra*, *Du Dépôt*, n° 135 ; — Huc, cité *supra*, t. XI, n° 256 ; — Sourdat, cité *supra*, tome II, nos 939 et suivants.

tenant à leurs clients? Du reste, peut-on ajouter, cette responsabilité doit rentrer dans les conséquences possibles de l'entreprise et fait partie des risques qui sont inhérents à toute exploitation lucrative, et c'est la raison pour laquelle Pont déclare que la vigilance doit être proportionnelle à la rétribution (1).

Quant à la jurisprudence, malgré son principe directeur qui est de tendances restrictives (2), elle nous offre un tableau confus de décisions contradictoires. Certains arrêts ou jugements ont refusé d'appliquer les articles 1952 et suivants aux restaurateurs, cafetiers, cabaretiers (3), aux directeurs de théâtres (4), aux maîtres de pensions (5), aux propriétaires d'établissements de bains (6) ou de bateaux lavoirs (7), aux cercles (8), etc... Le contraire a été jugé pour un restaurateur qui, il est vrai, recevait habituellement chez lui pour y passer la

(1) Pont, cité *supra*, *Petits Contrats*, t. I : *Dépôt*, n° 527.

(2) *Cas.*, 26 janvier 1875 : D., 75-1-219.

(3) Trib. civ. Seine, 30 juillet 1867 : D., 75-1-220, en note, et 25 juillet 1899 : *Gaz. des Trib.*, 1900, 1^{er} semes., 2-135; — Trib. civ. Lyon, 3 janvier 1900 : *Journal Le Droit* du 14 février 1900; — 11 mai 1900 : S., 1904-2-21, et 12 août 1903 : D., 1904-2-469; — Tr. paix Lyon, 9 février 1900 : *Moniteur judic. de Lyon*, 30 mars 1900; — Tr. civ. Fontainebleau, 10 décembre 1903 : D., 1904-2-179; — Trib. civ. Pontoise, 20 décembre 1911 : *Journ. Le Droit* du 28 avril 1912.

(4) Trib. civ. Seine, 26 décembre 1898 : *Gaz. du Palais*, 99-1-617,

(5) Trib. civ. Caen, 12 mars 1888 : *Rec. de Caen et Rouen*, 1889, p. 133.

(6) Caen, 17 décembre 1875 : D., 76-2-190-191; — Trib. civ. Genève, 3 février 1900 : *Sem. Jud. de Genève*, 5 mars 1900.

(7) *Cas.*, 26 janvier 1875, cité *supra* : D., 75-1-219; — Trib. paix Paris, 1^{er} août 1901 : *Gaz. pal.*, 1901-2-461.

(8) Trib. paix Paris, 17 août 1906 : D., 1907-5-2.

nuît des hommes attirés par l'appât du libertinage (1), pour les propriétaires de bains publics (2), pour les directeurs de théâtres (3) et d'établissements d'instruction (4).

La confusion qui caractérise cette matière n'est qu'apparente et provient, en réalité, d'une analyse insuffisante des faits et des textes (5).

Dans tous les cas que nous venons de passer en revue et où l'on serait tenté d'appliquer les articles 1952 et suivants, il est indispensable de rechercher d'abord s'il y a vraiment dépôt ou, au moins, convention entraînant avec elle une obligation de surveillance.

A la garde de qui étaient les effets disparus ? Sont-ils passés sous celle du directeur de l'établissement ou de ses préposés ? Ne sont-ils pas plutôt demeurés sous la surveillance de leur propriétaire ? Dans cette dernière hypothèse qui est souvent la vraie, le client victime d'un vol devra prouver que la cause génératrice du dommage souffert se trouve dans une faute du patron de l'établissement ou d'un de ses préposés : ainsi peuvent s'expli-

(1) Aix, 20 juin 1867 : D., 67-5-332.

(2) Trib. Rouen, 21 mars 1883 : D., 84-3-8; — Tr. Bruxelles, 10 février 1896 : *Pasicrisie*, 96-3-98.

(3) Tr. civ. Seine, 5 janvier 1888 : S., 88-2-45; — Tr. paix Bordeaux, 3 février 1892 : Journ. *La Loi* du 14 mars 1892; — Tr. Marseille, 26 février 1904 : D., 1905-2-185.

(4) Trib. paix Paris, 23 février 1900 : *Gaz. Trib.* du 7 mars 1900.

(5) La théorie à laquelle nous nous rallions, et dont l'exposé suit, est l'œuvre de M. Planiol, qui l'a exposée de main de maître dans sa note sous Trib. Marseille, 26 février 1904 : D., 1905-2-185.

quer les jugements rendus en faveur des restaurateurs ou cafetiers (1), et il faut ajouter que l'hôtelier n'est qu'un restaurateur considéré par rapport à une personne qui prend simplement ses repas chez lui (2). Le consommateur qui, entre dans un restaurant ou dans un café doit jusqu'à un certain point, continuer à surveiller lui-même ses affaires, comme il le ferait dans un magasin quelconque, et le cafetier ou restaurateur ne peut voir sa responsabilité engagée qu'en cas de faute prouvée de lui ou de ses préposés. Cette surveillance lui incomberait au contraire, si son client avait déposé ses effets dans un vestiaire affecté à cet usage. Ce premier point élucidé, et quand on aura reconnu qu'il y a dépôt ou obligation de surveillance, il y a lieu de distinguer la question de preuve de la question de responsabilité.

Pour la preuve l'article 1952 ne fait que renvoyer aux dispositions de l'article 1950 sur le dépôt nécessaire, et cet article 1950 n'est lui-même qu'une application du principe de droit commun édicté par l'alinéa 1 de l'article 1348. « Toutes les fois qu'il n'a pas été possible au créancier de se procurer une preuve littérale de l'obligation qui a été contractée envers lui, la preuve par témoins peut être reçue..., même quand il s'agit d'une d'une valeur au-dessus de 150 francs. » Et cette impossibilité doit s'entendre d'une impossibilité morale aussi bien que matérielle. La dispense d'une preuve écrite

() Voir Trib. civ. Lyon, cité *supra*, 11 mai 1900 : S., 1904-2-21 ; — et 12 août 1903 ; S., 1905-2-118.

(2) Trib. civ. Pontoise, 20 décembre 1911, cité *supra* : journal *Le Droit* du 28 avril 1912. — *Contra* : Trib. civ. Lisieux, 29 juillet 1903 : journal *La Loi*, du 23 novembre 1903.

doit donc être admise avec une grande latitude. Il est encore de droit commun que, si le dépôt a un caractère commercial, la preuve peut en être faite par tous moyens (art. 109 du Code de commerce).

La responsabilité établie par ce même article 1952 à la charge des aubergistes est, au contraire, tout à fait exceptionnelle. Elle s'explique par des raisons historiques (mauvais renom dans l'antiquité de ceux exerçant cette profession) et doit être strictement limitée aux hôteliers et logeurs. Les cafetiers, restaurateurs et autres même reconnus dépositaires ne pourront relever que des articles 1927 et suivants et ne seront tenus que des soins d'un bon père de famille.

Cette distinction des questions de preuve et de responsabilité a été admise au moins implicitement par l'arrêt précité de la Cour de Paris en date du 23 avril 1902 (1). Cet arrêt a considéré que, « si le spectateur qui remet au vestiaire d'un théâtre les vêtements ou autres objets qu'il pourrait conserver avec lui, sans gêne pour lui-même ou pour ses voisins, ne peut exciper des dispositions de l'article 1950 sur le dépôt nécessaire ou de l'article 1952 sur le dépôt fait chez un aubergiste par un voyageur (2) », il ne s'ensuit pas « que la preuve de cette remise ne puisse être faite que par écrit, conformément à l'article 1923. Que la disposition de cet article n'est en effet que l'application à la matière du dépôt des règles du droit commun relatives à la preuve des obligations.

(1) Paris, 23 avril 1902 : D., 1903-2 323.

(2) L'arrêt ne reconnaît formellement l'application des articles 1950 et 1952 qu'au point de vue de la preuve, mais *a fortiori* impose la même solution au point de vue de la responsabilité.

Que l'article 1341 qui prescrit de passer acte de toutes choses excédant la somme ou valeur de 150 francs, même pour dépôts volontaires, reçoit exception, aux termes de l'article 1348, non seulement en cas de dépôt nécessaire et dans les autres hypothèses spécifiées dans cet article, mais, d'une manière générale, toutes les fois qu'il n'a pas été possible au créancier de se procurer une preuve littérale de l'obligation. Que cette impossibilité doit s'entendre non seulement de l'impossibilité matérielle, mais aussi de l'impossibilité morale et notamment de celle qui résulte d'un usage excluant l'emploi de la preuve littérale. Que tel est le cas dans l'espèce... »

Cette preuve une fois administrée, il a condamné le directeur du théâtre à rembourser au spectateur la valeur de la pelisse disparue.

Mais si, malgré la force des arguments des partisans de la *maxima eadem ratio idem jus*, nous ne pouvons que reconnaître leur excellence en législation, regretter qu'ils tombent à faux en l'état actuel des textes et nous opposer à l'extension en jurisprudence des articles 1952 et suivants, nous nous refusons à faire chorus avec les défenseurs d'une doctrine trop restrictive, et nous croyons permis au moins de rechercher les différentes catégories d'établissements que l'on peut faire entrer dans la classe des hôtels. L'intérêt de cette détermination, de cette interprétation du mot hôtel est très grand : chaque fois que nous serons en présence d'un hôtel, simple application des articles 1952 et suivants, sans nous astreindre au raisonnement indiqué ci-dessus et sans nous inquiéter des distinctions, par suite des difficultés que sa mise en pratique comporte, distinctions et

difficultés qui n'aboutissent qu'à une responsabilité de droit commun.

La question ne doit pas se poser pour les logeurs en garni. Ce sont bien des hôteliers (1), et, sans parler de l'avis interprétatif du Conseil d'État en date du 10 octobre 1841, auquel nous nous sommes déjà référés page 271, nous en trouvons une nouvelle preuve dans les articles 2 des lois des 25 mai 1838 et 12 juillet 1905 qui, au point de vue de la compétence des juges de paix, ne distinguent pas les « hôteliers, aubergistes et logeurs ». Si le simple particulier qui donne en location un chalet meublé tout entier (2) ou qui, à titre exceptionnel et pour des raisons spéciales, héberge quelqu'un en sa maison n'est pas un hôtelier, est, en réalité, un logeur en garni et doit être traité comme tel celui qui sans se livrer à cette pratique d'une façon permanente donne des chambres en location. Ne sauraient être considérés comme des hôtels les établissements charitables ou de bienfaisance où sont reçus gratuitement (3) les déshérités de la fortune, mais il importe de ne pas confondre charitable et philanthropique : les hôtels populaires dus

(1) Trib. Paix, Paris, 12 janvier 1898 : *Revue des justices de paix*, 1900-92 ; — et 16 janvier 1903 (considérants) : *Journal la Loi*, du 17 janvier 1903 ; — Trib. civ. Lyon, 24 mai 1899 : D., 99-2-443 ; — Trib. civ. Seine, 16 décembre 1901 : *Gazette du Palais*, 1902-1-179 (considérants).

(2) Trib. civ. Abbeville, 27 décembre 1898 : *Rec. Amiens*, 99-238.

(3) Dès qu'il y a gratuité, service rendu gracieusement, on ne peut plus parler d'hôtellerie. Voir, au surplus, *supra*, page 273, — et Tr. paix Libourne, 26 octobre 1895 : *journ. de la Cour de Bordeaux*, 1896-3-8 (implicites) ; — Trib. Reims, 13 janvier 1903 : D., 1904-2-255.

à l'initiative de capitalistes philanthropes qui par humanitarisme ont établi des prix très bas et se contentent d'un minime intérêt de leurs capitaux sont des hôtels; il va sans dire que dans l'appréciation de la responsabilité de leurs directeurs le juge devra tenir un très grand compte de la modicité du prix de leurs chambres.

Tout cela ne souffre pas grosse difficulté, malgré quelques désaccords, et la seule controverse vraiment sérieuse porte sur le point de savoir si, au point de vue des personnes pouvant se prévaloir de la responsabilité des articles 1952 et suivants, il faut distinguer les voyageurs proprement dits des locataires de longue durée. J'ai essayé, page 163, de démontrer le contraire.

La question prend une tournure beaucoup plus épineuse dans les espèces suivantes :

Compagnie internationale des Wagons-Lits et Compagnies de Navigation. — La Compagnie internationale des Wagons-Lits et des Wagons-Restaurants, par des traités passés avec les grandes Compagnies de chemins de fer, leur fournit le matériel exigé en wagons-lits, wagons-restaurants et fourgons nécessaires, soit pour entrer dans la composition de certains convois des Compagnies de chemin de fer, soit pour l'organisation de trains spéciaux, en général internationaux, la Compagnie de chemin de fer se chargeant toujours de la traction et des manœuvres. Ces trains internationaux ont des noms bien connus : ce sont le Sud-Express, l'Orient-Express, le Nord-Express, le Paris-Côte d'Azur, le Riviera-Express, etc... Ils ont un véritable personnel qui les accompagne, personnel qui se retrouve moins nombreux dans les voitures détachées : chef de train,

conducteurs des slepings, gérant et garçons de wagon-restaurant, maitre-coq et plongeur, sans compter quelques hommes d'équipe. Les voitures, véritables salons pendant le jour, deviennent la nuit, qu'on les transforme ou qu'on les remplace par d'autres, des chambres à coucher avec cabinets de toilette, renfermant des lits avec draps et couvertures, et qui, si par leur dimensions exiguës sont bien loin des homes des palaces, les rappellent au moins par leur luxe et par la majoration du prix de transport. Dans ces trains, on déjeune, on dîne, on « five o'clock » ; on est forcé d'apporter les effets nécessaires au coucher et à la toilette, et dès lors il devenait bien tentant de considérer la Compagnie des Wagons-Lits, non plus comme un voiturier, mais comme un hôtelier, et ses préposés comme le personnel de l'hôtel. Sans rappeler tous les intérêts de la distinction (1), signalons le principal : transporteur, elle ne répond des colis à main, que le voyageur garde avec lui, qu'en cas de faute prouvée de la part de l'un de ses préposés ; hôtelier, elle doit en assumer la garde. Des tribunaux de paix avaient admis que la Compagnie, pouvant être assimilée soit à un aubergiste, soit à un voiturier, participait de l'une comme de l'autre de ces qualités et était soumise aux devoirs et obligations des deux. Mais ces jugements furent réformés en appel, et la jurisprudence est en sens contraire (2). Les arguments invoqués par les tribunaux civils ont, il est vrai, peu de valeur : le

(1) *Supra*, page 87.

(2) Trib. civ. Nice, 9 février 1892, et Trib. civ. Seine, 14 février 1892 : D., 93-2-179 ; — Trib. civ. Seine, 25 novembre 1892 : D., 93-2-587 ; — Cas. civ., 3 février 1896 : D., 98-1-502.

fait que dans les voitures des Wagons-Lits chaque voyageur partage une cabine avec plusieurs personnes, au lieu d'occuper, comme dans un hôtel, une pièce séparée, que la surveillance y est plus difficile, que l'auberge est fixe et le wagon-lit mobile, que la Compagnie est forcée d'admettre n'importe qui dans ses voitures, ne me paraît pas d'un très gros poids dans l'argumentation. Le paiement de deux places ou le nombre restreint de voyageurs peut assurer à l'un d'eux la jouissance exclusive d'une cabine, tandis qu'une affluence exceptionnelle de touristes peut forcer un directeur d'hôtel, même de premier ordre, à loger plusieurs clients ne se connaissant pas dans une chambre unique : et l'exemple en est fréquent à l'époque de congrès ou de fêtes. L'hôtelier, — c'est du moins une opinion très sensée, — n'est pas libre non plus de fermer sa porte à qui il veut (1) ; et le droit anglais, les lois du Massachussets et du canton de Vaud édictent, en termes exprès, l'obligation de recevoir les hôtes qui se présentent (2). Peu importe également que la Compagnie des Wagons-Lits, étant payée d'avance, ne trouve pas une compensation à sa responsabilité dans le privilège de l'article 2102, paragraphe 5 : son paiement anticipé est préférable au meilleur des privilèges. L'argumentation sur ce point de la Cour de Cassation est la seule vraiment juridique.

« Attendu qu'il est constaté par le jugement attaqué que la Compagnie internationale des Wagons-Lits fait circuler sur diverses voies ferrées, en France

(1) Voir *supra*, page 82.

(2) Voir *infra*, livre III, *Droit comparé*.

et à l'étranger, des voitures spéciales dans lesquelles elle met à la disposition du public des compartiments munis de lits, de cabinets de toilette, un restaurant et procure un service de domesticité ; que, pour prendre place dans ces voitures, le voyageur doit payer à la compagnie de chemin de fer le coût d'un billet de première classe et à la Compagnie des Wagons-Lits un supplément représentant la moitié du prix de la place, que même pour l'organisation de certains trains internationaux directs, et notamment du Sud-Express dont il s'agit en l'espèce, la Compagnie des Wagons-Lits se charge seule d'assurer, à Paris et dans les gares étrangères au réseau, le service de la délivrance des billets, de l'enregistrement et de la remise des bagages, se substituant ainsi à la Compagnie de chemin de fer, dont elle emprunte seulement les voies et la traction, et à laquelle elle garantit une recette moyenne. Attendu que le contrat qui intervient alors et dont le but essentiel est de prendre le voyageur en son point de départ pour le conduire à destination, moyennant un prix dont les divers éléments sont calculés d'après les distances à parcourir, est un contrat de transport dont l'exécution est assurée par le Concours simultanée de la Compagnie des chemins de fer et de la Compagnie des Wagons-Lits. Que si, en échange d'une majoration de prix, le voyageur peut effectuer son trajet dans de meilleures conditions de luxe et de confort, cette circonstance ne modifie pas la nature juridique du contrat... » Ainsi, bien que transportée elle-même, la Compagnie des Wagons-Lits joue le rôle de transporteur et doit être regardée comme un sous-voiturier (1). Un dernier ar-

(1) Conformes : Baudry-Lacantinerie et Wahl, cités *supra*

gument peut venir fortifier cette manière de voir : les Compagnies de chemins de fer ont également des wagons-lits qui leur appartiennent, les Compagnies de navigation ont des paquebots qui, tant par leur organisation que par leur confort, rappellent bien plus un hôtel que ne le peuvent les trains de luxe. Pourtant, sous l'empire de nos lois, on s'accorde à ne pas les traiter en aubergistes, mais en transporteurs, et ceux-là même qui veulent voir un hôtelier dans la Compagnie des Wagons-Lits reconnaissent formellement que la responsabilité des autres transporteurs est « étrangère aux objets que les voyageurs conservent avec eux et relativement auxquels aucun lien obligatoire ne les unit aux voiturier » (1). L'idée même de dépôt nécessaire est « inaccessible » pour ces auteurs. Or, s'il est déraisonnable de différencier les wagons-lits, selon qu'ils appartiennent à une Compagnie de Chemins de fer ou à la Compagnie internationale, on ne peut davantage « soutenir qu'un « sleeping-car » est une auberge sur roues que de prétendre qu'un navire à vapeur est une auberge sur l'eau. Tous les deux fournissent des chambres à coucher aux passagers qui paient ce privilège et occupent ces chambres. Le sommeil est aussi essentiel à la santé et au confort du voyageur dans un cas que dans l'autre. Par suite, si la responsabilité de l'aubergiste ne s'étend pas aux propriétaires du bateau

dépôt, n° 1246. — *Contra* : Garçon, cité *supra* : *Code pénal annoté*, sous art. 386, n° 332 ; — Thaller et Josserand, cités *supra*, *Traité de Droit commercial : Les Transports*, p. 862. note 2.

(1) Thaller et Josserand, cités *supra* : *Les Transports*, p. 861, n° 964.

à vapeur, la justice exige qu'elle ne s'applique à ceux du sleeping-car » (1).

Les Compagnies de « sleepings » ou de navigation sont, au surplus, toujours responsables des fautes de leurs préposés (2).

Maisons de santé ou d'accouchement. — Esculape fraye peu avec Mercure, et il n'est pas douteux que les sages-femmes propriétaires de maisons d'accouchement et, à plus forte raison, les hommes de l'art, directeurs de maisons de santé, ne protestent de prime abord contre leur assimilation à des hôteliers. Mais le métier d'aubergiste jouit aujourd'hui d'une considération bien méritée, et il faut donner aux choses le nom qui leur convient. « J'appelle un chat un chat, et Rollet un fripon. » Or, si certains jugements ont pu considérer que le logement et la nourriture fournis dans ces maisons n'étaient que des accessoires de la profession de médecin (3), d'autres ont décidé que l'on pouvait y voir des

(1) Arrêt de la Cour sup. du Kentucky, du 29 octobre 1884 : *Journ. de droit international privé*, tome XII, année 1886, p. 742. — La jurisprudence américaine semble cependant imposer une obligation de surveillance aux Compagnies de sleeping-car (*Journ. de droit intern. privé*, 1884, t. XI, p. 548 et 1887, t. XIV, p. 500. — *Contra* : 1871, t. V, p. 547).

(2) Voir jugement et arrêt précités, page 285, note 2. — Saïgon, 13 mai 1893, cité *supra* sous cas., 5 février 1894 : S., 95-1-417 : — Tribunal Nice, 14 février 1912 : *Gazette des tribunaux*, du 22 mars 1912 (implicite).

(3) Tr. civ. Remiremont, 8 décembre 1904 : P., 1905-2-303 ; — Trib. com. Bruxelles, 6 janvier 1905 : *Journ. la Loi* du 18 mars 1905.

actes de commerce (1). Quel autre qualificatif que celui d'hôtellerie donner à ces actes de commerce, et pour quelles raisons le médecin qui dans son établissement use d'un personnel rétribué comme de simples salariés, qui fait appel au public par des circulaires ou des annonces parlant de ses nombreux employés, du prix de la pension variant souvent avec les dimensions et le confortable des chambres, leur situation au nord et au midi, chez lequel ce même public trouve à se loger, à se nourrir, à se chauffer ne serait-il pas traité comme un aubergiste? Et l'équité se rencontre ici avec le droit: moins que personne, un malade est à même de surveiller les effets qui peuvent lui appartenir. Que l'on n'objecte pas en faveur d'une différenciation la prescription de deux ans (art. 2272) opposable aux médecins et sages-femmes et le privilège général sur les meubles que leur donne l'article 2101, alinéa 3, pour les frais quelconques de dernière maladie. Sans compter que des différences de détails ne touchent pas à la question de principe, le délai de deux ans accordé aux médecins et sages-femmes pour faire valoir leurs créances ne vise que « leurs visites, opérations et médicaments », et le privilège général sur les meubles de l'article 2101, alinéa 3, ne leur est pas donné à eux spécialement, mais « concurremment entre ceux à qui ils (frais quelconques de la dernière maladie, quelle qu'en ait été la terminaison) sont dus ».

(1) Trib. com. Lyon, 29 février 1904 : *Gazette judiciaire et commerciale de Lyon*, du 28 mai 1904; — Trib. com. Seine, 26 juillet 1898 : P., 99-2-287. — Voir, dans les deux sens, références dans *Pandectes : Répertoire*, v° *Actes de commerce*, nos 390 et suivants.

Je tiendrai le même raisonnement pour les professeurs universitaires ou non, directeurs de maisons d'éducation. Il va sans dire que cette solution ne préjudicie en rien celle qui doit être adoptée pour le vestiaire où leurs « externes ou demi-pensionnaires » déposent leur vêtements d'extérieur et qu'on ne doit voir en eux des hôteliers qu'à l'égard de leurs « pensionnaires » (1).

Pour les patrons qui fournissent à leurs employés le logement et la nourriture (2).

Pour les directeurs ou directrices de maisons de tolérance, à l'égard desquelles la maxime *nemo auditur propriam turpitudinem allegans*, me paraît avoir fini son temps.

Je conclurai, en sens contraire, pour les étables ou écuries, où les propriétaires peuvent, un jour de pardon, de marché ou foire, remisér leurs chevaux, bestiaux ou autres animaux (3). L'article 1952 n'a pas reproduit les termes du droit romain qui assimilait le *stabularius* au *caupo*. Dépositaire salarié, le propriétaire de l'étable ou écurie répondra de sa faute légère.

Ce que nous venons de dire pour la responsabilité, nous pourrions le répéter pour le privilège que l'article 2102, 3^e alinéa, donne à l'aubergiste sur les effets du voyageur et pour la prescription de six mois édictée par

(1) Paris, 24 février 1842 : D., 41-2-132-133 ; — *Contra* : Tr. civ. Caen, cité *supra*, 12 mars 1888 : *Recueil Caen et Rouen*, 1889, p. 133. — Voir références dans les deux sens : *Pandectes, Répertoire*, v^o *Actes de commerce*, n^o 386.

(2) *Contra* : Besançon, 23 février 1844 : D., 45-4-403.

(3) Trib. civ. Lyon, 3 juin 1892 : *Gazette du palais*, 93-1-10 ; — *Contra* : Lyon, 26 janvier 1825 : S., et P. *chron.* ; — Tr. civ. Domfront, 26 février 1881 : *Rec. Caen*, 82-562.

l'article 2271, 2^e alinéa. Ce privilège qui, au surplus, est de droit étroit, n'étant que la compensation de la lourde responsabilité établie par les articles 1952 et suivants, doit être accordé à tous ceux sur lesquels pèse cette responsabilité et refusé aux autres. Disons donc, à titre d'exemple, que, si le logeur en garni peut et doit l'invoquer (1), le restaurateur, cabaretier ou cafetier n'y a aucun droit.

Pour la prescription, toutefois, il faut tenir compte et de la présence dans notre Code civil de prescriptions spéciales pour l'exercice en justice des actions appartenant à plusieurs de ceux classés par nous dans la catégorie des hôteliers et de la rédaction différente du texte du 2^e alinéa de l'article 2271, qui, plus large en ces termes, parle des « hôteliers et traiteurs ». Hôteliers, ce sont, moins une restriction, ceux que nous avons dénommés ainsi et ceux-là seulement : la prescription de six mois est opposable aux loueurs en garni qui prétendraient en vain relever, comme un simple bailleur de maison, de la prescription de cinq ans de l'article 2277 (2) ; elle ne peut être invoquée à l'encontre de

(1) Trib. paix, Paris (XV^e arrt.), 30 novembre 1897 : *Gazette des Tribunaux* 1898, 1^{er} sem., 2-120. Dans les cas où le locateur en meublé n'est qu'un bailleur (*supra*, page 283), il doit à ce dernier titre pouvoir invoquer le privilège de l'article 2102-1 du Code civil ; la généralité des termes de cet alinéa l'exige, et c'est à tort que l'on a prétendu que dans les locations en garni ce privilège perdait sa raison d'être. Cette question est cependant controversée. Dans notre sens, tribunal civil Compiègne, 1^{er} décembre 1895 : journal *le Droit* du 18 avril 1896. — *Contra* : Trib. civ. Seine, 17 janvier 1910 : *Gaz. du Palais*, 1910-1-105.

(2) Trib. civ. Nice, 24 janvier 1912 : *Recueil des Alpes-Maritimes*, 1912-77.

celui qui consent exceptionnellement à loger une personne et à la recevoir à sa table (1) (prescription de cinq ou de trente ans, selon que le prix de la personne a été, ou non, stipulé payable par année ou termes périodiques plus courts) (article 2277).

La restriction à laquelle je faisais allusion est contenue dans l'article 2272 du Code civil, modifié par la loi du 30 novembre 1892 : l'action des maîtres de pension, pour le prix de pension de leurs élèves, se prescrit par un an et celle des médecins..., sages-femmes, pour leurs visites, opérations et médicaments par deux ans. Devant ces termes formels de la loi, il n'y a qu'à s'incliner, en remarquant que le texte ne traite pour les médecins ou sages-femmes que des « visites, opérations et médicaments », laissant en dehors de son champ d'application toutes autres causes de créances.

Traiteurs, ce sont les restaurateurs qui donnent à manger et chez lesquels on peut faire de véritables repas : les cafetiers, cabaretiers, marchands de vins ne sauraient être compris sous cette dénomination, au moins pour les consommations autres que les repas (2). Ces consommations sont, en réalité, des fournitures de

(1) Cas. req., 7 mai 1866 : S., 66-1-280. — Trib. Seine, 6 décembre 1898 : *Gazette des tribunaux* du 9 mars 1899.

(2) Laurent, cité *supra*, tome XXXII, n° 506 ; — Huc, cité *supra*, tome XIV, n° 463 ; — Baudry-Lacantinerie et Tissier, cités *supra*, n° 715 ; — Planiol, *Droit civil*, cité *supra*, tome II, n° 644-2. — *Contra* : Aubry et Rau, cités *supra*, tome VIII, § 774, texte et note 69, p. 445. — Guillouard, cité *supra*, de la *Prescription*, tome II, n° 748, Paris, 1901

marchandises faites par un marchand, et leur action en paiement se prescrit par deux ou trente ans, selon que l'acheteur en a fait l'acquisition pour son usage personnel ou pour les besoins de son commerce (article 2272, modifié par la loi du 26 février 1911 et article 2262).

SECTION ANNEXE

AGENCES DE VOYAGE

Mon dernier mot sur notre droit français moderne sera consacré à ces agences de voyages collectifs ou individuels, dont l'objet principal est de donner à leurs clients des renseignements sur les voyages qu'ils veulent entreprendre et de leur préparer des itinéraires avec arrêts déterminés en certaines villes, logement dans tels hôtels, en vue d'effectuer un parcours prévu en un temps limité et dans les conditions les plus économiques. Malgré toute stipulation d'exonération de leurs fautes, ces agences de voyage sont toujours responsables des erreurs grossières commises par leurs préposés (1).

(1) Trib. paix, VI^e canton Marseille, 12 avril 1911 : *Bulletin des décisions des juges de Paix*, 1912-307.

LIVRE III

DROIT COMPARÉ

Si un homme qui n'avait pas que de l'esprit a pu dire qu'il n'y avait plus de Pyrénées, et si le récent exploit de l'aviateur Binder a donné à cette maxime un regain d'actualité, c'est surtout en matière d'hôtellerie que l'on peut parler de la suppression des frontières. Le record du légendaire Philéas Fog a été souvent battu, et tous sont appelés à faire des séjours fréquents sur le sol étranger. Telle est même l'origine du mot hôtel : hôtel vient de *hostis*... l'ennemi, l'étranger.

Une rapide incursion dans les principaux pays du monde civilisé s'impose donc. Nous nous en tiendrons presque exclusivement au droit civil, ne signalant la réglementation administrative que là où elle sera particulièrement intéressante.

ALLEMAGNE

L'article 33 de la loi industrielle du 21 juin 1869 modifié par l'article 3 de la loi du 23 juillet 1879 nous semble singulièrement réactionnaire et nous ramène au régime

en vigueur autrefois en France sous l'empire de l'édit de Blois de 1577 : quiconque veut exploiter une hôtellerie est tenu de se pourvoir d'une autorisation donnée par l'autorité compétente (1).

Dans certains États de l'Empire allemand (Alsace-Lorraine, Bade, Brunswick, Hesse, Lubeck, Saxe), des lois locales prescrivent des mesures fixant l'approbation nécessaire pour tenir une auberge ou concernant la surveillance de la police et la tenue de livres d'étrangers (2).

Au point de vue civil, le droit allemand institue dans le titre XII du livre II du nouveau Code civil de 1900 intitulé *Du dépôt chez les hôteliers* (3) un régime se rapprochant sensiblement du nôtre.

L'hôtelier qui, dans un but lucratif, reçoit des étrangers dans sa maison est responsable de la perte ou détérioration des objets qu'ils apportent. Sont réputées apportées les choses que le voyageur a remises à l'hôtelier ou aux serviteurs de l'hôtel préposé à ce service ou qu'il a déposées à l'endroit qu'on lui a indiqué ou, à défaut d'indication, à ce destiné.

Cette responsabilité est limitée à mille marcks (1.250 francs) pour les espèces monnayées, les valeurs et objets précieux, à moins que l'hôtelier ne s'en soit chargé en connaissance de cause, ou qu'il n'ait refusé de

(1) *Annuaire de législation étrangère*, tome IX, année 1879, p. 98 et 99, publié en 1880.

(2) *Annuaire de législation étrangère*, table 1870 — 1900, Paris, 1905: V° *Auberges*.

(3) Code civil allemand, promulgué le 18 août 1896 et exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1900. — Traduction Raoul de la Grasserie. Paris, 1897, art. 701 et suiv.

les prendre en dépôt ou que le dommage ne soit imputable à lui ou à ses préposés.

Il y a fin de non-recevoir, si le dommage a été causé par l'hôtel lui-même, un de ses compagnons ou visiteurs ou provient de la nature de l'objet ou d'un cas de force majeure ou encore, sauf pour les choses livrées à l'hôtelier en dépôt, si l'hôte ne l'a pas avisé, dès qu'il en a eu connaissance, de la perte ou de la détérioration. Mais l'écriteau par lequel l'hôtelier déclinerait sa responsabilité est absolument inefficace.

L'article 704 donne au maître de l'hôtel sur les effets du voyageur pour ses créances relatives au séjour et autres prestations fournies à ses hôtes pour la satisfaction de leurs besoins, y compris les avances, le droit de gage qui appartient au bailleur.

Prescription de deux ans tant pour avances que pour dépenses d'hôtellerie (art. 196 du Code de Commerce).

ANGLETERRE

Tout « Inn Keeper » (1) (aubergiste) est, d'abord, soumis à l'obligation du « trepass » : il est tenu de recevoir dans sa maison toute personne qui s'y présente, étant à même de payer sa dépense et ne peut s'y refuser qu'autant qu'il n'y a plus de place ou que le voyageur se conduit d'une façon inconvenante.

(1) *Eléments de droit civil anglais*, Lehr et Dumas, 2^e édition. Paris, 1906, tomes I, p. 163 et 414, et II, p. 241.

Il est responsable des effets des voyageurs, sauf quand l'application de ces règles conduirait à des conséquences injustes : ainsi cette responsabilité disparaît, si le vol a été commis sur la personne même du voyageur ou par une personne l'accompagnant, ou dans une autre pièce que celle où il loge et dépose nécessairement ses effets ou par suite d'une grossière négligence de sa part.

La limitation de cette responsabilité est fixée à 30 livres (750 francs) et vise tous les effets du voyageur, à part les chevaux ou autres animaux vivants, leurs harnais et les voitures. Encore faut-il que l'hôtelier ait affiché ces dispositions d'une façon visible, que ces effets ne lui aient pas été remis spécialement en garde, et que le vol, perte ou dommage, ne provienne pas de sa faute, négligence ou de celles de ses gens.

Un « Inn Keeper's act » de 1878 donne au maître de l'hôtel un privilège « lien » qui porte sur les effets de son hôte pour le montant des dépenses de ce dernier (1). Il ne peut saisir les vêtements que le voyageur a sur lui, ni le retenir de force, séquestrer sa personne.

La législation *écossaise* est à peu près identique.

AUSTRALIE

(NOUVELLE-GALLES DU SUD)

Régime très protecteur pour l'hôtelier qui jouit d'un

(1) *Annuaire de législation étrangère*, tome IX, p. 811, année 1879, publié en 1880.

favoritisme peut-être exagéré (Act n° 64, en date du 4 septembre 1902) (1).

A part les chevaux et autres animaux vivants ou les voitures, la responsabilité de l'aubergiste n'est engagée qu'en cas de faute ou de négligence. Il est vrai qu'il en est autrement si les objets lui ont été remis en dépôt expressément, et il ne peut refuser ce dépôt, sous peine de perdre le bénéfice de la loi qu'il doit afficher visiblement.

AUTRICHE-HONGRIE

Autriche. — Au nombre des mesures réglementaires auxquelles est soumis l'hôtelier, figurent les suivantes : il doit faire connaître à la police les noms des voyageurs descendus chez lui, et si, en principe, il est libre d'héberger qui il veut, il lui est interdit, sous peine d'amende et d'interdiction de la profession, de recevoir les filles publiques (2).

Aux termes des articles 970 et 1317 du Code civil autrichien de 1812, les aubergistes sont regardés comme « gardiens attitrés », « verwahrer », des effets que les voyageurs leur ont remis à eux ou à leurs préposés.

Les gardiens attitrés sont tenus de veiller avec soin sur la chose qui leur est confiée ; ils sont responsables du dommage imputable à leur négligence, mais ils ne répondent pas du dommage résultant d'un cas for-

(1) *Annuaire de législation étrangère*, tome XXXIV, année 1904, p. 673, publié en 1905.

(2) *Pandectes, Répertoire*, v° *Aubergiste*, n° 473.

tuit, encore qu'ils eussent pu sauver l'objet confié à leurs soins, en sacrifiant leurs propres effets et que la valeur de cet objet fût considérable (art. 961-964).

Lorsque les effets ont été remis dans une caisse fermée et que la serrure ou autre fermeture a été forcée, le déposant qui affirme qu'il y a eu soustraction est tenu d'attester par le serment le dommage allégué, pourvu que la perte paraisse vraisemblable, eu égard à sa condition sociale, à sa profession ou autres circonstances de l'affaire et sauf au dépositaire à prouver que la violation de la fermeture ne lui est pas imputable (art. 966).

Il a été jugé en Autriche que l'hôtelier est responsable du vol de vêtements pendus par le voyageur à un porte-manteau placé à l'extérieur de sa chambre : l'aubergiste n'avait pas exercé une surveillance suffisante sur son établissement (1).

Hongrie. — L'article 72 du Code hongrois des contraventions (2) imposé à l'hôtelier la tenue d'un livre, au voyageur l'obligation d'y faire inscrire exactement ses noms, à peine d'amende.

Disposition originale dans l'article 73 du même Code : le préposé qui, chargé de la réception des voyageurs, omet la formalité susdite est frappé personnellement de la peine de la contravention.

(1) Trib. suprême de Vienne, 2 mai 1905, *Journal de droit international privé*, 1909, p. 530.

(2) Code hongrois des contraventions, traduction Martinet et Daresté, Paris, 1885.

BELGIQUE

Le Code Napoléon étant demeuré en vigueur en Belgique, la responsabilité de l'hôtelier a été longtemps régie par nos articles 1952, 1953 et 1954, tels qu'ils étaient avant la réforme de 1889. Une loi du 22 juillet 1897 a limité cette responsabilité au chiffre de 1.000 francs « pour les espèces monnayées, les titres et valeurs de toute nature et les objets précieux qui ne servent pas à son usage personnel et habituel, quand le voyageur ne les a pas réellement déposés entre les mains de l'aubergiste ou de l'hôtelier ». Rappelons que telle était la rédaction adoptée par la Commission de notre Chambre de députés, lors de la réforme de 1911.

CANADA

(PROVINCE DE QUÉBEC)

De droit commun, le tenancier d'une auberge, pension ou hôtellerie, est exonéré, si la perte ou le dommage est imputable au voyageur lui-même ou à un étranger. Pour les effets en général, à moins de faute ou de négligence de sa part, les chevaux, animaux vivants, harnais et voitures exceptés, il n'est responsable que jusqu'à concurrence de 200 piastres. Cette limitation s'évanouit, si les biens lui ont été confiés expressément et qu'il ait pu poser comme condition de sa responsabilité que ces biens seront déposés dans une boîte ou réceptacle fermé et scellé par le déposant. Il doit, de plus, faire afficher en vue, dans toutes les salles de son éta-

blissement, copie du présent article, sous peine de ne pas bénéficier des présentes dispositions.

Pour les objets de valeur (sommes considérables, deniers, billets, or, argent, pierres précieuses et articles d'une valeur extraordinaire), il est assimilé au voiturier et n'en répond pas, à *moins de déclaration expresse du contenu*. Mais cette règle est inapplicable au bagage *personnel* du voyageur, quand les effets perdus sont d'une valeur modérée, adéquat à la condition de leur possesseur et qu'on peut attacher foi au serment de celui-ci sur la valeur de ses bagages.

La preuve testimoniale est toujours admise dans le dépôt d'hôtellerie (art. 1815-1816-1677-1233, 4).

CHILI

Les articles 2241 à 2248 du Code civil de 1857 (1) reproduisent, sans grande originalité, sauf sur un point, les dispositions consacrées par le Code Napoléon ou la jurisprudence française : dépôt dans une hôtellerie assimilé au dépôt nécessaire, responsabilité de l'aubergiste, pouvoir d'appréciation du juge pour l'admission de la preuve testimoniale.

A signaler l'article 2245 : « le voyageur qui transporte avec lui des effets de grande valeur, n'entrant pas ordinairement dans les bagages d'une personne de sa classe, devra le faire savoir à l'aubergiste et même les lui présenter, si celui-ci l'exige, pour qu'il donne un soin

(1) Code civil chilien de 1857, traduction Prudhomme, Paris, 1904.

spécial à leur garde; et, faute de l'avoir fait, le juge pourra rejeter la demande sur ce point. »

Et l'article 2248: « Les dispositions contenues dans les articles précédents s'appliquent aux administrateurs d'hôtels garnis, cafés, maisons de billards ou de bains et autres établissements analogues. »

COLORADO

Ce pays neuf réclame voix au chapitre, car les syndicats d'hôteliers considèrent comme un véritable idéal sa loi récente et spéciale du 22 mars 1907 (2).

Cette loi distingue le bagage nécessaire et le bagage non nécessaire.

Pour le bagage nécessaire (objets de toilette, par exemple), l'hôtelier en est le dépositaire nécessaire, à condition que les objets en faisant partie aient été laissés par le voyageur dans sa chambre même ou aient été spécialement confiés à la garde de l'hôtelier ou du préposé chargé de ce service. Pour les objets laissés dans la chambre, il faut, de plus, si les portes de cette chambre sont pourvues d'une serrure et d'une clef en parfait état, et si la chambre est mise à la disposition du voyageur en même temps que la clef, que la chambre soit restée fermée et que la clef en ait été remise à l'hôtelier ou à son préposé. En aucun cas, à moins de convention spéciale par laquelle l'hôtelier assumerait une

(1) *Bulletin officiel du Syndicat général de l'Industrie hôtelière*, n° 10, d'octobre 1909, p. 7 et suiv.

responsabilité plus étendue, cette responsabilité ne peut s'élever pour tous les objets réunis à une somme supérieure à 200 dollars (1.080 francs) (art. III, IV, et V).

Pour le bagage non nécessaire, l'hôtelier qui aménage dans un hôtel un réceptacle convenable pour assurer la garde des objets de valeur et qui affiche d'une façon permanente, bien en vue dans chaque chambre, un avis faisant connaître ce fait, n'est pas responsable si le voyageur n'a pas tenu compte de cet avis. Il peut refuser de recevoir des objets pour une valeur supérieure à 5000 dollars (27.000 francs) (art. I et II).

S'il ne se conforme pas à la loi, s'il n'aménage pas de réceptacle ou n'affiche pas les prescriptions et si, par suite, le voyageur garde avec lui son bagage non nécessaire, la responsabilité de l'hôtelier semble cependant toujours limitée à 200 dollars (arg. des mots: « en aucun cas », de l'article V et place de cet article).

Cette responsabilité disparaît complètement, en cas de perte ou dommage causé par le feu, une cause imprévue ou un accident inévitable, à moins que cette perte ou ce dommage soit dû à la négligence de l'aubergiste ou à la faute de ses employés (art. VII).

Après le départ du voyageur, qui a confié à l'hôtelier des objets que celui-ci accepte de garder sans recevoir de salaire, l'hôtelier responsable comme dépositaire à titre gratuit n'est plus tenu qu'à concurrence de 50 dollars (270 francs) (art. VI).

Et l'article VII, qui paraît dénoter une faible confiance du législateur du Colorado dans la capacité de ceux chargés d'appliquer les lois, ajoute qu'aucune disposition de ce texte ne sera interprétée de manière à

rendre l'aubergiste responsable pour une somme supérieure au dommage réellement éprouvé.

Je regrette de ne pouvoir entreprendre un examen intégral de cette loi. Faite aux termes de l'article 9, pour « protéger » les aubergistes contre les réclamations excessives et frauduleuses des voyageurs, elle donne l'impression de n'avoir écouté qu'un son de cloche. Elle mérite, en tout cas, une triple critique : sa limite de 200 dollars peut être envisagée comme devant s'appliquer, même en cas de faute prouvée de l'aubergiste ou de l'un de ses préposés (arg. des mots « en aucun cas » de l'article V). — S'il y a incendie, elle renverse la charge de la preuve, et c'est au voyageur d'établir que l'incendie provient du fait du maître de l'hôtel ou de ses gens, preuve dans l'administration de laquelle il succombera souvent, pour ne pas dire toujours. — Son étroite réglementation permet enfin à l'esprit de chicane de se manifester dans toute sa splendeur.

ESPAGNE

L'article 20 du Code pénal espagnol reproduit, en beaucoup plus dur, l'article 73 de notre Code pénal (1) :

En France, l'aubergiste qui a logé plus de vingt-quatre heures quelqu'un qui pendant un séjour a commis un crime ou délit n'est responsable civilement des conséquences dommageables de cet acte illicite que s'il

(1) *Théorie du Code pénal espagnol*, Louis Laget et Laget-Valdesa, Paris, 1881, 2^e édition.

a omis d'inscrire sur le registre de police les noms, profession et domicile du coupable. En Espagne, pour voir engager à ce même titre sa responsabilité civile, il suffit qu'il ait enfreint un règlement de police quelconque, qu'il n'ait pas, par exemple, fermé son établissement à l'heure prescrite.

Ce même article 20 oblige subsidiairement les aubergistes à restituer aux personnes qui sont descendues dans leurs maisons les effets volés ou à leur en payer la valeur. *A condition (tel en est de même pour tous dommages) que le voyageur ait préalablement averti le maître de l'hôtel ou son remplaçant de l'apport de ces effets* et observé les règles de précaution qui lui ont été recommandées pour leur garde. Les hôteliers et aubergistes sont, du reste, considérés comme dépositaires nécessaires (1) et répondent, sous la condition susvisée, des dommages causés aux effets des voyageurs tant par le fait des gens de l'hôtellerie que par le fait d'étrangers. Ils ne répondent pas des dommages provenant de vols à main armée ou d'une autre circonstance de force majeure (art. 1782, 1783, 1784 du Code civil).

L'article 1921 leur donne pour leurs fournitures un privilège sur les effets du voyageur qui sont dans l'auberge, et les articles 1922 à 1967 édictent contre eux une prescription de trois ans.

(1) Code civil espagnol de 1889.

ETATS-UNIS

Une loi new-yorkaise du 13 avril 1883 (1) a établi, pour l'hôtelier, l'obligation morale du coffre-fort, que nos parlementaires ont essayé d'implanter en France lors de l'élaboration de la loi de 1911.

Pour l'argent, les bijoux et objets de valeur, l'hôtelier qui a fait placer dans le bureau de l'hôtel un coffre-fort destiné à les recevoir et qui en a avisé les voyageurs par des affiches placées dans les salons et lieux de réunion publics, n'en répond pas à l'égard des voyageurs qui n'ont pas déposé ces objets entre les mains de la personne préposée à cet effet.

Pour les autres effets et marchandises, la responsabilité de l'hôtelier non convaincu de faute ou de négligence est limitée à 500 dollars (2.700 francs).

La loi ajoute que, pour tous les objets, tels que cannes, parapluies, sacoches, valises, paquets, sacs, boîtes ou tout autre effet ne se trouvant pas dans la chambre assignée au voyageur, l'hôtelier n'en répond pas, à moins que l'objet n'ait été confié spécialement à sa charge ou à celle de l'un de ses domestiques.

Obligation d'afficher en vue dans les salles publiques de l'hôtel un tableau contenant la présente loi et une liste de prix au jour et par repas..... Sage précaution !

Une loi du 19 juin 1879 (2) (530) confère à l'hôtelier impayé le droit de vendre son gage (effets du voyageur)

(1) *Annuaire de législation étrangère*, t. XIII, année 1883, p. 814, publié en 1884.

(2) *Annuaire de législation étrangère*, t. IX, année 1879, p. 811, publié en 1880.

après un délai de trois mois, et en faisant précéder la vente de quelques formalités de publicité.

Comme espèces intéressantes empruntées à la jurisprudence, à signaler les suivantes :

Il a été jugé que l'obligation de l'hôte de faire savoir à l'aubergiste que son bagage contient des objets de grande valeur n'est pas applicable à un colporteur qui arrive dans une auberge, porteur des accessoires ordinaires de son commerce (1).

La jurisprudence américaine refuse de considérer comme des hôtels la maison garnie (*lodging house*) où l'on ne fournit pas la nourriture ; la maison de famille (*boarding house*) et le restaurant (2).

ITALIE

A part quelques mots ajoutés à l'article 1868, « les aubergistes et hôteliers ne sont pas responsables des vols faits avec force armée ou autre force majeure *ou par suite de négligence grave du propriétaire* », les articles 1866 du Code civil italien de 1866 ne sont que la reproduction des articles 1952 à 1954 de notre Code civil, tels qu'ils étaient en 1804, c'est-à-dire sans aucune limitation de responsabilité :

Prescription de six mois de l'article 2138 et privilège que l'article 1958, alinéa 8, donne à l'aubergiste pour ses

(1) Cour sup. du Michigan, 18 juin 1884 : *Journal de droit international privé*, t. XII, année 1885, p. 578.

(2) *Journal de droit international privé*, t. XI, année 1884, p. 529.

« fournitures et salaire, sur les effets du voyageur qui ont été apportés dans son auberge et qui s'y trouvent encore ».

Nous avons vu dans la célèbre affaire Marini Legagni contre Winslow Hall, rapportée page 155, que la jurisprudence italienne assimile l'omnibus de l'hôtel à l'hôtel lui-même.

LUXEMBOURG

Les articles 1949 à 1954 du Code Napoléon sont encore en vigueur. Une loi du 16 février 1892 a ajouté un paragraphe à l'article 1953 : « Cette responsabilité, en tant *qu'elle procède du fait d'un voyageur ou étranger* est limitée à 1.000 francs pour les espèces monnayées, valeurs et titres au porteur de toute nature non déposés réellement entre les mains de l'hôtelier. »

Donc aucune limitation de responsabilité, si le dommage est imputable à l'hôtelier ou à l'un de ses préposés ; c'est le résultat auquel, avec un texte moins précis et par la simple mise en œuvre des principes généraux, est arrivée notre jurisprudence.

MASSACHUSSETS

La profession d'hôtelier est subordonnée à l'obtention annuelle d'une licence concédée par l'autorité munici-

pale (1). Cette dernière doit apprécier si l'hôtel est suffisamment aménagé; s'il ne remplit pas les conditions voulues, si, par exemple, le maître d'hôtel a refusé sans cause de recevoir et de traiter un voyageur, cette licence peut être retirée *ad mutum* par le maire ou les aldermens. Toutes les licences expirent le 1er avril de chaque année.

PRINCIPAUTÉ DE MONACO

Les articles 1791 et 1792 du Code civil monégasque de 1885 sont la reproduction des articles 1952 et 1953 du Code civil français de 1804. Phénomène très curieux, un mouvement en sens inverse de celui qui s'est manifesté en France s'est dessiné dans la petite principauté: tandis que l'ancien Code civil de Monaco décidait que l'aubergiste ne serait responsable de l'argent ou autres objets précieux qu'autant que le voyageur les lui aurait remis, les articles 1791 et 1792 du nouveau Code civil ne contiennent aucune restriction analogue à celles de nos lois de 1889 et 1911 (2). Et, pourtant, en nul lieu autant qu'à Monte-Carlo les clientèles des palaces qui garnissent le littoral ne sont plus mélangées, les princes du sang et de l'argent ne coudoient davantage les princes de « la pègre »; les risques ne sont plus grands pour les hôteliers victimes souvent des mines trompeuses des

(1) *Annuaire de législation étrangère*, t. IX, année 1879, p. 688, publié en 1880.

(2) *Journal de droit international privé*, t. XX, année 1893, p. 454.

habituels de Dame Roulette. Dans la sagesse de la jurisprudence monégasque réside leur seule sauvegarde : il a été jugé que la responsabilité de l'hôtelier n'est engagée que si la valeur des effets disparus ou endommagés est en rapport tant avec la situation sociale ou la fortune de leur propriétaire qu'avec celles des clients habituels de l'hôtel et à condition que le voyageur n'ait commis aucune imprudence ou négligence grave (1).

MONTÉNÉGRO

Les articles 391 à 396 du Code général des biens (2) établissent la responsabilité comme de tous dépositaires de ceux qui tiennent des hôtelleries régulièrement organisées ou *hébergent de toute autre manière des voyageurs*. Ils répondent des effets, qu'ils leur aient été ou non remis en mains propres, du fait des personnes de leur maison comme des personnes étrangères. Ils ne répondent plus de ce qui est enlevé ou endommagé par la force, tant qu'ils n'en sont pas coupables, du dommage causé par une force naturelle irrésistible ou imputable au voyageur ou à quelqu'un de sa suite. A moins de faute de leur part, ils ne répondent pas de l'argent, des bijoux ou autres objets semblables qui ne leur ont pas été remis en mains propres.

Les simples traiteurs n'ont pas leur responsabilité

(1) Trib. supérieur Monaco, 6 mai 1892 et 11 novembre 1892 ; — *Journal de droit international privé*, t. XX, année 1893, p. 454.

(2) *Code général des biens pour le Monténégro*, de 1888, traduction Daresle et Rivière, Paris, 1892, p. 104 et 105.

engagée pour les objets qui ne leur ont pas été remis en mains propres.

Ces règles s'appliquent par analogie aux chefs de la maison, en ce qui concerne les hôtes qu'ils reçoivent chez eux.

NORVÈGE

Comme celle de débitant, la profession est soumise au régime de l'autorisation préalable (1) : le principal but de cette autorisation est de constater la moralité de l'hôtelier et d'enrayer la marche ascendante de l'alcoolisme, auteur de grands ravages dans ce pays.

Les deux premiers articles de la loi du 4 mai 1901 sur la déclaration des voyageurs et des étrangers (2) imposent à toute personne qui fait métier de recevoir des voyageurs pour la nuit de faire une déclaration préalable et, en outre, de tenir un registre où doivent être inscrits tous les voyageurs.

PAYS-BAS

Code néerlandais de 1838, art. 1746 : « Les hôteliers sont responsables, comme dépositaires, des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux.

(1) *Annuaire de législation étrangère*, t. XIV, année 1884, p. 615, publié en 1885.

(2) *Annuaire de législation étrangère*, t. XXXI, année 1901, p. 435, publié en 1902.

Le dépôt doit être regardé comme nécessaire » (preuve par témoins, art. 1741).

Art. 1747 : « Ils sont responsables du vol ou du dommage des effets du voyageur, causé par les domestiques ou préposés ou par toute autre personne. »

Art. 1748 : « Ils ne sont pas responsables des vols faits avec force armée ou commis par des personnes reçues par le voyageur lui-même. »

PORTUGAL

Le Code civil portugais de 1867 est le seul qui consacre aux relations entre un hôtelier et ses clients une section complète (Ile partie, livre II, titre II, chapitre IV, section VI) qu'il intitule *contrat d'hébergement (albergaria ou posada)* (1). Nous avons essayé de démontrer, pages 56 et suivantes, pourquoi cette expression était vicieuse. Bref, l'article 1419 définit « le contrat d'hébergement celui par lequel une personne s'engage à nourrir et loger ou seulement à loger une autre personne moyennant une rétribution déterminée par la convention ou l'usage ».

De par ce contrat qui peut être tacite, quand celui qui loge est aubergiste de son état, le logeur répond, en principe, comme un dépositaire, de tous les effets du voyageur. A l'encontre des autres législations qui s'occupent spécialement des objets précieux, le droit portu-

(1) Code civil portugais du 1^{er} juillet 1867, traduction Laneyrie et Dubois, Paris, 1896, art. 1419 et suiv.

gais consacre des dispositions particulières aux objets de peu de valeur et faciles à faire disparaître ; l'aubergiste n'en répond que quand il est personnellement en faute ou que s'ils ont été recommandés spécialement à ses soins (art. 1420-1421).

L'article 882 lui donne, pour le paiement de ses fournitures, un privilège sur les effets du débiteur apportés dans son auberge. Ce privilège, qui cesse quand les effets ne sont plus en sa possession, est à peu près illusoire, le bagage du voyageur se composant le plus souvent d'effets qui, aux termes de l'article 815, n° 11, du Code de Procédure civile, ne peuvent être ni retenus ni saisis. Aussi l'article 1423, inspiré évidemment par d'excellents mobiles, mais sacrifiant un peu trop ce pauvre voyageur, décide que : « en cas de contestation entre l'aubergiste et la personne hébergée sur le montant de ce qui est dû à l'aubergiste, la personne hébergée devra déposer, devant l'autorité judiciaire compétente du lieu où est située l'auberge, toute la somme qui lui a été réclamée. »

Prescription de six mois (art. 538).

RUSSIE

Un Code uniforme ne régit pas encore toutes les parties de ce vaste empire. Trois législations coexistent, la loi russe ou droit commun du « Svod », la loi baltique et la loi polonaise.

Russie proprement dite (1). — Un double parti s'offre

(1) Lehr, *Eléments de droit civil russe*, t. II, Paris, 1890, p. 183 (n° 911), 393 (n° 1273), 388 (n° 167).

à celui qui descend dans une hôtellerie (traktir). D'accord avec le maître de l'établissement (*soderjateli postoïolykh dvoro'v*), il peut lui laisser en dépôt contre reçu de l'argent ou des effets mobiliers, soit en un paquet cacheté, soit après avoir compté l'argent et estimé les effets (art. 2124 du Svod).

Dans la première hypothèse, l'hôtelier ne doit que restituer le paquet intact; dans la seconde, il répond du montant de la somme et de la valeur des effets.

Dans les deux cas, les hôteliers ou logeurs sont responsables de la disparition des effets appartenant aux personnes qui descendent chez eux, lorsque la disparition est imputable à un manque de surveillance ou à l'incurie du personnel de l'établissement. Mais *la preuve testimoniale du dépôt n'est pas admise.*

Provinces Baltiques. — Le Code civil des provinces baltiques, dans ses articles 3817 à 3828 (1), qui traitent longuement de la matière, est plus dur que le « Svod » à l'égard de l'hôtelier.

Ce Code distingue l'aubergiste de profession du particulier qui, même dans un but lucratif, reçoit un voyageur.

L'aubergiste de profession est responsable du bagage introduit chez lui, soit en arrivant, soit pendant son séjour par le voyageur qu'il héberge. Il suffit qu'il ait connaissance que le voyageur apporte ses effets dans la maison, et il est inutile qu'il y ait eu remise spéciale entre ses mains, il n'importe que le voyageur ait été

(1) Lehr, *Eléments de droit civil russe*, cité *supra*, p. 398 (nos 1280 et suiv.).

reçu avec son bagage par le maître de l'hôtel ou ses préposés, qu'il ait apporté ou non son bagage lui-même, que ce bagage soit sa propriété ou celle d'autrui, *qu'il soit reçu gratuitement ou à prix d'argent* (C. B., 3817-3820-3822).

La responsabilité de l'hôtelier est engagée, quel que soit l'auteur du détournement ou de la détérioration (préposés ou tiers). Il n'est exonéré que lorsque ces faits sont imputables au voyageur lui-même, à ses gens ou dus à un cas fortuit (C. B., 3221), ou quand, dès l'arrivée du voyageur, il lui a déclaré catégoriquement qu'il déclinait toute responsabilité et que le voyageur, mis en demeure de veiller personnellement sur ses effets, y a consenti; un simple avis affiché dans l'établissement serait sans aucune efficacité (C. B., 3823).

L'hôtelier n'est tenu que comme un dépositaire ordinaire des effets qu'à sa connaissance le voyageur laisse dans la maison au moment de son départ (C. B., 3824).

Quand plusieurs personnes exploitent conjointement une hôtellerie, chacune d'elles n'est tenue que pour sa part, à moins qu'elles ne participent toutes à la direction de la maison ou que le voyageur n'ait été accueilli par des préposés nommés par elles conjointement (C. B., 3825).

Quant à celui qui, sans exercer la profession d'hôtelier, reçoit un voyageur chez lui pour de l'argent, il n'est tenu que suivant les règles du bail à loyer et l'hôtelier de profession est dans le même cas, lorsqu'il loue ou accorde à un autre titre un logement à quelqu'un, en qualité de propriétaire d'immeuble et non à raison de son industrie (C. B., 3826).

Les obligations des hôteliers et les prétentions des

voyageurs se transmettent respectivement à leurs héritiers (C. B., 3827).

La loi baltique revenant au droit romain soumet enfin aux mêmes obligations que les hôteliers les bateliers qui reçoivent sur leur bateau un voyageur avec ses effets et les propriétaires d'écuries (*stallwirth*) qui laissent mettre chez eux des chevaux ou autres animaux appartenant à autrui.

Ces règles sont inapplicables aux restaurateurs, débitants de liqueurs, cafetiers chez lesquels on ne loge pas (C. B., 3828).

Au titre administratif, dans le Grand-Duché de Finlande, la loi finlandaise du 12 novembre 1883 (n° 34) (1) met les propriétaires fonciers de l'hôtel dans l'obligation d'entretenir des relais, ... survivance d'autrefois qui dans ces régions a encore son utilité.

Pologne. — Les articles 1952 à 1954 de notre Code civil (rédaction de 1804) sont demeurés en vigueur.

SUISSE

Législation fédérale. — Le code fédéral du 14 juin 1881 proclamait en principe la responsabilité de l'hôtelier, tout en édictant des instructions spéciales pour les sommes d'argent considérables ou objets de grande valeur et manquait de précision. La Suisse, berceau de

(1) *Annuaire de législation étrangère*, t. XIII, année 1883, p. 688, publié en 1884.

l'hôtel moderne et pays de tourisme par excellence se devait à elle-même de donner le bon ton. Le législateur de ces dernières années s'est efforcé d'introduire dans le nouveau Code fédéral exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1912, la précision qui faisait défaut.

Cinq articles du droit d'obligation (487 à 491) sont consacrés à la matière : il importe comme en beaucoup de pays de distinguer les effets ordinaires et les objets précieux.

Pour les effets en général, l'hôtelier répond de ceux apportés par les voyageurs, qui logent chez lui, à moins que le dommage ne soit imputable au voyageur, à ses serviteurs ou visiteurs, ou ne résulte d'un cas de force majeure ou de la nature même de la chose. Si l'hôtelier ou un de ses préposés n'est pas fautif, cette responsabilité est limitée à 1.000 francs par chaque voyageur.

Pour les objets précieux (bijoux, montants en espèces assez importants ou valeurs), l'hôtelier non fautif par lui-même ou par ses gens, n'est responsable que s'il lui ont été remis en dépôt. S'il accepte ou s'il refuse le dépôt, il répond de la valeur entière.

Il est à remarquer que les objets précieux dont « le dépôt ne peut être demandé au voyageur » sont assimilables aux autres effets ; que le voyageur est irrecevable dans son action, s'il n'avise pas l'hôtelier du dommage subi aussitôt qu'il l'a découvert ; que les affiches placardées dans l'établissement déclinant ou modifiant la responsabilité légale de l'hôtelier sont sans effet.

L'article 490 prévoit la situation des hôteliers propriétaires d'écuries et remises qui répondent, sous les mêmes conditions et dans les mêmes limites que pour les effets en général, « de la détérioration, de la destruction ou de

la soustraction des animaux, voitures et objets qui y appartiennent, remisés chez eux ou dont la garde a été acceptée par eux ou par leurs préposés d'une façon quelconque ».

Les hôteliers et propriétaires d'écuries et de remises jouissent sur les effets apportés d'un droit de rétention qui est régi par les mêmes règles que le droit de rétention du loueur et qui garantit leurs créances provenant de l'hébergement et du logement.

Législation cantonale. — Côté administratif, la législation cantonale attire l'attention par quelques dispositions intéressantes.

Dans le canton de Vaud, l'article 33 de la loi du 21 août 1903, sur la vente en détail des boissons alcooliques et sur la police des établissements publics (1), imité du « trepass » anglais, décrète que « les maîtres d'hôtels et les aubergistes ne peuvent, à moins de motifs reconnus valables, refuser aussi longtemps qu'ils ont de la place, de loger en tout temps, de nuit comme de jour, les voyageurs qui offrent de payer leurs dépenses ».

Dans le canton de Saint-Gall, une loi du 25 mai 1905, sur la tenue des hôtels, pensions et débits de boissons de tout ordre (2), réduit la patente de ces établissements dans des proportions qui varient des 4/5 aux 14/15 en faveur de ceux qui ne vendent pas d'alcool.

(1) *Annuaire de législation étrangère*, tome XXXIII, année 1903, p. 473, publié en 1904.

(2) *Annuaire de législation étrangère*, tome XXXV, année 1905, p. 429, publié en 1906.

Dans le canton de Thurgovie, une loi du 12 mars 1906(1) sur les auberges forme un véritable Code administratif de l'hôtel dont nous extrayons ce qui intéresse plus spécialement notre sujet :

Il existe quatre catégories d'auberges : les tavernes (*Tavernenwirthschaften*), les cabarets (*Schenkwirtschaften*), les confiseries (*Konditoreiwirtschaften*), les auberges de tempérance (*Abstinenzwirtschaften*) ; chaque classe a ses attributions délimitées, et seules les tavernes peuvent loger des voyageurs pendant la nuit. Nul ne peut tenir une auberge, s'il ne lui a été délivré une licence par le conseil municipal de la décision duquel l'intéressé peut se pourvoir devant le conseil du Gouvernement. En principe, il n'est pas accordé de licence pour l'ouverture de nouveaux cabarets, tavernes ou confiseries, quand dans une commune il existe déjà une auberge par moins de cent habitants.

Les aubergistes sont responsables du maintien de l'ordre dans leurs établissements qui, en règle générale, doivent fermer à onze heures et demie du soir et ne peuvent recevoir des clients qu'à partir de quatre heures du matin en été, et de cinq heures en hiver... : le canton de Thurgovie est un pays de sages, s'il en est.

(1) *Annuaire de législation étrangère*, tome XXXVI, année 1906, p. 459, publié en 1907.

CONCLUSIONS DE L'AUTEUR

Cette histoire que l'auteur souhaite ne pas être trop fastidieuse pour ceux qui la liront demeurerait incomplète, si nous n'en tirions la morale. En nous aidant des lumières dont l'étude de la jurisprudence et l'aperçu des principales législations étrangères ont dû éclairer la question, pouvons-nous nous déclarer satisfaits du droit français tel qu'il régit actuellement les rapports de l'hôtelier et de sa clientèle, ou voyons-nous des réformes utiles, sinon indispensables à inscrire au programme de l'horizon parlementaire ?

Côté administratif, nous serions mal venus à nous plaindre et, quand nous constatons que, dans certains États voisins, l'exercice de la profession d'hôtelier est soumis à l'obtention d'une autorisation préalable, nous nous apercevons que la France est toujours un pays de pleine indépendance. Je sais bien que, sous couleur de liberté et de suppression de formalités désuètes, dont « M. Lebureau » abuse parfois, les grandes sociétés de tourisme ont demandé la suppression du registre de police qui doit être tenu dans chaque hôtel pour l'inscription des voyageurs. Certes, dans un monde idéal, la tenue de ce livre registre serait un petit inconvénient inutile, et son abandon ne pourrait être que désiré ; mais il faut prendre le monde tel qu'il est avec ses qualités et ses défauts, surtout ses défauts. A notre époque

de jouisseurs, en notre siècle où tant de malhonnêtes gens sont portés à chercher dans la poche du voisin ce qu'ils ne trouvent pas dans la leur, une société pensante et réfléchie n'a pas le droit de négliger aucun des moyens qui s'offrent à elle de combattre le crime sous toutes ses manifestations. Or la formalité du livre de police n'est pas si démodée, puisque à l'étranger des lois relativement récentes l'ont adopté. C'est que, bien compris, ce registre est une arme excellente, offensive et défensive contre les « rats d'hôtels » et les écumeurs de palaces. Si le système anthropométrique du D^r Bertillon a donné, en France, les résultats que tous connaissent, on est en droit d'en attendre autant du système graphologique de M. Schneickert : « M. Schneickert, docteur en droit, commissaire de police à Berlin et expert en écriture, a découvert un système ingénieux pour classer et enregistrer, selon des règles précises, les spécimens d'écritures suspectes qui lui sont envoyés. Le système Schneickert, que diverses polices allemandes ont déjà adopté, permet de découvrir en très peu de temps, parmi des milliers d'autres, l'écriture d'une personne déterminée, car les écritures sont classées d'après certains caractères graphiques, suivant un procédé analogue à celui qu'on emploie pour les cartes dactyloscopiques ; c'est là précisément ce qui constitue l'entière nouveauté de ce système. Il est absolument sans importance que la personne recherchée portât, lorsqu'elle a commis ses méfaits, le nom de Müller, de Schulze, de Lehmann, etc., ou qu'elle ait commis un faux de ce nom (1) ». Il est évident que pour l'applica-

(1) Article de la *Revue suisse des hôtels*, publié dans le *Bulletin*

tion de cette méthode appelée à pouvoir donner de bons résultats, malgré le discrédit souvent exagéré dont on accable à tort les experts en écriture, les mentions que le voyageur doit fournir doivent être tracées de sa main même. Que les hôteliers n'hésitent à ne pas épargner à leurs hôtes cet ennui bien léger, et que ceux-ci ne s'en formalisent pas : c'est leur intérêt commun, leur intérêt bien compris, et Vatel lui-même, le chef d'historique mémoire, qui se passa son épée à travers le corps pour une « marée » arrivée en retard, se serait incliné devant cette nécessité, s'il avait été directeur d'un hôtel!

Contentons-nous d'enregistrer les plaintes soulevées dans le monde hôtelier par le mode de perception institué pour le paiement de la cure-taxé (Loi du 13 avril 1910 et décret du 26 juin 1911) : tenue d'un carnet et encaissement à domicile par l'intermédiaire des logeurs, hôteliers, propriétaires, responsables en principe. Ces textes trop récents n'ont pas encore fait leurs preuves et il serait au moins prématuré de substituer à ce système un encaissement direct par les municipalités, bénéficiaires de cette taxe.

Côté civil, on a parfois demandé à cors et à cris la suppression des articles 1952, 1953, 1954 de notre Code civil et la soumission au droit commun de la responsabilité hôtelière. Cette suppression, inadmissible pour les voyageurs qui seraient à la merci de maîtres d'hôtel peu scrupuleux (il y en a), ne l'est pas moins pour les hôteliers eux-mêmes : ces derniers, par une répercussion forcée et un rapport de cause à effet logique autant

officiel du Syndicat général de l'Industrie hôtelière, numéro du 4 avril 1910, p. 8.

qu'équitable, se verraient enlever le privilège que l'article 2102, alinéa 5, leur donne sur les effets de leurs clients, privilège qui, s'il est souvent la seule garantie de leur paiement, n'est que la contre-partie de leurs obligations spéciales. Le meilleur argument à donner pour le maintien dans nos lois des articles 1952 et suivants est que, sous certaines limitations ou exceptions, cette responsabilité de l'aubergiste se retrouve à peu près partout. A défaut de suppression, ces articles sont-ils susceptibles d'être modifiés? Dans leur essence, je n'en vois pas l'utilité (le dépôt dans un coffre-fort ou un avertissement préalable par le voyageur de l'apport et de la valeur de ses effets sont pratiquement inadmissibles) et la loi du 8 avril 1911 me paraît avoir heureusement concilié, pour le plus grand bien de tous, des intérêts en apparence opposés. Dans leur formule, je regrette que le législateur de 1911 n'ait pas cru, pour des raisons de célérité, devoir préciser davantage sa pensée et ait supprimé les mots « ne servant pas à l'usage habituel et personnel du voyageur », que la commission de la Chambre avait proposé d'ajouter à l'expression « objets précieux ». Probablement, les hésitations de la jurisprudence à ce sujet rendront nécessaire une nouvelle intervention législative. Il sera bon, par la même occasion, à l'imitation du Code civil chilien, d'étendre ces articles aux cafés, cabarets, restaurants, théâtres, salons de thé, salons de coiffure, bateaux-lavoirs, établissements de bains, et, à l'imitation des codes baltique et suisse, aux remises, écuries, étables. Cette extension à laquelle la majorité de nos tribunaux ont eu raison de ne pas vouloir souscrire en l'état actuel des textes,

serait un acte de justice. Pourquoi avoir deux poids et deux mesures pour des situations identiques ?

Nous croyons être ainsi arrivés au terme de notre tâche. Certes, nous sommes loin d'avoir épuisé toutes les questions soulevées par l'industrie hôtelière : sans parler des nombreux problèmes juridiques qui prennent naissance de par les relations d'un hôtelier et de ses employés ou domestiques, sans dire un mot du fameux « warrant-hôtelier » actuellement devant les Chambres (nouveau moyen de crédit permettant à tout exploitant d'un hôtel d'emprunter sur le mobilier commercial, le matériel ou l'outillage servant à son exploitation, tout en en conservant la possession), sujets qui sortent de notre cadre, nous aurions été heureux de dissenter encore pendant de longues pages sur une question toujours posée, jamais résolue, celle des pourboires d'hôtel. Malheureusement, ou plutôt heureusement, le pourboire, pour tant qu'il soit entré dans nos mœurs, n'est qu'une obligation morale, et nous avons prétendu faire œuvre de droit. Imposons donc une limite à nos appétits et condensons notre opinion sur le pourboire en l'assimilant au « bakchich » égyptien et en citant cette pensée d'Edmond About (1), qui sera notre porte de sortie : « Qu'est-ce donc que le bakchich ? Un hommage intéressé rendu par celui qui demande : « Tu es un grand seigneur, tu es riche, et je ne doute pas que tu ne soies généreux : prouve-le. » Il est distinct de l'aumône, quoiqu'ils se confondent souvent et la générosité est de stricte obligation pour tous les hommes qui sont ou qui paraissent riches. »

(1) Edmond About, *Le Fellah (Souvenirs d'Egypte)*.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

Des ouvrages les plus utiles ou les plus souvent cités

Ambroise Colin, note sous Paris, 13 novembre 1903 : D., 1904-2-73.

Annuaire de législation étrangère.

Arntz, Cours de droit civil français. Bruxelles. Paris, 1860-1863.

Aubry et Reau, Cours de droit civil français, 4^e éd. Paris, 1869-1878.

Baudry-Lacantinerie et Barde, Des obligations, 3^e éd. Paris, 1906.

Baudry-Lacantinerie et de Loynes, Du nantissement, des privilèges et hypothèques, 3^e éd. Paris, 1906.

Baudry-Lacantinerie et Tissier, De la prescription, 3^e éd. Paris, 1905.

Baudry-Lacantinerie et Wahl, Du contrat de dépôt, 3^e éd., Paris, 1906.

Baudry-Lacantinerie et Wahl, Du contrat de louage, 3^e éd. Paris 1906.

Carré, Compétence judiciaire des juges de paix. Paris, 1875-1876.

Collinet, De la saisie privée. Thèse Paris, 1893.

Curasson, Traité de la compétence des juges de paix, 3^e éd. 1855.

Dalloz, Répertoire alphabétique de législation et de jurisprudence et supplément au répertoire. Recueil périodique.

Danty (sur Boiceau), Traité de la preuve par témoins, en matière civile, 1697.

Daresté et Rivière, Code général des biens pour le Monténégro. Paris, 1892.

Demolombe, Cours de code Napoléon. Paris, 1845-1882.

Denisart, Supplément à la Collection de décisions nouvelles et de notations relatives à la jurisprudence présente. Paris, 1754-1756.

Dollat, Les contrats d'adhésion. Thèse Paris, 1905.

Domat, Lois civiles dans leur ordre naturel (édition Carré). Paris, 1821-1825.

Duranton, Cours de droit français suivant le Code civil. Paris, 1825-1842.

Fenet, Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil. Paris, 1827-1828.

Ferrière (Claude de), Nouveau commentaire sur la coutume de la prévosté et visconté de Paris. Paris, 1679.

Fontanon, Édits et ordonnances des rois de France. Paris, 1671.

Garçon, Code pénal annoté. Paris, 1901-1911.

Girard, Manuel élémentaire de droit romain, 4^e éd. Paris, 1906.

Glasson et Tissier, Précis de procédure civile, 2^e éd. Paris, 1908.

Gombert, Des rapports juridiques entre hôteliers ou aubergistes et voyageurs. Thèse Lille, 1900.

Grasserie (Raoul de la), Code civil allemand. Paris, 1897.

Guillouard, Traité de dépôt, 2^e éd. Paris, 1893.

Guillouard, Traité de louage. Paris, 1884.

Guillouard, Traité de nantissement. Paris, 1895.

Guillouard, Traité de la prescription. Paris, 1901.

Guyot, Répertoire de jurisprudence, nouvelle édition. Paris, 1784-1785.

Huc, Commentaire théorique et pratique du Code civil. Paris, 1892-1903

Jourdan, Decrusy, Isambert, Recueil général des anciennes lois françaises, de 420 à 1789.

Laget et Laget-Valdesa, Théorie du Code pénal espagnol, 2^e éd. Paris, 1881.

Laneyrie et Dubois. Code civil portugais. Paris, 1896.

Laurent, Principes de droit civil français, 2^e éd. Bruxelles, 1869-1879.

Laurière, Ordonnances des rois de France de la troisième race. Paris, 1723.

Lebon et Panhard, Recueil des arrêts du Conseil d'État.

Lehr, Éléments de droit civil russe. Paris, 1877-1890.

Lehr et Dumas, Éléments de droit civil anglais, 2^e éd. Paris, 1906.

Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, 4^e éd. Paris, 1906-1912.

Martinet et Dareste, Code hongrois des contraventions. Paris, 1885.

Massé, Droit commercial, 3^e éd. Paris, 1874.

Merlin, Répertoire de Jurisprudence, 4^e éd. Paris, 1812.

Mourlon et Demangeat, Répétitions écrites sur le Code civil, 11^e éd. Paris, 1883.

Pandectes françaises, Répertoire de jurisprudence et supplément au répertoire. Recueil périodique d'arrêts.

Pasicrisie belge, Recueil général de la jurisprudence des cours et tribunaux de Belgique.

Planiol, Traité élémentaire de droit civil, 5^e éd. Paris, 1908-1910.

Planiol, Classification synthétique des contrats dans Revue critique de législation et de jurisprudence, tome XXXIII, année 1904, p. 470.

Planiol, Note sous Tribunal Marseille, 26 février 1904 : D., 1905-2-185.

Pont, Traité des petits contrats, Paris, 1864-1877.

Pothier, Œuvres, éd. Bugnet. Paris, 1845-1848.

Prudhomme, Code civil chilien. Paris, 1904.

Recueil de la Gazette du Palais, recueil de jurisprudence.

Recueil de la Gazette des Tribunaux, recueil de jurisprudence.

Rul, Le contrat d'hôtellerie. Thèse Paris, 1906.

Sirey, Recueil périodique des lois et arrêts.

Sourdât, Traité général de la responsabilité, 6^e éd. Paris, 1911.

Thaller, Traité de droit commercial, 3^e éd. Paris, 1900.

Thaller et Jossierand, Traité de droit commercial : les Transports. Paris, 1910.

Tissier, Note sous Cas., 7 mai : S., 1906-1-513.

Toullier et Duvergier, Le droit civil français suivant l'ordre du Code. Paris, 1820-1843.

Troplong, Le droit civil expliqué, 1843-1859.

Usages locaux de la Ville de Paris, tels qu'ils ont été recueillis en 1898, par les juges de paix de Paris sur le rapport d'une commission nommée par eux. Marchal et Billard, éditeurs, Paris, 1902.

Valéry, Des contrats par correspondances. Paris, 1895.

Wahl, Note sous Cassation, 5 février 1894 : S., 95-1-417.

Journaux et Revues : Journal officiel de la République fran-

caise, annales parlementaires, — Le Droit, — La Loi, — Gazette du Palais, — Gazette des Tribunaux, — Journal des juges de paix, — Moniteur des juges de paix, — Revue des justices de paix, — Bulletin des décisions des justices de paix, — Annales des justices de paix, — Journal de droit international privé (Clunet), — Moniteur des Huissiers, — Moniteur judiciaire du Midi, — Moniteur judiciaire de Lyon, — Gazette judiciaire et commerciale de Lyon, — Journaux ou recueils des arrêts des cours d'Amiens, Besançon, Bordeaux, Caen, Riom, Rouen, — Jurisprudence commerciale et maritime de Nantes, — Journal de Jurisprudence commerciale et maritime de Marseille, — Recueil des Alpes-Maritimes, — Revue algérienne, — Bulletin de la Cour de cassation, — Bulletin annoté des chemins de fer en exploitation, — Journal des parquets, — Journal des tribunaux de commerce, — La Belgique judiciaire, — Revue mensuelle du Touring, — Club de France, — Bulletin officiel du Syndicat Général de l'Industrie hôtelière (France et Colonies) et des grands hôtels de Paris (siège du syndicat Paris, 14, rue Jean-Jacques Rousseau), — La France hôtelière, — Bulletin officiel de la Fédération Nationale des hôteliers et restaurateurs de France et des Colonies (Siège social, Paris, 5, rue de Beaujolais).

Vu par : *Le Président*,
AMBROISE COLIN.

Vu : *Le Doyen*,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :
Pour le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
G. PAGÈS.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	1
PLAN.....	4

LIVRE PREMIER

HISTORIQUE

Préambule.....	5
----------------	---

CHAPITRE PREMIER

L'Antiquité

Section I. Généralités sur les peuples barbares et la Grèce.....	6
Section II. L'hôtellerie à Rome.....	8
Section III. Le droit romain.....	11
§ 1 Première phase.....	11
§ 2 Deuxième phase.....	15
§ 3 Troisième phase.....	18

CHAPITRE II

Période de Transition. — Le Moyen-Age. — L'Ancien Régime

Section I. Généralités.....	25
Section II. Les ordonnances des rois de France.....	27

Section III. Le droit coutumier.....	33
Section IV. Les Anciens Auteurs.....	37
Section V. Jurisprudence de nos anciens Parlements....	41

CHAPITRE III

L'Industrie hôtelière dans les temps modernes

Section I. Considérations économiques (statistique)....	44-47
Section II. Les hôtels au xxe siècle.....	48

LIVRE II

LE DROIT FRANÇAIS ACTUEL DE L'HOTELIER ET DE SA CLIENTÈLE

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

De la nature des rapports juridiques intervenant entre l'hôtelier et ses clients

Du prétendu contrat d'hôtellerie

Section I. De la nature desdits rapports juridiques.....	54
Section II. Du prétendu contrat d'hôtellerie.....	56

CHAPITRE I

De l'hôtelier considéré en lui-même

Section I. Qui peut être hôtelier ?.....	64
§ 1 Officiers ministériels.....	65
§ 2 Compagnies de chemins de fer.....	65
Section II. Des formalités spéciales auxquelles l'hôtelier est astreint.....	68
§ 1. Des formalités légales.....	68
Livres de police.....	70
Cure-taxa.....	72
§ 2. Des formalités administratives.....	73

CHAPITRE II

Des clients de l'hôtelier considérés en eux-mêmes

Section I. Des clients possibles.....	78
Section II. Des clients « indésirables ».....	81
§ 1 Discussion de la question et parallèle entre la responsabilité de l'hôtelier et celle du voitu- rier.....	82-87
§ 2 De quelques cas particuliers.....	93

CHAPITRE III

De la location

Section I. De la location proprement dite et de sa preuve.....	99
§ 1 Contestations sur l'existence du contrat de lo- cation.....	99
§ 2 — sur le prix de la location.....	105
§ 3 — sur la durée de la location.....	106
Section II. Expiration de la location.....	107
Section III. De quelques questions accessoires à la loca- tion.....	110
§ 1 De la valeur des « avis » affichés par l'hôtelier dans son établissement.....	110
§ 2 Des vices du consentement. De l'incapacité.....	118
§ 3 De la conclusion du contrat de location.....	116

CHAPITRE IV

Des obligations de l'hôtelier envers sa clientèle

Section I. Des obligations relatives à la personne du voyageur.....	118
Section II. Des obligations relatives aux effets du voya- geur.....	125

§ 1 Parallèle entre le dépôt nécessaire et le dépôt fait par un voyageur dans un hôtel.....	128
A Preuve incombant au voyageur en matière de dépôt fait par lui dans une hôtellerie.....	128
B Responsabilité de l'hôtelier envisagée comparativement à celle du dépositaire.....	132
§ 2 Étude en elle-même sur la responsabilité de l'hôtelier à raison des effets du voyageur.....	134
A Étendue de cette responsabilité, point de vue civil.	134
— — — point de vue pénal.	141
B Fondement juridique de cette responsabilité de l'hôtelier à raison des agissements d'autrui.	143
C Du commencement et de la fin de la responsabilité de l'hôtelier.....	148-157
D Personnes au profit desquelles existe cette responsabilité de l'hôtelier.....	161
§ 3 Des diverses circonstances restrictives de la responsabilité de l'hôtelier.....	171
A Lois des 18 avril 1889 et 8 avril 1911, modifiant l'article 1953 du Code civil (argent, titres, bijoux, objets précieux) combinaison des articles 1953 et 1382 du Code civil	171-185
B Pouvoir d'appréciation du juge (articles 1348 et 1150 du code civil).....	191
C Cas fortuit et force majeure.....	197
D Faute du voyageur.....	203
E Conventions, avis contre les « rats d'hôtel », assurances, affiches.....	207

CHAPITRE V

Des obligations des clients de l'hôtelier

Section I. Étude intrinsèque de ces obligations.....	213
Section II. Sanction des obligations du voyageur.....	219
§ 1 Considérations générales et conseils pratiques.	
Du délit de grivèlerie.....	219-221
§ 2 Privilège de l'hôtelier.....	224

<i>A</i> Historique et véritable nature de ce prétendu privilège.....	224
<i>B</i> Champ d'application de ce privilège.....	227
§ 3 Mode de réalisation du gage. Vente des objets abandonnés ou laissés en gage par le voyageur à l'hôtelier, concours avec d'autres créanciers privilégiés.....	236
<i>A</i> Régime du Code civil	236
<i>B</i> Régime de la loi du 31 mars 1896.....	239
<i>C</i> Concours de l'hôtelier avec d'autres créanciers privilégiés.....	245
§ 4 Saisies pratiquées à la requête de l'hôtelier ou entre les mains de l'hôtelier.....	247

CHAPITRE VI

Questions de procédure

Section I. Tribunaux compétents.....	251
Section II. Prescriptions.....	262

CHAPITRE VII

Des situations assimilables à celle de l'hôtelier

Section I. Comment se pose la question ?.....	269
Section II. Point de vue pénal-administratif	270
Section III. Point de vue civil.....	275
Section annexe. Agences de voyage.....	294

LIVRE III

DROIT COMPARÉ

Allemagne.....	295
Angleterre-Écosse.....	297-298
Australie (Nouvelle-Galles du Sud).....	298

Autriche-Hongrie	299-300
Belgique.....	301
Canada (Province de Québec).....	301
Chili.....	302
Colorado.....	303
Espagne.....	305
États-Unis.....	307
Italie.....	308
Luxembourg.....	309
Massachussets.....	309
Principauté de Monaco.....	310
Monténégro.....	311
Norvège.....	312
Pays-Bas.....	312
Portugal.....	313
Russie. Provinces baltiques. Pologne.....	314-315 317
Suisse.....	317-319

CONCLUSIONS DE L'AUTEUR.....	321
------------------------------	-----

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE.....	326
----------------------------	-----

